QUARANTE-DEUXIÈME ANNÈE - Nº 12452 - 6 F

Fondateur: Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

DIMANCHE 10-LUNDI 11 FÉVRIER 1985

LE XXVº CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE

L'unité ne supporte pas la contestation

Le vingt-cinquième congrès du Parti communiste est entré, en fait, dès vendredi, dans sa phase ultime, celle du débat sur l'électinn du futur comité central du parti. Répondant à M. Pierre Juquin, membre du bureau politique sortant, M. Jean Portejoie, premier secrétaire de la fédération des Hautes-Pyrénées, a posé le problème sans aménité, en expliquant qu'il ne pourrait élice au comité central des responsables qui ue se seraient pas montrés suffisamment d'accord avec les décisions majoritaires.

Le Parti communiste peut-il tolérer la diversité des opinions au niveau de ses instances dirigeantes? Pour la plupart des délégués qui ont répondu à M. Juquin, il ne saurait en être question. L'un d'eux a affirmé que le problème du pluralisme ne se pose pas au PCF et qu'il fant laisser cela à d'autres. En nutre, le fait qu'aucun membre du bureau politique n'ait répondu à M. Juquin le montre à l'évidence. Pour la direction du parti, il ne peut pas exister de divergences en son sein, et, s'il en apparaît une, elle ne peut être que résorbée ou éliminée.

Il ne s'est trouvé que trois délégués, dans le débat provoqué par l'intervention de M. Juquin, pour s'opposer à la conception dominante. Parm! ceux-là, le secrétaire de la section des usines Michelin - l'une des plus importantes sections ouvrières du PCF, -M. Jean-Jacques Périer, a fait valoir que, bien que n'ayant pas

invité du « Grand Jury

RTL-le Monde » M. Serge Dassault, président du Parti libéral, président-directeur général de la société électronique Marcel Dassault, électronique Marcel Dansault, sera l'invité de l'émission heb-

domadaire «Le grand jury RTL-le Monde», le dimanche 10 février, de 18 h 15 à 19 h 30. M. Dassault, dout le parti issa d'une scission du CNIP se situe nettement dant l'opposi-tion, répondra aux questions d'André l'amerou et de Jacques Isuard du Monde, de Gilles Leclerc et de Jean-Yves Hollin-

ger, de RTL, le débat étant dirigé par Alexandre Baloud.



voté le projet de résolution, il avait été reconduit par les militants à la tête de cette section et au secrétariat de la fédération du Puy-de-Dôme. Si l'on condamne cette réélection, a-t-il souligné, cela veut dire que les cadres du parti n'ont pas le droit de participer au débat sur sa politique.

La question commune, par-delà

leurs divergences, à tous ceux qui ont critique la direction, dans la demière période, est bien celle la Comme l'avait expliqué M. Marcel Rigout au terme de la conférence de sa fédération, celle de la Haute-Vicane, l'unké du parti, seion eux, doit être réelle, c'estire ionaee sur n'écarte personne. C'est selon ce principe qu'ont agi les responsa-bles de la Meurthe-et-Moselle, comme ceux de la Haute-Vienne, ceux de la Corse-du-Sud, comme ceux des Hautes-Alpes, mais aussi ceux du Puy-de-Dôme et de la Charente, ou encore ceux de la section Peugeot de Sochaux (Dnubs), dnnt le secrétaire, M. Gérard Bailly, a énuméré, vendredi, les interrogations sur la pratique qui avait été celle du PCF dans l'union avec le PS et sur son comportement vis-à-vis des pays de l'Est.

L'unité doit-elle se faire par ablatinns successives, avait demandé, jendi, M. Félix Damette. M. Juquin n'a pas

sort de ceux qui, en 1956, après le congrès de la déstalinisation en Union soviétique, en 1961, après l'arrivée au pouvoir de de Gaulle, en 1968, après les événements de mai-juin et après Prague, avaient posé des questions et avaient été mis à l'écart d'un parti qui;

aujourd'hui, avone les «retards»

on'il avait pris alors.

La direction actuelle paraît décidée à faire subir le même sort, au niveau des instances dirigeantes, à tnus ceux qui n'ant pas suivi la voie qu'elle avait indiquée au lendemain des élections européennes. L'idée que le débat puisse se poursuivre après le congrès lui est insupportable. Piusieurs de ses porte-parole l'unt dit, vendredi, en répundant à M. Juquin. - L'unité du parti. oui, mais sans ambiguité, a dit, par exemple, M. Charles Caressa, premier secrétaire de la fédération des Alpes-Maritimes.

Face à cette volonté d'éliminatinn, dant an se demandait, samedi matin, jusqu'nu elle irait, les minoritaires se sont efforcés de donner le moins de prise possible. C'est bien ce qui a été reproché à M. Juquin : qu'il avoue done ses désaccords de fond! nut lancé dusieurs de ses contradicteurs. L'un des minoritaires, M. Roland Favaro, responsable da PCF pour la Lorraine, membre du secrétariat fédéral de la Meurtheet-Moselle, a émis le souhait que le congrès sache «éviter toutes les crispatiuns - Le comportement de la direction et le ton de ses questions ne laissaient guère d'espoir à cet égard.

PATRICK JARREAU. (Lire nos Informations page 8.)

Avec ce numéro

LE MONDE **AUJOURD'HUI**

Avortement: une loi, dix ans pour l'appliquer

La pyramide du Louvre : M. Pei, l'architecte américain, s'explique

Mengele ou le génocide impuni

(Pages 4 at 5)

M. Mitterrand en Picardie: le courroux de la «force tranquille» (Page 9)

Pernod-Ricard reprend la Société des vins de France

(Page 16)

PABSAT MIS EN ORBITE PAR ARIANE

In satellite politique

De notre envoyé spécial

Kourou (Guyane). - - Allahou Akbar Wa Lillah el Hamd!» (Dieu est grand et que le Seigneur soit loue!). Le cri fuse spontanément de l'assistance, tandis qu'Ariane-3 décolle du sol dans une gerbe de flammes.

Les représentants de vingt et un Etats arabes et de l'OLP, dont quinze ministres, assistent, dans la nuit du 8 au 9 février, au départ d'Arabsat, le satellite de télécommunications dont ils se sont dotés. Assis à quatre kilomètres du site de lancement, ils donnent libre cours à leur joie en voyant la fusée s'élancer vers le ciel. Ils applaudissent, se congratulent, félicitent avec effusinn MM. Louis Mexandeau et Hubert Curien, respectivement ministre des PTT et ministre de la recherche et de la

Dans la salle de contrôle, les techniciens en blause blanche savent que la partie n'est pas encore gagnée. Visiblement angnissés, ils suivent sur des écrans l'évolution de la fusée chargée de mettre en orbite Arabsat, mais aussi le satellite Brasilsat, destiné au Brésil. Les visages s'épanouissent : la double entre-Drise a réussi.

technologie.

Les effets d'un échec auraient pu ternir l'image de marque de l'Europe, mais, surtout de la France, en particulier en Amérique latine, en Afrique, voire en Chine, qui a délégué son viceministre des télécommunications pour assister au lancement. C'est la première fois, en effet, qu'une entreprise non américaine, en l'occurrence la firme française Aérospatiale, a nbtenu la maîtrise d'œuvre d'un système de satellite

Le succès d'Arabsat aura, espère-t-on, des conséquences bénéfiques pour la coopération franco-arabe dans le domaine des télécommunications. Déjà des

sur le marché international.

contrats totalisant 9 milliards de francs ont été conclus au cours des quatre dernières années: d'autres marchés d'une valeur de quelque 10 milliards de francs seraient à enlever dans le court

La rentabilité d'Arabsat reste encore à démontrer. Le projet a déjà coûté, stations de contrôle comprises, quelque 3 milliards de francs qu'il faudra amortir en sept ans, la durée de vie probable du satellite.

ÉRIC ROULEAU.

(Lire la suite page 12.)

La révolution... culturale

Le « bond en avant » de l'agriculture chinoise prouve que la faim n'est pas une fatalité

Par PIERRE DROUIN

La terre n'est pas si ingrate. On ne parle anjuurd'hui que de déserts, de famines, de populations qui croissent plus vite que la production alimentaire. On époussète Malthus. Et pourtant... Des raisons de changer de lunertes apparaissent tout de même sur cette planète qui ne transmet pas

que des messages de désespoir. The Economist (1) a regardé de près, une nouvelle fois, ce qui se passe en Chine, tellement le spectacle des bouleversements est là-bas fascinant. Après l'Inde, qui réussit à exporter aujourd'hui de la nourriture (malgré des progrès encore trop lents dans certaines «poches» de pauvreté), la Chine a réussi à accroître sa production de céréales de plus de 30% en

400 millions de tonnes. Du coup, les importations de blé out été considérablement réduites

Le « socialisme aux couleurs de la Chine -, on le sait, doit absorber maintenant, sans tenotes idéologiques, tout ce que le capitalisme peut apporter d'utile. Depuis que les paysans ont gagné en autonomie et peuvent signer des contrats de production (1978), qui om encouragé l'angmentation des rendements, un élan irrésistible a été donné. Fin des communes populaires, décollectivisation en douceur, diffusion de la responsabilité; l'homme étant ce qu'il est, les résultats devaient suivre. Cela n'a pas man-

Le moteur est reparti et il a fait sept ans. Pour la première fois exploser le schéma bien connu

héros de la révolution, culturale chinoise sont des paysans qui ont compris d'abord que les investissements les plus profitables intéresseraient les petits travaux, les écoles, les pompes hydrauliques, l'utilisation plus efficace de l'irrigatinn existante et celle des

S'ils veulent imiter la nouvelle Chine, les pays du tiers-monde doivent aussi tourner le dos à toutes les politiques qui pèsent sur les fermiers : contrôle des prix, taux de change favorisant les importations agricoles et décourageant les exportations, protectionnisme augmentant le coût des machines agricoles et des engrais.

Il n'y a pas de fatalité dans la déperdition de l'énergie nutritive. A l'inverse, le lait et le miel ne couleront pas dans un pays pour depuis 1949 (2), ce pays a cure- selon lequel le tiers-monde ne pou- la seule raison qu'il aurait touraé

gistré en 1984 un excédent de vait s'en sortir sans grands bar-céréales, avec une production de rages et fermes imposantes. Les politico-économiques paralypolitico-économiques paralysantes. Le monde peut se nourrir si, avec l'aide de la science, on revient aux gestes du bon sens, aux grandes traditions des métiers de la terre, à l'effort coasenti parce qu'il se traduit directement par l'amélioration du niveau de vie de la famille exploitante, etc.

> «Les travaux et les jours» ne se lisent pas efficacement dans les kolkhozes et les sovkhozes. La Russic, qui était le grenier à blé de l'Europe, finira t elle par comprendre à son tour qu'il faut jeter bas l'armature de la collectivisation pour retrouver ce sel de la terre- qu'est cette volonté moti-vée de l'homme, «le capital le plus précieux ..

(1) Numero du 2 février. (2) Le Monde du 26 janvier. (3) Lire l'article de Gilbert Étienn

L'envolée du dollar

Quand tous les experts y perdent leur latin

trop tard, pour commencer à s'attaquer aux - graves déséquilibres » de l'économie américaine tandis que celle-ci est encore prospère, a déclaré le président de la Réserve fédérale, M. Paul Volcker, vendredi 8 février. devant la commission budgétaire du Sénat. Il a reitere son appel en faveur d'une réduction substantielle et rapide du déficit budgétaire, ajoutant que - plus une décision sera différée, plus grands seront les risques et plus difficile la tôche à accomplir ».

Il est . déjà tard ., mais pas

Dans une interview accordée vendredi an Wall Street Journal, le président Reagan s'est déclaré, lui aussi; partisan d'une réduction du déficit budgétaire qui a été, selon lui, aggravé par la récession de 1981-1982. Il met en cause les démocrates qui contrôlent le

Congrès depuis pratiquement cinquante ans, et réclame une nouvelle fois un amendement constitutionnel obligeant le gou-vernement à présenter un budget

Le déficit budgétaire américain continue d'inquiéter les marchés financiers internationaux. Les emprunts massifs et permanents du Trésor destinés à le combler favorisent les hausses des taux d'intérêt qui, elles-mêmes, alimentent la spéculation sur le dollar. Celui-ci continue de battre tous ses records de hausse. Il pourrait atteindre les 10 F à Paris en début de semaine prochaine.

Lire page 19 les articles de CHRISTOPHER HUGHES et de FRANÇOIS RENARD



Dates

RENDEZ-VOUS

Lundi 11 février. - Moscou : visite de M. Papandréou, pre-mier ministre grec.

Alger: visite de M. Roland
Dumas, ministre des relations extérieures.

Washington : visite du roi Fadh d'Arabie saoudite.

Mardi 12 février. – Téhéran : sixième anniversaire de la ré-volution iranienne. Séoul : élections générales.

Jendi 14 février. — Panama: réunion du groupe de Contadora pour le rétablissement de la paix en Amérique cen-

Vendredi 15 février. — Paris : visite de M. Sergio Ramirez, vice-président du Nicaragua. Rabat : visite de M. Roland

SPORTS Jeudi 14 février. - Basket-ball : Bulgarie-France à Ple-

Vendredi 15 février. — Auto-mobilisme: rallye de Suède (jusqu'an 17 février). Ski alpin: championnats de France à Méribel (Savoie) (jusqu'au 22).

Samedi 16 février. — Athlé-tisme : champinnnats de France en salle à Paris. Cyclisme: championnats du monde de cyclo-cross à Mu-nich (RFA). Handball: championnats du

monde masculins (groupe B) en Norvège (jusqu'an 3 mars). Patinage de vitesse : cham-pionnats du monde masculins

à Hamar (Norvège).

Tournoi des cinq nations de rugby: France-Ecosse an Parc des Princes à Paris et Pays de Galles-Angleterre à

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09 Télex MONDPAR 650572 F Tél.: 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Fontaine directeur de la publication

Anciens directeurs: Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du

Capital social: 500.000 F

Principaux associés de la société: Société civile «Les Rédacteurs du Monde», MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

> Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Corédacteur en chef: Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN: 0395 - 2037

ABONNEMENTS 6 mais 9 mais 12 mais

FRANCE 341 F 644 F 915 F 1 150 F

TOUS PAYS ETRANGERS PAR VOIE NORMALE 674 F 1 309 F 1 913 F 2 488 F ÉTRANGER (par messageries)

- MELGOUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS
386 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE 491 F 944 F 1365 F 1750 F

Par voie afrienne : tarif sur demande.
Les abonnés qui paient par chèque postal (trois voiets) voudront bien joindre ce
chèque à leur demande.
Changements d'adresse définitifs ou
provisoires (deux sensaines ou plus) : nos
abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur
départ. Joindre le dernière bande d'envoi
à toute correspondance.
Veniller, avoir l'obbliguence d'écrire

Venillez avoir l'obligeance d'écrive tous les nous propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER Algária, U. DA; Maruc, U. dir.; Turkis, 550 m.; Allemagna, 2,50 DM; Austricka, 20 sch.; Selgiqua, 35 fr.; Canada, 1,50 \$. (24s-d'hoère, 450 F CFA; Dasemark, 7,50 kr.; Espagna, 150 paa.; E-U., 1,111\$; G.-S., 55 p.; Grõca, 75 dr.; Friende, 35 p.; Rafice, 2000 L.; Libara, 47U. P.; Libye, 0,350 UL; Luxambourg, 35 f.; Norvèga, 10 kr.; Pays-Bas, 2,50 ft.; Fortugal, 100 esc.; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 5 kr.; Saissa, 1,70 f.; Yospodenia, 110 ad.

IL Y A DIX ANS

L'assassinat qui bouleversa le destin de Madagascar

11 février 1975 : six jours seulement après avoir reçn les pleins pouvoirs du général Ramanant-soa, ehef de l'État démissionnaire, dont il avait été le ministre de l'intérieur, le colonel Ratsimandrava - quarante-quatre ans est assassiné en plein Tananarive, peu après la tombée de la nuit, alors qu'il regagne son domicile à bord de sa 404 Peugeot noire. Les ruelles qui serpentent à flanc de colline et font le charme de la capitale malgache sont mal éclairées. A un tournant, des rafales d'armes automatiques éclatent. Elles criblent la voiture du jeune chef de l'État, faiblement protégé : une demi-douzaine de gardes du corps armés le suivent à bord d'une jeep. Pris par surprise, ils ne peuvent rien faire.

Ratsimandrava est tué sur le coup, de plusieurs balles. Le mythe est né. L'histoire de la « Grande lie » connaît un tournant capital, mais on est encore loin, à cette date, de le soupcon-

Depuiu plusieurs semaines, Madagascar vit des heures mou-vementées. Le régime autoritaire de Tsiranana, renversé en 1972 par des manifestations populaires, - le fameux « mal malgache », - a laissé place à une coalition hétéroclite de militaires coiffée par le « vieux » de l'armée, le général Ramanantsoa, qui lâche assez vite les rênes.

En décembre 1974, des officiers commandés par le colonel Bréchard Rajaonarison, ont tenté de s'emparer du pouvoir. Ayant échoné, ils se sont retranchés dans le camp d'Antanimora – quartier général de leur unité, le GMP ou Groupe mohile de police, – sitné en lisière de la capitale, non loin d'un tunnel percé à travers la principale colline de Tananarive.

Quand Ramanantsoa confie les pleins pouvoirs à Ratsimandrava, le GMP est toujonrs en dissidence. En échange d'une redditinn, le colouel Rajaonarison exige l'amnistie pour ceux qui ont trempé dans le putsch avorté du 31 décembre et la répartition des postes, dans t'administration comme dans l'armée, en fonction de critères ethniques. RajaonariMerinas - principale ethnie des Hauts-Plateaux - de les défavoribonne société merina, ce qui n'est pas le cas de Ratsimandrava, Merina d'origine plus humble.

Dès que la nouvelle de l'assassi-Andriamahazo, ministre d'Etat et armée malgache - a été formé à

son et ses partisans sont des grand sens de l'Etat, dont le pro-côtiers » qui accusent les jet était de s'appuyer sur les assises traditinnnelles de la société malgache - les fokolonas ser. Ramanantsoa est issu de la ou communautés rurales - pour tenter de relancer l'économie insulaire très secouée par trois années d'incertitudes. Cet afficier de gendarmerie - l'arme alors la nat est connue, le général Gilles plus prestigieuse de la jeune

qui passait pour s'entendre très mal nvec le chef de l'Etat assassiné. Les trois survivants du commando du GMP - les deux autres ont été tués sur place - écopent de cinq ans de travaux forcés et d'une amende.

Le régime joue l'apaisement. Y aurait-il trop d'intérêts en cause



doyen de l'éphémère gouverne-ment que présidait la victime, forme un comité national de direction militaire comprenant dix-huit officiers.

Le « procès du siècle »

La loi martiale est proclamée, et toutes les communications avec l'extérieur sant coupées. En l'espace se quarante-hnit heures, le général Andriamahazo, qui a fait encercler le quartier général du GMP, obtient la reddition du colonel Rajaonarison. Avant le retour au calme, des affrontements armés ont eu lieu dans plusieurs secteurs. Des personnalités, comme M. Resampa, ancien ministre de l'intérieur de Tsiranana et « côtier » comme lui, sont arrêtées. Mais le bilan des victimes demeure limité. On parle d'une trentaine de morts.

Ratsimandrava, de l'avis de tous ceux qui l'ont connu, ctait un homme assez exceptionnel, une forte personnalité douée d'un Coëtquidan. Qui avait intérêt à sa mort?

Un gigantesque procès – le « procès du siècle », selnn la presse malgache – se déroule trois mois plus tard à Tananarive. Mais les trois membres du GMP - principanx accusés, puisqu'ils faisaient partie du commando de cinq terroristes qui a tiré sur Ratsimandrava - reviennent sur leurs aveux en audience publique. S'ils étaient bien venus d'Antanimora, ils n'avaient pas pour mission, disent-ils, de tuer Ratsimandrava mais de l'enlever et de le conduire an quartier général du GMP pour l'nbliger à accepter les conditions du colonel Rajaonarison. On parle d'une mystérieuse Renault 4 L blanche aperçue, à deux reprises, dans les parages, à l'heure de l'attentat. Y anrait-il eu deux commandos?

Fante de preuves, les principales personnalités impliquées dans le « procès du siècle » sont acquittées en juin. C'est le cas de M. Resampa et du colonel Rabetafika, un Merina de la haute nue non en 1960, lors de sa procla-

pour que le comité militaire, qui assure la transition, se risque à dévoiler la vérité? La hante société malgache, civile et militaire, choisit l'ouhli. La famille de la victime ne s'y est d'ailleurs pas trompée puisqu'elle a retiré, un mois avant la ennelusion dn procès, sa constitution de partie

La déception des Merinas

Dix ans plus tard, il est plus facile de saisir avec quelle légèreté la classe dirigeante malgache s'est fourvoyée dans les années 70. Le « mai malgache » de 1972 a permis à la bourgeoisie de se libérer de la tutelle encore pesante, notamment dans le commerce et les affaires, des « pieds rouges », les Français de Madagascar, Tsiranana avait maintenu des liens très étroits avec l'ancienne métropole, à telle enseigne que certains ont jugé que la véritable indépendance de Madagascar est intervo-

bourgeoisie, ancien directeur du mation, mais en 1972, avec la gouvernement sous Ramanantsoa, chute de Tsiranana.

Quand la télé

The same of the same of

COLUMN TO A STRONG THE SHAPE

THE PARTY AND PROPERTY.

THE SECTION OF STREET, 4

THE STATE OF STATES AND ADDRESS.

THE STATE OF THE AMERICAN

25 12.75 To 80.00 00.00

THE SALE STREET, STREE

gentrant be a sequentita

STATE OF THE STATE

a les mones entern appear à

THE REAL PROPERTY OF THE PARTY OF THE PARTY

THE ROOM SECURITION AND

SOURCE STATE SALES

SECTION OF THE STATE STATE OF

52 1 (4172 1: 17 0:54) 46 000

STATES DO DO 47 857 DAME PROM

imenati in diapropria dia la la

ersor polyrig to est been been

BEY ENTENDE. NOW

La déclaration intent

man dù me couter

etime M. Classide Char

minte ner eine eine ber die beite der

ALL THE RESERVE

Al al and ortere in in men beclare &

The second of the second

Legician Legician Legic Costa

the territory of the second

The supplier of the second of

· 一

the second of metales

or promise

The same of the sa

THE STATES PARTY ASSESSMENTS

S. Suprate

SAN DE MET LA COMMENSAN

15th to 15 .

se met

de Sewery

A cette date, la bourgeoisie merima espère, d'une certaine façon, récopèrer les bénéfices attribués trop largement, par le régime précédent, à des Français. Ce qui explique qu'elle laisse renégocier des accords entre Paris et Tananarive et qu'elle accepte la sortie de Madagascar de la zone franc. Du côté malgache, le négociateur de l'époque est le capi-taine de corvette Didier Ratsiraka, ministre des affnires étrangères du général Ramanantsoa. Le jeune officier de marine, d'origine « côtière », se taille alors une certaine popularité auprès des bourgeois merinas.

Après l'assassinat de Ratsimandrava, M. Ratsiraka fait d'ailleurs très vite figure de favori pour prendre la succession. Ses compagnons d'armes lui cèdent assez vite le pas, le laissant mettre en place un régime qu'il dirige depuis lors.

La mort de Ratsimandrava, quels qu'en furent les commanditaires, ne pouvait que servir les intérêts, à l'époque convergents, de la bourgeoisie merina de Tana-narive et du jeune marin ambitieux. Ratsimandrava, en effet, apparaissait déjà, nu sein de l'équipe Ramanantsoa, comme le chef de file de ceux qui voulaient remettre un peu d'ordre dans la grande île

Les circonstances réelles du meurtre du 11 février 1975 seront peut-être connues un jour. Dix ans plus tard, un constat s'impose : le redressement malgache est toujours en panne et la haute société merina commence à s'interroger sur le choix qu'elle sit en 1975, quand elle laissa M. Ratsiraka, aujourd'hui amiral, régner.

Elle n'avait sans doute pas prévu, en effet, que le successeur de Ratsimandrava lui laisserait de moins en moins de pouvoirs et, surtout, administrerait si mal son pays. Les affaires y ont périclité. Tananarive, naguère prospère, est devenue une ville miséreuse et les campagnes sont condamnées à un lent retour à l'autarcie. Ratsimandrava sera-t-il un jour réhabilité?

JEAN-CLAUDE POMONTL

IL Y A QUATRE-VINGTS ANS

Le « dimanche rouge » de Saint-Pétersbourg

Il y a un peu plus de quatre-vingts ans, un dimanche de janvier s'annoncait beau et doux pour la saison à Saint-Pétersbourg. Le vent glacial de la veille avait faibli. Du coup, le mercure des thermomètres était remonté jusqu'à - 9 degrés, et les bourrasques de neige s'étaient faites supportables. Lorsque le jour se leva vers 8 b 30, le soleil émergea dans un ciel de plus en plus bleu. Bien avant l'aube, rien ne troublait le repos des aristocrates et des riches bourgeois dans leurs somptueuses demeures an bord de la Neva.

A quelques kilomètres de là, le tsar Nicolas II, la tsarine Alexandra, leurs cinq enfants, les courti-sans, les domestiques, dormaient du sommeil des justes dans la résidence campagnarde de Tsarknïe-Seln entourée de 600 hectares de pares.

Pourtant la nuit n'était pas anssi calme qu'il y paraissait. Dans l'ombre se préparait une grande jnurnée. Les ministres de Sa Majesté impériale, privés de sommeil, se morfondaient dans la capitale. tale. Des dizaines de milliers d'nuvriers et de moujiks étaient mobilisés pour des retrouvailles avec leur petit père bien-aimé, le tsar. Le rendez-vous général avait été fixé devant le Palais d'hiver à 2 heures de l'après-midi. Averti la veille seulement de cette manifestation popu-laire par le prince Sviatnpolk-Mirsky, ministre de l'intérieur, Nicolas II décida de ne pas regagner Saint-Pétersbourg.

De toutes les régions entourant la métropole impériale, des cortèges d'hommes, de femmes et d'enfants commençaient à se former dans la nuit. Alors que les manifestants habitant les fanbourgs n'avaient nulle raison de se mettre si tôt en marche, les délégations venant de plus loin — celle de Kolpino avait à couvrir 15 kilomètres sur un par-cours difficile — s'étaient ébranlées bien avant l'aube. Les renforts militaires aussi...

« Nous nous sommes égarés, qu'allons-nous faire? Le démon

autre « démon » se faisait l'instiga-tenr ambign d'nne « mnrche d'amour » qui devait aboutir à un divorce sanglant entre la monarchie

Le héros en fut un pope de la Sainte Eglise nrthodoxe, le Père Georgi Appolnnnvitch Gapnne, ancien élève au séminaire de la capi-tale, devenu aumônier de la prison Kresti. L'homme était issu d'une pauvre famille paysanne originaire de la Poltava, une des principales réginus de l'Ukraine. Son beau visage aux traits fins, ses yeux som-bres, sa chevelure et sa barbe noires le rendaient séduisant et étaient pour beaucoup dans le charisme du personnage et le magnétisme que dégageaient ses discours.

L'étrange pope Gapone

En ces semaines si sombres pour le peuple russe ce pope ensoutané de lumière allait à travers la ville vou-lue par Pierre le Grand prêcher la bonne parole et tenter de persuader les ouvriers qu'il fallait unir leurs voix afin de faire connaître an tsar la vérité sur le sort de ses panvres sujets. En 1905 ils étaient cent trente millions. Il allalt aussi, suscitant une abondante littérature, être l'âme dn «dimanche rouge» qui marqua la rupture définitive entre le peuple russe et son dernier monar-que de droit divin.

Ambigu Gapone! Suspect, très Ambigu trapone: Suspect, très suspect même, d'nvnir été, nu mieux, manipulé par l'Okhrana ou, au pire, agent donble, un provocateur stipendié par la police secrète. Bien avant ce jour fatidique de 1905, il aurait servi d'instrument dans la mise sur pied dès 1901 de syndicats ouvriers « bidons » destinés à conper l'iterbe sous le pied de la propagande révolutionnaire et la propagande révolutionnaire et faire avorter les rêves de l'intelligentsia. Impartiale, souveraine et

nous traîne à travers champs et débonnaire, la mnarchie aurait nous fait tourner en tous sens . débonnaire, la mnarchie aurait conforté sa puissance tutélaire en exerçant un rôle d'arbitre, accepté de tous, face à ces revendications savamment modulées.

Gapone a emporté son secret. Était-il poussé par la police, ma par des ambitions personnelles, nu même tenté par certains aspects des idées révolutinnaires ? Il sut en tout cas, réunir dans le prolétariat de Saint-Pétersbourg des groupes de partisans dévoués. Le nombre de ces ndéfectibles est très controversé et varie entre soixante-dix et buit cents. Ce sera le fer de lance de la manifestation. L'Union des travailleurs russes, constituée par et autour de Gapone, s'était rapidement développée, ses réunions se déroulant au vu et au su de l'Okhrana.

De partout les mauvaises nou-velles affluaient à Saint-Péters-bourg : disettes, jacqueries, pillages, grèves, pogromes ; » en quoi cela me concerne-t-il ? », écrivit un jour Nicolas II en marge d'un rapport qu'on lui avait fait tenir sur ce der-nier suiet les défaites et les burninier sujet. Les défaites et les burninier sujet. Les detaites et les bumi-liations subies par l'armée et par la marine impériales face aux Japonais étaient durement ressenties (le Monde daté 6-7 janvier 1985). Il funt y ajouter l'impéritie de la plu-part des ministres et des responsa-bles d'une trop lourde administration et l'avenglement d'un souverain dépassé, et dont l'épouse allemande était convaincue que » la Russie aime à sentir le knout ». On aurait pu dire, comme le cardinal de Bernis prédisant la fin de l'ancien régime : Taut ceci se décompose.

Informer le petit père

C'est dnns ce enntexte que Gapnne et ses nmis décidèrent d'aller porter, en masse, leur respectueuse et pathétique adresse au tsar. Deux jours avant la date fixée, à Saint-Pétersbourg trois cent quatrevingt-deux usines avaient fermé leurs portes, et près de cent cinquante mille ouvriers battaient le manifestants se tiennent par la main pavé de la capitale.

Il fallait que le petit père sache. Pour le peuple, il demeurait à la source de toutes choses. Comme l'écrit Dimitri P. Kontchalovski, qui avait vingt-cinq ans à l'époque des faits : • Le tsarisme est issu du caractère de la race slave (...), de la transposition sur le plan de l'État de l'idée de famille, concrétisé dans la notion du tsar, père de ses sujets. L'ordre social dans lequel le peuple russe évoluait et dont dépendait son existence était investi à ses yeux de In sanction divine, c'était quelque chose d'absolu et l'immuable, »

C'est en cela que la journée du 9 janvier est exemplaire. Plus que la remise d'une adresse, conçue en termes des plus humbles, il s'agissait d'une tentative de enmmuninn, quasi charnelle, d'un peuple nvec son père. » Ce jour-là, ajoute Kout-ehalovski, le tsarisme faillit à sa mission et étala toute son inconsistance. »

Ce jour-là, des milliers de pas font crisser la neige. Les délégations convergent vers le Palais d'hiver. Précédés par les porteurs de grandes effigies de Nicolas II, de bannières effigies de Nicolas II, de bannières religieuses, d'icônes, suivis de leurs remmes, de leurs mères, de leurs enfants, les hommes marchent en rangs serrés. Ouvriers restés à demi paysans, ils végètent dans de sordides baraques proches d'usines dont les propriétaires — méprisés par la noblesse — sont de plus en plus florissants. En 1905, le nombre des travailleurs de l'industrie russe est d'environ quatre millions. One est d'environ quatre millions. Que veulent-ils, an juste? Que des mesures soient prises pour améliorer leur sort et celui de leurs enfants. Sinon, nous mourrons ici même, à la porte de votre palais. » Le tsar est absent, les portes du palais closes, la mort patiente.

Enfin constituées, les nombreuses colonnes s'ébranlent à 11 heures sous un soleil éclatant, banderoles et drapeaux claquant au vent. Les

et chantent. En cours de route, des bourgeois en pelisse se sont jnints à eux, des étudiants, des employés, des petits functionnaires aussi...
C'est la fête!

Un millier de morts

L'immense foule des pétitinnnaires conduite par Gapone presse soudain le pas. Il ne fant pas faire attendre son tsar quand — ils en sont persuadés – on a rendez-vous avec lui.

Soudain, porte de Narva, un bataillon de cavaliers finnd sur la foule, dispersant les premiers rangs à coups de sabre. Puis l'infanterie, embusquée derrière lui, ouvre un tir nourri. Des dizaines de manifestants s'effondrent dans les hurlements et le vacarme des explosions. Gapone s'enfuit. Mêmes scènes d'horreur dans d'autres parties de la ville, nu certaines colunnes sont attaquées par derrière. Partout les rafales succèdent aux charges. La tuerie dure jusque vers 3 beures de l'après-midi. cependant qu'épouvantée la foule des promeneurs du dimanche, par-fois mélée maigré elle aux manifes-

fois mélée malgré elle aux manifestants, et dans laquelle se trouvent Maxime Gorki et la sœur de Lénine, se disperse aux quatre coins de la ville. Rouge est la neige...

Combien de tués? On ne sait trop. Sans doute entre buit cents et mille, peut-être trois fois plus de blessés. Mais la blessure la plus profonde est celle que le tsarisme s'est infligée. L'affaire a un énarme retentiessement dans tout l'empire et an-delà.

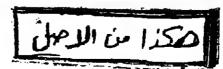
an-delà.

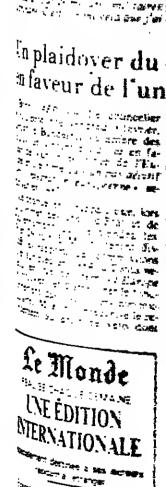
Et Gapone? Abandonnant ses fidèles à la fin de janvier, il réussit à quitter la Russie et à se rendre à Genève, où il rencontre Lénine, qui, en partie coupé des nouvelles en provenance de son pays, en est friand. Le pope se croit un grand bomme. Après bien des péripéties, nn le retrouvera pendn dans une petite maison au bord d'un lac finlandais.

R. GHAMER DEL VICALAUE.

R. GUINIER DU VIGNAUD.

Page 2 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••





Service Comments

The same of the sa

mais en 1972, avec ; de Tsiranana. cette date. la bourgeone na espère, d'une certaine t. récupérer les benefies t. recuperer ics benefitet sues trop largament. Par le so précédent, à des Franças qui explique qu'elle large socier des accords entre Par porter et qu'elle accords. nanarive et qu'elle accepte de Madagasear de la sone Du côte malgache le nego de Corvette Didier Rath , ministre des affaire, gères du général, pamaran Le jeune officier de mana gine - cômère - se taile alon

ertaine popularité aupres de geois merinas. mes l'assassinat de Ratsiman L. M. Ratsiraka fait d'ailleur vite figure de favon por ire la successio: Ses compa s d'armes lus cedent asse ie pas, le laissan; mettre q e un regime qu'il ditige s mort de Rassimandrais

qu'en furent ics command. s. ne pouvait car sens la Ets. à l'époque convergent bourgeoisie marina de l'ane et du joune mann amb i. Ratsimaner_te en elle raissait ce i c ipe Ramanant de compete de file de ceux de roules. ritte un peu d'erere aire ! de île.

es circonstances reclies à stre du l'i février 1975 saug Etre connues ur jour Dries tard, un constat / impose & essement mangairs en me s en panne et la naute some ma commence à s'intenter le chaix qu'alle fit sa [4] s**ied kui a**meral, egaer He m'avait sons coute pu in, en effet. dus ir enteres

Catalinamarat a la. la serra ir ## en mains de Tables & dat, administration in make a. Ten affaires y ant periode marive, naguerr prospers power title sails Theretals alla spience sunt condamente la TRIBUT SE L'ESTATE RANGE we bernetel tet ... renatilie MEAN-CLAUDE POMONTE

rsbourg

nifestants se larrest rather theniem Er des etgenten des entre pents foren names all

Un millier de morts Mimmense foule des pulle

res conduite per Garage Tal padre son lear saint and Soudain, porte de Note C

fondrem ders escarme des ser en en shall. Memer senes share s dautres partes de taines columns at a land districte Paragraph to the land at the la melier manye et a mange et a melier et dans et a melier et dans et a melier et

militarient dans total legiste. Et General Abandarias Men à la fin de la la constitute la Resort et la la constitute de la Ment of il tencourse fearer

partie compe des la compe de l Posteria mendili dan ini finansia R. GUNNER DU VIGNAL

résidant à l'etranger

Exemplaires spécimen sur demande

Quand la télévision polonaise se met à l'écoute

Le télévision polonoise a deste, si on lo compare à calui de rompu le silence qu'ella avait ob-servé jusqu'à présent – comme toute la presse – sur l'expulsion immédiate de Varsovie de Seweryn Blumsztajn, ancien représentant de Solidarité en France, qui avait tenté, mardi 5 février, de regagner son pays. La télévision tion du Quai d'Orsay]. a diffusé des extraits d'interviews donnés par l'intéressé à des radios occidentales émettant vers la Pologna, et un commentateur e ajouté : « Blumsztajn n'a pas caché qu'il n'avait pas abandonné sa lutte pour renverser la

de Seweryn Blumsztain

Le e clou » de la séquence a été la diffusion d'un extrait d'une conversation téléphonique entre Seweryn Blumsztajn et Jacek Kuron, le plus connu des animateurs du KOR. La conversation a eu lieu immédiatement après le retour force de S. Blumsztain à Paris, et les deux hommes évoquaient la manière dont il fallait envisager la suita des événements, Kuron s'expriment avec

système. Lui et ses amis espé-

raient créer des tensions sociales

Les membres de l'opposition polonaise savent parfaitement que toutes leurs conversations téléphoniques sont écoutées et ne s'en soucient, pas outre me-sure, mais la diffusion à la télévision d'extraits choisis de ces écoutes de police est plus rara. Cependant l'e exploit » de le téévision polonaise est blen mosa e consceur » de Pregue qui avait, elle, diffusé, en décembre 1991, un montage de conversations entre un émigré tchécoslovaque et sa propra femme, tous deux résidant à Paris (l'affaire avait suscité une vive protesta-

Lo monièra dont l'affairo Blumsztain a été traitée par la télévision de Varsovie contrasto en tout cas avec l'acqueil perfaitement poli qui a été réservé à l'intéressé, le même jour, par le consul do Pologna à Paris. S. Blumsztejn, dont c'était le premier contact avec l'ambessade depuis trois ans, demandait qu'on lui délivre un nouveau passeport polonais, celui dont il était porteur ayant été success ment jugé e non valable », puis e annulé » par les policiers de l'aéroport de √arsovie.

La diplomate, sans même esieser le moindre commentain de nature politique, a expliqué que la délivrance d'un nouveau document était e un problème purement formel », mais que la réponse devait venir de Varsovie et qu'il ne pouvait s'engager sur

En Pologne, M. Lech Walesa e dénnacé l'expulsion de S. Blumsztajn en déclarant qu'il e'agissait d'e un bannissement

« BIEN ENTENDU, NOUS N'ALLONS RIEN FAIRE »

Ma déclaration intempestive sur la Pologne aurait dû me coûter ma place en 1981 : estime M. Claude Cheysson

ue. L'ancien ministre des relations extérieures a notamment déclaré à cette occasioo que, de tous les propos qu'il avait pu tenir, « et qui ont fait scandale. les seuls qu'il re-grettait étaient ceux qui avaient trait à la Pologne, au lendemain de

l'instauration de l'état de siège dans ce pays, en décembre 1981 (1).

« J'ai fait une erreur et je regrette cette réponse, qui ne s'nppliquait qu'à une action militaire, a-t-il expliqué. Nous venions de parler avec mes trois collègues amèricain, anglais et allemand des mesures militaires qu'il convenait de prendre comple tenu des événements de Varsovie, et nous avions constaté au'il n'y avait pas d'intervention de l'armée rouge, et que, par conséquent, !! n'y aurait pas de mesures militaires à prendre. C'est comme cela que j'ai

M. Claude Cheysson était, ven-dredi 8 février, l'hôte à déjeuner de l'Association de la presse diplomati-pet militaire. J'ai eu tort, je regrette cette déclaration intempestive qui aurait du normalement me couter ma place », a-t-il ajouté.

M. Cheysson a, par ailleurs, réaffirmé son désaccord avec l'initiative de défense stratégique du président Reagan : l'installation d'un réseau de satellites protégeant les Etats-Unis grace à des armes à énergie dirigée est, selon lui, comparable à la ligne Maginot, et constitue « hi plus fantastique incitation au neutra-lisme - en Europe occidentale, alors que la dissussion, elle, est e efficace parce qu'elle rend toute attaque sui-cidaire ».

(1) M. Cheysson evait déclaré : Nous notons que c'est une affaire in-térieure polonaise. (_) Bien entendu. mous n'allons rien faire. »

Un plaidoyer du chancelier Kohl en faveur de l'union européenne

Kohl a prononcé, vendredi 8 février, devant le Bundesrat (chambre des Etats), un vibrant plaidoyer en faveur de l'union politique de l'Europe, et a estimé qo'. un pas décisif vers l'intégration européenne » se-rait fait en 1985.

Le chancelier a rappelé que, lors do sommet des chefs d'Etat et de gonvernement qui se tiendra les 28 et 29 juin à Milan, seront dis-cutes les rapports des commissions mises sur pied en 1984, à Fontaine-bleau, en vue de créer · l'Europe des citovens - et d'améliorer le fonctionnement des institutions communantaires. M. Kohl o préconisé le renoncement au droit de veto dont

Le Monde RÉALISE CHAQUE SEMAINE **UNE ÉDITION** INTERNATIONALE sauf dans deux cas: l'adhésion de nouveaux membres et la définition de nouvelles politiques communautaires. Il s'est dit partisan d'un renforcement do rôle de la Commission de Bruxelles et de celui du Parle-ment dont il faut faire, a-t-il dit, une vértiable assemblée législa-

. M. Kohl a'est une nouvelle fois prononcé en faveur de l'entrée de l'Espagne et du Portugal dans la CEE, le 1 invier 1986, et de l'aug-mentation à cette date de la part de la TVA dans les ressources propres

M. Weinberger en RFA. -Poursuivant le voyage en Europe oc-cidentale qui l'a déjà mené à Londres, vendredi 8 février, le secrétaire américain à la défense, M. Caspar Weinberger, se rendra dimanche en Allemagne fédérale. Il prononcera une conférence, à Munich, sur les questions militaires, devant des experts venus de différents pays. Il s'entretiendra, à cette occasion, avec son collègue français, M. Charles Hernu, et ovec le chancelier Kohl. M. Weinberger gagnera ensuite Francfort pour visiter, à Giessen, u oe installation de missiles antiaériens Patriot - (AFP.)

UN MOIS AVANT L'OUVERTURE DES NÉGOCIATIONS DE GENÈVE

Etranger

Moscou accuse Washington de ne pas respecter les traités

De notre correspondant

Moscou. - A quelques semaines de l'ouverture à Genève des négociations sur les armes nucléaires et cosmiques, FURSS a manifesté son ent devant les accusations de Washington selon lesquelles elle oe respecterait pas les troités qu'elle a sigoés co motière de contrôle des armements. Dans un éditorial que publie ce samedi 9 fé-vrier la Pravda, la direction soviétique énumère à son tour les violations américaines supposées en ce

Ce texte ne fait pas peser de menace sur les oégociations ellesmêmes, ce qui le distiogue du « coup de bluff » opéré le 13 jan-vier dernier à la télévision soviétique par M. Andrei Gromyko. Mais l'irritation des dirigeants du Kremlin à l'égard des « mauvaises manières » de Washington est mani-

Le chef de l'exécutif américain ovait occusé, le 2 février, l'URSS d'ovoir délibérément violé le traité de Moscon de 1972 sur les missiles antimissiles (ABM) en construisant

Une mention discrète peur leuri Andropey

(De notre correspondant.)

Moscou. - Le premier anniversaire du décès de touri Andropov, prédécasseur de M. Tchemenko à la tête du parti et de l'Etat, a été célébré discrètement par la Pravda. Dans un orticle non signé en paga intérieure, la quotidien du parti écrit sobrement, ce semedi 9 février : « il y a un an est mort louri Viadimirovitch Andropov, raprésentant éminent du Parti communista et de l'État soviétiques ».

Le résumé biographique inclus dans l'article n'apporte aucun élément nouveau. Le ton général est celui de l'éloge, mais la personnalité d'Andropov n'apparaît guère. Ce texte consiste surtout en une appréciation positive de l'activité du parti pendant le court mandat du secrétaire général disparu. e louri Andropov a apporté une grande contribution personnelle à la mise au point d'une stratégie bien pagée, réalista et novatrice pour l'étopa actuelle », écrit cependant la

D. Dh.

nnyarsk (la région natale de M. Tchernenko), un type de radar qu'interdit le texte de 1972 (le Monde daté 3-4 février).

en Sibérie occidentale, à Kras-

La riposte soviétique, telle qu'elle est détaillée dans la Pravda, se développe sur plusieurs terrains. Les Etais-Uois n'ouraieot pas violé moins de cino textes. Tout d'abord, le traité ABM lui-même, avec leur « initiative de défense stratégique » (la fameuses » guerre des étoiles »). La Pravdn écrit que eles travaux de construction de stations-radars mobiles de défense antimissiles battent leur plein » oux Etats-Unis et que certains missiles Minuteman not été « dureis » de façon à en faire des « antimissiles ». Le quotidien du parti occuse enfin Washington d'utiliser son réseau de radars fixes « pave paws » à des fins interdites par le texte de

Vient ensuite SALT-2. La Pravan affirme que l'installation de missiles de eroisière en Eutope, armes considérées comme « stratégiques - par l'URSS, puisqu'elle peuvent atteindre son territoire, constitue une violation de ces ac-

En troisième lieu, le traité de 1974 sur la limitation des essais souterrains d'armes nucléaires. Selon in Pravda, . les Etats-Unis l'ont signé, mais voilà dejà once ans qu'ils ne veulent pas le ratifier ». Pourquoi? Parce qu'ils oc voudraient pas qu'on contrôle la puissance de ces essais souterrains qui serant, selon les Soviétiques, supérieure à celle admise par le docu-

Quatrièmement, les Etats-Unis auraient, ao cours de la guerre du Vietnam, enfreint le traité de Ge-nève de 1925 interdisant l'emploi des armes chimiques. Cinquième-ment, enfin, « les tentatives de remettre en avestion les réalisés existant en Europe et d'entraver la coopération commerciale et éconoique normale dans cette partle du onde · scraient contraires à l'acte final de la conférence d'Helsinki (1975). En d'autres termes, le souhait de « sortir de Yalta » et les restrictions aux exportations de haute technologie vers l'Est violeraient l'esprit, sinon la lettre, des accords d'Helsinki.

On le voit, la Pravda fait bonne mesure, mélangeant des violations supposées de traités signés et ratifiés (ABM), signés mais non ratifiés (SALT-2, essais souterrains), ainsi que des considérations plus vagues. Le message est sans doute le suivant : l'URSS est disposée à négocier, ce n'est pas le moment de l'accuser de tricher.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Apaisement entre Londres et Tripoli après la libération de quatre Britanniques

De notre correspondant

Londres. - Le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, a fait savoir, le 8 février, que des conversations allaient bientôt pouvoir s'engager ovec des représentants libyens - dans un pays fiers -, en vue d'améliorer les rapports cotre Loodres et Tripoli. Cette amonce faisait suite au re-tour, la veille à Londres, de quatre Britanniques détenus en Libye depnis le mnis de mal 1984. Ils avaient été arrêtés à Tripoli des la décision prise par le gouvernement de Mª Thatcher de rompre les relations diplomatiques après la fusil-lade déclenchée le 17 avril par des membres du Bureau do peuple libyen (ambassade à Londres) :- un agent de police avait été tué - et après une série d'attentats commis en Angleterre contre des opposants au régime du colonel Kadhafi.

M. Richard Luce, ministre d'Etat (1) chargé des relations evec les pays arabes, a cependant précisé que la volonté d'un certain rapprochement avec le Libye n'impliquait aucun • changement fon-damental • dans un avenir prévisible. C'est-à-dire qu'il o'est pas question pour le moment de réta-blir les relations diplomatiques.

M. Luce a même déclaré qu'aupa-ravant il appartenait aux Libyens de montrer que ce rapprochement était possible de mandère civili-sée ». Avant les pourpariers, dont la date o'est pas fixée, les ontorités britanniques oot seulement levé quelques-unes des restrictions imées à l'entrée des ressortissants libyens en Grande-Bretagne depuis avril dernier. Deux outres Britanniques ovaient été condamnés à Tripoli, respectivement à cinq ans et douze ans d'emprisonnement pour - trafic de drogue - et - d'espion-nage industriel - avant la rupture relations diplomatiques. Ils sont toujours détenus, et un député du Parti travailliste s'est rendu à

liberation. Enviroo cinq mille ressortissants britanniques travaillent en Libye. Cette semaine a commencé à Manchester le procès de quatre Libyens inculpés pour plusieurs attentats commis en Angleterre cotre novembre 1983 et mars 1984 contre certains de leurs compatriotes opposants plus ou moins déclarés ao gouvernement de Tripoti.

Tripoli pour tenter d'abtenir leur

FRANCIS CORNU.

(1) Titre équivalent à celui de se-crétaire d'Etat.

LA CONTROVERSE SUR LES « INCURSIONS » DE SOUS-MARINS SOVIÉTIQUES

Le ministre suédois des affaires étrangères ne démissionnera pas

De notre correspondant

Stockholm. - Le Parlement suédois a repnussé, le vendredi 8 février, une motion de censure déposée contre le mioistre des affaires étrangères, M. Lennart Bodström, à propos de la violation des eaux territoriales suédoises par des sous-marins étrangers.

Le ministre, lors d'un diner la semaine dernière avec six jnurnalistes, aurait déclaré qu'aucune vio-lation des caux territoriales suédoises par des submetsibles étrangers n'a eu lieu depuis l'automne 1982, et que les conclu-sinns du rapport de la commission Andersson, qui avaient établi la présence de six sous-marins soviétiques en plongée dans l'archipel de Stockholm, en septembre et en octo-bre 1982, comportaient • une dose

Ce rapport avait pourtant amené e gouvernement suédois à adresser. en avril 1983, une note de protesta-tion à Moseou, laquelle avait entraîne un gel des relations bilatérales. Au cours de ce diner, le chef de la diplomatie suédoise aurait ironisé sur la - psychose - qui règne en Suède an sujet des sous-marins soviétiques et indiqué que les Norvé-giens, par exemple, faisaient preuve de plus de sang-froid dans les affaires de ce genre.

L'état-major de la défense natio-nale publie pourtant tous les trois mois des rapports qui montrent clairement que les incursions n'ont pas cessé, même si elles sont moins fré-quentes qu'eo 1982-1983, et que la nationalité des « intrus » ne peot pas être déterminée, Ces bilans inquiétants ont incité le gouvernement à

renforcer sensiblement le budget de la marine et le dispositif de lutte

La position de M. Bodström se distinguait donc de la politique offieielle du gnavernement socialdémocrate, qui entend s'opposer par les armes s'il le faut - aux violations de ses eaux territoriales pour défendre sa neutralité, tout en maigtenant parallèlement le dialogue

M. Bodström a démenti catégoriquement les propos qui lui étaieot prêtés et accusé les journalistes de malhonnêteté. Le premier ministre, M. Palme, est venu à la rescousse de son collègue « qui, nfficiellement, n'a jamais émis d'autre point de vue que celui du gouvernement ». Uoc fnis de plus, la presse a été elouée au pilori. L'affaire aurait pu en rester la si 1985 n'était pas une année élec-

Le faux pas du mioistre des affaires étrangères était une occa-sion pour l'opposition de gêner les sociaux-démocrates à huit mois des législatives, et, pour le gouverne-ment, de laisser entendre que les conservateurs veulent abandonner la neutralité traditionnelle et rapprocher la Suède de l'OTAN. Rarement un débat parlementaire aura été aussi vif que celui de ces der-

nicrs jours. Conservateurs, centristes et libéraux estimaieot que M. Bodström était « incompétent » et devait se retirer. Toutefois, les sociauxdémocrates et les communistes contrôlant cent quatre-vingt-six des trois cent quarante-neul sièges du Parlement, la motion de censure a

ALAIN DEBOVE.

LE RETOUR DE M. KIM DAE JONG A SÉOUL

Washington réagit à la brutalité de l'accueil

De notre envoyé spécial

Sécul. - M. Kim Dee Jong a confirmé vendredl soir 8 février, au cours d'une conférence de presse, qu'il avait été brutalisé per les forces de sécurité sudcoréennes lors de son arrivée à Sénul an fin da matinéa. e J'ai ressenti des coups », a déclare le dirigeant de l'opposition, précisant qu'il avan depuis long-temps été habitué à ce genre de traitement da la part des autorités. Il a néanmoins paru soucieux de ne pas dramatiser outra mesure une affaire qui continue de susciter l'indignation des per-sonnalités américaines qui l'accompagnaient dans son retour d'exil et qui o mêma conduit l'embassade des Etats-Unis à Séoul à publier un communiqué.

Des propos très durs avaient été tenus hier par Mrs Patricia Derian, chargée des questions des droits de l'homme dans l'administration Carter *Ue Monde* du 9 février). Deux parlementaires américains, MM. Edward Feigham et Tom Foglietta, ainsi qu'un ancien ambassadeur, M. Robert White, ont confirmé avoir été témoins, et également victimes, des brutalités policières. Au moment où M. Kim était arraché à leur groupe sans ménagements, ils ont reçu des e coups de poing et des coups de pied a après qu'on les eut fait tomber à terre. Un journaliste qui avait réussi à sulvre le groupe, a corroboré ces accusations.

Malgré les démentis sud-coréens, l'affaire a été prise très au sérieux par l'ambassade des Etats-Unis qui déclare, dans un communiqué, avoir ouvert une enquête et e transmis une note très ferme su ministère des affaires étrangères demandant des explications détaillées » sur les circonstances de l'incident survenu à l'aéroport.

L'ambassada pouvait-elle faire moins, alors qu'elle avait obtenu l'assurance du président Chun Doo Hwan que la sécurité de M. Kim Dae Jong serait assurée et pu'il ne serait pas réincarcéré. alors que des personnalités américaines sont directement concernées et qu'un fort contingent de

la presse Internationale est sur las liaux ? Cela dit, comme prévu, le retour de l'opposant le plus populaire o été rabaissé au rang de « non-événement » par des moyens d'information étroitement assujettis au pouvoir. La télévision nationale n'en a mēma pas parté. La presse écrite rapporte succinctement et de manière uniforme que l'opposant e est rentré après un séjour de deux ans aux Etata-Unis a et qu' e il s'est rendu directement de l'aéroport à son domicile ».

· L'autre grande figure de l'opposition, M. Kim Young Sam, lui aussi ploce en résidence surveillée, affirme dans un communiqué que M. Kim Dae Jong « est rentré au péril de sa vie pour porter un nouveau coup à la dictature et pour prouver la justesse de notre lutte pour la démocratie ».

M, Kim Young Sam, chez qui nous avons ou nous rendra ca samedi matin, estime que e la volonté populaire de lutte contre le régima militaire a'accroît ». e L'acharnement, du régime depuis la coup d'Etat militaire de 1980, dit-il, montre que la seule mention des noms de Kim Dae Jong et Kim Young Sam feit peur au gouvernement ». ¿Si nous bre. Chun Doo Hwan ne tiendrait pas une semaine », croit-il pou-

Cela dit, le calme semble régner dans les rues, sinon dans les esprits, au lendemain du re-tour mouvementé de M. Kim Dae Jong et à trois joure des électiona perlementaires. Nambre d'opposants sont sous surveilen vacances et les moindres velléités de manifestation sont réprimées par les forces de l'ordre, qui quadrillent certains quartiers de la capitale. Le président Chun est, comme chaque jour, à le une des journaux. Faute de pouvoir parler de Kim Das Jong ou de Kim Young Sam, la presse locale fait la e une » sur la concurrence de demière heure que se livrent la majorité et l'opposition dans les circonscriptions pour acheter les votes des électeurs à coups de billets et de cadeaux.

R.-P. PARINGAUX.

Etranger

Hongrie

L'Union des écrivains en froid avec les autorités

Budupest (AFP, UPI). – L'Union des écrivains hongrois a été mise en quarantaine par les uutorités de Budapest depuis deux mois, notamment à la suite de la parution d'un poème d'un membre de son présidinm sur Imre Nagy, chef du guuvernement hungrois lors de l'insurrection de Budapest en 1956, a-t-on appris dans les milieux litté-raires de la capitale.

M. Gaspar Nagy, secrétaire administratif de l'Union des écri-vains, avait écrit dans ce poème, publié en octobre 1984 dans une petite revue littéraire de province, Uj Foras, que l'on u'onblierait jameis le nom des assassins d'Imre Nagy, exécuté en juin 1958.

Certains y ont vu une allusion directe à M. Janos Kadar, premier secrétaire du parti hongrois, arrivé au pouvoir grâce à l'intervention soviétique de 1956. Selon les mêmes

milieux, l'Union des écrivains s'est refusée à sanctionner le poète.

Elle u adopté une attitude identique à propos d'un untre poète, San-dor Scoori, compable d'avoir signé une lettre écrite en octobre 1984 par une quarantaine d'intellectuels hougrois, après l'assassinat, en Pologne, du Père Popieluszko. Cette lettre, adressée à la paroisse du prêtre, exprimait la sympathie des signa-taires pour la lutte qu'avait menée le Père Popieluszko au nom de la dignité de l'homme. L'Union des écrivains hongrois uvait refusé d'exi-ger la démission de Sandor Scoori, expliquant, en particulier, que les untorités de Budapest avaient, elles aussi, condamné le meurtre du Père

Le parti se refuse, désormais, à entretenir des relations avec l'Union des écrivains, dont le président et le secrétaire général ont présenté leur

A travers le monde

Chili

 DES CARABINIERS IMPLI-QUES DANS LE MEURTRE DU PERE JARLAN. – Les carabiniers ont été mis en cause à l'issue de l'enquête sur la mort du vendredi 8 février les milieux proches de l'épiscopat. Le prêtre, originaire de Rodez, avait reçu une balle dans la tête, chez lui, à Santiago, lors d'une manifestation contre le régime. – (AFP.)

 CONFERENCE DE PRESSE DE L'ASSOCIATION DES JOURNALISTES CHILIENS EN EUROPE. - Au lendemain de confiscation de matériel an cullège des juurualistes (le Monde du 8 février) et à la veille de la Journée de la presse au Chili, l'Association des journalistes chiliens en Europe tient une conférence de presse sur la situation du pays, le mardi 12 février, à 11 heures, à la Maison de l'Amérique latine, 217, boulevard Saint-Germain, 75007 Paris.

Colombie

• LE COMMANDANT DE L'ORGANISATION DE GUÉ-RILLA M-19 REMPLACE PAR UNE DIRECTION COL-LECTIVE. - Le commandant de l'organisation de guérilla M-19, M. Ivan Ospina, a reconnu une faute en invitant ses militants à assassiner les diplomaies américains » en poste en Colomhie, et a annoncé qu'il allait céder la place à une direction collégiale. En décembre 1984, après une rencontre avec le président Betancur, M. Ospina avait déclaré approuver les menaces de mort adressées par les trafiquants de drogue aux ressortissants américains, en représailles contre l'extradition de Colombiens réclamés par la justice des Etats-Unis. - (AFP.)

Espagne

 TROIS BLESSES LORS D'AF-FRONTEMENTS A GLJON. -Trois personnes out été grièvement blessées et une vingtaine d'antres contusionnées lors de violents affrontements, vendredi 8 février à Gijon (uord de l'Espagne), entre forces de l'ordre et ouvriers des chantiers navals qui protestaient contre les plans de reconversion approuvés par le gouvernement. Ces plans entraîneront, à terme, la suppression de dix-sept mille emplois sur les quarante-cinq mille que compte le secteur. — (AFP.)

Ethiopie

• CRITIQUE DU HCR. - Le ministre éthiopien des affaires étrangères, M. Goshu Wolde, u accusé vendredi 8 février le hautcommissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et son ole, M. Poul Hartling, de nunrrir des préjugés antiéthiopiens, de violer les statuts de l'Organisation et de ne pas honoconfiance que hi accorde FONU. Dans une déclaration à l'AFP, le ministre a notamment estimé que le HCR fait preuve de « partialité à l'encontre du gou-vernement d'Addis-Abeba » et grammes « ont toujours favorisé les ennemis de l'Éthiopie ». Accusant ln HCR d'agir fréquemment « pour le compte du gauvernement américain ». M. Goshu Wolde n cité comme exemple la « collusion » qu'il y a eu, selon lui, entre cette organisa-tion, le Soudan et les Etats-Unis

produced to the production of the first terms of

dans « l'enlèvement de ressortissants éthiopiens vers l'Europe et Israël ». – (AFP.)

ces accusations ne sont pas non-relies et M. Hartling a déjà démenti, jeudi, que le HCR nit «favorisé» les réfugiés au Soudan. D'autre part, le HCR a également démenti toute implication dans le pont aéries mis en place pour évacuer, sur Israël, les falaches éthiopiens réfu-

Guatemala

• PLUS DE QUARANTE PAY-SANS ASSASSINES PAR L'ARMÉE. - Plus de quarante paysans ont été torturés puis asssinés par l'armée, les 21 et 23 janvier près de la capitale, affirme la commission des droits de l'homme du Guatemala, dans un

communiqué publié vendredi
8 jauvier à SanJosé-de-Costa-Rica: Selon la
commission, cinq cents soldats
ont investi le 21 janvier le village
de Xeatzan, « où lls ont pendu de Acatzan, « ou lis om pendu dix paysans, auxquels ils ont en-suite arraché les yeux, la langue et les testicules, avant de les as-perger d'essence et de les brû-ler ». Deux jours plus tard, ajoute le communiqué, « l'armée a in-fligé le même sort à trente autres paysans, en majorité mineurs ». En outre, les cadavres d'autres jeunes gens capturés en même temps ont été découverts, le 29 janvier, dans la localité de Popabaj-de-Xepatan, indique le document, sans préciser le nombe de ces dernières victimes. -

République sud-africaine

LA QUESTION DES MA-RIAGES INTERRACIAUX. -Le gouvernement est prêt à lever l'interdiction des relations sexuelles et des mariages interraciaux, a annoncé mercredi 6 février, au Parlement, M. Frederik De Klerk, ministre de l'intérieur. Il a indiqué qu'une commission parlementaire composée de dé-putés des trois Chambres - blanche, métisse et asiatique - serait prochainement nommée pour rensidérer les lois actuelles dans ce domaine. « Il est possible qu'elles soient abolies », a-t-il dit. D'autre part, une motion a été présentée à la Chambre des représentants (Chambre métisse) pour abolir ces lois raciales et une seconde motion a été présentée devant la Chambre des délégués (Chambre indienne) pour nbolir la loi attribuant des zones résidentielles séparées aux différentes communautés raciales du pays. - (Reuter, AFP.)

Tchad

REPRISE DE L'EXPLORA-TION PETROLIÈRE. - Un groupe de compagnies pétrolières dirigé par Exxon a annoncé le démarrage d'un forage exploratoire dans la région de Sahr. Les re-cherches au Tchad uvaient été suspendues par le guerre en jan-vier 1979. Un porte-parole d'Ex-xon a déclaré que les compagnies membres du groupe jugeaient les conditions dans la région de Sahr suffisamment sûres pour permet-tre la reprise des opérations de fo-rage et d'explorations sismiques. Le groupe comprend Exxon, qui u rempiacé la Conoco en tant qu'opérateur, le groupe Royal Dutch Shell et Chevron. Jusqu'en 1979, vingt et un forages avaient geants », mais aucun gisement commercial n'a été mis au jour.

Mengele ou le génocide impuni

LES « JUMEAUX-COBAYES » D'AUSCHWITZ TÉMOIGNENT A JÉRUSALEM

« Qu'il soit seulement condamné à écouter jour et nuit nos sanglots!»

De notre correspondant

Jérusalem. - Des yeux morts. Plusieurs dizaines d'yeux humains épinglés comme une collection de « epuigies comme une collection de papillons » sur un mur du « labo » d'Auschwitz. Ils regardent la petite fille qui tremble d'épouvante et ja-mais u'oubliera.

Quarante ans après, Vera Kriegel évoque, devant trois cents per-sonnes et une batterie de caméras, l'hallucinante vision qui hante ses cauchemars. La scène se passe dans l'auditorium de Yad Vashem, le musée construit sur une colline de Jérusalem à la mémoire des six millions de juifs victimes de l'Holo-

« Ennemis » du nazisme, un million deux cent cinquante mille en-fants juifs et tziganes ont péri dans les chambres à gaz. Au Revier (infirmerie) d'Auschwitz-Birkenau, où œuvrait Joseph Mengele, envi-ron mille cinq cents jumeaux lui servirent de cobayes humains, dont cent quatre-vingts survécurent. Une trentaine d'entre eux ont accepté cette semaine - souvent pour la première fois - d'exhumer leurs souvenirs, de décrire leurs souffrances et d'exprimer au mieux

Pendant trois matinées, les « jumeaux de Mengele », la voix blan-che on les yeux rougis, ont apporté leur rare et douloureux témoignage à un « jury » international rassem-blant sept experts de l'hitlérisme, dont MM. Gideon Hausner, procureur au procès d'Eichmann, et Si-mon Wiesenthal, célèbre «chas-seur de nazis». L'absence de l'accusé privait bien sur ce proces > symbolique, antidote contre l'oubli, de toute valeur judi-ciaire. Mais les quinze heures d'audition constitueront une pièce capi-tale de l'acte d'accusation si Mengele comparaît un jour devant ses juges de Francfort.

« Comme si c'était hier » En arrivant à Auschwitz dans un

wagon à bestiaux un jour de 1943, avec sa mère et sa sœur jumelle Olga, Vera Kriegel avait cinq ans. Les fillettes étaient brunes aux yeux marron, et leur mère, blonde aux yeux bleus. Ce détail intrigua Mengele, qui voulut en percer le -On nous mit toutes les trois

avec deux autres jumelles, raconte veza, dans une cage de l'mètre carré. On nous faisait des pigures à travers le grillage. Nous avions la nausée et des maux de tête. Olga était souvent au bord de l'évanouissement. Mengele et ses t evanouissement. Mengete et ses collègues venaient examiner nos yeux. Nous attendions la mort, sans espoir. Nous faisions nos be-soins dans la cage, sur de la paille. Nous y sommes restées dix jours. »

En bon disciple de Hitler, Mengele croyait que le saug de l'homme recèle le grand mystère des races. Pendant deux ans, il soumit les deux sœurs - comme tous les untres jumeaux - à d'incessantes injections et transfusions sanguines. Leur sang, disait-il, étnit-destiné à des officiers allemands.

« Mengele, se souvient Vera, m'appelait la Gitane. Après quel-que temps, je n'avais plus peur de lui. Je savais que nous lui étions utiles. Je le haïssais de toutes mes forces. Je lui résistais en désobéissant. Un jour, je me suis sauvée pour retrouver ma mère et il m'a rattrapée. Il jouait nerveusement avec son stick. Je le fixais du regard. Il m'a dit, avant de s'en al-ler: « Nous verrons bien lequel de nous deux sera le plus fort. » l'en-tends ses paroles comme si c'était hier. » Quand l'armée russe libéra Auschwitz, en janvier 1945, Vera

allait sur ses aept ans.
Immigrée en Israël en 1953, elle
vit aujourd'hui à Dimona, petite
ville du Néguev. Elle est mariée et
u en deux enfants, Comme beaucoup de «survivants», Auschwitz l'a marquée dans sa chair Elle souffre d'anémie et d'une scoliose. Il lui arrive de pleurer plusieurs jours de suite sans pouvoir s'arrêter. Depuis quarante ans, elle est sous antibiotiques et son estomac n'a jamais supporté le moindre morceau de viandé.

Mengele veillait jalousement sur « ses » jumeaux. A l'arrivée de chaque train, les haut-parleurs leur or-

ficiellement, Mengele u'était qu'un des vingt-trois médecins d'Auschwitz. Mais son zèle lui valut vite, witz mais son zeie in valut vite, parmi les prisonniers, la plus cruelle des réputations. Seion la justice allemande, il supervisa soixante-quatorze sélections, entre mai 1943 et novembre 1944. D'un cesta du deixi l'accident. geste du doigt, il scellait le sort de chacun: à gauche, la mort immédiate pour tous les faibles; enfants, vieillards, femmes enceintes; à droite, la mort à crédit. Tous les jumeaux étaient sursitaires.

Alors que Meir Dov Weiss, treize ans, réclamait sa famille juive hongroise – après la fatale «sélection», un officier SS lui

lors d'une ronde, la mort d'un Polo-nais qui avait attiré son uttention parce que ses mains comptaient six doigts. Un autre jour, il ordonna qu'on lui apporte le cadavre d'un bossu dont il voelait examiner la Elizabeth et Perli Ovitch sont ju-

melles et naines de naissance.

Nous étions, disent-elles, double-ment dignes d'intérêt aux yeux de Mengele. Elles appartenaient à une famille juive hongroise de sal-timbanques aisés qui comptait, entre autres, sept nains et donnait des spectacles dans toute l'Europe centrale. Les deux sœurs avaient dixneuf ans quand elles arrivèrent à Auschwitz, en mai 1944.



montra du doigt Mengele en disant: « Voilà ton nouveau père ». Très vire, les jumeaux devinaient que leurs parents étaient partis en fumée dans les cheminées des crématoires. Mengele avait en perma-nence à sa disposition quelque deux cents paires de jumeaux.

Ils étaient moins maltraités que les autres détenus. Après chaque expérience, ils avaient droit à quelque supplément de nourriture. Vera Alexander avait dix-neuf ans quand Meugele la nomma gardienne du «camp des tziganes» qui abritait une centaine de ju-meaux, âgés de trois à cinq ans. « Les baraques étalent très propres, taconte-t-elle. Les enfants dormaient dans des draps blancs. Lors d'une inspection, Mengele se plaignit même parce que les bas d'une fillette tombaient sur ses chevilles. » Il voulait ses jumeaux « en bonne santé ». Un jour pourtant, les enfants tziganes furent tous « liquidés ».

Le « bon mot » d'Eichmann

Etre un jumeau permettait d'échapper, provisoirement ou non, à la chambre à gaz. Faire passer deux frères pour jumeaux leur sauvait la vic. C'est ce que fit Zvi Speigel juif hongrois de vingt-neuf ans. « Vous devez vous souvenir, leur avait-il dit, que vous êtes ju-meaux ». « As-tu été soldat? », demanda Mengele à Zvi, qui uvait servi dans l'armée tchèque. Il se retrouva aussitôt responsable du bloc 13, où s'entassaient une qua-rantaine de garçons de six à dix-

Les jumeaux l'appelaient affec-tueusement Speigel Batchi (« Ou-cle Speigel» en hongrois). Il leur servit de mère, de grand-frère, d'in-firmière et même d'instituteur. Lorsqu'ils avaient un peu de repos entre deux « expériences », il leur enseignait l'arithmétique et la géographie. Il les sauva d'une mort certaine, le jour où un collègue et probable rival de Mengele, le doc-teur Tilo, décida une soudaine « sé-

lection ...
Zvi réussit, au péril de sa vie, à Zvi reussit, an peru de sa vie, a faire prévenir Mengele, qui annula l'ordre. Auschwitz libéré, Zvi emmena avec lui trente-six jumeaux jusqu'à Cracovie. L'autre matin, à Yad-Vashem, quand le président de séance demanda aux anciens « neveux » de Speigel présents dans la salle de se manifester, une dizainn d'hommes dispersés parmi le public se levèreut ensemble. uditoire ne put s'empêcher d'applaudir spontanément l'humble vieillard au témoignage trop modeste.

Les cas d'infirmité naturelle et les défauts physiques intéressaient vivement Mengele. Il entra dans une grande colère en découvrant,

tout d'abord à leur judéité. Un jour, il annonça aux jumelles un important visiteur ». C'était Eichmann, qui leur lança, en plaisantant à motifé : «Sims: doute étes-vous cousines de Victor Emmanuel!» (le roi d'Italic au physique ingrat et à la petite taille) puis manda à voir seur certificat de uaissance. Mengele se laissa convaincre qu'elles étaient juives par un officier allemand qui avait vu le numéro de cirque familial avant la guerre. « Avec vous, leur déclara-t-il, f'en ai maintenant pour vingt ans de travail. »

On leur fit des piqures dans l'utérus, on leur préleva du sang. on leur arracha des dents saines. Un jour d'août 1944, elles furent exhi-bées nues lors d'un speciaclu auquel assistaient deux mille per-sonnes au lazaret d'Auschwitz. Au premier rang du publie était assis le Reichsführer Heinrich Himmler.

Aujourd'hui, les jumelles habi-tent Halfa où leur famille gère un restaurant et deux cinémas. Toutes pomponnées, voilettes et manteaux noirs, eiles sont venues témoigner à Yad Vashem, dans leurs fanteuils roulants poussés par leur neveu Samson, un Israélica du genre costaud. A Auschwitz, il était un bambin âgé d'un an. Mengele soumettait les iumeaux

à de fréquents examens et mesures en tout genre : observation de la raciue des cheveux, relevé d'em-preintes digitales, prise de cliehés pbutugrapbiques. « Tout était noté », soulignent les témoins. Ou-tre les manipulations sanguines. le médecin infligeait aux enfants de douloureux sévices : piqures dans la moelle épinière (« Nous étions attachés à une chaise avec des lanières de cuir », rappelle Eva Kor), injection de colorants dans les yeux, expositions aux rayons X (« Notre peau devenait noire »).

Le crime d'être enceinte

Ephraim Reichenberg avait quatorze ans à son arrivée à Ausch-witz. Curieusement, Mengele prit Epbraim et son frère Menasbe Epbraim et son frère Menashe pour des jumeaux, ce qu'ils n'étaient pas. Menashe uvait me très belle voix, pas Ephraim. Mengele entreprit de comparer leurs cordes vocales au moyen d'une série de piqures dans le con. Menashe en munrut eu 1946. Ephraim devint muet II u recorté. Ephraim devint muet. Il u raconté tout cela à Yad Vashem d'une voix égale et métallique. Car, depuis six mois, il a retrouvé l'usage de la parole grâce à un petit micro-électro-nique qu'il plaque contre sa gorge. « Cest un gadget allemand fabri-qué dans une usine de Colagne», nous dit-il en souriant.

O. C. est un homme sans nom ni visage. A Yad Vashem, ce témoin

anonyme parle dissimulé derrière un rideau noir. Il avait, dit-il, dix-neuf ans quand on l'emmena dans la bloc opératoire de Mengele où on îni enleva un testicule. O. C. u aujourd'hui trois enfants. Shabtai Hanúka, originaire comme O. C. de Salonique, raconte qu'il berna Mengele en « soudoyant » l'un de es assistants, lequel - au lieu de in infliger une mutilation sexuelle
- l'opéra d'une hernie. « Certains SS. ajoute Helena Hamamesh, se vantaient d'avoir des blagues à tabac confectionnées en peaux de testicules. »

A Auschwitz, arriver enceinte

la longue

ans antéc

- sea de gue Barane Mam M

TELEPIZZE, GERMAN

tis for any 121 saider at the

Seneral de Rest contrament &

Andrew of temperature to

mittisteterrert ser les com

san arranus, arrant contre, ten

man in Car a Visigne file

promiser pour les antiques 🙀

Era Bertre Chiceronia com

as an as sail or their committee

name a ser de le le le Rend

Financia : F - L 1984 3

musp-cu-Co ... co Water

Militaria del Temporario del Mario

intone on Angert to all Aligher

The Same are a spetant

Enter Poyo-Bos at strette ste

i vigentine, premiere étape

Was de Jages - Mangele Person

Control of the state of the

TO LES SETTLE TO . THE THE PARTY DE

40 fant ann and and an er erte bet fich

The second of the second second

The farmer are de mar

West Joseph Mongolo Stall 60-

E to content en en la labor à

Printe de Maria Para les ses

The a fundament of France

int feffengen ent du Reich

The first water car-

Santan of Charles

Strangenemen au vallage na-

The continues a comme

L'un des t

De notre correspondant

Northern - To Stranger

Chiena e dec 10 de mattre sur

Service of the servic

Service on the part of the par

Section 10 Section 10

State Seed of the State of Control

State of the state

والمتحدد

"American de Ned Promi Am

était le pire des crimes. Aliza Ba rouch uvait quinze ans et attendait un enfant. L'équipe de Mengele lui onvrit l'abdomen, et, après «l'opération», sa cicatrice suppura long-temps. « C'étaft , dit-elle, comme time lave sans fin. » Elle avait pour tout bandage des feuilles de papiertoilette. - Mengele venait me voir tous les deux jours. Je voulais boire un peu d'eau ou seulement interdit. . Bien plus tard, en 1962, elle apprit que les médecius d'Auschwitz lui avaient enlevé une

« J'ai tué mon propre enfant >

Ruth Eliaz, jeune mariée, cacha longtemps sa grossesse. Puis elle donna naissance à une fille. Men-gele lui avait dit avec un sourire sarcastique; « Accouchez et vous verrez après! » Ruth a vu. Mengele priva le nouveau-né de lait pour tester sa résistance. Elle le nourrissait avec un torchon trempé de soupe et de café. Au bout d'une semaine, le bébé était squelettique.

Une prisonnière, doctoresse juive, lui posa brutalement le pro-blème: « Mengele ne veut pas de votre enfant. C'est vous ou votre fille: Voilà une seringue de morphine. Tuez-la et vous vous sauverez. s « Elle parla, parla, se sou-vient Ruth. Elle disait vouloir respecter le serment d'Hippocrate et me sauver contre moi-même, car pour ma fille il était déjà trop tard. Elle finit par me convaincre. Sai tué mon propre enfant. »

Les - jumeaux de Mungele - le décrivent comme un homme à l'humeur versatile. Il lui arrivait de plaisanter avec ses « patients », d'offrir des sucreries ou du eñocolat aux enfants, de caresser la ebevelure d'une fillette. Le même personnage entrait dans des colères soudaines, surtout quand une - expérience » avait « raté ». Il redevenait alors l'« Ange de la mort», promenant sa silhouette haïe dans les lieux maudits : le quai de la gare de Birkenau, l'infirmerie dont on ne revenait jamais ou presque, les chambres à gaz où, rappela M. Hansner, mouraient, en un jour et demi, autant de juifs que tous ceux tombés peudant toutes les guerres de l'Etat d'Israël.

La liste est longue des bomicides commis personnellement par Men-gele : meurtres d'enfants d'une balle dans la nuque, injections de phénol, «autopsie» sur un gamin encore vivant. Lorsqu'un jumeau succombait, son frère ou sa sœur était voué à une mort certaine. Mengele ordonnait une dissection immédiate de l'enfant assassiné afin d'établir une « autopsie com-parée». « Je l'ai vu, rapporte He-lene Hamamesh, s'emparer d'un enfant à peine sorti du ventre de sa mère et le jeter dans un four. »

Mengele uvait une haute idée de lui-même et de ses « recherches » médienles. Chrétienne, autrichienne et antinazie, le Dr Ella Lingens aidait les juifs à fuir vers la Suisse. Dénoncée, elle passa deux ans à Auschwitz. « Quand je pense. Ini dit Mengele en soupirant, un jour de septembre 1944, que tout mon travail risque de tomber dans les mains des bolcheviks! ».

Quarante ans après, les « ju-meaux de Mengele » demandent justice. « J'espère qu'on le retrouvera, ci l'espère qu'on le retrou-vera, circ de l'espère dans une cellule, en l'obligeant à écouter jour après jour, nuit après nuit, l'enregistrement de nos cris et de nos sanglots. Jusqu'à ce qu'il devienne fou.

-- J.-P. LANGELLIER.

Page 4 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••

PARTIE A STATE OF BALLA 1 Trans- 1 227-4 24 dec Secretary of the secret And Marke a Caraca a



Mengele

A JÉRUSALEM

yrae parle dissimula damage deau noir. Il avait, du li da sue disaug ou ; cumers que ac opératoire de Mengele of ii enieva un testicule. O (ard bui trois entants Shaha irka, originaire comme O C latonique, raconte qu'il bem gele en « soude ant « l'un de assistants, leque! — au lieu de affiger une mutilation settles spera d'une hernie - Certain ajoute Helena Hamamesh . cient d'avoir des hispart au confectionnées en peaux de les

Auschwitz, arriver encount le pire des come, Aliza Ba h avait quinze and et attende afant. L'équipe de Mangelelle. it l'abdomen, c'. cores . ferè m . sa cicatrier suppore kie lave sans fin - file avan par bandage des fall er de gapes Mc. - Mengele venan mg og les deux cur le tonne e un peu d'eun la leuren umecter les leurs s mais sites rdir. - Bien pius ture en 195

apprat que re medenni ie de la matrica 🗷 J'ai tué mon propre enfant a with Ediaz, jours maries, and stemps sa gresierer Punith ma massiance à une file Mefets awast die avec un some matique : - 45. active et al. min march : Ru. - a Minga in the promised and de it inc green fichastonie file e terre ----selection of the bout of the selection bedde the bedde that the property of the selections are selected to the selection of t ine prisonniere dectorm in has peda brull ement lego ine : - Mengele to trait pala megenfant Cent com in ger er Voillà une terrese de ra me. Twee-foret to a visit time at Ruth Elle parts for a se pecter le serment à Honora ir and fille to the state of 2 78 line mon pri pre en ant a - jumezus de Mergeiert moone comme er vertatile i. ... arrand Santer aved to themen ffrir des suprene, en et and and enfants de caraser aus ere d'une fillette Le merere mage entrait dars ce com destes, surrent _t_nd _re est ience - seatt - - - - 1 man 1 sions Fo Ange - - - fiene maudité le qui de le Birkenau, noment au me reversit jaman e- Fran chambres a san out and Hausper, mountain et le se derre, Bullett de jule que be ax tombes per unit sais a La liste est ionque an haman ours beloaner amen as he Mention California (In le dens la nuque in some tool - autopye - sur la gam Nute vivant. Large La 1775 200mball 50% free Cu See rogele ordered to the disease a d'établir une : altivouille de a . - Je l'air vu rappareit Hamanesh semines de final à peine ser la peine de la peine ser la peine de Mengele at the distance of the M. UR JUST AN ANTANA e tout man principle of the miles of the tout of the t

Quartette at 300 10

Too Tenferre

Total Territory

gene de 16.3 a est est de 17.3 a est Han & ce day to account to J.P. LANGELLER

ll s'appelle Joseph Mengele, ancien « médecin » d'Auschwitz. Il est, depuis quarante ans, le plus illustre contumex du génocide. A la terrifiante férocité du SS, il ajoutait des lubies de médicastre, torturant au nom de la « science ». Quelques-uns des rares jumeaux qui ont survécu à ses « expériences » viennent de témoigner, à Jérusalem, dans un procès

Depuis quarante ans, en Argentine puis au Paraguay, bénéficiant des plus hautes complicités, Joseph Mengele fait cette démonstration : il n'est pas de crime en ce monde qui ne puisse rester impuni. La fera-t-il jusqu'au bout ?

La longue traque du « citoyen paraguayen sans antécédents criminels »

- Mengele? Il est toujours au Paraguay. Il y a quelques mois, je l'ai vu de mes yeux, vu à la colonie mennonite « Neuland «, dans une agglomération d'accès difficile, à 400 kilomètres d'ici, dans la steppe du Chaco. Il avait l'air rasteppe de Chace. Il avait vécu pondant plus d'une année dans une autre colonie allemande à Villa-rica, à l'est de la capitale. C'est une véritable ville fortifiée. Il faut montrer patte blanche pour y entrer à l'invitation expresse de ceux qui l'administrent. Tous des Bavarois ou des descendants de Bavarois. Mengele le sait, comme Il sait qu'il est en sécurité ici, dans ses diverses tamières. »

C'est en février 1983, à Ascuncion. Une fois encore, dans la capitale paraguayenne, un indice s'ajoute an faisceau qui converge sur le pays du général Stroessner, si accueillant aux criminels de guerre recherchés en Europe. Mais le jenne représentant d'une organisation internationale, citoyen de la République fédérale d'Allemagne, refuse d'en dire davantage et demande que son nom ne soit pas mentionné.

Beaucoup de gens continuent à s'intéresser an sort du médecin d'Auschwitz et nombreux sont ceax qui s'interrogent sur les com-plicités dont il bénéficie pour ainsi passer continuellement entre les mailles du filet. Car la traque ne date pas d'hier, et bien des points demeurent obscurs dans les méandres de ce long parcours aux caches multiples et ténébreuses.

Certes, Mengele n'est pas le seul à avoir trouvé refuge dans ce coin de terre béni pour les anciens pazis que constitue la partie méridionale de l'Amérique du Sud. Pour un Klaus Barbie finalément ramené sur le lieu de ses crimes, combien ont connu le sort de Walter Rauff, mort dans son lit en mai 1984 à Santiago-du-Chili, de Walter Kutschmann, confortablement installé sous un faux nom non loin de Wilhelm Sassen, ancien capitaine SS condamné à mort par contumace aux Pays-Bas et qui vivrait en-Equateur?

L'Argentine, première étape

Le cas de Joseph Mengele reste le plus stupéfiant. De bribes d'information en recoupements, quarante ans après, il devient possible de se faire une idée des étonnantes coincidences qui ont présidé à un percours sinuoux de Haute-Silésic an Paraguay.

Fils d'un fabricant aisé de machines agricoles de Günsburg, en Bavière, Joseph Mengele avait ob-tenn un doctorat en philosophie à l'université de Munich puis fait sa médecine à l'université de Franc-

Après l'effondrement du Reich millénaire, fin de sa sinistre carrière, le médecin chef d'Anschwitz rentre tranquillement au village natal où ses concitoyens le considèrent comme « un soldat qui a ac-compli son devoir ». Il u'est pas inquiété, mais, à toutes fins utiles, la société paternelle achète la moitié de Fardo Farm KG, une entreprise argentine de construction de machines agricoles.

Première alerte à la fin des années 50 : des rumeurs commencent à circuler sur le rôle véritable de Joseph Mengele du temps des nazis, et les autorités américaines paraissent s'intéresser un instant à ce médecin hien tranquille. Le bourreau présère prendre des pré-cautions et, par des filières plus ou moins occultes - certains parlent la « route des monastères », d'autres, de l'urgauisatiun ODESSA. - il gagne, en 1952,

An pouvoir à cette époque, le général Peron u'a jamais caché ses sympathies pour les puissances de l'Axe et a largement unvert les portes de son pays aux fugitifs pour crimes impayés. Se faisant appeler Edler von Breitenbach, Mengele exerce un temps la médecine à Buenos-Aires.

En 1955, la chute de Peron le pousse, avec nombre de ses pareils, vers le Paraguay. Il utilise alors la carte d'identité numéro 3940484 délivrée par la police fédérale d'Ar-

De retour à Buenos-Aires peu de temps après cette alerte, Joseph-Mengele prend, sous son véritable nom, la direction de l'affaire familiale. On croit savoir qu'il épouse en secondes noces une Allemande, Martha Maria Hill et a un fils, Rolf. Mère et fils auraient vécu à Merano, en Italie, dans les an-nées 70. En 1957, le nom du médeein d'Auschwitz apparaît sur les listes des criminels de guerre du camp de la mort : il habite alors un quartiez chic de Buenos-Aires, Los Olivos. Première demande d'extradition de la République fédérale d'Allemagne en 1960, rejetée par le procureur général de la nation argentine expliquant à l'ambassadeur de Bonn que les « prétendus crimes » imputés à Meugele pour-raient bien être « d'ordre politi-

Sentant le vent, Joseph Mengele s'est mis à l'abri en bonne et due forme : le 27 novembre 1959, la Cour suprême de justice d'Asuncion lui a octroyé la naturalisation paraguayenne. Le 24 octobre, le criminel de guerre a obtenu la carte d'identité nº 193348 et, une semaine plus tard, le « certificat de bonne conduite et de résidence ., grace aux garanties fournies par deux témoins, Werner Jung et Ale-jandro von Eckstein, allégnant que leur protégé a bel et bien vécu durant les cinq dernières années au Paraguay. Si bien que le décret nº 809 de la cour estime que le demandeur, · dépourvu d'antécédents judiciaires ou policiers, a légitimement droit à la citoyenneté paraguayenne par naturalisation, conformément aux documents préEn 1977, M. Domingo Laino, président du Parti libéral radical mailles d'un filet, à vrai dire fort relaché. authentique et adversaire résolu du général Stroessner, dénonce ce

scandale devant la Chambre des

députés d'Asuncion. Il nu faudrait

davantage pour effrayer le vieux bourreau, sûr de ses protections

dans les hautes sphères du régime.

Son passeport paraguayen tout neuf en poche, Joseph Mengele va s'installer un temps à Bariloche,

La presse rapporte alors un cu-

rieux fait divers. Le corps d'une femme, Nora Eldoc, est retrouvé

au fund d'un ravin. La police

conclut rapidement à un accident

d'alpinisme, bien que la victime ne

soit pas particulièrement sportive.

Elle était venue rendre visite à sa

mère dans cette station de repos re-

nommée dans tout le pays. On saura, par la suite, qu'elles sont toutes deux des reseapées d'Ausch-witz et que la fille, stérilisée au

camp, aurait reconnu son bour-

aurait fait un détour par Le Caire

médical sous le nom de Fritz Fis-

cher, sans faire mystère de sa véri-

ragnavennes qui lui répondent que

l'intéressé est un « citoyen para-

guayen sans antécédents crimi-

Conseiller des tortionnaires

plus que jamais sur ses gardes : il préfère aller vivre dans l'hacienda

d'un ami sûr, Alban Krug, à Encar-

nacion, nou loin des frontières ar-

gentines et brésiliennes : les issues

de secours sont proches et solide-

ment gardées par des fidèles

Le 16 juillet 1964, l'ambassa-

deur allemand à Asunciun,

M. Eckhard Briest, demande au général Stroessner l'extradition de

Mengele. L'audience tourne à l'ai-

gre. Le diplomate racontera que l'homme fort du Paraguay s'est vio-

lemment emporté des qu'il a en connaissance de l'objet de la re-

quête et a éconduit brutalement

Depuis lors, des informations

sporadiques signalent la présence, difficilement vérifiable, du crimi-

nel nazi en divers points d'un péri-mètre relativement bien délimité :

une zone militaire entre Puerto-

Sau-Viuceute et la frautière

paraguayo-brésilienne; dans la ré-

gion de Santa-Cruz en Bolivie du

temps du général Banzer ; comme

« conseiller » auprès des tortion-naires de la prison Libertad en Uruguay, au plus fort de la dicta-

ture militaire. Il utilise divers pseu-

donymes et passe à travers les

son interlocutour.

chargés d'écarter les curieux.

Cependant, Joseph Mengele est

dans le sud de l'Argentine.

Pourtant, c'est de justesse qu'il aurait échappé vers le milieu des années 60 à ses poursuivants aux Bermudes, où il se serait rendu pour rencontrer sa femme et son fils. Il aurait même voyagé en Europe avec son passeport para-guayen. En 1972, il était recherché dans la jungle amazonienne du Péron, dans le cadre d'une sombre affaire de meurtre d'un industriel de la pêche, Luis Banchero, très lié à derik Schwend, ancien officier de la Gestapo reconverti dans les affaires à Lima.

Inlassablement, les fils de cette étrange toile d'araignée convergent vers leur centre un Paraguay. M. Domingo Laino, l'une des principales figures de l'opposition modérée, qui a, depuis lors, été banni en Argentine, nous a rappelé qu'à l'époque où il était député, en 1977, il avait vainement demandé au gouvernement de faire la lumière sur la présence de criminels de guerre dans le pays.

C'est aussi l'époque de l'affaire Eichmann : le gouvernement ar-gentin lance un mandat d'arrêt Le 10 août 1977, un autre ancien SS, Eduardo Roschmann, responcontre Mengele qui, bien entendu, sable de l'assassinat de trente mille a eu tout le temps de disparaître. Il juifs à Riga, en Lettonie, meurt d'un infarctus dans une clinique avant de regagner prudemment Asuncion, Là, il ouvre un cabinet d'Asuncion. Sous le nom de Federico Wegener, il est arrivé peu de temps auparavant an Paraguay. fuyant la justice argentine, qui table identité. En juillet 1962, le gouvernement de Bonn demande des infurmations aux autorités paavait répondu favorablement à une demande d'extradition de l'Allemagne fédérale. Le lendemain de son décès, un commerçant d'origine juive, M. Emilio Wolff déclare à la presse avoir personnellemen fert du « boucher de Riga ». se avoir personnellement souf-

Curleusement, indique M. Laino, deux inconnus devaient ensuite tirer des coups de seu contre le commerce de M. Wolff, et le cadavre de Roschmann devait disparaître sans que ni les respon-sables de la clinique ni le juge chargé de l'affaire, et encore moins les autorités, aient pu fournir la moindre explication sur ce qu'était encore est le cas de Mengele qui,

hi, est toujours vivant. » Les autorités d'Asuncion prétendent aujourd'hui que Joseph Mengele a quitté le pays dès 1962 et que, de toute manière, il a été déchu de sa nationalité en 1979. Pourtant, un mandat d'arrêt a été lancé contre lui, le 26 mai 1984, à la suite du renouvellement de la demande d'extradition présentée par l'Allemagne fédérale.

Après plusieurs tentatives infructueuses, le général Strocssner devrait, en principe, être reçu en juin prochain à Bonn, réalisant ainsi le rêve de sa vie. Il se rendrait également en Bavière, le pays de ses ancêtres paternels, qu'il avait déjà visité en 1973, mais à titre privé. A cette occasion, l'homme fort du Paraguay consentira pentêtre à en dire davantage sur les mobiles qui le poussent à prendre tant à cœur la sécurité du bourreau

JEAN-CLAUDE BUHRER.

Etranger

LA GUERRE DU GOLFE

Echange de menaces entre Téhéran et Bagdad

Le président iranien, l'hodjatoleslam Ali Khamenci, a lancé, vendredi 8 février, à Téhéran, un ultimatum à l'Irak, menaçant de faire bombarde les villes frontalières irakiennes si Bagdad rompt la trêve des bombarprochaines quarante-huit heures. Stigmatisant, au cours de la prière à l'université de Téhéran, les violations répétées par l'Irak, selon l'Iran, de cette trêve conclue sous l'égide des Nations unies en juin 1984, le président Khamenei n averti: «Si. dans les prochaines quarante-huit heures, les Irakiens continuent à attaquer nos villes, nous aussi nous frapperons leurs villes frontalières, de Bassorah jusqu'au nord. »

Téhéran accuse, depuis plusieurs jours, Bagdad de mener des raids aériens contre des villages du Khouzis-

tan ou du secteur central du front et de procéder à des bombardements d'artillerie, notamment contre les villes d'Abadan et de Khorramchar. où seuls demeurent encore quelques

En réponse à l'alternative de Téhéran, l'Îrak a menacé, vendredi, de riposter contre des zones civiles iraennes en cas de nouvelles attaques, par l'Iran, de villes irakiennes.

Se référant à la déclaration du président iranien, un porte-parole of-ficiel a affirmé que Bagdad, contrairement à Téhéran, a toujours resd'objectifs civils et n'aura recours à de tels bombardements qu'en réponse à de nouvelles attaques iraniennes contre des zones civiles en Irak. - (AFP.)

Une mise au point de l'ambassadeur du Burundi

A la suite des articles sur le Burundi de Jacques de Barrin (le notre pays. Même une institution Muude des 2-3 décembre et 12 décembre 1985), l'ambassadeur de ce pays en France, M. Lazare Nzorubara, nous a adressé une longue mise au point dont voici les principaux extraits :

La société traditiunnelle du Burundi était régie par un système féodal complexe, qui ne permet pas d'assimiler (comme le fait M. Jacques de Barrin), les Batutsi aux seigneurs - expluiteurs et les Bahutu aux - paysans exploités ». Au sein de la paysannerie, on trouvait et on trouve encore des Bahutu, des Batutsi et des Batwa. De même des Bahutu et des Batutsi ont exercé des responsabilités politiques dans le système féodal. Les elivages de classes apparaissaient plus déterminants en dehurs de tout clivage d'ordre ethnique.

Mais est-ce à dire que la société burundaise a surmonté tous les handicaps du passé? Pas encore complètement. Et c'est précisément pour cette raison que le Parti Uprona, que votre collaborateur décrit à la légère comme « un parti de masse sans idéologie », s'est fixé des priorités, qu'il aurait pu découvrir en faisant l'effort de lire les textes qui inspirent l'action et les abjectifs fondamentaux du Monvement du la novembre 1976, date à laquelle le président Bagaza a pris en charge la

Dans mon pays, les Bahutu et les Batutsi accèdent dans les mêmes conditions à tous les échelons de l'enseignement et à l'université. Selon M. Jacques de Barrin, « dans leur grande majorité, les Hutus, qui aspirent à la paix, prennent leur parti de ces discriminations. L'histoire leur a appris à na pas se mesu-rer à plus habiles qu'eux ». Faut-il comprendre que le reste de la popu-lation du Burundi n'aspire qu'à la guerre? Peut-on accepter que la majorité de notre peuple soit présentée de façon si injurieuse? Les limites de l'investigation journalistique sont manifestement dépassées. Des assertions péremptoires de cette nature témoignent d'un parti pris, sinon d'hostilité à l'encontre de mon

En ce qui concerne la gestion des affaires de l'Etat, M. Jacques de Barrin semble, de tous les observateurs. être le seul à avancer l'opinion d'une mauvaise gestion du gouvernement du Burandi. A l'évidence, il s'agit d'une ignorance des réalités de nussi sévère que le FMI reconnaît que le Burundi est l'un des pays en Afrique qui gèrent le mieux leurs

Quaut aux ministres duut il s'uffusque qu'ils roulent en Mer-cedes 200 (gamme la moins ehère), ils sout tous issus de familles paysannes pauvres. Il convient par ailleurs de préciser que le ministre burundais bénéficie d'un statut fort modeste. En plus d'un code d'incompatibilités très sévère qui interdit l'exercice de toute autre activité rémunératrice, le ministre burundais ne peut hénéfleier de cumul d'indemnités. Il paie lui-même ses frais de téléphone et une partie de ceux d'électricité. Il n'a pas de personnel domestique à charge du Tré-

[Les reportages de Jacques de Bar-rin, à l'occasion du sommet franco-africain, résmi à la fin de l'année der-nière dans la capitale du Burundi, n'avaient pour objet que de présenter le Burmdi, non de lui faire « injure ». Ce n'est pus témoigner de l'« hostilités nux Burmedais que de rapporter le décalage, évident, entre la pratique et les principes affichés, qu'il s'agisse de la gestion des affaires de l'État on des relations entre les deux grands group ethniques du pays. Ce n'est pas là, an demenrant, une situation propre an

République sud-africaine

• REPRISE DES NÉGOCIA-TIONS AVEC MAPUTO. -Des représentants des gouvernements sud-africain et mozambicaiu ont cu, vendredi 8 février des entretions portant sur l'application du pacte de bon voisinage et de non-agression de Nkomati, signé le 16 mars 1984 entre Maputo et Pretoria, a annoncé un porte-parole du ministère sudafricain des affaires étrangères. Cetto rencontre a cu licu à Preto-ria où M. « Pik » Botha, ministre sud-africain des affaires étrangères, a reçu, le même juur, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint américain aux affaires africaines, qui séjourne en Afrique australe pour tenter de relancer, notamment, la négocia-tion sur l'indépendance de la Namibic, an point mort depuis dé-cembre. - (AFP.)

L'un des trois mille anciens nazis du Canada?

De notre correspondant

Montréal. - Le gouvernement d'Ottawa n décidé de mettre sur pied une « commission de recherche des criminels de guerre.». réfugies au Canada, dirigée par l'ancien président de la Cour suprême du Québec, M. Jules Deschênes. Joseph Mengele aurait-il été l'un de ces émigrants ? C'est l'« effrayante possibilité » que la représentant canadien du centre Simon-Wiesenthal, M. Sol Litt-man, évoqueit dans une lettre adressée le 20 décembre au premier ministre, M. Brian Mulroney.

M. Littman s'appuie sur des aux Etats-Unis pour demander au gouvernement canadién d'ouvrir una anquêta sur un e cartain Joseph Menke » qui surait sollicité, en 1962, un visa d'immigration à

nues aux Etats-Unis par le centre Simun-Wissanthal, il sambla qu'Ottawa ait négligé alors d'avertir l'Allemagne fédérale, qui avait pourtant lancé un mandat d'arrêt contre Mengele. Plus étonnant encore, les autorités canadiennes affirment qu'elles n'ont trouvé aucun document permettant de connaître le sort réservé à la demande de visa déposée par Joseph Menke. Les recherches se poursuivent, et M. Mulroney s'est engagé à mener une e anquête très poussée » pour s'assurer que le Canada n'a pas, e par inadvertance, une quelconque responsabilité dans la tentative de Mongele de se réfugier dans le pays ».

D'après les informations obte-

S'il est vrai que le centre Wiesenthal ne samble pas croire que « l'ange de la mort » puisse encore être au Canada; si tant est qu'il y ait jamais vécu, il reste que l'umbussada du Canade à cette affaire a relancé la controverse à propos du laxisme des au-

torités canadiennes à l'égard des criminels de guerre nazis qui cherchaient refuge en Amérique du Nord. Il est de notoriété publique que le gouvernement canadien de l'époque accordait plus facilement des visas d'immigration à d'anciens nazis qu'aux juits d'Europe de l'Est, dont on craignait qu'ils ne fussent des agents commu-Selon la centre Wiesenthal, au

moins trois milla criminels de guerre et collaborateurs des nazis auraient trouvé refuge au Canada. La plupart ne seraient pas d'origine allemande. Il s'agirait surtout d'Ukrainiens, de Lituaniens, d'Estoniens, de Hongrois, de Roumains, d'anciens SS belges ou de miliciens français. Un des rares ces connus est celui du comte de Bemonville, qui vécut au Canada, dn 1946 à 1951, nvant de se réfugier au Brésil. Bernonville, qui avait été condamné à mort par contumace en France, dirigeait la

mílice à Lyon à l'époque de Klaus

Le 25 janvier, le plus grand

journal de Toronto, Star, assurait que le gouvernement canadien continue à « protéger l'identité » de plusieurs nazis qui avaient fourni des renseignements aux services secrets américains après le querre. Les autorités rejettent cette accusation et affirment qu'e una centaine de nazis à peine » auraient réussi à entrer au Canada grâce à de fausses déclarations dans leurs demandes de

Dans le passé. Ottawa n'avait pas fait preuve de beaucoup de zèle dans sa chasse aux nazis. Le seul jamais extradé (en 1982), l'ancien adjudent-chef SS Helmut de plus de onze mille cinq cents iuits lituaniens, est mort d'un cancer peu de temps avant l'ouverture de son procès en Allemagne fédérale.

B. DE LA GRANGE.



L'ambassadeur de la République arabe syrienne à Paris invite les ovene syriene sa trouvant en France à venir participer au plébiscite qui aura lieu le dimanche 10 février 1965 pour la réélection du président HAFEZ AL ASSAD.

Les centres suivants seront ouverts de 8 heures à 20 heures : AMBASSADE DE SYRIE

20, rue Vaneau, 75007 PARIS Métro : Varenne ou Vaneau - Téléphone : 550-24-90/551-82-35 CONSULAT HONORAIRE DE SYRIE 27, rue de Paradis, 13001 MARSEILLE Téléphone : (16-91) 54-73-00

CENTRE D'ACCUEIL - UFCV Notre-Dame-du-Silence 1145, avenue Du Moulins, 34000 MONTPELLIER

Téléphone: (16-67) 54-11-85 Dans la région da Lyon; PALAIS DU TRAVAIL

5. place Seint-Lazere, 69 100 VILLEURBANNE - selle Gougen, nº 31, 2º étage Dans la région da Nancy : MJC ÉTOILE 1, piace de Londres, 54500 VANDEUVRE

Etranger

CHINE

Droit de cité pour les dieux

La Chine a cessé de persécuter trop ouvertement les citoyens qui fréquentent l'église ou le temple. L'« opium du peuple » est désormais toléré, aussi longtemps qu'il ne porte, cela va sans dire, pas préjudice au

De notre correspondant

Pékin. - Depuis cinq ans, une certaine libéralisation de la pratique religieuse se manifeste en Chine, et les fidèles de toutes confessions entendent en profiter. Ainsi, il y avait foule à Noël dans les deux églises de Pékin pour la messe de minuit, chantée à l'ancienne pendant plus de deux heures alors que le thermomètre Etait descendu an-dessous de moins 10 degrés. Pourtant ce n'était pas jour férié, les transports en commun ne fonctionnaient guère si tard le soir. Qu'importaient pour ces fidèles, qui n'out jamais entendu parler de Vatican II, ces considérations matérielles!

A mille kilomètres plus au sud, dans le temple bouddhiste de Shaolin (province du Henan), dévnts et curieux n'en finissent pas de défiler. Un gigantesque parking pour autocars a été construit en retrait. Le long de la voie menant à la pagode, des dizaines d'anbergistes, le torchon sur le bras, abordent le badaud et vantent leur cuisine, n'hésitant pas à tirer par la manche le touriste récalcitrant on le pèlerin avide de nourritures plus spirituelles.

. Il fant dire que ce Lourdes en miniature a de quoi frapper les esprits. Shaolin, e'est la patrie des arts martiaux chinois, du wushu, nn kungfu. Les bonzes, jadis, avaient dû apprendre à se défen-

dre à mains nues contre les brigands, leur religion leur interdisant de manier les armes. Depuis, leur méthode a fait école, les sectes ont éclos à travers le pays, mais Shaolin - « la petite forêt » - continue d'exciter l'imagina-

tion. On dit qu'ici un maître octogénaire arrive encore à se soulever sur deux doigts.

Tous les films de kungfu se réfèrent à Shaolin, y compris ceux que fait tourner Pékin. Ils ont ici un succès considérable et, pratiquement chaque jour, les bonzes, qui ont récemment repris possession des lieux et qui les restaurent, doivent renvoyer chez eux des jeunes qui veulent se former à la stricte et longue discipline du wushu. En tant que sport, le wushu est très populaire en Chine. Mais les autorités ne souhaitent certainement pas en développer l'aspect spirituel. Elles n'en ont pas moins pris à leur charge - ici comme ailleurs - la réfection des locaux, en particulier de la fameuse salle d'exercices recouverte de fresques martiales, et dont le sol en brique est parsemé de trous creusés par

Les marchands du temple

les milliers de coups de talon des

bonzes à l'entraînement.

A anelques kilomètres de là. dans le gros bourg de Dengfeng, situé au pied d'une des cinq montagnes sacrées de la Chine, Songshan, le « pie du milieu », le temple célèbre sa kermesse annuelle. Des dizaines de milliers de marchands et de badauds envahissent les terrains avoisfnants mais aussi l'intérieur du temple : arracheurs de dents, bateleurs, équilibristes sur échasses, montreurs d'animaux, chanteurs, acrobates et musiciens, marchands de potions plus ou moins magiques, photographes - les Chinois sont friands de leur image, - bonimenteurs, vendeurs de sucreries, de colifichets et d'objets pieux, se disputent les lieux. Les derniers cités vendent indifféremment des croix, des images du Bouddha ou de Confucius en fer blanc, en bois, en plastique ou en jade ou de pieux chromos. Les usines recommencent à fabriquer des bondieuseries pour toutes confessions.

La foule s'agglutine devant les autels, faisant de la divination avec des baguettes de bois, brûlant encens, formules religieuses et papier argenté, faisant exploser des pétards. Elle se serre autour des échoppes, Des vieilles touchent de la main quatre statues de bronze des gardiens du temple, se frottent contre leur ventre, leur attachent au bras des fils de coton multicolore. Le tout sous l'œil placide de policiers chargés d'éviter des incidents. Dans un champ voisin, plus moderne, un équilibriste à moto tourne à toute vitesse dans un cylindre de bois.

La province du Henan héberge aussi, outre des musulmans - et la communanté juive chinoise un certain nombre de catholiques. Dans le district de Yanling, leur nombre a triplé depuis 1949, pour atteindre 2 % de la population. « Certaines personnes comprennent mal la nature véritable du christianisme et créent de sérieux problèmes », disent les autorités, surprises de ce renouveau de « fièvre chrétienne ».

Depuis que la pratique reli-gieuse est à nouveau autorisée, des gens vont à la messe plusieurs fois par semaine, des jeunes, « ce qui affecte la production agricole ». D'autres préfèrent les réunions de prière au médecin, refusant d'envoyer des malades à l'hônital.

An temple bouddhiste de la montagne dn Tambour, qui domine Fuzhou, la capitale du Fujian, des dizaines de bonzes et de bonzesses, novices et moines, jennes et vieux, participent aux services religieux, psalmodiant les soutras au rythme d'un tambour. De vieilles nonnes venues d'un autre temple de la province font leurs dévotions, accompagnées de parents. Mais le déroulement de l'office ne trouble guère les dizaines de touristes chinois venus tout simplement visiter le site, d'nù la vue sur la plaine avoisinante et sur la rivière Min est superbe. Ils entrent et sortent, parlent, premient des photos, y compris an flash. Eux ne semblent absolument pas pris par l'atmosphère de religiosité qui règne en ces lieux.

Les temples confucianistes font également recette. En particulier celui de Qufu, dans le Shandong, lieu de naissance du vieux sage qui a tant marqué l'histoire de la Chine. Vomie des modernistes bien avant la révolution culturelle - qui n'a fait que caricaturer les pétrodollars, échange des délé- ment les paroisses sans prêtres...)

confuceens, - cette philosophie (plus qu'une religion) a bénéficié des largesses financières des auto-rités. Des travaux ont été entrepris autour du temple et du tombeau du sage. Des cérémonies ont été organisées, et relatées avec

Il faut dire que Confucius est encore populaire. Et comme son dernier descendant direct a choisi l'exil à Taiwan, tout doit être fait pour aider à la réunification de la mère-patrie. Les taoïstes euxmêmes reçoivent une aide pour restaurer leurs temples ou pour enregistrer à l'intention de la postérité leur liturgie en voie de dis-

isiam et pétrodollar

Pour des raisons du même ordre, les « bouddhas vivants » du bouddhisme tantrique - religion dominante en Mongolie et an Tibet - sont à nouveaux révérés, certains d'entre enx ayant directement quitté la prison on le camp de travail où ils étaient confinés depuis les années 50, pour repren-dre leurs activités. Il fant « fidéliser » les Tibétains à l'égard du régime, et donc rassurer leur chef suprême, le dalaï lama, réfugié en Inde depuis 1959 et avec lequel Pékin poursuit de longues et délicates négociations. Mais pas question encore pour le dieu vivant d'être autorisé à résider au Tibet!

Etre membre d'une minorité religieuse peut apporter bien des avantages. Aînsi les musulmans sont-ils prioritaires pour l'obtention d'un appartement, pour l'at-tribution de viande de bœuf, très rare. Ils sont quelques dizaines de millions, an Xinjiang (Turkestan chinois), mais aussi dans le Nord, la région de Pékin et jusqu'au Yunnan méridional, et sont d'antant mieux vus que la Chine, qui entend développer ses relations avec les pays arabes et le monde musulman, soutient la résistance afghane à l'occupation soviétique. Le gouvernement construit des mosquées et des centres religieux, traduit le Coran, appelle à mvestir gations d'imams et de mufis, enfin envoie quelques pelerins à La Mecque.

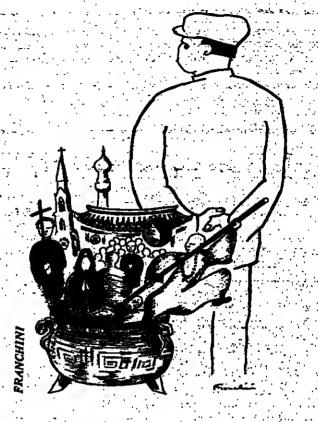
Les quelques dizames de millions de croyants chinois - la majeure partie de la population étant surtout superstitieuse on continuant de pratiquer le culte des ancêtres - ne se posent pas de questions sur les raisons qui ont motivé ce changement d'attitude de la part des autorités. Chacun profite avant tout de ce moment de li-berté relative, et des libéralités qui en découlent. Cela faisait longtemps que l'on n'avait pes remis à neuf les temples, modernisé les séminaires ou même ouvert de nouveaux établissements, comme celui de Xian. La raison officielle en est que le clergé actuel est «trop agé». Ce qui est vrai... parce que les séminaires

bernation. Mais il est également vrai que les religions demeurent sous tutelle, dans le cadre de la politique de « front uni » du régime. Le département des affaires religieuses du Parti communiste continue de superviser les activités réligieuses (ouverture on fermeture de lieux de culte, choix des laïcs qui ani-

ont été mis trop longtemps en hi-

et ne montre guère de désir de se dessaisir de ses prérogatives. Les membres du clergé qui refusent la ligne officielle peuvent se retrouver en prison pour « activités contre-révolutionnaires », comme certains jésuites de Shanghai. Les dirigeants de sectes, on sociétés secrètes, penvent même êtrepassés par les armes, comme en septembre dernier au Hubei.

Cette attitude est néanmoins beaucoup plus «libérale», non sculement que celle de la révolution culturelle, mais que celle de nombreux mandarins impériaux du siècle dernier, déjà agacés par des « superstitions d'an-delà des mers ». Témoin le débat qui a eu lien récemment au sein de l'Académie des sciences sociales parmi le groupe chargé de rédiger un dictionnaire des religions. Les uns voulaient y inscrire en exergue la célèbre phrase de Marx : « La religion est l'opium du peuple ». d'autres menaçaient de démissionner si c'était le cas. Finalement un compromis fut trouvé, et la phrase incriminée se trouva novée au milieu d'une longue pré-



PATRICE DE BEER.

LIVRES, TÉMOIGNAGES, DOCUMENTS...

La Pologne ou l'ingratitude de l'histoire

Le procès des essassins du Père Popieluszko qui vient de se terminer eura été la dernière en date des innombrables épreuves de la Pologne. Parce qu'il révélait un peu les mœurs de l'appareil répressif. Et eussi, parce qu'il prétendait parallèlement, eu nom d'un régime discrédité, faire le procès de l'Eglise, âme de la nation.

Le temps de la surprise, de l'enthousiasme suscités - en France notamment - par le sur-gissement de Solidarité, est passé, tout comme le temps de l'indignation qui suivit la proclamation de l'état de guerre seize mois plus tard. Mais l'intérêt prodigieux soulevé par l'expérience polonaise, ses heurs et ses malheurs, n'est décidément pas retombé, comme en témoigne le nombre de livres et de revues qui tournent, de plus ou moins près, autour de ce sujet encore « porteur ». Après avoir beancoup décrit; un peu théorisé parfois, on essaie à présent de comprendre comment tout cela a été possible.

Pour tenter d'expliquer ce passé tout récent, qui vit encore dans l'actualité quotidienne, l'une des approches les plus logiques est de retourner un peu plus loin en arrière, de situer les acteurs d'événements à présent bien connus dans leur histoire collective.

Démarche partienlièrement justifiée dans le cas de la Pologne, où l'histoire « vraie », souvent privée de tout droit à l'existence officielle, a si souvent dù se refugier dans la mémoire des hommes.

C'est ainsi qu'Annie Daubenton' s'est attachée, dans la Pologne, un pays dans la tête (1), à retrouver « les contours mentaux d'une communauté nationale ». Elle a tenté de le faire de manière originale, en examinant, le passé et l'itinéraire personnels de dix-sept personnalités - dont certaines ont aujourd'hui disparu, comme l'écrivain Andrzejewski, ou bien encore le père d'Adam Michnik, - avec lesquelles l'auteur avait en le privilège de s'entretenir.

Mais plutôt que d'éclairer successivement le « paysage » propre à chacun de ses personnages et commun à eux tous, elle a préféré en rendre compte de manière synthétique, invitant le lecteur à suivre ses réflexions personnelles et son itinéraire à travers sa Pologne « à elle ». Idée séduisante, mais qui ne facilite pas forcément la lecture : tandis que le lecteur très familier du sujet risque de rester un peu sur sa faim, un néophyte aura peut-être du mal à reconstituer le puzzle.

L'insurrection de Varsovie

Beaucoup plus classique dans leur propos et jeur présentation, deux ouvrages publiés à l'occasion du quarantième anniversaire de l'insurrection de Varsovie répondent aussi plus directement an souci d'éclairer le présent à partir de ses racines immédiates. A la fois inéluctable et vouée à l'échec. tragique dans le plein sens du terme, cette insurrection qui fit plusieurs centaines de milliers de victimes est à l'évidence un des « nœuds » de l'histoire polonaise

nos colonnes le début et la-fin de cette extranrdinaire aventure (le Monde daté 5-6 août et 7-8 octobre 1984), qui, pour le publie polonais, n'est sortie qu'à l'époque de Solidarité du purgatoire de l'histoire (et encore très particliement).

Henri Michel a évoqué dans

Sous un titre - Et Varsovie fut détruite (2) - qui ne restitue pas complètement le propos du livre, ce spécialiste de la seconde guerre mondiale présente, en fait, une solide vision d'ensemble de la Pologne entre 1939 et 1945, en insistant évidemment sur l'insurrection. C'est un livre très précieux, car sans chercher à dissimuler l'immense charge émotionnelle de ces années terribles, Henri Michel garde la distance nécessaire et retrace fort explique le drame d'un pays « vic- directement par l'auteur.

time de l'ingratitude de l'histoire ». De format plus réduit, le livre d'Alexandra Kwiatknwska-Viatteau, Varsovie insurgée (3), est aussi plus centré sur l'insurrec-

tion elle-même, même si la cou-verture reproduit la célèbre caricature publiée par Match en septembre 1939, où l'on voit Staline apportant avec empressement à Hitler le marteau qui lui man-que pour achever de clouer la Pologne sur sa croix. Plus fervent de ton, eet ouvrage résente entre autres l'intérêt de

s'appuyer sur nombre de témoignages publiés en polonais, et dont des extraits significatifs sont ainsi rendus accessibles au lecteur français. On trouvera aussi dans l'épilogue d'appréciables éléments de réflexion – sonvent à contre-courant des clichés habituels – à bien le contexte international qui travers des témoignages recueillis



« Le monde n'apprécie pas à sa juste valeur le réalisme polonais, explique par exemple un homme de science, quarante ans après l'insurrection. Notre réalisme existe. Nous n'aimons pas du tout mourir. Malheureusement nous n'avons pas le choix. L'occu-pation hitlérienne plaçait les gens devant un dilemme : attendre et être tôt ou tard abattus comme des moutons, ou lutter et mourir de la mort des loups. Vraiment. nous n'avions pas le choix. C'est là la genèse de l'insurrection. Et celle de notre héroïsme. Le Polonais devient héros par nécessité géopolitique. Avec le plus profond dégoût. »

La résistance « pragmatique »

Parmi d'autres ouvrages, consa-crés, eux, à la « dernière » crise polonaise - celle qui s'est onverte en 1980. - on relèvera aussi le compte-rendu d'un colloque tenn en décembre 1982 avec des participants français et polonais de qualité (pour ne citer que les plus célèbres, Czeslaw Milosz et le philosophe Leszek Kolakowski). Dommage que cet intéressant compte-rendu (4) n'ait pu être publié qu'avec un retard de deux ans - car entre-temps l'actualité ne s'est pas arrêtée.

La revue Alternatives non violentes (5) s'interroge, dans un numéro spécial, sur « la résis-tance civile du peuple polonals », et reconnaît honnêtement que cette résistance « pragmatique » s'élabore « sans référence aux catégories conceptuelles de la non-violence », même si alle les rencontre parfois en chemin. A côté de diverses contributions, on relève un court texte, repris d'un journal clandestin, qui explique pour quelles raisons le pacifisme tel qu'on le comprend à l'Ouest n'a pas bonne presse en Pologne.

Enfin, ceux qui veulent savoir combien d'énergie et d'entêtement sont nécessaires à qui veut s'opposer aux détenteurs dn pouvoir et faire valoir ses droits liront avec curiosité les lettres adressées par Edmund Baluka à son épouse Françoise (6), depuis son lien de détention, entre décembre 1981 et juillet 1984.

Certains passages, d'intérêt essentiellement privé, de cette correspondance, agaceront peutêtre quelques lecteurs, mais le livre rappelle utilement que le combat mené à partir d'août 1980 prolonge sur bien des points celui, beaucoup moins connu, que des hommes comme Edmund Baluka avaient engagé dix ans plus tôt. On lira en particulier le récit des dramatiques journées de décem-bre 1970 à Szczeein, telqu'E. Baluka l'a fait quelques années plus tard à l'intention des auditeurs de Radio Free Europe.

JAN KRAUZE.

(1) Annie Daubenton, la Pologne, un pays dans la tête. Editions Encre, 79 F. 214 pages. (2) Henri Michel, Et Varsovie fut détruite. Albin Michel, 120 F.

450 pages.

(3) Alexandra Kwiatkowska-Vintteau, Varsovie insurgée, Editions Complexe, 35 F, 215 pages. Complexe, 35 F, 215 pages.

(4) « Solidarité résiste et signe »,
Nouvelle Cité, 203 pages.

(5) Alternatives non violentes, n° 5354 (Craintilleux, 42210 Montrond),
39 F, 120 pages.

(6) Edmund Baluka, Lettres de prison, Editions Acié, 60 F, 377 pages.

Page 6 - Le Monde Dimanche 10-Lundi 11 février 1985

Chomme des * Comespondance T 01178 (# @ Care V. Recean of Com Verset Wa ters and the d ed mit Fin fint speek Can THE PROPERTY OF THE PROPERTY OF THE

en eners alborigues

2 des 200-1 de l'inte, il s'es

A ATTENDED TO SEE STATE OF THE PARTY AND

is ginera. Wallers treet pan a

me proved the road part

ವರ್ಷ ಆತ ಕಾಲಿಕರ್ ಸಿ

le général Veri

omme ambass

Mations unide. Kekpatrick our, Route

M. Respect & M.

haut poste de res

PENSTO SE CENTRALO MA

TO TEN COST OF PROMOBINATION Times towns: A washing The beautiful terms () and () and () SETTED USTA PETRALTE IN MINE

in millions de dellars on in management avien Aurora

American 200 49 and

The state of the s 3 22 27 5 2. 22 15 W EAST Firefair II a peletag de 1995 pour le carle du l'agrande From property harries La TERRETOR DALLET DE COMMERCEME land arms to unlines a met appe AR ST THE TOWN OF THE 55 575 BOG* দিক পৰ সভেচত প্ৰচাৰ প্ৰ**চাৰত**-France & word more as a form on Product comparison Steamen Name of the mark attack in 「大きなな」とはなっております。 Mar. C. 1900-19- 5 879-00 State of the state

Serve Steepersonal Serverson Carrece d'estrapper à la Déces. C . 25 . 2 . 2 . 2 Lames de la Santana E. 6, 766 9 (3.4 6 under 24 אישים בינים בינים בים אים אים אים al substant & mouthers de sommes requires pour se See to some See of See of See ALONE OF TAXABLE & DOCUME Spie-25-7 6 26 3-1446 24 e lessenger icht Zeger Print & Sendante Lange

A 20 4 5 1 4 5 1 4 6 5 1 Serie de la Company de la comp 50 Str. 265 765 & F ter mar je : E-52 The new A captering & The second secon The Popular one promine a

The state of the s The second of the country -Section 1 Section 2 de

Etranger

prète des présidents Nixon et Eisenhuwer, enfin cumme attaché militaire à Paris, où il organisa les rencontres secrètes entre Kissinger et le représentant du Vietnam,

Le Duc Tho.

Plus récemment, au début du premier mandat de M. Reagan, il accomplit en 1982 un voyage secret à Cuba pour tenter d'améliorer les relations avec M. Fidel Cestro. An cours des six heures de discussions, le leader cubain lui rappel que tous denx avaient été élevés chez les jésuites. « Oui, répondit Walters, mais moi j'ai gardé la foi... Je suis resté fidèle... » Plus récemment, il s'était rendu en mission secrète au

Le général Vernon Walters remplace Mme Kirkpatrick comme ambassadeur auprès des Nations unies

Washington. - Conformément aux prévisions, M. Reagan a nommé le général Vernon Walters ambassadeur des Etats-Unis auprès des Nations unias, en remplacement de Mª Kirkpatrick qui, faute d'avoir pu obtenir un haut poste de responsabilité, e préféré reprendre sa carrière universitaire. La confir-mation de sa nomination par le Sénat ne

semble faire aucun doute, étant donnée la longue expérience du général, au service-de cinq présidents des Etats-Unis, et de ses convictions anticommunistes aussi fermes que celles de son prédécesseur. Dans ses premières déclarations, le général Walters a rendu hommage à Mª Kirkpatrick qui, a-t-il dit, « a accompli un travail fantastique... ».

Salvador pour prêcher la modéra-tion au leader de l'extrême droite, M. Robert d'Aubuisson. Le général Walters a souligné qu'il avait par-coura plus de l'million de kilomè-

Nommé directeur adjoint de la CIA par Nixon en 1972, il réussit à

maintenir cette organisation à l'écart de l'affaire du Watergate.

« Je suis prêt à démissionner plutôt que de faire quelque chose qui impliquerait la CIA », répondit-il aux conseillers de Nixon, qui suggéraient que la CIA aide financièrement les « cembrioleure » du Water.

HENRI PIERRE.

tres dans une centaine de pays.

L'homme des « missions secrètes »

et le représ Le Duc Tho.

Correspondance

Après avoir échuné dans ses efforts pour mettre le puste d'ambassadeur auprès des Nations unies sous son contrôle direct, le unies sous son contrôle direct, le secrétaire d'Etat, M. Shultz, a favorisé la nomination du général Walters qui, comme Mª Kirkpatrick, sera membre du cabinet. Mais, à la différence de Mª Kirkpatrick, qui avait de l'influence sur M. Reagan et exprimait souvent des vues personnelles contredisant la ligne « modérée » du département d'Etat, le général Walters paraît décidé à se comporter en loyal exécutant de M. Shuitz. « Je n'entends pas créer des difficultés à ceux qui déterminent la politique extérieure des Etats-Unis », a-t-il dit.

montre guere de désir de se

sir de ses prerogatives Le mes du cierge qui refusent la officielle peuvent se retropn prison pour - activités

e-révolutionnaires .. comme

ins jésuites de Shanghai, Les mants de sectes, ou sociétés ites, peuvent même eine

s par les armes, comme en

tte attitude est néanmons

comp plus - libérale -, nos ment que celle de la révolu-

culturelle, mais que celle de женя тапасть ітрепви Acle dereier, dera agaces par - superstitions of in-delt des

». Temens fe debat du aes

eformment au sein de l'Acs

des sciences sociales parmi

edupe charge de rédiger m

perazire des reug ens Les un

gient y inscrire er exergee h

breightase de Mary - Larde Test l'opiam du peuple :. mes meraguent de cons per si d'était le ces. Finds aux compromes fut trous d

res miles d'une lengue prè

de diverses commonwes WE ME COURT LELLE, TOPES OF

mai ciandestin, qui explus c. quelles raisons e pacisor

qu'on le comprend à l'Ossi

pes bonne presso en Poleste

afin, cour des veulent sans

dien d'ererge et d'este

it some necessaries a qui ser

poser aux deterteur di po et faire valoir ses droitilion e curiosité les lettes idresie

Edmund Balance a son epost acrese (6), depuis son ten sition. entre desembre lasta

Perrains 32552325, d'atérit

mtiellement proce de att respondance seasonal man

quelques lesteuts, cais

rappelle utilement que le

that ment à partir d'actif foi tringe sur bien des points alle

E Bainka and quein des plus tard is internal

Meurs de Rodio Free Europ

1) Annie Dauberten la pier pays dons la tite Europa for 214 pages.

2) Heart Michel, E. Lord Fourte, Albin Michel, 10

31 Alexandra kainta

BOOUP TRAINS CORNE ames comme Earning Bould ient engage a.v ars pla tire en particuler le recib

et 1984

PATRICE DE SEER

mbre dernier au Huber.

Comme M. Reagan et d'autres membres de l'administration, le général Vernon Walters est un self made man. Fils d'un agent d'assu-rances d'origine britannique, il a fréquenté des écoles catholiques en France et en Angleterre, mais, pour des raisons financières, dut abandonner ses études à l'âge de seize ans. Sans aucun diplôme, il s'engagea dans une carrière militaire, dont il se retira, trente-cinq ans plus tard, comme général, sans avoir jamais

Le général Walters u'est pas un intellectuel comme Me Kirkpatrick, mais c'est un spécialiste de la diplomatie secrète. A soixante-huit ans, il sort de l'ombre où il s'était cantonné après avoir accompli des missions « spéciales » : pour ses divers patrons, de Truman à Rea-gan. Ses comaissances linguistiques — il parle couramment huit langues - l'ont beaucoup servi dans ses divers postes. Il a été aide de camp du général Clark pendant la libéra-

80 millions de dollars pour un mystérieux avion Aurora

Washington (AFP, AP, Reuter). - Quatre-vingts millions de dollars figurent dans le budget américain de la défense de 1986 pour le développement d'un avion dénommé Aurora. Le Pentagone prévoit de consacrer 2,3 milliards de dollars à cet appareil en 1987, révèle le Wa-

Selon les spécialistes, le prooramme Aurora pourrait être en ait celui du bombardier Stealth (invisible), ou du moins utiliser la même technologie. Il s'agit d'un sppareil qui, dépourvu d'angles aigus et revêtu d'une pointure rvantage d'échapper à la détec-

s'est refusée à faire la moindre commentaire sur Aurora, confirmant - simplement : le - montant des sommes requises pour sa programme secret et nous ne pouvons en parier », a déclaré un porte parole de l'armée de

En fait, le Pentagone travaille déjà depuis plusieurs années au B1-B, eux, sont destinés à remplacer les actuels B-52.

D'autre part, le secrétaire à dredi 8 février que le Pentagone cessera d'acheter des bombes à guidags laser fabriquées par Texas Instrument, en raison de leurs cours. Selon le Pentagone, plus de 230 millions de pour mattre su puint ces quatre milie qui équipent les de Texas Instrument, M. Neureiter, s'est déclaré « surpris » de

Bolivie

Le gouvernement demande à l'armée de contrôler les voies de communication

La Bolivie connaît depuis une se La Bolivie connaît depuis une se-maine d'importants mouvements so-ciaux. Des membres de la Fédéra-tion paysanne de La Paz bioquent plusieurs routes et ont fait sauter le même jour un pont sur lequel passe la voie ferrée qui relie La Paz à la ville chilienne d'Arica. Ils protestent contre l'insuffisance de l'approvi-sionnement en essence et en produits alimentaires de première nécessité alimentaires de première nécessité dans la région agricole de l'ouest da pays. Le ministre de l'intérieur, M. Federico Alvarez Plata, a fait appel à l'armée pour éviter d'autres destructions et contrôler les voies de

De leur coté, les employés des transports publics sont en grève depuis sept jours pour protester contre le refus du gouvernement d'augmenter, à leur demande, leurs salaires de 300 %. De plus, la fermeture des banques depuis deux semaines, en circa de recterir les servaines de r signe de protestation contre la politi-que du gouvernement dans ce secteur, perturbe considérablement l'activité économique et commerciale et empêche le versement de nombreux salaires.

Nicaragua

Le gouvernement adopte des mesures draconiennes pour tenter de lutter contre le marché noir

Managua (AFP). – Le gouverne-ment de Managua a amoncé, ven-dredi 8 février, une dévaluation du cordoba et l'onverture d'un marché libre des devises, afin de faire face à

- la dramatique crise économique - que connaît le pays.

Pour les exportations, la banque centrale du Nicaragua s' défini trois taux de change, à 28, 40 et 50 cordobas pour un dollar, et quatre antres, à 20, 28, 40 et 50, pour les importations. Jusqu'alors, le taux de change officiel était de 10 cordobas pour un dollar, et le taux parallèle de 28,50.

L'interdiction il y a trois ans du

- la dramatique crise économique -

L'interdiction, il y s trois ans, du marché libre des devises avait provo-qué l'apparition d'un marché noir, où le dullar se veud à plus de 500 endobre 500 cordobas.

Par ailleurs, le gouvernement a annoncé le gel du recrutement des fonctionnaires et une possible réduc-tion des effectifs de l'administration, qui emploie soixante-dix mille per-sonnes. Les autorités entendent ainsi diminuer le budget de l'Etat. Les subventions aux produits et aux services de base seront supprimées, me-sure qui devrait occasionner une

hausse des prix. Ces aides, dont le inontant pour les trois dernières an-nées s'élève à 7 milliards de cordobas, n'ont servi qu'à enrichir les spéculateurs.

«Nous entendons que les arti-cles, à leur valeur réelle, parvien-nent aux travailleurs et aux consommateurs sans que les aides consommateurs sans que les aides de l'Etat tombent entre les mains des commerçants spéculateurs », a expliqué le président Ortega, en annonant ces mesures dans un discours retransmis à la radio et à la télévisiun. 11 a appelé les Nicaraguayens à se préparer à « de plus grands sacrifices » pour faire lace aux moments « dramatiques et décisiés » que connaît la révolution décisifs - que connaît la révolution sandiniste.

Les nouvelles dispositions permet-Les nouvelles dispositions permet-tront de réduire la grande masse de liquidités en circulation, selon les autorités, dans les circuits d'écono-mie parailèle. M. Ortega a indiqué que le gouvernement compte ainsi stimuler la production et garantir l'octroi de crédits plus importants à la défense du pays, à iaquelle sont déià consacrés plus de 40 % du buddéjà consacrés plus de 40 % du bud-get du pays.

Rallye de Monte-Carlo groupe A

Paris - Monte Carlo: 5 jours.



1" Alfa Sprint (Balas - Lainé), 2" Golf GTI (Chasseuil - Baron), 3" 205 GTI (Ballet - Vuillemin) - classement groupe A.

Paris - Monte Carlo: quelques heures.



Sprint • vert : 105 Ch. - 180 km/h sur circuit - 31.6" km départ arrêté - 4 places. Consommations normes UTAC: 6,3 l à 90 km/h - 8,2 l à 120 km/h - 11,4 l en circuit urbain.

LA MAESTRIA AUTOMOBILE NAME IN AGRICA REC

Alfa Romeo 43

France

LE VINGT-CINQUIÈME CONGRÈS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

M. Marchais dénonce la emilitarisation de l'espace» et l'eimpérialisme américain»

drapeaux, cent responsables communistes et progressistes sont venus des cinq continents à l'initistive du PCF, pour sa soirée inter-nationale de solidarité, en marge

Mais M. Pierre Jaquin, le «rénovateur», est absent. Il souhaitait une attitude plus critique à l'égard des pays de l'Est. Sur le podium, comme dans la salle archi-

« Juquin n'est pas sur le campagne orchestrée par les forces podium»... Vendredi 8 février à impérialistes pour dénoncer des l'Espace Balard, on compte les atteintes aux droits de l'homme têtes présentes... et les autres. Cent impérialistes pour dénoncer des atteintes aux droits de l'homme dans les pays socialistes. Dans le même temps, M. Marchais s'en prend à l'implantation de nouveaux missiles Pershing dans plusieurs de l'implantation de nouveaux missiles Pershing dans plusieurs de l'implantation de nouveaux missiles Pershing dans plusieurs de l'implantation de l'implantat pays d'Europe. Des milliors de militaris parfois très jeunes, fran-çais et immigrés, réservent une ovation au socrétaire général.

Aux «camarades» soviétiques et chinois — applaudis modérément —, la foule préfère les «companeros» de Cuba, ou les sandinistes pourum, comme dans la salle archicomble, il ne semble guère avoit
été entendu. M. Marchais est
entouré de M. Mikhall Solomentsev, un Soviétique, de M. Ni
Zhifu, un Chinois, de M. Jesus
Montane, un Cubain.

Il part en guerre «contre la
militarisation de l'espace», la
«guerre des étoiles de Reagan». Il
fustige les méfaits de l'«impérialisme américain» et la «violente

AU COLLOQUE DE « DROIT ET DÉMOCRATIE »

M. Badinter : la gauche est fière de son bilan en matière de libertés

qui participait, à l'Assemblée nationale, à un colloque organisé par l'association Droit et Démocratie. mois à venir, de confronter devant l'opinion publique les réalisations de la présente législature et celles des législatures antérieures dans le domaine des libertés», a affirmé le garde des sceaux. «Ce sera bilan

C'est la première fois depuis le référendum mort-né de l'été dernier offensive de la majorité sur ce ter-rain des libertés. M. Badinter reconnaît, cependant, que la bataille sera difficile car il existe, a-t-il dit, « une distorsion salsissante - entre le bilan dont se prévalent les socialistes et la manière dont l'opinion perçoit les progrès réalisés dans ce domaine. L'une des raisons de cette distorsion. o-t-il expliqué, n'est-elle pas que « l'exploitation de la peur est un

La gauche ira à la bataille des législatives fière de son bilan en matière de libertés, a déclaré, vendredi 8 février, M. Robert Badinter, monter cet obstacle. Pour répondre à cette question, a-t-il déclaré, il fandrait tout un colloque dont le thême serait « criminalité, progrès des libertés et communication ».

Les débats anxquels participait M. Badinter avaient pour titre :
Progrès des libertés ». L'association Droit et démocratie, qui les a
organisés vendredi et samedi, rasmble des juristes de sensibilité de gauche. Son président est M. Jacques Ribs, conseiller d'Etat et ancien conseiller technique de M. François Mitterrand à l'Elysée. Droit et démocratic avait été encoupénsies, lois Auroux, droits des étrangers, libertés locales, etc.) par la chancellerie, qui, comme le mon-trent les déclarations de M. Badinter, juge le moment venu de repasser à l'offensive sur le terrain des

Presse

Après le rejet d'un pourvoi en cassation

L'INSTRUCTION DU « DOSSIER HERSANT » **EST CLOSE**

La Cour de cassation, vientt-on d'apprendre, o rejeté le 27 novembre dernier le pourvoi présenté par les avocats de M. Robert Hersant concernant la démarche de la Fédération française des sociétés de journalistes qui, se portant partie civile, souhaitait s'associer à la plainte déposée en mars 1977 par quatre syndicats de journa-listes contre le propriétaire de la Socoresse (le Figaro, France-Soir, le Dauphiné libéré, etc.) pour infraction à l'ordonnance du 26 août 1944.

M. Claade Grellier, jnge d'instruction chargé du doss Hersant - virtuellement clos depuis deux ans, - va donc pou-voir le transmettre au parquet, celui-ci ayant à apprécier si la plainte est encore recevable depuis la promulgation de la nouvelle loi sur la presse en octobre 1984. Rappelons à cet égard que le Conseil constitutionnel a titué dans le texte final certains articles de l'ordonnance de 1944 que le législateur envisageait d'abolir, notamment l'arti-cle 9, qui interdit à une même

M. MAX THERET VEND « L'AUTRE JOURNAL » A M. MICHEL BUTEL

M. Max Théret - qui vient, à la tête d'un groupe d'investisseurs, de racheter le Matin de Paris à M. Claude Perdriel – a cédé l'Autre Jaurnal (ex-les Nouvelles littéraires) à l'écrivain Michel Butel. Celui-ci avait repris la direction de l'ancien hebdomadaire, devenu mensuel, tandis que M. Jean-François Kahn récapérait une partie du personnel pour lancer son Evénement du jeudi. Les Nouvelles littéraires devenuient en décembre 1984 l'Autre Journal (sous-titre les Nou-velles littéraires).

M. Max Théret, toutefois, e gardé la propriété du titre les Nouvelles littéraires, le plus ancien de la presse littéraire française, pour l'exploiter éventuellement dans

NOMINATION

 A Antenne 2. – M. Laurent Lévi-Strans, directeur adjoint de l'Ecole nationale supérieure des Beaux-Arts, exerce, depois le le février, les fonctions de directeur du cabinet de M. Jean-Claude Héberié, d'Antenne 2. Il remplace à .ce poste M. Philippe Bélingard, qui serve la direction des affaires juridiones de la chaîne, et assistera désormais M. Pierre Desgraupes dans'sa mission de préparation d'un canal du satellite TDF l.

AU MEETING DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE A PARIS Trois avocats, dix-sept procureurs pour M. Juquin

Changer les vieilles habitudes Changer les vieilles habitudes o'est jamais aisé. Les délégués ao vingt-ciaquième congrès du Parti commoniste s'y soot pourtaat employés avec paisson, même si quelques-uns ne taisaient pas leurs regrets de voir s'évanouir la tradition : ils ont dialogué, débattu, mis en avant des divergences, voire des oppositions..., et cela sous les yeux de la presse.

De ce congrès, l'histoire retiendra certainement que la discussion, la contestation de la ligne de la direc-tion o été si importante dans le parti qu'elle a atteint le sommet de l'édi-fice. Contrairement au passé récent, elle n'était plus le fait d'individus isolés, mais de groupes, de « sensibi-lités » (le mot a été prononcé). S'il n'y a pas eu opposition de « ten-dances », c'est que cette pratique, et tout ce qui pourrait s'en approcher, reste bannie et que les contestataires ont entre eux trop de divergences

La vedette de la troisième jour née, le vendredi 8 février, fut celui que chacun attendait depuis lo début : M. Pierre Juquin. Le scénario rodé la veille fut rejoné avec quelques variantes: la salle mit plus de temps que jeudi à réagir aux propos iconoclastes de celui qui est encore – officiellement du moins – le porte-parole du parti ; la direction nationale ne jugea pas nécessaire de

Le contestataire du bureau politi-que avait auparavant (le Monde du 9 février) demandé une modifica-tion du fonctionnement du parti « qui tendrait à irriguer le centra-lisme démocratique par une volonté autogestionnaire » et une clarificahistes, comme avaient commence à le faire, a-t-il souligné; dès 1977; Jean Kanapa, puis M. Georges Marchais lui-même, « d'une façon auda-

Allant plus loin dans la mise en cause des « dogmes », il fit allusion à ceux qui, en 1956 (après le vinga ceux qui, en 1956 (après le ving-tième congrès du parti soviétique et la Hongrie), en 1961 (Servin et Casanova) et 1968 (Garaody), avaient déjà soulevé les questions qui se posent aojourd'hui : « Cela nous a coûté cher de rester sourds, même si les questions étalent mal posées et accompagnées de cénouses incorrectes », car le parti, en perdant ces questionneurs, « a perdu des forces vives ». Mais, optimiste, M. Juquin espère que « tous ceux qui sont lci pensent ce temps révolu ». D'autant que cela doit être clair : ayant fait une fois pour toutes · le choix de l'essentiel », il entend « le chora un . « y rester fidèle ».

4 Dis franchement ton désaccord »

De tels propos hétérodoxes amenèrent des réactions bien différentes. D'abord l'acceptation de principe du débat. Mais son sa pra-tique : « Je suis d'accord pour un débat très franc mais il ne doit pas avoir lieu avec des cartes biseautées comme le fait Pierre Juquin », explique, par exemple M. Jean Portejoie, premier secrétaire de la fédération

des Hautes-Pyrénées. Au nom des vétérans do parti. M. Fernand Grenier, apporta sa cau-tion à ce réflexe : « il me faut rien faire qui puisse nuire au parti ou. nner des armes à ses adversaire ».

Parfois les défenseurs de la direction choisirent de réfuter les théories de contestataire; M. Portejoie, ainsi, dit un non ferme « à l'autogestion dans le parti », car, expliqua un délégué du Gard, M. Bernard Des-champs, le PCF ne doit pas « se déchirer comme le fait le parti espa-gnol ». Souvent ils tentèrent d'entraîner les contestataires là où ils refusent d'aller. M. Pierre Pranthe retusem d'aner. M. Pierre Praire chère, de la Corrèze, expliqua que ce qui le génait chez Pierre Juquin e'était « le non-dit »; « dans ton intervention, il y a pius que des incompréhensions mals un vrai désaccord ; tu dois le dire claire-

• RECTIFICATIF. - Une omission de mots a déformé le sens d'un des propos tenus par M. Pierre Jugain et publiés dans le Monde du 9 Tévrier. M. Juguin a dit : « Nous qui combattons toute fatalité, nous ne pouvons pas dire que nous ne pouvions faire autrement que ce que nous avons fait », et non, comme nous l'avions écrit : « Nous qui combattons toute fatalité, nous ne pouvions faire autement (...).

sa direction a commis des erreurs et surtout elle a été mal conseilée par celui qui était chargé de l'aider au nom de la direction nationale... Pierre Juquin. D'autres allèrent plus loin, un délégué compara les propos « blessants » de M. Juquin sur « les communistes de base, exécuteurs rélés des constienes penues d'en zélés des consignes venues d'en haut » et de Moscou. M. Jacques Eberhard, sénateur de Seine-Maritime, accusa « l'inculpé » de ne

pas tenir toujours le même discours.

Une ambiance pénible, parfois
insoutenable, régnait dans la salle.

Longtemps M. Juquin sembia un
homme seul, malgré les applaudissements, relativement importants, qui
saluèrent la fin de son intervention. Mais approvaient-ils son analyse, sa volonté de débatire on seulement son courage? Car pendant tout son discours les « hulles » de la tribune restèrent de marbre aux propos de la coloi qui et de la coloi celui qui est encore « leur collègue » M. André Lejoinie preneit notes sur notes: A la sortie, il confisit « je n'ai rien à ajouter ni à enlever à ce que j'at écrit dans l'Humanité ».

Un moment il sembla même que personne se se lèvernit pour défendre l'accusé. Il fallut attendre la onzième intervention de la salle, celle de M. Jean-Jacques Périer, qui mit dans la balance son poids de pre-mer secrétaire de la section des osines Michelio de Clermoot-Ferrand, S'étonnant que des dépats n'sient, été organisés dans la salle qu'après les intervections des contestataires, il reprocha à leurs accusateurs de « faire dire aux camarades ce qu'ils n'ont pas dit », et de leur jumpter des anglyses et de leur imputer des analyses. incomplètes alors que « tout le monde n'a pas cinq heures pour s'exprimer ». Remarquant « il y a

M. Jean-Guy Pinède, maire de Perto-lès-Valence et vice-président du conseil général de la Drôme, lui aussi prit la défense de M. Juquimen demandant à chaeun de «faire preuve de plus d'hemilité dans le parti, car tous nous reconnaissons que nous nous sommes trompés collectivement. Il est donc outreendent de dire que ceux qui s'interrogent se trompent». Lui en fout, cas n'a pas « honte» de s'être abstenu sur le projet de résolution suquel il reproche non pas tant « ce qu'il reproche non pas tant « ce qu'il contient que ce qu'il ne contient pas » Mais les défenseurs ne furent que trois, le desnier étant M. Phinppe Benoil, lui sussi de l'Essonne, out, a'il ne partage pas toutes les idées de M. Juquim, souligna : Il y a de la place pour tout le monde; on ne sera pas de trop pour contrer on ne sera pas de trop pour contres la gestion social-democrate.

Lhundite des autres contestataires

beaucoup, pass ducrots. M. Marcel Rigout, pourtant une nouvelle fois mis en cause personnellement, ne ingea pas plus utile que la veille de répondre. Et éeux qui rappelèrent leurs positions le firent avec beaucoup d'humilité. Ainsi le représentant des Hautes-Alpes prit acte que faute », en votant contre le projet de résolution, après en avoir adopté une version amendée. Il fit anssi valoirque la direction n'avait pas à crain-dre les remarques d'une aussi petite fédération que la sienne, d'autant que sa position n'était pas tant une « remise en cause » qu'un « appel ». Seulement il maintint sa deinande

Et puis, loin de l'analyse, il y eut des attaques personnelles. M. Max Blachère de l'Essoune en donna le signal : sa propre fédération n'a pas suivi M. Iuquin, pourtant elle ne fonctionne pas comme elle devrait, sa direction a commis des exreurs et surtout elle a été mal conseillée par celui qui était chargé de l'aider au des de l'interieur », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas se dit en désaccord gvec M. Porte se d'amortique de la gestion de joie, qui, ini, se refuse à blire dans les organes dirigeants quelqu'un qui sui des commis des exreurs et surtout elle a été mal conseillée par celui qui était chargé de l'aider au des de la conseillée par celui qui était chargé de l'aider au porte les valence et vice-président pas en compte des « sensibique l'on en cherche à l'interieur », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas se dit en désaccord gvec M. Porte les organes dirigeants quelqu'un qui la direction de la corseque l'on en cherche à l'interieur », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas se dit en désaccord gvec M. Porte dans les organes dirigeants quelqu'un qui les organes dirigeants quelqu'un qui ovait ousai repoussé le projet initial, il prit plus de temps à et de matorité de la direction de la direction du l'autorité », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas se dit en désaccord gvec M. Porte dans les organes dirigeants quelqu'un qui l'autorité », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas se dit en désaccord dans les organes dirigeants quelqu'un qui l'autorité », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas en d'en de dans les organes dirigeants quelqu'un qui l'autorité de la direction du l'autorité », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas en d'en de dans les organes dirigeants quelqu'un qui l'autorité de la direction du l'autorité », il lités », et son regret qu'il n'y ait pas en d'en d'en de la direction du l'autorité », l'autorité », et son regret qu'il n'y ait pas en d'en d'en d'entrection de l'autorité », l'a

Le courron

ne nos envoyes spécie

The second of the rose of the second of the rose of the second of the rose of the second of the seco

Part in the same of the same o

The policy of the control of the con

M. Charzat (PS)

dénonce l'Etat por

W. M. Charles and Company of

article - - - - The abstract of

Print but a land the contract the second

Charles Steel and Charles de to

Addition to the PS were

trengt und beiten. Ape

A TANK THE STATE OF THE PARTY OF THE STATE O

The second secon

Policis _= ryw ry-r , = rep is sissen

Chillen et in in action de tous

"LEIR CONTRACTOR CONTRACTOR

American ter a se i mate rendera

A Course sale sales

State of Marie 1

TO THE OWNER OF THE OWNER OWNER OF THE OWNER OWNER

Control of the second of the s

in an arm a l

the second of the second

7.7.87(m

Alfa French | The Williams | Line | French | The Williams | Line | The Williams | The Williams | Line

The same of the sa

ristaer les posmos des commi-ristes insulaires.

Le secrétaire de la section de Pea-geot de Sochaux — encore un repré-sentant. d'une section ouvrière; — recommit que M. Marchais avait apporté des réponses à ses questions sur le rôle de l'Etat, mais ajouta quand même, que ce o'avait pas été le cas de toutes ses interrogations. le cas de toutes ses interrogations.
Car, dans e la plus grande usine de
France » dit-il, on aurait souhaité
une rupture plus rapide et plus nette
avec le PS. Ce refus de rompre rapidement explique pour lui une partie
des abstentions, aux dernières élections, parmi l'électorat communiste.
M. Roland Favaro, un temps
contestataire et responsable d'une
fédération, Meurthe et Moselle qui
a voté un projet de résolution fortement amendé, donna l'impression de
rentrer dans le rang.

ment amende, donna i impression de rentrer dans le rang.

Il jugea même discutables et injustes » certaines des critiques des militants de sa fédération. Toutefois, militants de sa lédération. Toutefois, il mit en garde la commission qui va préparer le texte définitif de la résolution du congrès et donc débattre des amendements proposés par les fédérations: « L'expérience spécifique de la Meurthe-et-Moselle ne peut qu'alimenter l'analyse. »

Quant à M. Guy Hermier, qui paraissait en situation difficile aux yenx de la direction, il fit un dis-cours d'une parfaite orthodoxie, allant même jusqu'à critiquer nom-mément M. Juquin. S'agissait il de donner un gage f. Le débat autour des thèses des contestataires ne saurait faire oublier que l'immense majorité des

oublier que l'immense majorité des intervenants a surtout critiqué dure-

LA RÉFORME DES INSTITUTIONS VUE PAR LE PC

Georges Marchais et la Ve République

Dans son repport ou vingt-. cinquième congrès du Parti communiste français, Georges Marchais considre un développement à ensuit propositions pour démocratiser les itutions». Ces dernières suscitant l'intérêt, d'un triple point de vue.

Rien n'interdit une lecture su premier degré, qui prenne les propositions au sérieux; et profite de l'occasion pour prolonger un débat · constitutionnel, après tout peu fréquent chez les politiques. On peut alors relever la reprise d'une figne parlementariste, traditionnelle chez les communistes, et qui explique par exemple la réforme proposée de l'articla 49.1, tendant à rendre l'engogament de responsabilité devant l'Assemblée obligatoire pour tout nouveau gouvernement, ou la liberatian da l'ordro du jour, sujourd'hui totalement soumis à l'agrément du gouvernement.

La défiance à l'égard du présidentialisme est aiguisée par la brève expérience du pouvoir, ou plutôt du «non-pouvoir» des ministres communistes. C'est pourquoi M. Marchais propose que le président cède la présidence du conseil des ministres au premier ministre, plus dépendant de la majorité parlementaire, ou exprime sa préférence pour le septennat non renouvelable par son refus d'un quinquennat renouvelé.

D'autres propositions semblent plus étranges, comme celles qui se succèdent pour demander «l'inscrip-tion dans le présmbule de la Constitution d'une décisration des libertés » et sia suppression du Conseil consti-tutionnel». Accroître la constitutionnullisation des libertés mais supprimer l'organe chargé d'en assurer le respect paraît à tout le moins paradoxal. Il est vrai que c'est pour inves-tir de cette mission le Conseil d'Etat et la Cour de cassation - mais lorsque l'on se souvient des violentes sttaques proféréaa cantro ledit Conseil d'Etat à l'occasion du pales de 1983, la tentation est grande d'en conclure que les diripar OLIVIER DUHAMEL (*)

geants communistes changent de tête de Turc au gré de la conjoncture. . En outre, ils vaulent supprimer le : contrôla o priori des lois à la francaise, pour instaurer un contrôle o posteriori. à l'eméricaine.

Pour le reste, la plus importante

des réformes proposées est la plus bénigna en opparence : «qu'au second tour (de l'élection présidentielle) puissent se présenter les candidets ayant obtenu plus de 10 % des suffrages exprimés». Ce disent, Georges Morchais confirme que, vingt-deux ans après la révision d'octobre 1962 instaurant l'élection directe du prédident, il a enfin com-prie les mécanismes essentiels de la Vº République, assimilés oussi par François Mitterrand dès 1965 lorsque celui-ci se porta candidat pour unir la gauche, conquérir le Parti socialiste et le pouvoir. Le deuxième tour bipolaire a réduit les voix communistes à 15 % ou premier tour, contraint au désistement en faveur du socialiste mieux placé, permis sa vietaira, su détriment du PC. Aujourd'hui recroquevillé dens son element, le PC joue de sa dernière arme, et mensce de ne plus appeler à voter socialiste su deuxième tour. Tal est aussi la sena caché de la proposi-

Briser le mécanisme majoritaire

Le discours constitutionnel do Georgas Marchaia mérita donc ntage qu'une lecture naive. Il eanfirms le triste lei de l'e-constitutionnalisme des acteurs politiques, en vertu de laquelle un hamme ou une force politique n'a pas de doctrine constitutionnelle. mais des positions qui fluctuent en

(*) Professeur de droit public et de sciences palitiques à l'université Paris X-Nanterre, directeur de la revue

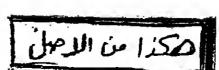
pouvoir. Lorsqu'il était seul dans l'opposition irréductible à la Ve République, le PC proposait l'élection d'une Constituente pour changer de régime. Lorsqu'il se rapprocha du système avec le processus d'union de la gauche, il entra dans un grand silence constitutionnel. Maintenant qu'il s'éloigne à nouveau de l'union de la gauche et du pouvoir, la voici qui redécouvre les charmes de la

Mais une fois élucidées les raisons de ces va et vient, rien n'interdit au constitutionnaliste d'en revenir à la simple appréciation de la réforme proposée. A cet égard, l'ouverture de l'accès au deuxième tour de la présidentielle aux trois ou quatre candidats ayant dépassé 10 % au premier tour permettrait peut-être au candidat communiste de se maintenir, mais elle entraînerait surtout l'élection du président par une minorité des suffrages exprimés. Le mécanisme majoritaire serait brisé, comme le souhaitent les communistes, mais avec lui la légitimité du président et de la Ve République.

Mieux vaudrait olors plaider franchement pour la suppression de l'élection directe du président. Les communistes to souhaitent, mais n'osent la demander, si fort est le consensua de l'opinion en sens contraire (1). D'où le compromis en faveur du deuxième tour ouvert. Il est malheureusement un pays naguère democratique qui pratiqua ce type d'élection présidentielle. Un socia-liste y fut élu président, après être arrivé en tête mais avec une minorité de suffrages. La droite dure en tira argument pour contester sa légitimité pendant trois ans, jusqu'à ce qu'un coup d'Etat le renverse. C'est

(1) 86 % des Français, 88 % des sym-pathisants communistes se disent favo-rables à l'élection du président de la République au suffrage universel (Figaro-SOFRES, septembre 1983, SOFRES, Opinion publique 1984, Galimard, p. 106.

Page 8 - Le Monde • Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••





M. MITTERRAND CHAHUTÉ EN PICARDIE

Le courroux de la «force tranquille»

De nos envoyés spéciaux

Soissons. — Quand on est président de la République, il fant evoir le cuir épais. Quelle semaine pour M. Mitterrand! Le week-end dernier, c'était l'opposition qui le trai-tait de «chef de bande» socialiste parce qu'il s'étair exprimé devant dix mille militants à Rennes, le le février. Mercredi, c'étair au tour de M. Georges Marchais de l'accuser de trahison et de le soupçonner de penchants monarchiques.

rise en compte des sensible et son regrei qu'il n' an pas amocritique de la gestion de section de 197 à 1951.

an porte-parole de la Cone

in qui avait aussi repouvé k initial, il prit plus de temps mer la situation de l'île qui contratte de l'ile qui

r les positions des comm

ocrétaire de la section de Per

: Sochaux - encore un repri

d'une section ou nere est que M. Marchan avan é des réponses à ses questions rôle de l'Étal, mais ajona

meme, que ce mavait Des ele

de toutes ses interrogations

ams - la plus grande using de

prure plus rapide et plus neue PS. Ce refus de compre rap-

it explique pour la une pane

stentions, aux demieres des partir l'électores communite

Roland Favare, un temp

tetnire et responsable d'une

tion, Meurice et Viselle de

un projet de resolution fon-imendé, donne l'impressible

ages même - discusables e

es - certaines de crisque, de

nts de sa federation Touteles.

en garde la communion qui a

per le texte definité de la rése

du congres et done détain

mendements proposis par la stions : «L'expérence specif-

le to Meurine-et-Moselle n

ant & M. Guy Harmar, eu

mail en situation difficile at

de la direction, it fit un de-

fingene bastan eurice. im

me M. Jugues S'agreeme e

debut autier do thos is

retataires as sautal int

mage l'ammense au one à

THERRY BREHER

PAR LE PC

lépublique

per Lorson wetar sed tri person areduct be a la Villey

to PC proposal team

Constituente pour mante de

Lorsqu'i se reproste to

STUP BYOC TO POCESSUS OFF

genetitutente Mariere

Wildegrow & nouveau de 100

pauche et du pauver le me

sis una fois aigordees les ason

SE SECTION THE PROPERTY

Musiorerenste d'en revert !!

sportcaton de la rema

gede A cat ega d'essent

in all dans den to the la pro

MENT GODSESS TO 4 30 PETS

bermettreit bent-fire au mit

COMMENSES CA SE TETET

die entraine at Surton fat

de président so une more

suffrages exprises le mes

I MEIGHT BE SETS! PESS

Seminated tes communistes 63

Ma la Mannite du président

Sous vandent alors place hat

ment pour la 9077/855/9 /

CHOC Graces de Presidente

immerites le sounatert ne

art in demander 5 for set

permit de l'apinion en sa main (1). Double companie HE du Coulting the Calendary

HOLESCHE TO TOUR LANGE

STEEDS STEEDS OF US SEE

The state of the s

Service mass over the Total

MITTAGE LA COME CUE ES

ement pour contests 52 /2 2

B. COMP of East in centrals Co.

1) by & des Francis SS ? SO PE

17 to the Property St. Commission of the Commiss

MANUAL 28 STATES OF THE SALES O

and a tile

scratique Co. Training of

Ve Récubique

on constitutionne à

solicours les charmes de 1

gauche, il entra mara ut gart

MENTS & SEPTEMBLE CONTINUES CLOS le politique du 2 avenieus.

matimenter l'analise :

r dans le rang.

asulaires

Depuis jendi, la CGT le poursui-vait de mairie en mairie tout au long de son voyage en Picardie, lui reprochant bruyamment de ne pas tenir

Passe encore pour ce début de semaine, somme toute guère plus agité que la moyenne. Passe encore pour les «clameurs», les huées devenues rituelles de la rue cégétiste. Mais vendredi soir, à Châteao-Thierry, c'en était trop. La sérénité do président e craqué. Sur la place de l'Hôtel-de-Ville, la CGT, toutes banderoles dehors, mēlait ses slogans aux sifflets de plusieurs dizaines d'opposants (agriculteurs de droite, militants du SNPMI et partisans de M. Jean-Marie Le Pen), les uns et les autres installés aux meilleures places, au pied et à droite de l'escalier d'honneur. La coupe était pleine.

Et pourtant, M. Mitterrand n'avait pas encore tout entendu. Dans la salle des fêtes, M. André Rossi, maire UDF, ancien ministre, lui avait réservé un discours de com-bat qui ne devait concéder qu'une phrase - de bienvenue - à la - tradition républicaine ». A Rennes, le chef de l'Etat avait mis au défi l'opposition, voire le PCF, de contes-ter la réalité de l'assainissement économique entrepris depuis 1981.
M. Rossi a tenu le pari. Son réquisi-toire contre « la déterioritation » du pouvoir d'achat et des prestations sociales. « la stagnation » des investissemente, la dégradativo de l'emploi et les déficits publics, a mis M. Mitterrand dans une saine colère. «Je viens d'entendre une caricature. L'y répondrai par une analyse sérieuse. » La phrase claque comme un coup de fouet et donne le ton d'une sèche réplique jetée autant à la rue qu'au maire de Château-

Le propos était cinglant : « Je pré-fère ne pas recevoir de conseils de ceux qui, ayant eu à gérer les affaires publiques, n'ont pas tenu compte de ce qu'lls disent

résultat de la carence de ceux qui n'ont pas prévu la modernisation du pays. De ceux qui n'ont pas créé l'instrument et qui n'ont pas formé les hommes. Voilà la réalité (...). Bien entendu, le mal était déjà fait. Il convient maintenant de le réparer. Et pour le réparer, on n'ira pas chercher le remède chez ceux qui ne s'en sont pas servi quand il le fal-

« Non », répétait avec raideur le président de la République, répon-dant à chacune des accusations de M. Rossi, et concluait le conp porté, démonstration faite : « Voilà la

La rue se piquait ao jeu du cres-cendo présidentiel. Cégétistes et militants de droite ponctuaient par leurs protestations les montées de colère de M. Mitterrand. Le chef de l'Etat accélérait le rythme, hachait ses propos, butait sur un mot, en avalait un autre. M. Rossi l'avait excédé. On l'avait même vu sortir son stylu et griffunner quelques notes lorsque le maire de Château-Thierry, reprenant les arguments de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, avait interpellé son hôte : - Est-il normal qu'à un an des élections législatives on parle de modifier le mode de scrutin ? ».

tin ne serait pas changé. J'y étais, c'était au mois de juin 1958 l ».

attendait pas tant. Certes, son discours avait été gravé « à l'acide », comme l'a remarqué M. Mitterrand, mais le maire de Château-Thierry avait été « tanné » — il l'a recomm, l'orage passé, - par l'UDF, sou-cieuse que l'un des siens prît le risque de répondre le premier au disourd'hul. Le chomage est le l'économie française.

M. Charzat (PS): l'opposition dénonce l'Etat pour mieux le réinvestir

M. Michel Charzat, membre du secrétariat national du PS chargé do secteur public a duvert, samedi 9 février à Paris, les travaux du colloque organisé par le PS sur le thème « L'Esat et la liberté ». Après avoir dénoncé la - mode - qui - con-siste à redécouvrir (_) le libéralisme doctrinal comme dernier cri de la modernité », il a souligné que, eu plan philosophique, « l'Etat de droit est un rempart contre le totalitarisme », et que ao plan économique, » partout un Etat incitateur et innovateur est le bouclter de toute stratégie économique offensive -.

- L'Etat, a ajouté M. Charzat, est le premier cercle de l'indépendance nationale et de la démocratie.

M. Charzat a ensuite critiqué l'estitude à l'égard de l'Etat de l'ettitude à l'égard de l'Etat de l'opposition de droite qui » se dresse soudainement contre (...) ce monstre froid qu'elle a si longtemps réchauffé ». « L'anti-étatisme inopiné, exemplaire, d'un Jacques Chirac, a ajouté M. Charzat, combine à la fois une volonté – celle d'être dans le vent des idées à la soute de la completation de la mode – et une rouerie – celle qui consiste à dénoncer l'Etat pour mieux le réinvestir. »

M. Charzat, qui estime que - les Français ne veulent certainement pas abattre l'Etat », a reconnu que ceux-ci « s'interrogent à juste titre sur l'organisation et les fonctions d'un Etat malade de la crise ». Il convient donc d'éviter trois confusions, - celle (...) entretenue entre l'Esat et la bureaucratie .. celle qui « consiste à opposer Etat et Initiative privée - et celle qui -identifie Etat et administration ».

«L'Etat doit dégager les lignes de force d'un nouveau compromis social portant sur les modalités de partage de la valeur ojoutée et les conditions de sa formation, a déclaré M. Charzai. La voie de l'économie mixte et du compromis social dynamique ne se ramène pas à un choix simpliste entre initiative privée et initiative publique (_). elle n'implique certainement pas le retour à un utopique marché libre, une dérégulation sauvage, mais un

Seul

Réformes électorales? Sur ce point aussi, le président de la République a voulu - remettre les mon-tres à l'heure ». Les réformes de scrutin « qui ont eu lieu depuis 1945, y compris la réforme de 1958 (...), ont été décidées six semaines avant les élections dans un cas et trois semaines dans l'autre. Alors, un an, c'est quand même plus long L Et vous-pouvez dire non : alors, regardez votre histoire et vous contrôlerez. Et vous saurez que c'est en septembre et en octo-bre 1958 que l'actuel mode de scrutin a été imposé, après qu'il eut été affirme solennellement à l'Assemblée nationale que le mode de scru-

M. Rossi, il fant en convenir, n'en

changement de régulation, c'est-à-dire à la fois plus et moins d'Etat. - Au-delà de l'Etat-providence, l'Etat de demain, l'Etat libéré, restera un acteur privilègié et irrem-plaçable. Il devra, demain comme aujourd'hul, assurer la sécurité du territoire et la permanence de la nation. L'offensive que mènent, par exemple, les Etats-Unis dans le domaine de la communication (...) traduit (...) la volonté de puissance des puissants groupes américains pour assurer leur hégémonte. Qui tient la communication tient la culture. Et qui tient la culture tient

> - L'Etat, a continué M. Charzat, doit sauvegarder le pluralisme (...). Il doit éviter le remplacement des monopoles publics par des cartels privés, empêcher la multiplication des situations de non droit. L'équilibre n'est pas facile à déterminer. Mais le gouvernement, avec les inévitables tatonnements et incertitudes tente de frayer la vote à l'économie mixte et à la société organisée de demain. Il y a la matière à un débat non partisan mais fondamental. -

Informé depuis la veille des intentions de l'opposant picard, le chef de l'Etat s'érait préparé à laisser

Cette réaction est celle d'un homme seul - les socialistes sont seuls - contre tous. M. Mitterrand. à un peu plus d'un an des élections législatives, affronte deux opposi-tions - celle de la droite et celle du PCF. Il les mêle d'ailleurs dans une même défiance : « Pour réussir, evait-il déclaré quelques heures plus tôt. à Leon, il ne faut pas écouter ceux qui disent n'importe quoi. Il ne faut pas non plus trop écouter ceux qui disent ce qu'il faut faire, alors qu'ils ne l'ont pas fait lorsque c'était possible ».

Sa méthode? Résister à la pression - des démagogues - et aux faci-lités ambigues d'un début - certes léger – de retour en grâce dans l'opinion. - Mon rôle est de choisir et de ne pas être ballotté ou gré des passions, des humeurs, bonnes ou mauvaises. Ce n'est pas dans mon tempérament. Il foudra qu'on s'y fasse. » Ou encore « Celui qui cher-che à faire plaisir à tout le monde ne fait rien. De ce point de vue, vous pouvez compter sur moi. Même idée à Soissons : «Si j'al la charge principale, j'entend blen justifier cette conflance par la patience, la ténactié, la clairvoyance, en refusant les aller-retour, les va-et-vient, qui interdisent la continuité de

Clovis Ini-même avait comu quelques difficultés à la suite d'une sombre affaire de vase. M. Mitterrand s'en souvient fort bien ; « On ne peut pas casser deux fois de suite le vase de Soissons. D'autres s'en sont chargés. J'ai lo responsabilité de réparer, ou du moins d'empêcher que les mêmes ne fassent les mêmes dégâts.»

M. Mitterrand a done la responsabilité de garder le pouvoir, ou, en cas d'échec, de permettre à ses amis de le reprendre sans trop attendre.

« Que le meilleur gagne, a-t-il déclaré à propos des élections législatives de 1986. Et si ce n'est pas le meilleur, ehl bien qu'il (le perdant prenne patience. Ce sera pour la prochaine fois. -

PHILIPPE BOGGIO et JEAN-YVES LHOMEAU.

 M. Juppé (RPR): renversant,
 M. Alain Juppé, secrétaire national du RPR, a jugé, veudredi 8 février, « parfaitement renver-sant », que M. Mitterand « puisse à ce point méconnaître les réalités économiques et mentir aux Français ». « Sons doute, à ajooté M. Juppé, a-t-il perdu de vue les réalités sudvantes : Le nombre de chômeurs est passé de 1 600 000 fin mars 1981 à environ 2 500 000 mars 1981 a environ 2300 (00) aujourd'hut, soit une progression de plus de 50 %. Le déficit du budget de l'Etat o été multiplié par six entre 1980 et 1984. La dette extérieure de la France a plus que triplé depuis 1981. Le dollar, qui avait évolué entre 4 et 5 F du premier choc pétrolier à 1981, frisc aujourd'hui 10 F.

SIJACQUES **DEVENAIT PRESIDENT...**

«SI Jacques devendt prisident, mont nous installations à l'Elysie : question d'efficacité ! », révète de Bormdetts Chirac, éponse du maire de Paris, an Figuro-Madaune (publié la 9 février).

Mes Chirac confirme annai la ligendaire maté de son mari : « Je ne l'ai jumnis ve mainde depuis notre mariage. Il dit toujours : « Avec un tube d'aspirine et me houtaille d'aicon à 90 », on peut » aller saus risque jusqu'au bout « du monde ! » Diétratrica de deure mandats

Distruction de deux mandats electifs en Corrère, (comeiller municipal de Sarran et comeiller général du cauton de Corrère), M= Chirac qui a une vie « pas-sionante, variée », trouve que son mari « no sait pas s'arrêter. Un vrai cheral de course!».

SUR FR 3

M. Pierre Joxe: parlons franc

Il faudra compter avec lui. M. Pierre Joxe, le ministre de l'intérieur, n'est pas simplement un loyal compagnon de M. François Mitterrand, ne rechignant pas devant les missions difficiles. Il a son autonomie, son itinéraire et sa personnalité, une étoffe apecifique que tissent une mémoire, des fidélités et des convictions inébraniées. Si le grand public n'en aveit juaqu'ici guèra conscience, les téléspectaneurs de « Face à la 3 : dans la soirée du vendredi 8 février sur FR 3, l'auront compris.

Il n'est pas ordinaire en effat qu'un responsable politique se présente devant les caméras tel qu'en fui-même, sans refréner ses ctions instinctives, sans chercher à séduire en adoucissant son propos. S'il est un e effet Joya ». il tient dans cette apparence, directe et sans concessions. e Pas marrant, pas commode a, dit-on de lui ? e Cela m'est complétement égal, je suis comme je suls ». Syndiqué à le CGT ? « Vous n'êtas pas ayndiqué, vous ? », lance-t-il à la journaliste qui l'interroge, avant d'ajouter : e Je n'ai pas encore repris ma carte cette année, il faudra que j'y

Le père, Louis Joxe, gaulliste historique, la milieu eocial ? e Vous aurez du mel à me faire parler de ma famille devant des milliers de téléspectateurs. » Mar-xiste ? c il y a dens Merx des éléments d'explication de la société utiles à le réflexion (...). Profites de ses lectures, ce n'est pas interdit. Etiqueter les gens, c'est du terrorisme intellectuel l Pourquoi ne pas dire que je suis stoicien, j'si lu Epictète l L'Evengila aussi... > Les réponses s'écrinent, parfois brutales, souvent caustiques, toujours sens détours ni reniements.

cultive un côté grand gamin imperbinant. La proportionnelle risque de faire le lit de l'extrême droita à l'Assemblée nationale? e Parce que vous croyez qu'il n'y a pas de députés d'extrême droite l'Assemblée actuellement ? a M. Jacques Toubon, secrétaire général du RPR et invité surprise, s'en prend au « laxisme » socialiste face au terrorisme? e Dans certains cas, pas toujours, vous dites n'importe quoi. Ce n'est pas à la télévision que je discuterai des méthodes de lutte contre le terrorisme. La lutte antiterroriste, on en parle, mieux c'est, Restons calmes. » M. Toubon insiste, interrompt M. Joxe : e Il est incor-rigible votre invité. Il se tient mal

▼ Vous, vous êtes quoi ? >

L'homme brouille les pistes. Il est ministre de l'intérieur, grand e file » de la gauche ; or il com-mence l'émission par trois minutes d'éloga des libertés, s'étend sur e le droit à la sécurité das treveillaurs > dans laurs conditions de travail, mentionne la liberté de manifester, les droits des appetés du contingent et conclut per un sec rappel de l'abrogation de la loi e securité et liberté » de M. Alain Peyreffitte e Ella n'assurait pas la sécurité, elle manaçait les libertés.». Alors même que le PCF tourne le dos à l'union de la gauche. M. Joxe persista et signe : e La gauche unie rassemble les Français. Divisée, inquiète, elle fait douter. »Que le Nouvelle-Calédonie soit un dossier explosif ne l'empêche pas de rappeler ses engagements durant la guerre d'Algérie : « La colonisation, avant tout, c'est l'illéga-

Absence de sens tactique? Refus spectaculaire de l'opportu

volonté de a'inscrire en filation, de ne pas rompre le lien entre les aa gastion au pouvoir. La mémoire est ici comme un refrain, une valeur dont les étapes fonda-trices sont la Résistance - ce sera la référence à la famille et à son e enseignement démocratique » - et les guerres colonia - ce sera la complicité avec M. Bernard Stasi, autre invité surprise et cosignataire avec l'officier de l'armée de l'air Joxe, en 1960, d'une pétition loyaliste contre les généraux e factieux ».

Au-delà de cette cohérence vendiquée, M. Joxe, pour sa première longue prestation télévisée, inaugure une forme de com-munication politique qui rompt avec celle d'autres membres du ouvernament. Il ne tente pas de séduire les indécis, il veut les convaincre. Il ne croit pas au profit has mais à la hataille sahre an clair, toutes banderoles déployées. La comportement souvent abrupt, voire cassant, à l'égard des journalistas en découls, c Vous, vous êtes quoi ? », demande-t-il quand on l'interroga sur « son » marxisma. e Journaliste », répond notre consœur de FR 3. e Mais philosophiquement, insiste-t-il ? Cela ne vous empêche pas de penser! » A une question sur les éventuels dérapagas de la lutte antiterrorista pour les libertés, il répliqua : e Vous m'êtes sympathique, mais il y a beaucoup de gens qui ne pourraient pas me parler longtemps comme ca »...

·Au « Parlona France » da M. Laurent Fabius, M. Joxe sigure désormais un eparlons france. Nul doute qu'il ne veuille par là prendre date pour l'avenir : «La vie est longue, répète-t-il. Il faut s'inscrire dans le temps ».

EDWY PLENEL

LA POLÉMIQUE SUR LE MODE DE DÉSIGNATION DES CONSEILLERS RÉGIONAUX

Une réforme «juste» pour le ministre de l'intérieur, une «tricherie» pour M. Chaban-Delmas

M. Pierre Joxe, a estimé, vendredi 8 lévrier sur FR 3, que le principe de l'introduction de la réprésentation proportionnelle des conseils généraux dans les conseils régionaux (le Monde du 9 février) est questions sont «à l'étude», mais il u'a pas donné de date pour la paru- fait. Mais il ne serait plus question tion du décret. Le ministre a souligné que la proportionnelle s'appli-que déjà dans le conseil régional d'Ile-de-France.

'A' Bordeaux, nous informe notre correspondant, M. Jacques Chaben-Delmas, qui présidait le meeting d'ouverture des cantonales pour l'opposition, s'est vivement élevé coutre ce projet. « C'est semble-t-il décret peut défaire ce qu'un décret a pour nous d'avoir la molndre chance de reprendre la direction de la région (...). Je vois mal, si ce décret sortait, comment on pourrait

éviter de parler de tricherie. On peut espèrer un sursant de conscience. Si cela ne se produisait pas vous pour-riez toujours expliquer les choses aux électeurs. La loi de décentrali-sation nous avalt aussi promis une élection au suffrage universel. Au lieu de cela nous assistant à coup de bonneteau électoral. -

Parlant de la réforme du mode de scrutin pour 1986, M. Pierre Joxe, a réaffirmé que le projet de loi sera présenté ao Parlement à la session de printemps.

EN GUADELOUPE

Plusieurs condamnations frappent le dirigeant indépendantiste Luc Reinette

En quelques jours, le militant réépondantiste Luc Reinette a été indépendantiste Luc Reinette a été condanné en Guadeloupe, à l'issue de plusieurs procès, à au total de dix-neol années de prison. Le menace d'autres condamnations à venir pèse sur lui, en attendant, sans doute, une confusion des peines qui lui sont infligées.

Après un premier verdict (sept ans de prison pour M. Reinette condamné en même temps que six autres indépendantistes), mercredi 6 février, dans l'affaire de destruction des locaux de Radio Caraïbes internationale en novembre 1983 (le Monde du 8 février), deux autres condamnations out Irappé vendredi 8 février M. Reinette, respousable présumé de l'Alliance révo-lutionnaire caraibe (ARC) et plusieurs autres militaots indépendantistes; le tribunal de Basse-Terre ayant rendu son juge-

ment dans des affaires où étaient impliqués M. Reluette et trois autres militants indépendantistes.

Dans son jugement sur l'affaire de l'ettentat à la voiture piégée qui avait fair 23 blessés le 14 novembre 1983 à la préfecture de Basse-Terre, et qu'il avair examinée le 25 janvier dernier, il e reconnu MM. Luc Reioette et Humbert Marbœuf et M= Leila Cassubie coupebles des faits qui leur étaient reprochés, et les e condamnés à sept ans de prison

Il a décerné un mandat d'arrêt contre M™ Cassubie qui o'assistair pas à l'audience et qui avait comparu libre le 25 janvier dernier. Les policiers se sont présentés à son domicile pour exécuter le mandar d'arrêt, et ne l'y ont pas trouvée. Elle est considérée comme ayant pris la fuite, a-t-on appris de source judiciaire.

Le tribunal de Basse-Terre a d'eutre part condamné, dans un second jugement, M. Reinette et M. Henri Amédien à cinq ans de prison pour transport et détention illéson pour transport et detention megale d'armes. M. Reinette, qui était
en fuite depuis un an et quelques
jours, et M. Amédien, jusqu'alors
inconnu des services de police,
avaient été arrêtés le 27 novembre 1984, alors qu'ils circulaient dans un fourgon actomobile où avaient été retrouvés une carabine un pistolet de calibre 11,43 et deux pistolets-mitrailleurs.

Pour M. Marbenf, deja condamné à sept ans de prison le 6 février, le total des peines s'élève à Quatorze ans.

Aucune réaction o'a pour le moment été enregistrée dans les milieux indépendantistes après ces



LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Le FLNKS envisage des actions de déstabilisation économique du territoire

Le dencième congrès du FLNKS, qui s'est réuni samedi 9 février à Nakety sur le territoire de la comte de Canaia, a rassemblé un millier de personnes, représentant les troute-deux comités régio-naux du mouvement indépendantiste. Ces assises out traduit une nette volonté de durcissement de la part des militants de la base du mouvement. Les con lecaux out reacuvelé, par acclamation, len confiance à M. Jean-Marie Tjibaou.

Toutefois, une résolution prount le maintien de la pression sur le terrain a été votée. C'est ainsi que les comités locaux du FLNKS se sont érigés en co-

bilisatrices des intérêts coloniaux» en Nouvelle-Calédonie. Ce durcissement vise à obtenir du overnament des concessions avant le scrutin d'antodétermination. D'autre part, la question d'un éven-tuel boycottage de la rentrée scolaire a été évoquée, mais, sur ce point, il semblait que l'initiative seralt laissée aux comités locaux en fonction du contexte

De son côté, M. Naisseline, leader du LKS ent indépendantiste qui dispose de six èges à l'Assemblée territoriale), s'est déclaré favo-

stitution de l'Etat futur dans inquelle seraient inscrites des garanties platôt qu'un scrutin du style : étes-rous ou non favorable à l'indépendance ? ». M. Naisseline, qui séjourne à Paris, venuit de ren-contrer le premier ministre.

Après une entrevue M. Chirac, M. Naisseline doit être reçu par MM. Barre, Giacard d'Estaing et Jospin. Il a précisé qu'il s'efforçait de provoquer rencontre entre MM. Pisani, Tjibaou et Ukeiwé.

Ce dernier, président du gouvernement territorial

Preparte southwest

sancerros ios Gaudale le.

manda to the section of the section

elene suis pas

ny sponsie, y

Land surviva and september of the survival of the second o

では496ではできます。 こうさい 学会機能

THE STATE OF STATES

add the first of the company of the

territ sont include organization to best

工物 北 化工工 110 一切上面影響。

Assistance of the power

2 m-1-1 1 1 1 4 4

Bitt rie femmet

And Dec. of the same of the same

tentre de tre come de la primer de

Transaction on the de

Talente ber an mies.

The Carlot and Street or House.

abbergente en arbeigen al.

que de Kauakie, et incitant l'Assem

Jours tranquilles à Nouméa

De notre envoyé spécial

Nouméa. - Les murs de Nonméa vomissent encore M. Edgard Pisani. La palme de l'agressivité revient sans conteste au mur d'enceinte de l'internat des sœurs de Saint-Joseph de Cluny, dont les graffiti étalés sur une centaine de mètres traduisent une inspiration à faire rougir de honte la plus délurée des cornettes de cette honorable école de la rue de Sébastopol, sise an centre de la ville, à deux pas de la résidence du délégué du gouvernement.

A côté des « Pisani, salaud, le peuple aura ta peau », » Mitter-rand charogne », « Socalisme = pourriture », « A bas l'engeance socialiste », qui procèdent, cisme, figurent en effet plusieurs sions moins courantes, qui semblent amalgamer, dans l'esprit

LE PANIER DE LA MÉNAGÈRE

Le gros pein reste à 41 F CFP, c'est-à-dire 2,25 F (1). Le litre de lait à 94 F CFP (5,10 F); lè kilo da sucre à 127 F CFP (6,98 F); le kilo de pommes de terre à 73 F CFP (4,01 F); le litre d'huile de cotza à 210 F CFP (11,55 F); le kilo da tomatas à 250 F CFP (13,75 F), la douzaine d'œufs à 200 F CFP (11 F); le kilo de fil de bœuf du pays est à 1.860 F CFP (102 F). Un sandwich ordinaire coûte 120 F CFP (6,60 F) ; le demi panaché à la terrasse du Saint-Hubert: 130 F CFP (7,15 F); l'unique quotidien lo-cal, las Nouvalles calédoniennes, se vend 70 F CFP (3,85 F), alors que le Monde de quarante pages (payé au poids du papier) se vend le prix d'un li-tra d'huila: 210 F CFP (11,55 F).

(1) I franc CFP = 0,055 F.

de lenrs anteurs anonymes, l'action politique et la dénonci tion des perversions sexuelles : · Pisani au bois de Boulogne »,

Le souvenir d'Eloi Machoro, tué le mois dernier par un tireur d'élite de la gendarmerie nationale, inspire encore la haine. Machoro à mort », crie le mur de l'internat : l'écbo renvoie désormais - Machoro, ordure, tu est (sic) mort. S'il est vrai, selon un slogan d'inspiration soixantebuitarde tracé dans le quartier résidenticl de Trianon, que « murs propres = peuple muet ». Nouméa, « ville blanche.», selon une autre inscription, a découvert un exutoire à la mesure de ses

En ce mois de février pourtant, blent appartenir à un passé lointain, tant ils jurent avec les scènes de la vie quotidienne. Le déroulement de celle-ci contredit, au demeurant, l'opportunité de l'état d'urgence. Nul ne songe, en tout cas, à reprocher à M. Pisani de se montrer laxiste, en tolérant les attroupements > de plus de cinq personnes sous les flamboyants de place des Cocotiers, à l'heure de la pétanque, ou sur les plages de l'anse Vata et de la baie des Citrons, où les touristes forcés que sont les gendarmes et les journa-listes en mal de bronzage viennent grossir la légion imperturbable des véliplanchistes et l'armada indifférente des nalades locales. Une seule mesure d'interdic-

tion de séjour a été prise. Elle vise

un citoven australier, fondateur d'un groupe de soutieo à la Nouvelle-Calédonie française, M. Michael Darby, un ancien officier conni dans le Pacifique dn sud pour sa lutte personnelle contre les mouvements indépendantistes. Depuis que le convre-feu a été limité de 23 h à 5 h, Nouméa a repris presque toutes ses habitudes. Les restaurateurs se plaignent un peu moins, à l'inverse des chauffeurs de taxi dont les recettes ont diminué de moitié faute de noctambules.

L'interdiction de circuler la nuit est fort civiquement respec-tée. Les provilégiés, disposant d'uo laisser-passer permanent, s'amusent simplement à rivaliser dans le jeu interdit des feux rouges grilles. Dès que le jour se lève, la ville renaît à sa vocation : le commerce. Vocation? Le mot est un peu faible pour dire cette. fringale des affaires que révèle l'existence, dans l'agglomération, de plus de trois cent cinquante magasins, soit une densité de 300 m² de surface commerciale pour 1 000 habitants. Grouillante en semaine, totalement déserte le dimanche; Nouméa l'épicière donne l'impression, au premier abord, de bieo supporter la crise politique que connaît la Nouvelle-Calédonie.

Le panier de la ménagère, protégé par un strict contrôle des prix, n'est pas dircetement affecté. Pour peu qu'il dispose maison individuelle sur l'une des vertes collines entourant le cœur de la capitale, fondée en 1854, ou qu'il ait la chance de payer un loyer moyen de l'ordre de 30 000 F CFP (1 650 F), le salarié smleard, avce ses 55 759 F CFP par mois (3066 F), pent espérer tenir le coup, à condition de vivre frugalement et de ne pas succomber au culte dispendieux de l'automobile, entretenu par nue concurrence effrence de la part des vendeurs, snr uo marché 'étroit de 145 368 habitants (1). L'employé d'un magasin de distribution, qui gagne en moyenne 80 000 F CFP (4 400 F), dispose d'une marge de subsistance légèrement supé-

Cette prospérité n'est qu'apparente (lire l'encadré ci-contre). En vérité, les répercussions de l'état de crise risqueot de conduire Nouméa à la faillite, surtout si le FLNKS opte pour une stratégie de boycottage éco-nomique visant à vider la « ville blanche - d'un maximum d'élec-

Les bulies de Joachim

Si Nouméa s'effondre dans un kraeb économique, Josebim Neimbo en tirera sans doute de quoi remplir une nouvelle bulle de bande dessinée. Il l'ajoutera à ses pastiehes d'Astérix le Gaulois, dont il tapisse la tôle ordniée de trois mètres sur trois qui lui sert de chambre, à l'ombre d'un lychee, et où sa concubine et hui partagent chaque nuit l'unique lit evec les deux pius jeunes des huit enfants qui sont à leur charge. A moins qu'il ne se contente de retoucher la bulle dans laquelle il fait déjà dire à Obélix, à propos des misères faites aux Européens par les Canaques : « Les z'oreilles ont tellement reçu de baffes qu'ils sont écœurés ! ».

En tout cas, bien qu'il soit le rincipal animateur d'une chaîne de prière et qu'en bon encien séminariste il adore entonner des cantiques, il est peu probable que Joachim Neimbo verse la moindre

• ville blanche = ; car ce Canaque de quarante-trois ans, à la moustacbc de séducteur, passionné de sport, amateur de poèmes, mem-bre de la tribu de Gelima, voisine de celle de Nakcty où a été enterré Eloi Machoro, n'est autre que le président du comité du FLNKS pour la commune de A ce titre, il a autorité politique

sur les indépendantistes de ce territoire, incluant les tribus de Gelima, Nakety et Konaoua. Chêmenr depuis plus d'un an, après avoir été remplacé à son poste de menuisier instructeur par un Caldoche, il se consacre à sa tache militante avec d'antant plus d'ardeur qu'il n'a pas les moyens d'exercer ce métier de menuisier, puisqu'il n'a jamais eo assez d'argent, affirme-t-il, pour acquérir les outils nécessaires. Sans la politique, sa vie s'écoulerait au rythme ancestral de la cueillette.

Toute sa famille vit pratiquement en antarcie. Elle se nourrit des igoames, des taros, des bananes, qu'elle cultive, o'achète qu'nn peo de riz et de pain, mange peu de viande, ne fréquentant guère l'épicerie de Canala. En ce moment, Joschim Neimbo fait subsister les douze membres pieds devant.
de sa maisonnée grâce au montant de l'indemnité de chômage de sa sœur (25 800 F CFP, soit: dantistes o'a rien d'un matamore. 1 419 F), qui fait, ici ou la, par- Il vit sobrement. Sa ferme rustifois, quelques meous travaux. La que en bordure de la route rescollectivité tribales pourvoit au reste. « Aujourd'hui, nous dit-il, il ne me reste en poche que 1.500 francs = (82 F 50).

Comme sa petite fille, Eucharistie, boite en pleurant depuis ce matin à cause d'une écharde enfoncée sous la plante de son pied droit, Joachim Neimbo procède sur-le-champ à une interventioo chirurgicale : un coup de lame de rasoir, un peu d'alcool, du sparadrap. Le bobo est guéri...

Son logis n'est qu'un taudis : des tôles, de vicilles plancbes, une dalle de ciment mal aplanie, quelques meubles et des ustensiles de cuisine soigneusement transmis de génération en génération, mais un vieux poste de télé et... un beau magnétoscope. Une Fiat rouille dans le jardin.

Ici, à Gelima, dans l'attente du congrès du FLNKS qui doit avoir lieu ce samedi 9 février à Nakety, deux sujets alimentent toutes les conversations: Joachim Neimbo se félicite de la décision prise par les tribus locales de na pas participer aux compétitions de scotball pendant un an, la durée du deuil décidé en souvenir d'Eloi

Finies les interminables querelles qui opposaient ebaque semaine, pour des raisons aussi politiques qu'extra-sportives, les dirigeants et les supporters du Real et du Standard, les deux équipes locales!

Joachim Neimbo et ses amis constatent aussi les bienfaits politiques de l'interdiction de la consommation d'alcool sous l'état d'urgence, décidée aussi à Gelima en signe de deuil. Leur résolution est prise. « On parle plus tran-quillement au cours des discussions politiques. Si jamais on rélabilit l'autorisation de distribuer l'alcool, nous irons en délégation dire aux gendarmes et au maire que nous ne voulons plus d'alcool à Canalo! -. Et Josehim vante longuement la mémoire d'Eloi Machoro qui savait si bien toul organiser. et qui conseil-lait aux catholiques pratiquants de se lever, à l'église, quand le prêtre appelait à prier pour la (1) Doot 60 112 à Nouméa

larme sur les malheurs de la le paix, pour dire : « Prions d'abord

La justice? Pour lui, Joachim Neimbo, cela consisterait d'abord à récupérer les terres auxquelles il a droit seion la coutume mélané sienne, à une cinquantaine de kilomètres à l'ouest, près de La Foa, d'où son arrière grand-mère avait été chassée après la révolte de 1878, conduite par le grand. chef Atal, vaince à l'époque par la tribu de Canala, alliée aux sol-

Ce sera

- Cet éleveur dont la propriété Georges Guillermet est pourtant un colon bien installé: 550 têtes de bétail sur un milier d'hectares. Boucher, il vend lui-même l'essen-

« Mon père a commencé avec les vingt-cinq hectares auxquels on avait droit quand on était enfant du pays. Comme lui, j'ai défriché et j'm tout investi ici. Blen sur, ma torre et man troupeou représentent un copital. Mais je fais vivre quotre fomilles, dont celle d'un de mes deux fils et celle d'un Mélanésien. Je paie chaque mois 325.000 CFP de salaires (17 875 F) plus les charges, et je n'ai actuellement en banque que I 100 000 CFP (60 500 F) de trésorerie. Partir? Où irais-je? Vous me voyez avec ma jambe malade débarquer à Orly! De toute façon, ici on ne se

Comme tous les broussards, grand chasseur de cerfs, Georges Guillermet est armé : « Comme tout le monde, j'oi ma réserve : un calibre 30,06 à longue portée et un fusil de chosse. - Une réserve » au-dessous de la moyenne caldoche car, en Nouvelle-Calédonie, on ne compte pas moins de 160 000 armes à feu — une arme par habi-tant — dont 40 000 fusils (20 000 pour la seule ville de Nouméa): Comme, depuis les incidents du 18 novembre, les forces de l'ordre en ont récupéré 86, ce n'est pas l'artillerie qui risque de faire

Mais Georges Guillermet dont la ferme était visée par les plans d'Eloi Machoro n'a nulle envie de jouer au cow-boy. « On n'a jomais tiré sur un Canaque, Il faut que le gouvernement serre lo vis aux excités. » Sa solutioo? « Il faut que chacun respecte l'outre.

L'indépendance ?. Les yeux bleus du vicil éleveur fatigué fixent un instant le soleil qui se couche dans la forêt de Niaoulis : « S'ils veulent nous faire partir, ce sera la guerre civile... »

pour la justice ».

la guerra civile »

C'est à La Foa justement, i l'antre bont de la piste, que Georges Guillermet a bâti sa vie est broussard depuis cinq générations, de Caldoches, qu'on n'a jamais vu la métropole et qu'on a soixante-deux ans, on n'envisage pas d'abandonner sa terre natale : « Ce que j'm, je l'ai gagné », dit tranquillement le nouveau conseiller territorial de La Foa, vieux gaulliste, membre de longue date do RPCR. « J'ai toujours été bon avec les Canaques, qui ont fait ce qu'ils ont voulu sur mes terres. Et si je dois partir d'ici, ce sera les

tiel de sa productioo : sept tonnes de viande par mois.

laissera pas faire. > ·

L'activité touristique, dans la

pour vivre heureux... La filière bois est totalement

ALAIN ROLLAT.

Récession économique et dégâts sociaux

La situation économiqua 578 enfants), dont 608 venues s'aggrave chaque jour davantage. Les gens, inquiets, ache-tent moins, n'investissent plus, songent même à partir (su consulat d'Australie, les demandes de visa sont quatre fois plus nombreuses qu'avant les élections du 18 novembre der-

marché da l'automobile, La chute des ventes atteint en moyenne 60 %. En novembre, 272 voitures avaient été vendues sur l'ensemble du territoire. En décembre, le chiffre des ventes tombe à 114 et à moins de 100 en janvier. Toutes les branches commerciales souffrent de la réduction de la consommation, particulière-ment celles spécialisées dans les produits de haut de gamme.

Selon les premières estimations de la chambre de commerce et d'industria, la chuta des affaires est de l'ordre de 50 à 80. % dans la secteur telévision-radio, gros appareils électriques ; de 70 % dans le electriques; de 70 % dans le prêt-à-porter de luxe, 40 % dans le prêt-à-porter courant, de 60 à 70 % dans la petite quincaillerie; de 50 % dens la distribution de vin (à cause essentiellement de l'interdiction du transport des alcools).

promotion de l'aquelle de gros efforts avaient été faits, est devanue pratiquament nulla. Quinze des dix sept hôtela des régions de brousse ont ferme leurs portes à la suite des incidents survenus depuis le 18 no-vembre. A Nouméa, les établis-sements fonctionnent avec des coefficients de remplissage qui ne dépassant pas 20 %. Les touristes australiens et néo-zélandais, effrayés, ne viennent plus en Nouvalle-Calédonia. Seuls quelques Japonais conti-nuent de débarquer à l'aéroport de La Tontouta, attirés... par l'amour... en vertu d'une légende nippone selon laquelle il convient de se marier à Noumés

paralysée sous la pression des événements en brousse. Bon nombre d'éleveurs commencent à brader une partie de leurs troupeeux. Ce n'est pes la pani-que, mais c'est dejà la hantise du lendemain. Le crédit est devenu rare. Ces conséquences s'ajoutent aux dommages direc-tement éprouvés per les 981 personnes qui ont quitté la brousse et se sont réfugiées à Nouméa (405 adultas et de Thio, 169 des autres loca-lites de la côte est, contrôlée par le FLNKS/ 86 d'Ouegos et 62 de l'ile de Lifou. Les demandes d'indemnisation s'élèvant jusqu'à présent à 1790835004 franca CFP

(98495925). Pour l'instant, la propriété La récession est particulière est donnée au relogement de en construction à Dumbéa, dans la banlieue de Nouméa. Un comité d'aide aux entreprises en 30 janvier. Une première décision prévoit d'octroyer aux emploveurs dont la trésorerie est victime de cet état de crise des rédits disponibles représ milliard de francs CFP (55 millions de francs).

Mais cette récession économique engendre automatiquement une dégradation da la si-tuation sociale. Les réductions d'horaires, at donc de revenus, chômege technique augmentent. L'Assemblée territoriale. au sein de laquelle la Rassemblement pour la Calédonia dans la République (RPCRI dispose de la majorite absolue, a décidé, mardi 5 février, de faciliter les licenciements collectifs dans les entreprises da moins de vingt saleriés en supprimant temporairement l'autorisation administrative préaleble.

En l'occurrence, la majorité conservatrice applique tout simplement son programme electorai, de la même façon que, des son installation, dans sa délibération numéro 2 en dete du 27 décembre 1984, elle a'était empressée d'alléger l'impôt sur le revenu des plus gros contribuables (1).
Selon M. Pisani, toutefois,

l'Assemblée territoriala outrepassa ses prérogatives. Il sou-haite que celle-ci revience sur sa décision sinon il saisirait le tribunal administratif.

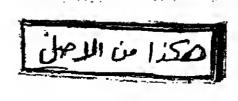
(1) Jusqu'à cette date, le barême de l'impôt sur le revenu prévoyait un taux d'imposition de 50 % pour les revenus déclarés de 6 millions à 7200000 francs CFP (330000 à 396000 francs), de 55 % pour la tranche de revenus de 7200000 francs CFP (396000 francs] à 8400000 francs CFP (462000 francs) et de 60 % pour les revenus supérieurs à 8400 000 francs CFP (462000 francs). Le nouveau barême prévoit qu'il n'y aura pas de taux d'imposition supérieur à 40 %.

La ruée vers !" LES SÉJOURS L

ESPAGNE, ITAL Envoyer ses e Les chansons p moins de s CHAMDEAN SETO, SEL

NCTIC

Page 10 - Le Monde • Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••





PLUS D'UN MILLION D'ÉLÈVES ÉTRANGERS EN FRANCE

Les immigrés dans l'école

Plus de quatre millions d'étrangers vivent en France et, en majorité, souhaitent y rester. Peut-on les intégrer ? La réponse à cette question simple mais cruciale se trouve en partie dans les salles de classe : c'est là, au milieu d'enfants de leur âge, qu'un million de jeunes immigrés entrent - ou n'entrent pas dans le moule culturel français et découvrent : - ou rejettent -

rance de M. Pisani, Dan

le groupe RPR du Senat

keiwe precise : - Les ten-

everpement pour imposer

ecologistes de l'Assemblis

sennes, l'Alliance Verte-

apprête à déposer une mo-

Findépendance de la Ra

incitant l'Assemblée de

diligation sur place.

iomique

interes), dont 60% serves

169 des 1.1'et Me

te to core est de delles

a cla de Lin Les 25

ar dindempation see

Tusqu'à : 00001

ir ringtant la proposté

maion. Scale Ti Sins 694

METRICIPOR à Dunice à caré

Marke de Noumes un or

d'aide dus entrepriée et

mi a été mo en pase le

mier. Une premare peo-

wewort d'octi-in ale em

are dont to trestrete est

bondes à 4 c as

in disponibles represented word do franco CFF .55 mc

nic patte records on econo-

at engendig automates

Moto degradaten 19 4 5

on sociale. Los recursos

sires, et dent de legans

infraidant Les mises et

SADE TOCHNICLE 3-5"PE

L'Assemblee temporale

igns pour la Campane 125 ignitione

Supplede specife 4 252.75

Theres de tat ter es

MONAGES TO POST 'S 2375 PS

grane de mons de wel

166 to Supplement tempe

STOR BUTO Sales 3000

everies applique taut se

Ment son programme settle de to même facon des pas

metalation dens 53 de de management de la company de la co

reside d'ales

avenu des Dus 5:25

islan M. P.S3" 1041875

Select M. P.S.3

1) last 2 min of the state of t

#0: 945 pre/0941 185 S CAME CONTROL TO STATE SE CONTROL SE CONTRO

and administrati

1000 fra

DOC Prizes

IET TE ST 00 000 ZOON Trans

#E # 000

de la francis F 1442 32

ative préside « a Cocurerte 3 -3 x 8

de laque de 53556

de francs:

ciaux

ament rejetees. .

Les élèves étrangers représentent 8,7 % des effectifs du premier et du second degré. Leur proportion augmente chaque année et continuera de croître, malgré la fermeture des frontières, puisque la fécondité des couples immigrés est plus forte que celle des Français. Le phénomène peut passer inaperçu dans une académie comme Rennes où les écoles primaires ne comptent qu'un étranger sur cent élèves, mais comment l'ignorer à Paris où la proportion moyenne est d'un

« nos ancêtres les Gaulois ».

Pour échapper e des écoles pleines d'immigres . des familles de la région parisienne déménagent ou mettent leurs enfants dans des établissements privés. Statistiquement, le phénomène est indémontrable, mais il n'échappe à personne. Le réduire à du racisme serait puéril : ces parents sont généralement persuadés que les étrangers perturbent les classes, font baisser le niveau scolaire, et que leurs enfants sont pénalisés.

sur quatre?

« Je ne suis pas un éboueur »

Cas limite: sur trois ceet:sept; élèves, lo collège de la rue de la Fontaine-au-Roi, dans le onzième arrondissement, compto cent trente et un étrangers (de vingtsept nationalités différentes). Et, dans ce chiffre, ne figurent naturellement ni les vingt enfants originaires des DOM-TOM ni les dizaines de naturalisés maghrébins de la « seconde génératioo ».

On s'atteodrait à une poudrière. C'est un homme souriant, d'une désarmante sérénité, qui dirige cet établissement: M. André Desveaux n'en revient pas lui-même du bon climat qui y règne. - Les murs sont délabrés, on n'y a pas donné un coup de pinceau depuis vingt ans, mais, ici, les élèves vous disent : « Bon-

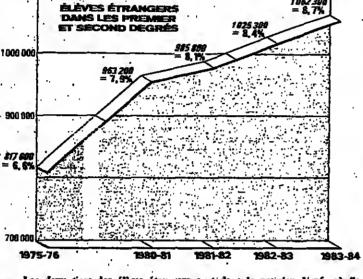
parents vous font une confiance totole, et les professeurs ne demandent pas à être mutés. » Aucune tension raciale, ancun clan, à en croire M. Desveaux : « Français ou étrangers, les élèves sont unis parce qu'ils connaissent généralement les mêmes difficultés sociales ou familiales. ..

Trop beau? En tout cas, l'atout principal de cet établissement semble être sa petite taille. Ayant des effectifs limités, les professeurs sont très proches des élèves. Ici, pas d'option de grec ni de latin, mais des heures supplémentaires de français pour tous. Revers de la médaille : les élèves

jour, monsieur le directeur », les sont premiers en classe dans le primaire. Leurs performances scolaires baissent sensiblement au collège, car, à cet àge, ils soot souvent livrés à eux-mêmes, et certains baseulent dans la délinquance. En revanehe, les filles maghrébines ou turques, qui ne sortent pas de la maison, ont de meilleurs résultats...

A Romein-Rolland, la cohebitation de vingt nationalités différentes - se passe plutôt bien »,

même si le corps enseignant a quelques préoccupations ». Le foyer socio-éducatif, notamment, n'est dirigé que par des élèves étrangers. Côté français, il y a eu des plaintes pour . bousculades ». 1062300 = 8,7%



per nombreux dans les écoles privées : près de 5 %, alors que le taux global en France est de 17 %. Cela peut être dir à une raison financière, maio s'explique nissi par des quantons religionate — on compto beaucoup d'Espagnols mais peu d'Algériens dans les écoles carbollques — et parce que les établimenteuts privés sont molus présents dans les écoles carbollques — et parce que les établimenteuts privés sont molus présents dans les

sont généralement, plus agés que la movempe (ce qui complique les relations avec leurs camarades -français) et trop peu nombreux à s'orienter vers le second cycle long après la classe de troisième.

Même problème de niveau au collège Romaio-Rolland de Cliehy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), qui compte 55 % d'étrangers. Sur cent élèves, trente-neuf à peine atteignent la seconde. « Ce n'est pas une offaire de Français ou de non-Français, affirme la directrice, M- Michèle Amiel. Les difficultés sont d'origine sociale. »

Pas toujours, cependant. On constate que des enfants maghrébins, très tenus par leur famille,

: Quelques précautions se révèlent indispensables. Il est prudent, par exemple, de ne pas menre côte à côte des Turcs musulmans et des Turcs chaldéens. La directrice ne fera plus l'erreur de fixer comme punition à un élève maghrébin le nettoyage de la cour de récréation, pour ne plus s'entendre dire par un onfant au bord des larmes : . Modame, mettez-mol une retenue chaque jour si vous voulez, mais je ne suis pas un éboueur. - Soucieux de pe pas provoquer de ebâtiments trop sévères à la maison, les enseignants ont appris aussi à ne convoquer des parents maghré-bins à l'école qu'en cas de vraic

Les étrangers réussissent-ils moins bien à l'école que les Français ? Oui et non. Si l'on s'en tient aux chiffres bruts, l'écart est incontestable : les elasses de rattrapage du premier degré (dites d'adaptation et de perfectionnement) comptent respectivement 22.2 % et 17.8 % d'éléves d'origine étrangère.

nécessité...

Mais, si l'on tient compte du lieu de naissance, ces chiffres varient considérablement : les étrangers nés en France n'ont pas de résultats très inférieurs à ceux des Français, alors que les étrangers nés hors de France sont loin derrière. L'age d'entrée en sixième l'illustre de manière éclatante: 8,6 % des Français ont treize ans ou plus à ce stade de la scolarité - c'est-à-dire au moins deux ans de retard, - mais c'est le cas de 9,3 % des étrangers nés en France, et 34,5 % des étrangers nés dans un eutre pays.

Si, dans l'ensemble, les enfants d'origine étrangère réussissent moins bien que les Français, il n'y a guère de différence à catégorie socioprofessionnelle égale. On s'aperçoit même que la proportion d'élèves arrivés en terminale est légèrement plus forte chez les étrangers nés en France que ebez les Français de la même catégorie professionnelle. Ce résultat inattendu peut s'expliquer de deux manières. Soit les immigrés nés en Frence traveillent davantage. parce qu'ils considèrent les études comme une sécurité et un moven de promotion sociale. Soit les sta-

tistiques sont faussées par certains paramétres : les éléves étrangers seraient favorisés par une urbanisation plus forte que la moyenne, et leurs parents, classés comme OS, auraient parfois une formation plus élevée.

La politique du ministère de l'éducation nationale se fonde sur un principe simple : il ne faut pas marginaliser les enfants d'origine étrangère en les mettant dans des classes spéciales; c'est toute l'école qui doit s'ouvrir à le diversité culturelle de la société.

L'objectif est de former des enfonts parfaitement intégrés en France et qui n'auraient pas honte de leur arigine, explique M. Pierre-Yves Duwoye, conseiller technique auprès du ministre. Il s'agit de donner à ces enfants des cless pour vivre dans notre société. En leur évitant une rupture avec le milieu familiol, on leur garantit un certain équilibre qui est un facteur de réussite sco-

La « pédagogie du couscous »

Cette politique a été introduite par étapes depuis le début des années. 70. On a commencé par mettre l'accent sur l'apprentissage du français, en créaot des classes d'initiation » (dans le premier degré) et des - classes d'adaptation - (dans, le second degré). Puis on s'est soucié de la formatioo de certains maîtres appelés à s'occuper d'élèves étrangers. Enfin, a été mis en place un enseignement des langues ot cultures d'origine », soit dans le cadre des horaires normaux, soit sous forme d'activités scolaires

Une oouvelle expressioo a vu le jour : la • pédagogie interculturelle ». Elle a été mise à toutes les sauces sans que l'on sache toujours ce qu'elle recouvre exactement. Dans beaucoup de classes, des activités - interculturelles ont été introduites. On ne compte plus les mères maghrébines qui viennent preparer des à l'école... « Le plus facile à faire, c'est le folklore, lo pédogogie du couscous, remarque Mme Michelle Huart, membre de la direction des écoles au ministère. Pourquoi pas? Mois il ne faut pas s'arrêter là. » ·

La pédagogie interculturelle se beurte, en fait, à de nombreux obstacles. L'impréparation des maîtres n'est pas le moindre. Ce sont souvent de très jeunes instituteurs qui sont affectés à des quartiers - chauds - dont les plus anciens ne veulent pas. Mais c'est surtout l'absence d'un véritable consensus sur cette pédagogie iotereulturelle qui améne les enseignants à « marcher sur des œufs ». Accueillir un million d'élèves étrangers dans le système scolaire est, en effet, d'autant plus difficile que les Français sont très divisés aur l'immigration.

Uo énorme problème? Sans doute, mais aussi une chance, diton, au ministère de l'éducation nationale. D'une part, les étrangers sont susceptibles d'enrichir l'école, y compris dans les methodes. - On s'est operçu notomment que la monière d'enseigner le français à des nonfrancophones pouvait être transposée, avec des oménagements, o l'enseignement du français à tous les élèves », affirme Mme Monique Huart. D'autre part, la présence d'un million d'étrangers est un excellent révélateur du système scolaire - de ses défeuts comme de ses qualités. Les petits immigrés ne sont pas les seuls, par exemple. à se sentir étrangers à la langue française telle qu'elle est enseignée à l'école.

Enfin, la présence d'enfants différents » dans les classes peut faire prendre conscience à ceux qui l'ignoraient que chaque élève, étranger ou français, a sa spécificité (sociale, familiale, psychologique, etc.), et qu'il est impossible de ne pas en tenir compte au nom d'une hypothétique égalité.

ROBERT SOLÉ.

SKI DE COMPÉTITION

Les mécanos des planches

Farter des skis est un art. Que seraient les meilleurs coureurs du monde si les techniciens ne s'occupaient de préparer les « planches » avant les compétitions internationales ? On vient encore de le constater aux championnets du monde de ski alpin

De notre envoyé spécial

à Bormio (Italie).

Bormio. — Sur le place du vil-lage, les officiels de la Fédération internationale de aki remettent les médailles aux lauréates du combiné dames.

contrôle su cot des Saisies, près

Puis les skia sont répartie entre les seize équipes nationales qui se fournissent chez le premier constructeur mondial, en fonc-tion des contrats négociés par la Suédois lan Larson, directeur du service compétitions. Avent d'être brandis sur les podiume par les champions, il faut encore que ces skis recoivent les soins affectueux des techniciens.

Ce n'est pas un métier qu'on apprend dens une école. Les préperateurs, toue des autodidactes, elchimistes du fart, se recrutent par le bouche à creille dens le vellée de Chemonix. Les techniciens français ont meuvaise réputetion, meis, depuis le début de la saison, mes « coureuses » ont pagné quatre épreuves. » Guy Joly-Pottuz se met devant son établi à 6 heures



Quetre heures de l'après-midi sonnent aux innombrables camsonnent aux innombrables cam-paniles de Bormio. Loin de la fête, dans le sous-sol du chalet plenté: en bes des pistes, les « eld-mien » de Rossignol s'affai-nent. « Quand ça va mal, c'est toujours notre faute, mais nous on n'a pas de prime en cas de victoire. » Un tablier de cordon-nier autour des reins. Guy Johynier autour des reins, Guy Joly-Pottuz est penché sur les skis d'Hélène Barbier, ermé d'une porte de réstet qui piacte de plastique là où la glace a fait des trous dens la semella.

Moniteur-guide diplômé, II pourrait emmener tranquillement des clients en balade aux alen-tours de Megave. Mais pour ne pas quitter l'embiance de la compétition dans laquelle il baigne depuia l'enfence, Il a lelssé femme et enfants en Savoie pour suivre la « cirque blanc », « J'ai perdu un tiers de mon selaire pour faire ce métier de prépara-teur, mais c'est vraiment passionnant. > Une passion d'artisan du temps jadia. Une passion presqua eurréaliste dens le monde hypersophistiqué de la haute competition alpine.

Dans l'usine de Voiron, près de Granoble, una cinquantaine d'Ingénieurs ont mis en équation, dans le plus grand secret, des milliere de paramètres pour déterminer les metériaux et l'architecture des « planches » qui auront le meilleur c effet directionnel », c'est-à-dire la tenue de route la plus efficace.

Une trantaine de paires de skis sinsi définies sortent ensuite cheque jour des presses de l'usine. Elles sont eux skis du commerce ce que sont les voitures de rallye aux modèles de M. Tout-le-monde. L'usine envoie alors ces skis très particuhers subir des tests sous le direction du Chamoniard Gilles Claret-Tournier, sur une piste bardée d'appareile électroniques de

du matin, « Il faut racier le fart sé la veille au soir. »

Cheque technicien a ees skieurs - quetre au maximum -et chaque skieur a trois ou quatre paires de skis par specialité. A 8 heures, il monte sur les pistes pour constater l'état de la neige. « On ejuste alors l'affûtage des carres selon la dureté du ter-rein. » Entre les deux menches du slalom, il remet du fart et retouche la semelle si le besoir course est finie, il récupère la matériel et se retrouve devent son établi encombré de limes, de brosses, de fers à repasser et de blocs de paraffine pour préparer les prochaines courses. Il n'éteint pae la lumière avant 22 heures. e On fait deux journées, une sur la piste, l'autre dans l'atelier.

Guy Joly-Portuz se satisfait de vivre einsi dens l'ombre des champions dont la cerrière dépend de son jugement au petit matin. Un coup de lime de plus rence à l'errivée entre deux coureurs de valeur équivalente.

e il doit y avoir un climat de confiance absolue entre le skieur et son technicien. Le coureur doit être capable de reconnaître ses fautes pour qu'on ne change pes, sur de mauvaises bases, une pré-paration élaborée da longue date. Le technicien doit choisir les skis en fonction du style du coureur. Par exemple, Hélène Barbier skie plus souple et moins sffûtê que Perrine Pelen. >-

Ils sont six eutour de lui, Ita-liens, Américains et Suisses, à s'occuper svec la même ardeur et la même embition des « planches » de quelques-uns des me leurs glisseurs du monde à l'effin du titre. « Quand nos coureurs élancent, on est toujours ému. C'est un peu de nous-mêmes qui

ALAIN GIRAUDO.



I Le Monde

Envoyer ses enfants au ski Les chansons pour les petits :

moins de guimauve

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX, 11,50 F.

BROCANTE de **PARIS** 100 ANTIQUAIRES et BROCANTEURS

17- SALON DU **VIEUX PAPIER** DE COLLECTION Cartes postales, livres,

affiches, gravures, etc.

1" FOIRE DE L'OCCASION

Arts ménagers - Hifi - Vidéo - Vêtements - Livres - Mobilier - Véhicules Caravanes - Immobilier - Sports - Matériel de récupération Moquette - Tissus - Informatique - etc.

8 AU 17 FÉVRIER/PORTE DE VERSAILLES t.l.j. de 11 h à 19 h - sam, et dim, de 10 h à 20 h

AU TRIBUNAL DE PARIS

La double punition du médecin victime d'une escroquerie à la drogue

Pour une belle escroquerie, ce fut une belle escroquerie. Devant la 16º chambre du tribunal correctionnel de Paris, quelques-uns de ceux qui en furent les patients artisans ne cherchaient pas à dissimuler, vendredi 8 février, la plaisir qu'ils y prirent. Car MM. Henri ch, René Laguillemie et Jean Banos ont bei et bien réusei à se faire verser per un médecin pariaien. M. Jacquas-Piarra ailly, 2 800 000 francs, on lui nt croire que, grâce à eux, il allait se retrouver possesseur de quarante sachets d'une drogue - qui n'existait pas - et qu'il allait pouvoir revendre le double à des Américains, non moins imaginaires. L'ennui, pour le docteur Bailly, c'est que le perquet a vu de sa part une tentative d'acquisition de droque, si bien qu'en dépit de sa constitution de partia civila contra des escrocs, il sa retrou-

En fait, is doctour Bailty, parvenu à la soixantaine, apparaît comme un hamme qui eut touiours le goût des affaires et des bonnes affaires. Les autres en eurent vent. M. Pech, qui est le doyen de la troupe et qui avait déjà fait ses preuves dans l'escroquerie depuis 1944, comme en témoigne son casier judiciaire, avait un jour confié eux autres sa recette : « Une escroquerie, dissit-il sentenciausement, suppose d'abord d'avoir pour victime quelqu'un de très cupide, qui a déjà de l'argent, mais yeut en avoir encore plus. sans être regardant sur les moyens d'y parvenir. »

M. Jacques-Pierre Bailty présentait les conditions requises. D'abord, il venait de vendre, pour 3,5 millions de francs, un appertement avenue Marceau; ensuite il révait de placer cette somme en de bons et solides investissements. Il se voyait volontiers, sur ses vieux jours, gérant à Mayotte de quelques societés hôtelières. Qu'à cela ne tienna, lui dit M. Laguillemie. e Je vais vous présenter un homme qui, lui aussi, veut juetement investir à Mayotte. »

Ainsi se trouve-t-il en présence de M. Pech qui, pour la circonstance, repondait au nom plus flatteur de Armand Valenbois. « C'est un vieux toqué, aveit dit Laquillemie, mais très riche, avec une maîtresse qui lui coûte les yeux de la tête. » La doctaur vit mêma cette maltresse. En réelité, c'était tout simplement la fille de M. Pech qui tenait le rôle. Le docteur Bailly fut aux cent coups. Le voilà qui, comme le voulait le plan prévu, s'émeut, se fait le conseiller du vieux monsieur, lui explique qu'il ne doit pas se laisser plumer comme ça par una brunetta d'opéretta.

Dès lors, fui et les autres ne se quittent plus, se rencontrent à déleurer dans tous les bons restaurants du seizième arrondissement, font cami-ami », se tutolent à qui mieux mieux et échafaudent de jour en jour des plans où il est question de sociétés et de parts sociales fructueuses à se répartir.

Des semaines passent. Un jour, à l'heure de l'armagnac, Pech-Valenbois, en veine de confidences, se met à reconter se vie su bon docteur, une vie imaginaire évidemment. Il avait un frère en Thallande qui venait da mourir. Se bella-sœur, des cantines étaient en route vers la France, contenant des

déjeuner suivant, le contenu des cantines se précisait : das ivolres, des jades, des pierres précieuses, des diamants.

M. Bailly est alléché, mais aussi intrigué. Comment cas objets ont-ifs pu entrer en France sans difficulté? On la rassure : la belle-sœur avait des relations dans la douane. Soit. En fait, la doctour Ballly ne verra jamais les cantines, ni leur contanu. Mais, qualques jours plus tard, les autres lui apprennent qu'il ne s'agit plus d'objets d'art, mais de sacheta d'une certaine poudre. De la poudre, mais encore? Le docteur est curieux. On va satisfaire sa curiosité. L'un des escroca jouera même à l'expert. Il vient à un rendezvous fixé chez M. Banos. Là, on se retrouve dans la salla de bains. La prétendu expert fait le dégoûté : « Je ne m'accupe plus de dette saloperie de drogue, mais je veux bien encore vous rendre service. > Dans la salle de bains, il rend sa sentence : e Belle marchandise, procleme-t-il doctement; c'est un vrai pectole. s

Pech-Valenboia, lui, se retire, affectant de ne pes vouloir se měler à une opération eussi suspecte. Il jette même, pour montrer son dépoût, un sachet. qui en réalité ne contient rien d'autre que du bicarbonate de soude, dans les WC et tire la chassa. & Matheuresc. se serait exclamá le docteur Bailly, tuviens de perdre 5 millions (» e Pas du tout, dit aujourd'hui le docteur. Ils cherchent tous à me perdro. Moi, je m'intéressais seulement aux objets d'art dont on m'avait parlé. »

tout cas, la

23 mars 1983 - on le chambrait depuis le mois de janvier - il ira retirer à sa banque 2 800 000 F en espèces, les laissera dans un sac, tandis que les autres, dans un autre sac. mettront la prétendue drogue. Les deux sacs se retrouvent dans le coffre d'une voiture et on s'en va fêter au champagne cette heureuse conclusion. A la phe : la voiture a été voiés. Adieu sacs, billets et sechets. Mais cela ausei fait pertie du scénario. C'est un complice des escroce qui a simulé ce vol dans la seul but de soutirer au docteur Bailty encore quelque monnaie, au motif que les Américalna fantômes, qui attendaient la drogue, venus à Paris spécialement dans des Jets personnels, demandaient à être indemnisés, fauta de quoi ils se montreralent très méchants.

Ainsi fut a plumé » le docteur Bailly. Ainsi, de surcroft, devaitil se retrouver inculpé et détenu. A l'audience, il n'a pas convaincu de sa bonna foi et son défenseur, Mª Jacques Chanson, n'a pas davantage pu faire admettre la thèse du délit impossible puisque, disait-il, de drogue il n'y en eut jamais que dans les imaginations.

Il a été condamné à trois ans da orison et un million da francs d'amende. En comperaison, les escrocs, eux, qui pourtant ont confessé qu'ils tirèrent da l'opération au muina 400 000 francs chacun, ont connu un sort moins rigoureux: trois ans au vieux M. Pech, sp spusma sun sava 400 000 francs; trois ans aussi, maie dont deux evec sursis, pour MM. Bance et La-

JEAN-MARC THEOLIEVRE.

Six détenus s'évadent

de la maison d'arrêt de Montauban

Six détenus de la maison d'arrêt de Montanban (Tarn-et-Garonne). se sont enfuis, pendant le muir du jeudi 7 au vendredi 8 février (nos dernières éditions). Deux d'entre eux, Christian Pujol, trente-cinq aus, inculpé de meurtre et de proxénétisme, et Abdelkader Amar, trentedeux ans, inculpé d'association de

and the first of t

malfaiteurs et de vol à main armée. passent pour particulièrement dangereux. Les circonstances de cette évasion groupée restent à définir. Selon notre correspondant à Montauban, le nombre de gardiens présents cette unit-là était insuffisant : ils n'étaient que deux, semble-t-il, pour surveiller cent-vingt détenus

LE VOYAGE DU PAPE EN AMÉRIQUE LATINE

La voie étroite de Jean-Paul II

De notre correspondant

Cité du Vatican. - « La mission évangélique est avant tout d'ordre spirituel, mais l'Eglise ne doit pas pour autant oublier l'homme concret. - Cette affirmation de Jean-Paul II face à la foule de Villa-El-Salvador, le plus grand bidonville de Lima, résume le message qu'il s'est efforcé d'adresser au continent latino-américain, à l'occasion de son dernier voyage dans cette partie du

En raison d'injustices sociales criantes et d'une parvreté que Jean-Paul II a qualifiées d'« insupporta-bles», l'Eglise latino américame est impliquée dans l'action sociale et elle est conduite à être une « Eglise des droits de l'homme », si alle veut être fidèle à son -option préférentielle en faveur des pauvres ».

· L'Amérique latine, où vivent trois cents millions de catholiques, est une région test pour l'Eglise. Non seulement l'homme, comme l'a défini Jean-Paul II, est l'une des figures de l'a homme souffrant. mais les populations affrontent des problèmes et des transformations sociales qui interpellent l'Eglise.

«Ce qui m'a frappé, déclarait peu avant son retour à Rome Jean-Paul II aux journalistes qui l'avaient accompagné, c'est l'énergie, la force, l'absence de passivité des populations auxquelles fai rendu visite. Mais il faut leur donner une orientation. > Cette orientation, quelle est-elle ?

Une nouveile évangélisation

Dans la plupart des quarante-cinq discours qu'il a prononcés, Jean-Paul II a, sans relâche, appelé ce qu'il nomme une « nouvelle évangé-lisation». Il a, certes, mis en garde avec fermeté contre les risques de déviation doctrinale et les «contaminations marxistes - que représente à ses yeux la théologie de la libération. Man il s'est efforcé aussi - et c'est là l'aspect le plus positif de son voyage - de mettre l'accent sur l'action de promotion sociale que doit mener l'Eglise aux côtés des plus défavorisés.

Il s'agit d'éviter le «spiritualisme de séculariser la vie religieuse», a déclaré Jean-Paul II à Lima. Tout l'effort du pape au cours de ce voyage a consisté à harmoniser, à recentrer l'action de l'Eglise, Si cello-ci est entraînée dans un engagement social qui risque de dévier d'un point de vue doctrinal, elle peut aussi s'enfermer dans un prodent nentralisme, le «spiritualisme désincarné » proné par le vigoureux courant traditionalists.

Jean-Paul II a, à plusiaurs reprises, réclamé une libération totale de l'homme : c'est-à-dire non seulement de l'homme engagé dans

UN ESSAI THÉRAPEUTIQUE **ENCOURAGEANT POUR BLOQUER LE SIDA**

Le virus responsable du SIDA a

pu être bloqué dans son développe-ment par une substance, nommé pour l'instant HPA 23. Une équipe française publiera prochainement les premiers résultats de son

Il ne s'anit certes que de quatre malades chez lesquels la présence du virus evait été détectée. Mais la nature même du HPA 23 incite à la continuation de ces essais thérapeuriques. Cette substance est un ion métallique condensé connu dépuis 1972 à l'Institut Pasteur où il fut découvert et synthétisé, et qui e pour effet de bloquer un enzyme, la transcriptase inverse, sans laquelle les rétro-virus – comme le LAV impliqué dans le SIDA - ne penvent pas se reproduire. Présentés par une équipe compor-

tant les docteurs D. Dormont, B. Spire, L. Montagnier, F. Barré-Sinoussi et J.-C. Chermann (Institut Pasteur), W. Rozenbeum et M. Gentilini (la Pitié-Salpētrière) et E. Vilmer et C. Griscelli (Necker), les bilans climques de ce produit sont encourageants et quinze autres malades feront l'objet d'essais de même ordre. Mais il n'est pas encore acquis que l'ensemble des virus infectant l'organisme aient été atteints, ni que les troubles immunologiques caractérisant la maladie it complètement freinés.

créé à l'image de Dieu. La première libération constitue, certes, un élément de l'eimmense dignité de l'homme, mais il convient d'éviter de réduire celle-ci à cette seule dimension temporelle : «Le Christ veut la dignité de l'homme et de tout en l'homme» (discours aux évêques du Venezuels)

La panvreté n'est donc pas seulement matérielle : elle ne relève pas de « catégories socio-politiques abstraites. Elle est a non exclusive. Choisir d'être du côté du pauvre ne signifie donc pas rejeter les riches, n'implique pas la «lutte des classes» (discours à Piura, au

La «nouvelle évangélisation» que prêche Jean-Paul II a plusieurs facettes. Il a d'abord insisté sur la responsabilité de chacun, exhortant les prêtres à ne pas renoncer à leur identité et à leur mission évangélique, et appelant les laïcs à commencer par les gouvernants et les possédants, à promouvoir la justice

Jean-Paul II n'a pas prêché que la « foi libératrice ». Toutes propor-tions gardées, étant donnée la diversité des situations, l'Église latinoaméricaina, comme calle da Pologne, des Philippines on da Corée du Sud, transmet un message de droit et de justice qui dépasse la communauté des fidèles. Ces Églises sont de facto une « force sociale ».

L'Église, a déclaré Jean-Paul II, a choisi la voie des réformes sociales efficaces qui relèvent de son enseignement social, car toute situation injuste doit être dénoncée et corrigée » (discours anx habitants de la Villa El Salvador). Pour remplir cette mission, en soulignant à la fois les déviations trop conservatrices > et trop < progressistes ., Jean-Paul II a cherché avant tout à réunifier l'Église, en particulier an Péron, sur une ligne moyenne », qui associe le message évangélique et l'action sociale.

Ne pas rester immobile

Certes, le chemin qu'il préconise peut paraître étroit : d'un côté, le Vatican condamne la théologie de la libération, lorsqu'il croit y discerner pent a divinis les prêtres qui sont membres du gouvernement du Nicaragua; mais, de l'autre, il appelle l'Eglise à avoir une action en faveur

Pour le pape, cette voie n'est pas sculement un compromis de nature doctrinale, explique-t-on dans son entourage; seule une Eglise unic peut être une force capable de faire entendre son message. Se désunion l'affaiblit et la dessert. Rappelant, en particulier, dans son discours au clergé du Pérou, la fonction des évêques, qui sont détenteurs de la vérité et du dogme, le pape a, certes,

condamné les tentatives d'interpré tation des textes qui ont cours, par exemple, dans certaines communantés de base et conduisent parfois à une coupure avec la hiérar Mais il a sussi exhorté cette hiérar chie à ne pas rester immobile. Au

les évêques, traditionnellement ms, à ne pas se préoccu per sculement d'entretanir de bonnes relations avec le gouverne-Jean-Paul II a aussi dénoncé

l'exploitation et la marginalisation des Indiens, le vol de leurs terres. Il a réciamé la poursuite de la réforme agraire (en Equateur notamment), et il a critiqué les déséquilibres provoqués par une industrialisation sauvage lorsqu'il a visité les bidonvilles de Gnayaquil (Equateur) et de Lima. A Ayacuche (Pérou), yille meurtrie per le terrorisme du Sentier lumineux, Jean-Paul II a affirmé que la violence est, certes, suscitée par des idéologies qui proclament « la haine comme me de l'histoire », mais ceux qui réduisent l'homme « à une dimension mique contraire à sa dignité : en sont également responsables.

Un certain nombre de prêtres que nous avons rencontrés dans les trois principanx pays auxquels ic pape a rendu visite out jugé de mamère positive ses propos, même s'ils comportaient à leurs yeux des conces sions an pouvoir en place et des lacunes, sans parler d'incidents regrettables: à Lima, le discours d'accueil des jeunes adressé au pape a été remplacé au dernier moment par un autre texte beancoup plus

Les messages de Jean-Paul II ont cependant une portée limitée. Es raison d'abord des réalités : la misère, l'exploitation, atteignant, an Péron en particulier, une amplent dramatique. La générosité des propos du pape ne suffit pas à modifier les rapports de force. Seconde limite: Jean-Paul II condamne toute interprétation « socio-politique » des situations par le clergé. Sans doute le pape s'est-il abatem dans ses discours, en particulier au Pérou, d'une référence à ce marxisme quelque peu caricatural décrit dans un document de la Congrégation pour la doctrine de la foi sur la théologie de la libération.

Il reste que pour pouvoir agir efficacement et appliquer pleinement la doctrine sociale de l'Eglise telle que la recommande Jean-Paul II, il convient aussi d'analyser les causes de la pauvreté et de l'exploitation. - Appliquer l'Evangile sur Terre? Nous sommes évidenment disponibles : la religion peut être une fête. comme le montre la venue du pape. Encore faut-il rester avec le peuple, savoir ce qu'il attend . disait un prêtre d'Iquitos, au cœur de la forêt amazonieme.

PHILIPPE PONS.

Un satellite politique

(Suite de la première page.)

Or le tarif d'utilisation de ses circuits ne sera pas plus élevé que celui pratiqué actuellement par l'organistaion internationale de télécommunications spatiales Intelsat auquel les Etats arabes ont libre accès. En outre, la plupart d'entre eux ont recours aux câbles sous-marins, qui répondent large-ment à leurs besoins. Arabsat ne constituera donc qu'un véhicule d'appoint dont l'utilité n'est pas évidente, d'autant que le trafic téléphonique ou de télex entre les pays . frères - est insignifiant. Il représentent moins de 10 % du vohume de leurs télécommunications avec les pays étangers. Et encore la majeure partie de leurs échanges s'effectue avec l'Egypte qui refusera d'utiliser Arabsat aussi longtemps qu'elle ne sera pas réintégrée au sein de la Ligue

Rassembler les « Days frères »

Confrontés à ces réalités, les ministres arabes qui assistaient au lancement d'Ariane-3 ne ment pas en privé que l'utilité économique d'Arabeat est limitée, du moins à terme. Mais ils font valoir l'intérêt

politique de l'entreprise, la première l'envergure menéee collectivement à son terme depuis la fondation de la Ligne, il y a quarante ans. Ils soutiennent que les huit mille circuits de téléphone et les quatre canaux de télévision, dont un « communau-taire », que comporte le satellite auront comme effet, tôt ou tard, de rapprocher les pays « frères » et de les inciter à développer leur coopéra-tion dans tous les domaines, en particulier économique et commercial

Réalistes, les utilisateurs du nouveau satellite éviteront d'aborder les questions politiques dans les pro-grammes télévisés. « communautaires ». L'Organisation de la Ligue arabe chargée de l'éducation, de la culture et des sciences (ALESCO) a déjà mis en chantier plusieurs films didactiques consacrés notamment à l'alphabétisation et à la formation professionnelle, ainsi qu'à d'autres thèmes touchant à l'histoire, à la musique, aux beaux-arts, qui viendront s'ajouter aux spectacles de divertissement

Tout indique des lors qu'Arabeat répond essentiellament à deux préoccupations politiques : fevoriser le rassemblement des pays éfrères », d'une part, et remforcer d'autre part, leur coopération avec l'Europe, en particulier avec la

ERIC ROULEAU

satro vingt dividene an De la part de M Roger Creyssel, M et M Paul Drevet, M. et M= Pierre Creynel, laurs enfants et petits-enfants

La ofremonie religieuse sera ofiferée le handi 11 février, à 9 h 30, en la basi-lique Saint-Martin d'Ainay, 4 hiz. rue Jareate, à Lyon-2.

Son éponse,
Ses enfants et petits-enfants,
Toute sa famille,
out la doulour de faire part du décès de

M. Camille DEMANGEAT, schiographe, chevalier de la Légion d'honnes et de l'ordre national du Mérite

survena à Paria, le 7 février 1985, dans sa quatro-vingitieme année. Les obséqués aurosit fleu le march 12 février, à 8 h 30, en Péglise Saint-Vinceus-de-Paul, à Paris-10.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M. André Laure, M. Jean-Pierre Laure,

M. et M. François Maignon, M. et M. Patrick Chabrier, M. et Mª Pierre-Edouard Frèreieus de Chevarno Chavagnoux, Hélène, Christian, Marie-Pierre et

Georges et Luc Maignon, Stephania, Claire et Ghislain Chabriet, Aymeric, Adrien et Alexis Frèrejean

ont la douleur de faire part du décès de

Mª Maria Iraza

M. Pierre LAURE, impectour général honoraire des finances, mandeur de la Légion d'honne croix de guerre 1914-1918, officier du Mérite maritime,

survenu le 8 février 1985, dans sa

La coremonie religieuse aura lieu le lundi 11 février, à 10 h 30, en l'église Saint-Pieure de Chaillot, à Paris-16.

12, rue Beffroy, 92200 Neurlly. 52, rue de Garches, 92420 Vaucresso 129, boulevard du Général-Koenig, 92200 Neuilly.

 M= André Valette, m belle-fille, M. et M. Georges Souques. M. et M= Marc Valette et leurs enfants, Le docteur et Mas François Job

et leurs enfants.
M. Michel Souques,
M. Isabelle Souques,
Ses petits-enfants et arrière-petits-Et toute la famille

Me Roger VALETTE, née Lucie Fougess,

ont le regret de faire part du décès de

rappelée à Dies, dans sa quatrevingt-cinquième année, à Montgeron (Essonne), le 6 février 1985. Les obsèques auront lieu le mercredi 13 février, à 14 h 30, en la cathédrale de Tulie (Corrèze)

Coux qui l'ont comme, simée et appréciper à une messe pour le repos de son âme, qui sera célébrée le lundi 11 février, à 17 heures, en la chapelle Notre-Dame du Lys, 7, rue Blomet, à Paris 15, sa paroisse.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Messes anniversaires

- Pour l'anniversaire de la mort de Mª Louis FRIDERICH.

une messe est célébrée, le 10 février 1985, en l'église de Cély-en-Bière (77).



Page 12 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••

ne chance ur le cinér · feilite de Cinnes. Pa Sent file ----

Control of the Control San San San Streeting Tenan in Wim We 12 C .- C. SITTER Produce de lim la distribution destribution THE PERSON NAMED IN COLUMN TWO or Paris sa corp. or land. Con to budge of Females Can Survey THE PROPERTY OF SHIPE Financia a die tourn 15.2 T.315 2 7 2 7 300 7500 THE SERVICE RELIGIONS Stranger Than Park e mitterie .Lealeriem \$ 15 am Co 2 0340 mg de 50 77 **22 00/1980**

is see gon

THE THE PARTY.

er trede to be toffween The section Case at recompense sand and en un succes publie. or or to debouche The Real of Congression de ent la tent Case la to form to Komerdan per imple - Hobert Bak. per it to a ces prende on an incoment poer THE IS THE CALL LANGE OF misus on them that posts citt i dan Juleure per min matte feitere, de et mer er rementer leur trafatter, vitte i tita active des mit attroduction die de les

the the course of Hubbert LESS HALL IN JUNE 1986 and the state of the distance mess and the rating to the profit que el a estapper au ginette. ince in e. Leet de la e mantement - Lat. 1911 🚧 Bur the 2 are grand Fire a low is warring increase with There is decised to the same at the a minere ine intent ich are the and the second the team of the contract of the

of Brightness and the second Alle a felie er eine totte The treatment of the Section of 710 em 72 940. to his book with Paris. th Smith Stickers The Selector

The first transfer of the same

Sulv F. - 21 Coppin

20129 Co. 17112 ... 2 4 54

An an in gerine de ginerate.

LIEAN-ETIENNE CO l Am-Eserte Cohen-Seet. Est des editions Berne and en directeur

ten de lector du groupe Come va cess -- 13 in les eations ENTLEY, LOS DESCRICTOR SE SARL ESTIGNS Semilery set announce is innerent to contiere. M. M. Cohen-Seat. um aux termes duquel er se aummento son ON RESERVED TO THE SET פייייים פיייים

ishen-Sea: Stehus ens en deviens to Concrete Seneral. the responsation de A Have I's Alass Sance a G 5 de due new ing or se sees done du AND WHELSTON

There were a letters

11 THE 128 K SE AS SEC. ST.

le doubeur de faire part du déce

Cat avis tient lieu de laire-pan. - M- Georgin M. gang. M. et Ma And Links M. Jean-Pierre Laker

M. ca Mer Francisco Margara. M. et Me Patr de la lang. M et M= Premo-Laura France Chavagneus, Helene, Christian, Mars-Fien : Laure. es patin-enfacts.

Georges at Last A. prin. Stephaner, C. .: :: Gidla Ten Dever. Mymeric, Admir it Visu films in Charagerer. ME SETTLE PETE CT. . TL.

Ma Maria litter me la douleur de Les part factes ML Pierro LAURE

important of the Lighter 1,176 managedes: it - light firm court do part to the life cofficient all hier to married serveny le 3 trees . Hit, unt

Marchanister : The said 1 0000 CONT 2 15 5 145 147 ET 11 rue Ben ... *Z200

Z. rue Co f #2420 Va. 129, books are to Carmolonia \$2.20 Near L. Mer Amire Valente.

Me belle fills. Charge States. and bosus-M. at Ma Mari Vacto as leget callain. Le doctor of Mo Francis M. Jetter's Children M. Misas Saure Me habe es See peute-children et antique market Mile. The popular la familia.

out le regret de luce par de les M- Roger & ALETTE ner Lunt Frages supposes a Description of the suppose of the suppos

13 Stories, & 14 5 to, en 2 miles. Cres Qui Vert Steine appropriate participation of the participation of t Pene 15, sa parasa Can aven Light _ 2 2 de la legal

Messes anniverse - Proce l'arme, and re de la mes Me Louis FRIDERICE 1985, on Property of Consensation

Ce Mon

LE FESTIVAL DE ROTTERDAM

Une chance pour le cinéma indépendant

dernier, a consacré deux films particulièrement importants pour l'avenir d'un cinéma qui ne s'inscrit pas dans les canaux traditionnels: Paris Texas, de Wim Wenders, palme d'nr. et Stranger Than Paradise, de Jim Jarmusch, caméra d'or (distinction afficielle réservée à une première œuvre). Dans sa conception, dans son exécution, par son badget, Paris Texas relève des normes européennes. Il est presque entièrement en anglais, il a été tourné au Texax, mais il n'a plus rien à voir avec le schéma hollywoodien elassique. Stranger Than Paradise représente idéalement le style et l'esprit de la côte est des Etats-Unis. Ses protagoaistes sont des marginaux, des gens ordinaires marginaux.

Deux hirondelles ne suffisent pas à faire le printemps. Cette double récompense, sanctionnée par un réel succès public, n'assure en rien des débouchés plus faciles pour les épigones de Wenders et Jarmusch. C'est le rôle du Festival de Rotterdam, selon son directeur Hubert Bals, de prendre le relais des grands festivals, non seulement pour montrer de tels films au cours de la manifestation, mais aussi pour permettre à leurs anteurs, producteurs et distributeurs, de se rencontrer, de présenter leur travail achevé, voire d'ébaucher des projets de coproduction ou de les meuer à terme s'ils sout déjà

. Mon rève, nous dit Hubert Bals, est de réunir les gens qui partagent ces objectifs, d'établir entre eux une coordination permanente et d'échapper au ghetto des petites salles. Bref, de les aider concrètement. La ville de Rotterdam reve d'un grand Festival. Nous voudrions rester un grand festival des petits films. -

Le marché se tient au deuxième étage du Hilton local. dans un décor et un climat qui sont l'antithèse ebsolue de ce que le terme de marché implique d'ardinaire. Femilier, depuis vingt-cinq ans qu'il travaille à sa diffusion, de ce genre de cinéma, Hubert Bals connaît personnellement tout le petit monde, très actif, très professionnel, souvent porté par l'enthousiasme, qui, tant à New-York, qu'à Paris, Londres, Berlin, Stockholm, voire

créateur des éditions . . .

Hachette, va désormais

avec M. Cohen-Séat, un

accord aux termes duquel

l'entreprise augmente son

L'actuel responsable de

Calmann-Lévy, M. Alain

en gardant le maximum d'autonomie.

Oulman, exercera les

société anonyme.

M. Cohen-Séat,

diriger les éditions

Le Festivel de Cannes, l'an Lisbonne, s'intéresse aux indépendants. Parallèlement à cette exposition artistico-commerciale, Hubert Bals espère créer, dans un avenir très proche, un marebé similaire à New-York. Le site est déjà choisi, les conditions d'orgamisation définies. Le but : faire connaître, en Amérique, le travail accompli en Europe, rassembler les meilleures œuvres, les meilleurs auteurs.

> Warrington Hudlin, cinéaste noir découvert à Nantes il y a cinq ans, au moment de la naissance du Festival des trois contiaents, préside, aujourd'hui, à la Black Filmmaker Foundation (Fondation du cinéaste unir). Dans une brochure distribuée à Rotterdam, Warrington Hudlin explique que les cinéastes noirs américains peuvent de moins en mains compter sur l'aide de l'État pour poursuivre leur travail. La diffusion internationale, l'aide de l'Europe, en particulier, sont désormais capitales.

Le cas du cinéma uoir américain prend d'autant plus de relief que cet appel nous parvient de la patrie du cinéma hollywodien, qui occupe presque tous les écrans du monde, Meis le contexte n'est pas moins dramatique pour d'autres cinématographies, et d'abord l'anglaise, dont nous avons déjà longuement parlé au moment de Cames. Mamoun Hassan, l'ancien directeur de la National Film Development Corporation, présent à Rotterdam, rappelait qu'un film anglais aujourd'hai, avec la crise qui sévit de l'autre côté de la Manche et la chute brutale de fréquentation, ne peut s'amortir à 75 % que sur le marché américain, à moins d'une intervention des pouvoirs publics.

Or le gouvernement conservateur agit en sens exactement contraire, supprime la loi d'aide et prétend ne s'eppuyer, selon trice, que sur les forces du marché. La liberté du marché est un leurre, rappelle Mamoun Hassan.

Rendez-vous dans un an pour savoir si Hubert Bals ne fait que rêver ou si, au contraire, d'autres films auront droit de cité sur nos

LOUIS MARCORELLES.

CHANSONS DE DRAME ET DE CHARME

Michel Sardou imperturbable

.Un veste public fredonne depuis quinze ans les chansons de Michel Sardou. Elles ne sont pas saulement directes et efficaces, elles racontent une histoire, elles évoquent les gens ordinaires, aivec leur propre singularité, leur propre complexité, leurs élans inachevés.

Les mots de Sardau sont empruntés à la rue, s'articulent constamment autour du «je», épousent la sansibilité d'un auditoire sur des themes quotidiens (les villes de solitude, les bals, le service militaire, l'accident), sur des parsanneges (une vieille femme dans ses gestes de tous les jours, le mère, l'enfant, les vieux mariés), sur des sentiments (l'amour, bien sûr, mais aussi la fuite du temps, les rêves d'ado-lescent et le Far-West disparu):

Les mélodies de facture traditionnelle, sont faciles à retenir. orchestrées en forme de coup de poing ou de bouffées de chalaur, evec le sens de la dramatication. la souci de mettre, comme on dit, le «paquet» : autrefois avec force violona et cuivres, aujourd'hui evec une légion de synthétiseurs. La voix plaine, nette, claque audessus des sons, jouant avec la vialence et le tendresse, les déchirures et l'ironie.

Les succès de Michel Sardou sont innombrables et, jusqu'à une date récente, ponctuaient une ennée : les Ricains, les Bals populaires, Et maurir da pisisir,

J'hebita en France, Maledie d'amour, le France, Je vous ai bien au, le Temps des colonies, En chantant, la Java de Broadway, les Lacs du Connemara, Via-

Demier représentant d'une famille qui a vécu depuis un siècle et demi dans le spectacle, dans les revues ou le tour de chant (la grand-mère jouait les opérettes avec Raimu et Maurice Chevalier, le père était un des acteurs fétiches de Marcal Pagnol], le chanteur s hérité de ses parents le fameux instinct de ceux qui sentent spontsnément le grand public. If synchronise ses propres vibrations avec celles du spectatsur, davancs ses réactions. quitte à se contredire d'une chanson à l'autre, à changer de masque et, incidemment, à brouiller ainsi les certes. Sans pourtant truquer ni tricher.

A l'eporoche de la guarantaine Michel Sardou a gommé un goût. proponcé de la bravada, vieil héritage d'une adolescence pas toujaurs sage et individuelisme cultivé avec soin. S'inspirant de l'actualité, la provocation a longtemps été pratiquée avec une énorme vitalité et une sensibilité d'snarchiste foncièrement de droite. Sardou a ainsi osé ce que personne d'autre n'eureit osé faire, par exemple chanter les Ricains à l'époque de le guerre du Vietnam et au moment où is

basee emériceines. D'eutres chansons ont carrément gêné tout le monde (le France). Certaines, poussées à l'excès, ont débordé un pau trop un certain jeu et ant suscité des résetians démesurées, comme la création, au milieu des années 60, de comités anti-Sardou.

La souverir de cette époque conduit aujaurd'hui certains à annexer des chansons récentes (les Deux Ecoles) où le chanteur n'entre pas vraiment dans la querelie. Ou à vouloir décrypter des rengaines sens sous-entendu ni ambiguité (la Débandade).

Imperturbable, Michal Sardou poursuit tranquillement, presque discrètement, une aventure de chanteur populaire en publiant chaque année un album et en se ntant tous les deux ans au Palais des congrès.

A contre-courant de la mode actuelle qui veut qu'un tour de chant soit illustré per l'image et des séquences de comédies musicales, Sardou se produit sans fioritures. Avec trois synthétiseurs. trois guitares, une batterie, une ssion. Avec des chansons confectionnées par des sitisans chevronnés : Jacques Revaux, Jean-Pierre Bourtayre, Pierre

CLAUDE FLÉOUTER.

* Palais des congrès, 21 heures.

MARIEF GUITTIER JOUE «MAX GERICKE»

Travail de femme

dre s'ouvre sur un escalier. En descend un bonhomme disgracié. Ua Poil de carotte sans âge, pro-gnathe qui dévide d'une voix aigre le roman de son existence drama-tique et dérisoire. Ce personnage an bord du cauchemar est pourtant réel de façon terrible, comme une créature de Franken- stein, effrayant et ridicule, fabrique de bric et de broc, à qui manque l'essentiel, la conscience du moi.

Marief Guittler, méconnaissable, plus attachante, plus impressionnante que jamais, jone au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis dans la Petite Salle, Max adaptée par Michel Bataillon, mise en scène par Michel Ras-

Max Gericke est le nom d'un grutier, quelqu'un qui manipule les grues sur les chantiers. Il vivait en Allemagne dans les amées 30, amées dures pour les femmes, qui u'avaient pas beau-coup de droits civiques. La pièce est tirée d'un fait divers qui a également inspiré Brecht : c'est l'aventure d'une veuve qui a pris actrice. Lore Brunel l'a joué en alle-

mand l'an dernier au Petit Odéon. C'est d'ailleurs en voyant une photo d'elle, clowa pitoyable, que Mariel Guittier a reçu le choc. Elle ne craint pas les déplacements radicaux de personnages. Elle appartient à La Salamandre, depuis les débuts de la troupe au Havre : elle a pu être Agrippine dans Britannicus, Natacha la gamine malade des Bas-Fonds. une harpie irrésistible dans le Saperleau, une reine triviale dans Cacodémon..

Marief Guittier a le sens du concret, cette faculté de saisir la vérité matérielle des choses les plus vagues, les plus fuyantes, ce don qui lui permet de laisser aller ses passions sans se laisser eveugler. Elle est comédienne comme d'autres sont grands, cela fait partie d'elle. Comédienne intrépide et traqueuse : « Quand j'aborde un rôle, j'ai peur. C'est le trou noir, je ne sais plus rien. Je me

Une chambre austère en désor-re s'ouvre sur un escalier. En gagne-pain. Voilà pourquoi le rôle plat pas, et le vide commence à escend un bonhomme disgracié. de Max Gerieke est écrit pour une se peupler. On peut construire se peupler. On peut construire l'écorce, c'est-à-dire l'apparence, et la faire vivre. On ne fait pas de sociologie, mais on a besoin de modèle. Les grandes dents de Max Gericke, par exemple, c'est un type que j'ai vu un jour sur le quai. On ne fait pas de psychologie non plus. Les contraintes du temps (on a répété en quatre semaines) m'ont évité de cher-

cher de ce côté-là. » La misc en scène allemande de Max Gericke, rappelle Marief Guittier, appuyait sur le côté sordide déglingué. En Belgique, ou donné au contraire un côté « clean » qui rend le personnage pathétique. » Ce personnage, elle le voit

comme un lâche, « pour tout dire, un planqué ». « Je le vois comme une semme hystérique. Pas une agitée, mais quelqu'un qui a besoin d'un public pour se raconter, pour courir après son image, qu'il a perdue. Elle parle trop, elle ment, elle affabule. A aucun moment elle ne se prend pour un homme. Elle singe les comportements masculins et, après toutes ces années de singeries, elle ne sait plus qui elle est. En tant que semme, en tant qu'homme, elle est irrecevable.

» Le travail a été dur pendant les répétitlans. Quand je me voyais devant la glace, je me sentals bizarre. Maintenant, j'en sors vite, mais pas indemne. Ça laisse des traces. Sans doute je peux régler mes comptes avec mes ambiguités, mes problèmes d'identité personnels. A travers la manière dont l'auteur règle ses problèmes d'Allemand venu de l'Est, moi, comédienne française,

ie me retrouve. » Propos recueillis par COLETTE GODARD. ★ Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, 20 h 30.

Le prix de danse pour un Américain de seize ans

Culture

Quatre-vingt-sept danseurs représentant quinze pays participaient aa Prix de Lausanne qui, exceptionnelent, vient de se dérouler à la Brooklyn Academy de New-York. Après les éliminatoires les 19 et 20 janvier, quinze demi-finalistes européens se sont envolés pour les Etats-Unis avec le jury et une centaine de supporters.

En treize ans d'existence, le Prix de Lausanne s su se démarquer des autres concours de danse. Réservé à des candidats de quinze à dix-buit ans, il refuse le spectaculaire, le cirque, et s'ea tient résolument à sa vocation d'aide aux jeunes danseurs, à qui il propose des bourses dans les grandes écoles. Il a favorisé de nombreux talents, par exemple Stéphane Prince et Frédérie Olivieri, aajourd'hui à l'Opéra de Paris.

Philippe Braunschweig, industriel à la Chaux-de-Fonds, président et fondateur de la manifestation, y consacre toute son activité extraprofessionnelle. D'où lui est venu ce goût exclusif de la danse ? Peut-être de son père, un anticonformiste qui dans les années 30, a vécu plusieurs mois à Marseille comme danseur de ango en amendant un bateau pour l'Amérique...

Étudiant, Philippe Braunschweig décide de pratiquer la danse comme il ferait du sport ; il travaille svec Mª Sedova, puis chez Boris Knia-seff à Genève; il découvre la condition précaire des danseurs, s'indigne contre les mauvais professeurs « qui esquintent les gosses », et décide, sur une suggestion de Maurice Béjart, d'aider les jeunes à acquérir ane bonne formation. La Royal Ballet School de Londres, Mudra, le centre chorégraphique de Cannes, sont les premiers à accepter les lau-réats; l'Opéra de Paris suit; d'entres encore; les sponsors se manifestent, En 1980, un film de Maximilien Roussin, la Course à la gloire, consacre le Prix de Lauzanne

Décidé à relancer la compétition sur le plan international, M. Braunschweig intéresse à son projet M. Harry Lichtenstein, prési-deat de la Brooklyn Aeademy. Celui-ci accepte d'accueillir le Prix de Lauzanne en onverture de son Festival de danse New Traditions et de participer pour moitié au finance-ment. Coût : 90000 dollars; un risque à prendre, mais certainement une bonne opération publicitaire pour le BAM. La presse uew-yorkaise a largement fait écho aux éprenves réunissant les candidats et surtout à la finale où un Américain de seize ans, Edouard Stierle d'une vitalité irrésistible - a rafflé la Médaille d'or et le Prix spécial de la Fondation Astral.

Aucun Français n'est resté en course pour la finale, mais on repar-lera sûrement de Sue Jing Kang, délicate Sud-Coréenne entraînée à Monte-Carlo et du Suisse Xavier Ferla; précis et musical, élève ehez Neumeier. Et de plus en plus dans les concours, il faudra compter avec les Chinois, qui commeuceat à menacer l'hégémonie japonaise.

MARCELLE MICHEL

M. JEAN-ÉTIENNE COHEN-SÉAT NOUVEAU DIRIGEANT DES ÉDITIONS CALMANN-LÉVY

« Il ira loin... »

M. Jean-Etienne Cohen-Séat. Mazarine, ancien directeur adjoint de l'édition du groupe Calmann-Lévy. Les associés de la SARL Editions Calmann-Lévy ont annoncé qu'ils venaient de conclure. capital et se transforme en apportase sa perticipation financière et a assoira dans le fauteuil de PDG qui, pour la pramière fois, ne viendra pes de le famille Calmann-Lévy. trente-huit ans, en devient le president-directeur général. La cernière éditionale de Jean-Etienne Cohen-Seat e été rapide. En

fonctions de directeur général et de président du comité littéraire. R y a quelques années, les éditeurs disaient de ce jeune homme : «Il ira loin.» Mais quand il devint le numéro deux de l'édition du groupe Hachette, adjoint direct de Jean-Claude Lattes, les mêmes soufflaient : «Il n'y a pas assez de place pour deux » L'ennée dernière, Jean-Etienne Cohen-Séat s ouitté le groupe. A la suite d'eune doute, des « droits annexes ». divergence quesi philosophique, dit-il, sur la vocation des différentes structures éditoriales». En clair, les maisons du groupe seront plus créatives

selon la rumour qui circulait sur la rive geuche où siègent la plupart des mai-sons d'édition, il était pressent per les plus grands de la profession. Ne parlait-on pas récemment de lui chez Robert Laffont? Le voici installé sur la rive droite; dans la vénérable et cent cinquantanaire maison de la rue. Auber, chez les descendants des éditeure Michel et Celmann-Lévy, enfants d'un colporteur juif alsacien, qui publièrent à leur enseigne les plus fabuleux écrivairs du dix-neuvième siècle. « Cela s'est fait très vite, dit-il, vercredi damier tout était réglé. 3 t a été «coopté» par une «réunion de famille». D'ici quelques mois, la SARL sera transformée en une SA. Il

Dequis son dépert de Hachetta.

1969, alars qu'il trevaille à le SOFRES, Pierre Nora en fait un lecteur chez Galimerd. Après son service militaire, il devient, en 1974, directeur du département Hachetteinterature; puis, en 1978, séduit par des hussards qui ont créé leur propre maison, il fonde les Editions Mazarine en association avec Hachette. Il indépendants. Son regard bleu est publie le Bon Plaisir, de Françoisa Giroud, des «polars» de Vautrin, les romans de Gérard. Montièlet. Tout malice. Ses propos sont « en situacela, adapté; fera des films et, sans

Tout en dirigeant Mazarine, Jean-Etienne Cohen-Séat redresse Marabout, la filiale beige de Hachette en difficulté: « C'est une de mes fiertés, entièrement autonome, y compris

emploi et Marabout s'est doté d'un centre de distribution ultramoderne. Après la prise de contrôle de Hachette per l'association Floiret-Legardere-Fripacchi, il revendre ses parts de Mazarine au groupe et deviendra l'edicint de Jean-Claude

Lattès. Aujourd'hui, Mazarine est dirigé per Claude Durand, PDG de Fayard, l'une des filiales de Hachette. De sa séparation du groupe, Jean-Etienne Cohen-Seat ne garde nuile amertume. On ne décroche pas facilement de l'édition. Au contraire, il e rois à profit ce laps de temps pour accumuler un «stock de manus-crits ». Impensable de l'imaginer se pliant à un échec. Il en e connu pour-tant, il l'avoue — pour faire plaisir sens doute : trois fois collé à Yoral de Normale-Sup, une fois à l'agrégation de philosophie. Il collectionne tout de même quelques peaux d'âne : licences de lettres, de philo, maîtrise, diplôme de Sciences-Po...

Ce parisien célibataire de trentehuit ans possède une singulière faculté d'adaptation. Son air de jeunesse est tempéré par le gris des cheveux. Son alture BC-BG est attènué per le port d'un pentalon de velours, signe, en principe, des esprits indépendants. Son regard bleu est

e Pour une fois, j'entre dans une maison où il n'y a pas d'urganca, dit-IL. Elle est saine financièrement et n'a pas d'endettement. Elle s su rester

dans sa distribution. Ce n'est pes l'un des moindres mérites de la familie Calmann Lévy d'avoir refusé des concessions à l'air du temps. »

Parmi le personnel, ne craint-on pes des suppressions d'emplois ? « il n'en est pes question », affirme-t-il Et il ne voit là qu'une s'inquiétude soulevée par l'arrivée d'un gestion-naire qui vient d'un grand groupe »,

Dans le bureau dont il e pris pos session avec l'aisance d'un habitué. il confie qu'il entend « greffer des pousses sur la tradition de la mai-son » qui possède des collections de haut de gamme en littérature fran-caise et étrangère, en sciences économiques, da bons essais et de solides ouvrages de sport. Puis, il essaie un cliché sur son interlocuteur « L'art de la greffe est un art diffi-

Mais il n'est pas sans afout dans la maison des grands fondateurs juifs. « Ma grand-mère matemelle était école de jeunes filles à Epernay, Mon grand-pere paternel, était grand rab-bin de Bordeeux. J'ai l'Impression qu'id ces deux traditions vont se

marier davantage. » Jean Etienne Cohen-Séat ne veut nen changer au programme éditorial de son prédécesseur Alain Oulmen. Il veut se donner le temps de « réfléchir aux programmes de l'avenir a, à un projet d'expension, « Pour une fois, répète t-à, savourant cette situation nouvelle, on me confie une maison où il n'y a pas d'urgence.: Vais je être compétent ? ».

Etrange angolsse.... BERNARD ALLIOT.

PALMARÈS

Médaille d'or : E. Stierle (USA) Bourses d'études : S. Eckoff (RFA), G. Vinckier (Belgique), S. J. Kang (Corée-du-Sud), B. Huys (Beigique).

Prix du haut niveau profession-nel : X. Ferla (Suisse), A. Van de Vyer (Belgique), E. Motta (Mexi-

Prix Johnson: L. Ying (Chine), Ph. Neal (USA), X. Gang (Chine).



Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES **NOUVEAUX**

TOKYO, UN BAR, UN HOTEL: Théâtre des Déchargeurs (236-00-02), sam., 21 h.

LES MÉTAMORPHOSES DE ROBINSON: Théire de Lucemaire (544-57-34), sain. 18 h. RENSEIGNEMENTS GÉNÉ-RAUX: A. Dejazet (887-97-34), sam., dim. 21.

EARL, CHIL 21.

L'ARBRE DES TROPIQUES: Pt
Rond-Point (256-70-80), sam. 20 h 30,
dim. 15 b, 20 h 30.

LES NUITS ET LES JOURS : Théêtre 14 (545-49-77), sam. 20 h 45. CHARIVARL COURTELINE CONSOR: Centre culturel 17 (227-68-81), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30, 20 h 30.

HALO: Plaisance (320-00-06), sum. 20 h 30, cim. 15 h 30. MA FEMME : Poche Montpar masse (548-92-97), sam. 20 h 30.

se-Spectacles sélectionnés par le Club de « Monde des spectacles ».

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), sam. à 18 h 30 : Tris-

pr COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), sam., dim. 20 h 30 : Rue de la Falie Cour-teline ; dim. 14 h 30 : Bérénice. -CHAILLOT (727-81-15), Gra

Foyer: Spectacle pour enfants: sam. à 15 h : le Violon violet; Grand Théâtre, dim. à 15 h ; sam. à 20 h : Hernani. PETIT ODÉON, Théâtre de l'Europe (325-70-32), sam., dim. à 18 h 30 : Veil-

TEP (364-80-80), sam. 20 h 30; Clair d'usine; Cinéma: dim. 20 h : le Man-teau, d'A. Lattuada (v.o.); Zelig, de W. Allen (v.o.).

W. Allen (v.o.).

REAUBOURG (277-12-33) (mar.) Débats/Rencomtres: sam. 10 h à 12 h et de 14 h à 16 h : l'Enfant, son corps et la cité; Claéma/Vidéo: sam., dim. 16 h : Dark Circle, de C. Beaver, J. Irving, R. Landy: 19 h : Hitler et consorts, de F. Buyeas; Frans Mascreel: Aspects de son œuvre, de F. Buyeas; Le claéma chinois: sam. 17 h 30 : les Voisins, de Z. Dongtian, X. Guming; 20 h 30 : Xn Mao et ses filles, de W. Yan; dim. à 14 h 30 : le Maison des soirante-douze locataires, de W. Weiyi; 17 h 30 : l'Eléphant rouge, de T. Zhaugzhuang; 20 h 30 : le Jeunesse, de X. Jin; sam., dim. 15 h : Donation Louise et Michel Leiris; sam., dim. 18 h : Muylridge. Leiris; sam., dinc. 18 h; Muybridge, THEATRE DE LA VILLE (274-22-77),

sam. à 20 k 30; dim. 14 h 30 : Ri-chard III (dern.) ; sam. à 18 h 30 : Lazar

CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), sam. 20 h 30; dim. à 16 h : la Milliardaire, de G.-B. Shaw.

Les autres salles

A DEJAZET (887-97-34) (sam., dim.), 21 h : Renseignements généraux ; (sam., dim.) 18 h 30 : Réfractions. - AMERICAN CENTER (335-21-50), (sam.) 21 h : D. Stein.

AMANDIERS DE PARIS (366-42-17), (sam.) 20 h : Piedigroma ; 21 h : la Vie - ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-

77-71), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h :

ARCANE (338-19-70), (sam.) 20 h 30, dint. 17 h : le Deuné. - ARTS-HEBERTOT (387-23-23), 15 h : Moi ; (sam.) 21 h ; (din.) 15 h : Asmo-

ASTELLE-THÉATRE DU XIX* (238-35-53) (sam.) 20 h 30, dim. 15 h : Vac Soi.

ATALANTE (606-11-90) (sam.) 20 h 30, dim. 17 h : Journal d'un chien (dorn.).

-ATELIER (606-49-24), (sam.) 21 h, dim. 15 h : la Dante de m arthernee (742-67-27), (sam.)
20 h 30 : les Serments indiscrets
(dem.); (sam.) 20 h 30 : Voyages
d'hiver.

BASTILLE (357-42-14), (sam.)
19 h 30: Ma via, ma mort, de Pasolini;
(sam.) 21 h, dim. 17 h : Still Life. BOUFFES PARISTENS (296-60-24)

sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Tailleur pour dames. BOUVARD ex-POTINIÈRE (261-44-16) , sam. 18 h et 21 h : Théâtre de Bou-vard.

yard.

S-CARTOUCHERIE, Epée de Boie (808-39-74), sum 20 h, dim. 15 h 30 : la Maison de Bernarda Alba. Th. de la Tempête (328-36-36), (sam.) 20 h 30, dim. 16 h Rêves.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITATION (528-28-60).

TAIRE (589-38-69), Grand Théâtre (sam.) 20 h 30 : Mille francs de récompense ; La Resserte (sam.) 20 h 30 : Le train était à l'heure ; Galerie (sam.) 20 h 30 : le Plus Heureux des trois. COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41) sam. 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMPEDIE DES CHAMPS-ELYSÉES (723-37-21), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : Léocadia,

**COMEDIE DE PARIS (281-00-11) (sam.) 30 h 45, dim. 15 h 30 : Messieurs les rouds-de-cuir ; . (sam.) 22 h 30, Dim. 17 h 30 : Lili. DAUNOU (261-69-14), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : le Canard à l'orange.

DÉCHARGEURS (236-00-02), (sam.) 19 h : J.-L. Caillat chante Victor-Hugo, (sam.) 21 h : Tokyo, Un bar, Uu hôtel. DIX-HEURES (606-07-48) (sam.), 20 h 30 : Repus de famille : 22 h : Schust de ménage.

EDEN-THEATRE (356-64-37) (sam.) 21 h. dim. 17 h : Architruc.

MUSÉE GRÉVIK hélène delavault

« LE TANGO STUPÉFIANT » les 9, 10, 11 et 12 février, 20 h 30

Loc. 246-84-47 et 3 FNAC

 $(a_{ij})^{2n-1/2} = (a_{ij})_{ij} \sum_{i \in \mathcal{I}_{ij}} a_{ij} = (a_{ij})^{2n-1/2} = (a_$

EDOUARD-VII (742-57-49), sam. 17 h et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II. EPICERIE (272-23-41) (sam.) 20 h 30:_

ESCALIER D'OR (523-15-10), (sam.)
17 h et 21 h, et dim. 17 h : le Misanthrope.
ESPACE KIRON (373-50-25) (sam.)
20 h 30. Calina on l'enfant de mystère.
ESPACE MARAIS (271-10-19)
(sam.) 18 h 30, dim. 16 h : les Hiver-

ESSAION (278-46-42), L (sam.) 12 h 30:
Pour tranche de coutes; 19 h: Hiroshima mon amour 85; sam. 17 h et
20 h 30: Un habit d'homme. IL (sam.)
21 h: Caméléon.

FONTAINE. (874-74-40), sam. 17 h,
21 h 30, dim. 16 h: Orphée aux enfers.

FONDATION DEUTSCH DE LA MEURTHE (707-77-75), (sam.) 21 h : Un hömme vériablement sans

qualité.

GAITÉ-MONTPARNASSE (32216-18) (sam.) 20 h 45, dim. 14 h 30 et
17 h 30 : Love.

GAYERIE 55 (326-63-51) (sam.)
20 h 30 : Pink Thunderbird.

GRAND HALL MONTORGUEIL (296-

04-06) (sam.) 20 h 30, dim. 18 h 30 :-HUCHETTE (326-38-99) (sam.)
19 h 30 : Is Cantatrice chauve;
20 h 30 : Is Legon; 21 h 30 : Offenbach,

F JARDIN D'HIVER (255-74-40) sam. 16 h et 21 h : Usinege.

LA BRUYERE (874-76-99) (sam.) 21 h, dim. 15 h : Guérison américaine.

LIERRE-THEATRE (586-55-83) (sum.) 20 h 30, dim. 17 h : l'Opéra nomade.

- LUCERNAIRE (544-57-34) (sem.). L LUCERNAIRE (544-57-34) (sam.). L.
18 h: Le pupille vont être inteur: 20 h:
les Eaux et les Forêts (dern.); 21 h 45:
Jonas. — IL 18 h: les Métamorphoses
de Robinson; 20 h: Pour Thomas;
21 h 45: Hiroshima mon amour
(dern.). Petite salle, 18 h: Parions
français nº 2; 21 h 30: Cocktail
Bloody M.

LYS-MONTPARNASSE (327-88-61) (sam.) 19 h 30, dim. 16 h; Hedda Gaber; (sam.) 21 h 30; la Plus Forte. MADELETNE (265-07-09), sam.
18 h 30 et 20 h 45 : l'Ouest, le vrai.

MARIE-STUART (508-17-80), sam. 19 h et 22 h : Savage Love; (sam.) 20 h 30 : Hold up.

MARIGNY (256-04-41) (sam.) 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon. mm. 14 to 5 et 18 to 50 : Napoteon.

MATHURINS (265-90-00) 20 to 45, sam. 18 to 20 to 45, dim. 15 to 30 : Un drolle de cadean. Petite salle (sam.) 20 to 45, dim. 15 to 30 : les Fantasmes du

MICHEL (265-35-02), sam, 18 h 45 et 21 h 40, dim, 15 h 30 : On dinera au lit. MICHODIERE (742-95-22), sam: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Bluffour.

MOGADOR (285-28-80), sam. et dim. 14 h : l'Histoire du cochon qui voulait maigrir pour éponser Cochonnette. magrir pour epouser cochonnecte.

MONTPARNASSE (320-89-90).

Grande salle (sam.) 21 h, dim. 16 h:
Duo pour une soliste. Petite salle, sam.
21 h, Dim. 16 h: Arbres de vic.

NOUVEAU TH. MOUFFETARD (331-11-99), sam. 17 h et 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Chat de la Seint-Sylvestre.

NOUVEAUTÉS (770-52-76) sain. 18 h 30 et 21 h 30, tim. 15 h 30 : Louloute.

PALAIS-ROYAL (297-59-81) sain. 18 h 45 et 21 h 30, tim. 15 h 30 : le Din-

PLAISANCE (320-00-06) (sum.) 20 h 30, POCHE MONTPARNASSE (548-92-97) (sam.) 18 h 30: Demière lettre d'une mère juive soviétique à son fils; (sam.) 20 h 30: Ma femme.

PORTE - DE - GENTILLY (580-20-20) (sam.) 20 h 30, dim. 16 h : Tot et tes nuages.

- PORTE-SAINT-MARTIN (607-37-53) sam. 18 h 15 et 21 h 15, dim. 15 h : Doux bommes dans une valise. QUAI DE LA GARE (585-88-88) (ann.) 20 h 30, dim. 17 h : la Fille de Rappac-

RENAISSANCE (208-18-50, 203-71-39) sam. 16 h et 21 h, dim. 15 h : Une clé

SAINT-GEORGES (878-63-47) sam.
19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On
m'appelle Emilie. SPLENDID-SAINT-MARTIN

21-93) (sam.) 20 h 30, dim. 16 h : Tous STUDIO RERTRAND (783-64-66) (sam.) 20 h 30 : Du sang sur le cou du chat.

STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-36-82) (sam.) 20 h 45, dim. 15 h 30: De si tendres liens. TAI THEATRE D'ESSAI (278-10-79). L (sam.) 20 h 30, dim. 17 h: l'Ecume des jours. IL sam. 20 h 30 : Huis clos.

TEMPLIERS (278-91-15) (sam.) 20 h 30 : Evasion. THÉATRE. D'EDGAR (322-11-02) (sam.) 20 h 15 : les Babas-cadres ; sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on noes

dit de faire. THEATRE DE L'ILE SAINT-LOUIS (633-48-65), sam., 20 h 45, dim. 17 h : les Banisseurs d'empire.

- THÉATRE DU MARAIS (278-03-53) (sam.) 20 h 30 : Androclès et le lion. THÉATRE 13 (588-16-30) (sam., dim.)
20 h 30 : le Rôdeur.

se THEATRE 14 (\$45-49-77) (sam.) 20 h 45 : les Nuits et les Jours. 20 h 45: ke Nuits et les Jours.

THÉATRE DE PARIS (280-09-30),
Petite salle (sam.) 21 h, dim. 17 h:
Games. — Grande salle (sam.) 21 h,
dim. 17 h: les Bonnes.

BY THÉATRE DE LA PLAINE (84232-25) sam. 20 h 30, dim. 17 h: Exil.

THÉATRE DU TEMPS (355-10-88)

(sm.) 2i h: Lysistrata.

THÉATRE TROIS SUR QUATRE (327-(9-16) (sam.) 20 h 15: Raturaper le temps; dim. 20 h 30: 12M2 de théâtre politique.

- THEATRE DU ROND-POINT (256-70-80). Grande saile (sam.) 19 h, dim. 15 h : Cînq No modernes. Petite saile (sam.) 20 h 30, dim. 15 h : l'Arbre des

THEATRE DE L'UNION (246-20-83) (sam.) 20 h 45, dim. 16 h 30 : Dis à la lune qu'elle vienne:

Le Monde Informations Spectacles 281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles Ide 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés)

Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club

Pour achierer ou Club du Monde des Spectacles envoyez le bulletin ciou journal Le Monde, service publicité, 5 rue des liaitens 75009 Paris.

3 désire recevoir la Carte du Club du Monde des Speciacles et je joins 100 F françois par chèque ou mandal·lettre à l'ordre du journal Le Monde.

_ N° #i _

per Ce sigle dans nos lignes programmes signale les spectacles qui bén

REFORMATIONS: 878-48-48 at 878-37-37 24 hourse sur 24.

Samedi 9 - Dimanche 10 février Eglise des Billettes, 20 h 45 : Churale B. Lablande (Buxtelande, J.-Ch. Buch, Pachelbel...). Heure aumicule de Montmurtre, 18 h : Ensemble vocal Paris Renaissance TOURTOUR (887-82-48) (sam., dim.) 20 h 30 : les Mille et une maits ; (sam.) 22 h 30 : Carmen cru. TRISTAN-BERNARD

22 130: Christian Ch.

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46)

(\$22-08-46) (Bach). DIMANCHE 10 maire, 18 h : voir io 9. Eglise Saint-Marri, 16 hr. G. et B. Pinavet (Beethoven, Schubert, Brahms...).

VINAIGRIERS (245-45-54) (dim.) 15 h et 18 h : Deux sons pour tes pen-

Les concerts .

SAMEDI9. Eglise Saint-Julien to Pourre, 21 h : Ensemble in Maurache (musique du Moyen Age à la Ranaissance). Saile Pleyel, 20 h.30 : D. Barenbolm (Beo-thoven).

Egine des Billettes, 10 h : J.-L. Ericane (Hindemith, Grunenwald) ; 17 h : E. Varvarova, Ph. Bride (Becthoves, Brahms, Franck). thoren).

Radio-France, Grand Anditorium, 17 h:
Ensemble instrumental du Nouvel
Orchestre philharmonique, dir. S. Garant
(Vivier, Garant, Mather...)

s- Salle Gavean, 20 h 30 : G. Sonzay (chant et piano) (Gounod, Beabins, Pou-lenc, Rachinaninov...).

Egilse St-Merri, 21 h ; H. da Plessis (Schubert, Bartok, Liazt). armaire, 20 h : Trio Mozart (Beethoven,

Salle Cartet, 20 h 30 : Ensemble Musique oblique (Stravinski, Webern, Schönberg). Centre Rachi, 20 h 45 : Ememble Sh., Burros (Caceres, Lidarti, Mani).

Th. du Roud-Point, 11 h : Quatuor Fine Arts of Chicago (Haydn, Beethoven). Eglice Soint-Thomas-d'Aguia, 17 h :-H. Paget (Bach, Mozart, Schumsun). Egilise Saint-Gabriel, 15 h 45 : Y. Haki-mova (Haendel, Bach, Mozart...). Eglice Salat-Pierre, 16 h : J. Pontet, K. Reznicek (Bach, Haëndel, Sammar-

Confluences, 18 h 30 ; CMC (Berio, Berbe-rian, Giner...) Eglice de la Madeleine, 20 h 45 : Chœur et Orchestre de PENS, dir. P. Holiner (Bach).

Salle Pleyel, 17 h 45: Orchestre des Concerts Lamoureux, dir. J. Farst (Tchatkovski); 21 h: New Japan Phil-harmonic, dir. S. Ozzwa (Beethoven, Takemitsu, Tchathovski).

Théâire des Champs-Dysées, 18 h 30 : Orchestre des Concerts Pasdeloup, dir. G. Devos (Beethoven, Mahler,

cinema

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

SAMEDI 9 FEVRIER 15 h : Stalag 17 (Ernest Lazzlo, dir. de la photo), de Billy Wilder ; 17 h : le Petit Li, le Grand Li et le Vieux Li, de Xie Jin (cile Grand Li et le Vieux Li, de Xie Jin (ci-néma chinois, v.o.) ; 19 h : Sœurs de scène, de Xie Jin ; 21 h : 70 ans d'Universal : Ecrit sur le vent, de Douglas Sirk.

DIMANCHE 10 FÉVRIER 15 h : L'Aigle à deux têtes (chef déco. : G. Wakhevitch) ; 17 h : Cinéma chinois : la Légende des monts Tianyan, de Xie Jin (v.o., s.t.f.) ; 19 h : le Gardien de chevaux, de Xie Jin.

BEAUBOURG (278-35-57) SAMEDI 9 FEVRIER

SAMEDI 9 FÉVRIER

15 h: Classiques du cinému mondial: le
Sorcellerie à travers les âges, de B. Christensen; 17 h: Aspocts du cinéma isponais:
En suivant ces soldats qui ne sont pas revanus, de S. Imamura; 19 h: cinéma allemand-dha aunées 80: Horror Vacus (la
Peur du vide); 21 h: Cinéma des années 80: Sans crier gare en 9 épisodes: les
Volsins (Oppermau); Exercices
(Ochme); On racoute (M. Ebert); la Paix
(B. Kasper); Nouvelle patrie (E. Jahn);
Encure des douches (A. Weiz Rommiel);
PAngoisse (C. Schilinski), etc.

DIMANCHE 10 FÉVRIER 15 h : Chesiques du cinéma mondial : le Vaisseau tragique de Victor Sjostrom; 17 h : Aspects du cinéma japonais : José Torres, de H. Teshigahara (v.o., a.t.a.); 19 h : Cinéma allemand des années 80 : Mé-moire de Bruno Ganz et Otto Sander; 21 h : Eisenhaus, de T. Dorst.

Les exclusivités

ALSINOY EL CONDOR (Nicaragus, v.o.), Deafert, 14 (321-41-01).

AMADEUS (A., v.o.): Yendôine, 2 (742-97-52); UGC-Odéon, 6 (225-10-30); Gaumont Champs-Elysées, 8 (359-04-67); Escurial, 13 (707-28-04); Gaimont Convention, 15 (628-42-27); Calypso, 17 (380-30-11). – V. f. Rex. 2 (236-83-93); Impérial, 2 (742-72-52); Montparos, 14 (327-52-37).

LES AMANTS TERRIELES (Fr.): 7 Art Beanbourg, 4 (278-34-15); Olym-

7 Art Beambourg, 4 (278-34-15); Olympic Luxembourg, 6 (633-97-77); Parnassiens, 14 (335-21-21). L'AMOUR A MORT (Fr.) : Quintette, 5

L'AMOUR A MORT (Pr.): Quintette, 5(633-79-38).

ANOTHER COUNTRY (Histoire d'une trabison) (Brit., v.o.): Gammont Halles, 1(297-49-70); Saint-Germain Studio, 5(633-63-20); Olympic Luxembourg, 6(633-63-20); Olympic Luxembourg, 6(633-97-77); Elyaées Lincola, 8(359-19-08);
Bienventie Montparnasse, 15(54425-02). - V.f.: Impérial, 2(742-72-52).

A NOUS LES GARCONS (Fr.): RicheBen, 2(233-56-70); Colisée, 8(35929-46); Montparnasse Pathé, 14(32012-06).

Eglise Saint-Rock, 17 h : Petits Chanteurs de Chaillot, dir. R. Thirot.

AU-DESSOUS DU VOLCAN (A., v.o.) : Espece Gabé 14" (327-95-94). BOY MEETS GIRL (F.) : Saint-André-des-Arts, 6- (326-80-25) BROADWAY DANNY ROSE (A. v.o.):

BROADWAY DANNY ROSE (A., v.o.):
Cinoche Saint-Germain, 6 (633-10-82).
CA NARRIVE QU'A MON (Fr.): Forum
Orient Express, 1" (233-42-26); Richelien, 2" (233-56-70); Cluny Palace
(mer., jen., ven.), 5" (354-07-76); Marigann, 3" (359-92-82); Français, 9" (77033-88); Nation, 12" (343-04-67); UGCGare de Lyon, 12" (343-01-59);
Faivette, 13" (331-56-86); Mistral, 14"
(539-52-43); Montparnasse-Pathé, 14"
(320-12-06); Gaumont-Convention, 15"
(828-42-27); Murat, 16" (651-99-75);
Pathé Wepler, 18" (522-46-01); Secrétan, 19" (241-77-99).

m, 19° (241-77-99). CARMEN (Esp., v.o.) : Boite à films, 17° (622-44-21). CARMEN (Franco-it.): Publicis Mati-gnon, 8 (359-31-97).

CARMEN (Franco-it.): Publicis Matignon, 8° (359-31-97).

LA COMPAGNIE DES LOUPS (Ang., v.o.): Gaumont Halles, 1" (297-49-70); Hautefeuille, 6° (633-79-38); Colisée, 8° (359-29-46); Publicis Champs-Elysée, 8° (720-76-23); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79). — V.f.: Berlitz, 2° (742-60-33); Richelleu, 2° (233-56-70); Fanvette, 19° (331-56-86); Gaumont-Sud, 14" (327-84-50); Miramar, 14" (320-89-52); Gaumont-Convention, 15° (828-42-27); Pathé-Chichy, 18° (522-46-01); Gaumont-Gambetta, 20° (636-10-96).

LA CORDE RAIDE (A., v.o.) ("): UGC-Odéon, 6° (223-10-30); Colisée, 8° (39-29-46); UGC-Normandie, 8° (563-16-16). — V.f.: Richelieu, 2° (233-56-70); UGC-Boulevard, 9° (574-95-40); UGC-Gobelins, 13° (336-23-44); Miramar, 14° (320-89-52); UGC-Convention, 15° (564-93-40).

COTTON CLUB (A., v.o.) ("): Gaumont-Halles, 1" (297-49-70); Saint-Germain Hachetta, 5° (633-63-20); Hantafemille, 6° (633-79-38); Ambassade, 8° (359-19-08); Escarial, 13° (707-28-04); Parnassiens, 14° (320-30-19); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79). — V.f.: Berlitz, 2° (742-60-33); Montparnos, 14° (327-52-57); Gaumont-Couvention, 15° (828-42-27); Pathé-Clichy, 18° (522-46-01).

LE DEFIL DU TIGRE (A., v.f.): Gafté.

DE DEFI DU TICRE (A., v.f.): Gefté. Boalsward, 2: (233-67-06): Gefté Roche-chouart, 9: (878-81-77). DESPERATE LIVING (A. v.o.) : Action Christine, 6 (329-11-30).

DEVA (Fr.): Rivoli Beaubourg, 4 (272-

DON GIOVANNI (IL, v.o.) : Studio de la DON GROVANNI (it., v.o.): Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).

EL NORTE (A., v.o.): UGC Opéra, 2 (574-93-50); Ciné Beaubourg, 3 (271-52-36); UGC-Odéon, 6 (225-10-30); UGC-Rotonde, 6 (575-94-94); UGC-Champs-Elysées, 8 (562-20-40); UGC-Gobelins, 13 (335-23-44); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00). — V.f.: UGC-Boulevard, 9 (574-95-40).

UGC-Boulevard, 9: (574-95-40).

EMMANUELLE IV (Fr.): Arcades, 2: (233-54-58); George-V, 8: (562-41-46).

L'ÉTÉ PROCHAIN (Fr.): Paramount-Odéon, 6: (325-59-83); Paramount-City, 8: (562-45-76); Paramount-Opéra, 9: (742-56-31); Paramount-Montparamase, 14: (335-30-40); Convention Saint-Charles, 19: (579-33-00).

GLAMOUR (Fr.): UGC Biarritz, 8: (562-20-40). 12-06).
ATTENTEON LES DÉGATS (It., vf.):
Normandie, 9 (563-16-16); Paris Ciné,
10 (770-21-71).

L'AURE ROUGE (A., v.o.): Paramount
City, 9 (562-45-76); V.f.: Paramount
Opéra, 9, (742-56-31).

(742-56-31); Paramount-Montparamage,
14 (335-30-40); Convention SaintCharles, 15, (579-33-00).

GLAMOUR (Fr.): UGC Biarritz, 9
(562-20-40).

GREMLINS (A., v.o.): Cluny-Paisce
(mer., jeu., ven.), 5 (354-07-76); UGC-

Montparnasse, 6' (574-94-94);
Paramount-Opera; 9- (742-56-31);
UGC Gobolins, 13- (336-23-44).

UGC-Gobelina, 13° (336-23-44).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.a.): George-V, 8° (562-41-46); V.f.: Capri, 2° (508-11-69).

L'HISTORRE SANS FIN. (All., v.a.): UGC Marboof, 8° (561-94-95).

HOEROR KID (A., v.a.): Paramount-Marivaux, 2° (296-80-40); Paramount-Marivaux, 2° (296-80-40); Paramount-Montparamene, 14° (335-30-40).

II. ÉTAIT UNE FORS EN AMÉRICHIE.

II. ÉTAIT UNE FOIS EN AMÉRIQUE (A., v.o.): Cinoches Saint-Germain, 6 (633-10-82). INDIANA JONES ET LE TEMPLE

INDIANA JONES ET LE TEMPLE

MAUDIT (A. v.a.): Marbeuf, \$\(^{2}\) (56194-95). — V.f.: Capri, 2: (508-11-59).

IE VOUS SALUE MARIE (Fr.):
Geomont-Halles, 1=(227-49-79); UGC
Opfra, 2: (574-93-50); Logos-1, 5: (53442-34); Studio de la Harpe, \$\(^{2}\) (63425-52); 14-Juillet-Parassee, \$\(^{2}\) (32658-00): Pagode, 7= (705-12-15); Colisée,
\$\(^{2}\) (359-29-46); 14-Juillet Bestille, 11(337-90-81); Olympic-Marilya, 14(544-43-14); Montparass, 14(32752-37).

52-37).

EAOS, CONTES SECILIENS (R., vo.):
Forum, 1" (297-53-74); 14-Inillet
Racine, 6" (326-19-63); 14-Inillet Parmasse, 6" (326-58-00); Marignan, 8"
(339-92-32); 14-Inillet Bandille, 11"
(351-90-21); PLM Seint-Jacques, 14(583-68-42); 14-Inillet Beaugrenelle, 15(575-79-79). — V.I.: Impéral, 2" (74272-52).

OVE STREAMS (A. v.o.) : Forum, 1-(297-53-74); Olympic Saint-Germain, 6*
(222-87-23); 14-Juillet Parmasse, 6*
(326-Sh-00); George-V, 3* (562-41-46);
14-Juillet Beaugles, 11* (357-90-81); 14Juillet Beaugrenelle, 15* (575-79-79).
MARCHE A L'OMBRE (Fr.): Paramount Mariyanx, 2* (296-80-40);
George-V, 3* (562-41-46); Bergère, 9*
(770-77-58); Montparmos, 14* (3275237).
MARIANS LOVERS (A. Vo.): UGC

MARIA'S LOVERS (A., v.o.): UGC Opén, 2: (274-93-50); Clmy Booles, 5: (354-26-12); UGC Rotonde, 6: (574-94-94); UGC Biarritz, 8: (562-20-40). MEURIRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (Brit., v.o.): Epéc de Bois, 5: (337-57-47); Seint-Ambroise (H.sp.), 11: (700-89-16).

1984 (A., v.o.) : Epéc de Bois, 5 (337-57-47). LE MOMENT DE VÉRITÉ (A., v.f.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

Opéra Night, 2 (296-62-56).

LES NANAS (Fr.), Ciné Beambourg, 3 (271-52-36); Quintertte, 5 (63-79-38); George V, 8 (562-41-46); Marignan, 9 (359-92-82); Saint-Lazure Pasquier, 8 (387-35-43); Français, 9 (770-33-88); Maxéville, 9 (770-72-86); Athéna, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Fauvette, 13 (331-60-74); Gaumont Sud, 14 (327-84-50); Bienvenile Montparmasse, 15 (544-25-02); Gaumont Convention, 15 (328-42-27); Mayfair, 16 (527-27-06); Pathé Cichy, 18 (522-46-01).

NI AVEC TOI NI SANS TOI (Pr.), UGC Montparmasse, 6 (574-94-94); Biarritz, 9 (562-20-40).

LES NUHIS DE LA PLEINE LUNE

F (562-20-40).
LES NUITS DE LA PLEINE LUNE
(Fr.): Quintene, 5 (633-79-38); Raflet
Balzac, 5 (561-10-60).
LES ORGIES DE CALIGULA: (R.)

(**): V.O.: Emutage, 8 (563-16-16); V.F.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Galarie, 13 (380-18-03); Paramount Montparasse, 14 (335-30-40); Paramount Montparasse, 18 (606-34-25).

PALACE (Fr.) : Ret, 2 (236-83-93); Paramount Odéon; 6 (325-59-83); Paramount City, 9 (562-45-76); Paramount Opéra, 9 (742-56-31); Paramount Moutparasse, 14 (335-30-40); Convention Saint-Charles, 15 (579-33-00); Paramount Maillot, 17 (758-24-24).

LE PAPE DE GREENWICH VILLAGE (A., v.o.): UGC Marbouf, 8 (561-9495). 94-95).

PARIS, TEXAS (A., v.o.): UGC Opéra,
2 (574-93-50); Panthéon, 5 (35415-04); Saint-André-des-Arts, 6 (32648-18); UGC Biarritz, 8 (562-20-40).

PAROLES ET MUSIQUE (Pr.): Richo-licu, 2: (233-56-70); UGC Odéon, 6-(225-10-30); Ambassade, 8- (359-19-08); Miramar, 14 (320-89-52). LE PAYS OU RÉVENT LES FOURMES

(325-78-37).
PHILADELPHIA EXPERIMENT (A. v.n.) : Forum Orient-Express (233-

Emitage, 8 (563-16-16), - V.f.: UGC: ; 42-26); George-V. 8 (562-41-46); Par-Montparassec, 6 (574-94-94); instains, 14 (335-21-21); - V.f.: Paramount-Opéra, 9 (742-56-31); - Lumière, 9 (247-49-07).

DIO-TÉLÉVI

SUPERE CHAINE : TF 1

Pro to a series of the series

de opposed

CHAINE : 4 2

15 Journe

2000 May 1990

S Varies Champs Champs

CSEME CHAINE : FR &

Disputation Overselle.

BERE CHAINE : TF 1.

PROSECT IS APPROVED.

Presence of Greateness.

E to Jac to Sergrand.

Messe .: The er at the

115 Sens Starsky of Huston

Z Sports our ambies.

H. D. Vanetes La balle week.

ti to tes ammaus du mende.

Street Street And Addition

AB. THE LUYERTH IS FREE TESTION des chrés

Med 27.838

THE RESERVE

1: Tem'as: 1 7

milit g

Section sect

. E Storts 1-manguage spie.

EXÉME CHAINE : A 2

the les chevits e du trance.

'Il Omarche Mortin Lodden ten

TE Or whoma fire time wanted."

Sere for Engages du Tipon Sete for Engages du Tipon Sete for Engages disent Set for Engages

Series of the se

The Settle of

E Concert on simultania sur Fran

THE PARTY OF THE PARTY.

SEME CHAINE FR 3

Emission pour les reunes

Mastrue pour un dimenche se Theatro Kear Ou décore

ET SSICE FOUR PER BURNER

PRO Head ...

100 M

Sanderine of Candagopula at the beautiful at the beautifu

Actions Co. 22 or 25 or

The second secon

Assess

Preside & In Pure

^{Նէ} ԲԼՍՏ

~2.50 . V is it. to grand read.

-ou nai

Mose and

Macs: - e 35

A.D. - .

. ಔರ್ವವೀ ಈ ಕಾತ್ಮಾರ್

40 300-2

· S Certalin

· G Beste 4.2

145 Janes

Costs Charan

| RESSIERS, 14" (335-Zi-21) - V.f. :
| Lumière, 9" (247-49-07) - V.f. :
| Lumière, 9" (247-49-07) - V.f. :
| PRÉNOM CARMEN (Fr.) : Grand
| Pavois (H. sp.), 1.5" (554-46-85).
| PROFESSION MAGELARI (I. v.o.) : Reflet Quit. OMBO (Brésilien, v.o.) : Denfert,
| 14" (321-41-01).
| RAZORBACK (*) (A., v.o.) : Forum
| Orient-Express. 1" (223-42-26) ; Resl. 2" (226-83-93) ; UGC Damion, 6" (225| 10-30) : UGC Normandie, 8" (563| 16-16) : v.f. : UGC Montparmense, 6" (574-94-94) ; UGC Bonlevards, 9" (574| 95-40) : UGC Gobelins; 13" (336| 01-59) : UGC Gobelins; 13" (336| 23-44) ; Mistral, 14" (533-52-43) ; UGC
| Convention, 15" (574-93-40) : Images,
| 18" (522-47-94) ; Secrétan, 19" (241| 77-99).
| LES RIPOUX (Fr.) : UGC Opérs, 2"

TF-99):
LES RIPOUX (Fr.): UGC Opérs, 2(574-93-50); UGC Danton, 6- (22510-30); UGC Biarritz, 8- (562-20-40);
Paramount Montparnaue, 14- (33530-40); Paramount Montmartre, 18(606-34-25).

LES SAINTS INNOCENTS (Esp., v.o.) LES SAINTS INNOCENTS (Esp., va.);
Forum Orient-Express, 1^a (233-42-26);
Olympic Lazembourg, 6^a (633-97-77);
Parnassiens, 1^a (320-30-19); Olympic
Entrépôt, 1^a (544-43-14);
SAUVAGE ET BEAU (Fr.): Paramount
Marlvarx, 2^a (296-80-40); Paramionn.
Odéon, 6^a (325-59-83); Monte-Carlo, 8^a (225-09-83).

LA 7 CIBLE (Fr.): Bressgne, 6 (222-57-97); Ambassade, 9 (359-19-08); Français, 9 (770-33-88).

Français, 9 (770-33-88):

SOS FANTUMES (A., v.o.): Marbeuf, 9 (561-94-95): v.f.: Paramount Opéra, 9 (742-56-31): Paramount Montparassee, 14 (335-30-40)...

SUCUES DE SCÈNE (Chinols, v.o.: Action Christine, 6 (329-11-30)...

Action Christine, 6' (329-11-36):

STAR WAR, LA SAGA (A. v.o.), LA
GUERRE DES ÉTOILES, L'EMPIRE
CONTRE-ATTAQUE, LE RETOUR
DU JEDN : Escarial, 13' (707-28-04);
Espace Grift, 14' (327-95-94).

STRANGER THAN PARADISE (A.,
v.o.): UGC Opéra, 2' (574-93-50);
Ciné Beaubourg, 3' (271-52-36); SaintAndré-des-Arts, 6' (326-48-18): Pagode,
7' (705-12-15); Elysées Lincoin, 8'
(359-36-14); Action La Fayente, 9'
(329-79-89); Parnassiens, 14' (33521-21); Olympic Entrepôt, 14' (54443-14):

43-14);

RIEMENT OF CRIME (Danois, v.o.):
Forum: 1= (297-53-74): Hantelouille, 6(633-79-38); Action La Fayette, 9(329-79-89); Olympic, 14- (54443-14): Parmassions, 14- (320-30-19);
v.f.: Lamière; 9- (246-49-07).

LE TÉLÉPHONE SONNE TOUJOURS
DEUX FOIS (Fr.): Forum OrientExpress, 1= (233-42-26); UGC Danton,
6- (225-10-30); George-V, 8- (56241-46); Marignan, 8- (359-92-82);
Prançais, 9- (770-33-88); Maxéville, 9(770-22-36); Montparmasse Pathé, 14(320-12-06); UGC Convention, 15(574-93-40); Images, 18- (522-47-94);
Tourelles, 20- (364-51-98).

TRAIN D'ENFER (Fr.): Rex, 2- (236-

Tourelles, 20' (364-51-98).
TRAIN D'ENFER (Fr.): Res., 2' (236-83-93); Ciaé Beaubourg, 3' (271-52-36); UGC Biarritz, \$' (562-20-40); UGC Boalsvards, 9' (374-95-40); UGC Gare de Lyon, 12' (343-01-59); UGC Gobelins, 13' (336-23-44); Mistral, 14' (539-52-43); Montparninse Pathé, 14' (320-12-06); Imagos, 18' (522-47-94).

LA ULTIMA CENA (Cub.) : Républic Cinéma, 114 (805-51-33). Criema, 11* (305-51-33).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.): Lucumaire, 6* (544-57-34).

UN ÉTÉ D'ENFER (Fr.) (*): Gafté Boulevards, 9* (233-67-06); Paris Ciné, 10* (770-21-71).

UN FILM (Fr.): Saint-André-des-Arts, 6*

UN FILM (Fr.) : Sai (326-48-18). URGENCE (Fr.) : Forum Orient-Express 1 (233-42-26) ; Paramount Mariyanz

2 (296-80-40) LA VENGEANCE DU SERPENT A LA VENGEANCE DU SERPENT A
PLUMES (Fr.): Ambassade, 8° (35919-08); Saint-Michel, 5° (326-79-17);
Paramount Odéon, 6° (325-59-83);
George-V, 8° (562-41-46); Paramount
Mercuny, 8° (562-75-90); Max&ville, 9°
(770-72-86); Paramount Opéra, 9° (74256-31); Bestille, 11° (307-54-40); Fauvette, 13° (331-60-74); Paramount
Galaxin, 13° (580-18-03); Paramount
Montparnasse, 14° (335-30-40); Paramount Orléans, 14° (540-45-91); Paramount
Orléans, 14° (345-30-40); Paramount Orléans, 14° (579-33-00); Passy,
16° (288-62-34); Paramount Maillot, 17°
(758-24-24); Paramount Montmartre,
18° (606-34-25); Pathé Clichy, 18° (52246-01).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AVENTURE DES EWORS, film AVENTURE DES EWOES, film américain de John Korty, v.a.: Forum, 1° (297-53-74); Quintette, 5° (633-79-38); Marignan, 8° (359-92-82); George-V, 8° (562-41-46); 14-Juillet Beaugrenelle, 15° (575-79-79). V.f.: Français, 9° (770-33-88): Maxéville, 9° (770-72-86); Fauvette, 13° (331-56-86); Montparnasse Patife, 14° (320-12-06); Mistral, 14° (539-52-43); Pathé Clichy, 18° (522-46-01).

HANTONS SUR LE DON. CHANTONS SUR LE DON,

chy, 18 (522-46-01).

CHANTONS SUR LE DON, (10 films unnicaux): Faccordéon, am film soviétique de Igor Savichenke; Volga Volga, on film soviétique de G. Alexandrov; le Printemps, an film soviétique de G. Alexandrov; les Leontares, un film soviétique de E. Lotianou; les Mélodies du guardier de Verisie, un film soviétique de G. Chenguelais; Pauto, le Violon et le Chien Paté, un film soviétique de R. Bylov; les Taiganes souteurs au ciel, un film soviétique de E. Lotianou; Jarx Baud, un film soviétique de G. Chandra, 1 Jarx Baud, un film soviétique de G. Daniela, vo.: Coamo, 6 (544-28-80).

DUNE, film américain de David Lynch, vo.: Gaumont Halles, 1 (227-49-70); Hauteleaille, 6 (633-79-38); Publicis Samt-German, 6 (222-72-80); Marignan, 9 (359-92-82); Publicis Champs-Elysées, 9 (720-76-23); Parmentiens, 14 (335-21-21); Kinopanorama, 15 (306-50-50). V.f.: Grand Rex, 2 (236-83-93); Betlitz, 2 (742-60-33); Bretagne, 6 (222-57-97); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Bastille, 11 (700-21-65); Nations, 12 (343-04-67); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); Athéma, 12 (343-00-65); Fanvette,

13° (331-60-74); Paramount Galaxie, 13° (580-18-03); Gaumont-Sud, 14° (327-84-50); UGC Convention, 15° (828-42-27); Victor Hugo, 16° (722-49-75); Paramount Maillot, 17° (758-24-24); Pathé Wépler, 18° (522-46-01); Socrétan, 19° (241-77-99); Gambetta, 20° (636-10-96).

LES FAVORIS DE LA LUNE, film français de Otar Iosseliani: Ciné Beanbourg, 3 (271-52-36): Elysées Lincoln, 8 (359-36-14); 14-Juillet Bastille, 11 (357-90-81); Parnas-siens, 14 (335-21-21); 14-Juillet Beangrenelle, 15 (575-79-79). ROUGE CORGE, film français de Pierre Zacca: Berlitz, 2 (742-60-33); Saint-Germain Village, 5-(633-63-20); Ambassade, 8 (359-19-08); Olympic, 14 (544-43-14).

TRANCHES DE VIE, film français de François Leterrier : Gaumor Halles, 1= (297-49-70) ; Richelier Halles, 1s. (297-49-70); Richelieu, 2s. (233-56-70); Berlitz, 2s. (742-60-33); Quintette, 5s. (633-79-38); Paramount Odéon, 6s. (325-59-83); George-V, 8s. (562-41-46); Le Paris, 8s. (359-53-99); Saint-Lazare Pasquier, 8s. (387-35-43); Lamière, 9s. (246-49-07); Maxéville, 9s. (770-72-86); Bastille, 11s. (700-21-65); Nations, 12s. (343-46-7); Fauvette, 13s. (331-56-86); Paramount Calaxie, 13s. (580-18-03); Mistral, 14s. (539-52-43); Montparansee Pathé, 14s. (320-12-06); Paramount Orléans, 14s. (540-45-91); Gaumont Convention, 15s. (828-42-27); Paramount Maillot, 17s. (758-24-24); Pathé Clichy, 13s. (522-46-01); Gambetta, 20s. (636-10-96).

HEIMAT, film allemand de Edgar Reftz, v.o.: Chuny Palance, 5: (354-07-76).

Page 14 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••



PRÉVISIONS POUR LE 10.0285 DÉBUT DE MATINÉE

RADIO-TÉLÉVISION-

Samedi 9 février

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

26) ; George-V 9, (162-4) 46; strens, (40 (3)5-2) (2) 46; smitre, 9 (227-4-4)

NOM CARMEN FI

FESSION MAGLIARI

Alet Vierreit

ZORBACK (*)

**Sent-Express. **

**Sent-Expres

7-99).
S RIPOUX (Fr. 1-9C Opn.;
(574-93-50). UGC Darron & Oc.
(9-30): UGC Bearron & 150-30,
Paramount Mempartuser. In the Sci.
(6-40). Parameter Voluments, §
(6-40).

SSAINTS INNOCENTS SSAINTS INNO ENTS 1516 FORTHER OFFICE LIABETH OF 15 MAY 15

LIVAGE ET BEAL (F) PRICE

Odfor, & (325.50.2) Million, France

(225.09.87).

A 7 CIBLE (F) Grage & (25.50.2) Arbanant (135.50.2)

Français, & (70.10.2)

35 FANTOMES (4. 6) Mater. (361-94-95) v (Permitted Opt. (742-56-31) : Parmitted Mater. 14 (335-30-40)

CEURS DE SCENE (Chicago) 14 Action Christian (1994) 14

TAR WAR. LA SAGA (A STILL GUERRE DES ÉTURLES, I DUR CONTRE-ATTAUX E. LE ERTO). BU JEDI : Escata. La CARADER (A STANGER THAN SARADER (A STANGER THAN SA

Ciné Beauburg
Andrédes Aria, c
159-36-151 A Le Face
(324-74-55) P. Conference

21-214 . Comm. mane. jo ...

ELEMENT OF CRIME Design Forum, 15 : 12 - 12 : da richa.

(124-79-54 Table 14 Table 14 Table 14 Table 14 Table 15 T

TRAIN DENFER : RECOG

12361 (C) --- 1 ---

SZ-SO1 1 EGGC Berry Games Control of the Control of

LA CETTAL CON . :=

EM DEMANCHE A LA CAMPIEL

THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON AND ADDRESS OF THE PERSON ADDRESS

Moskevands of Transaction St. 3

THE STEM OF SHIP SHIP WAS A STREET

ERGENCE IT

PROMETERS DI SERVINO
PRIMES
1963: Se :
Parameters
Secretarian
1776-380
S

months of United States of States of

Process Process

Pathe Warran

LES FAVORIS DE LA HIVE

BOLGE GORGE

TRAVENES DE LIE

Property of the second of the

Carbeil

MEMAT.

de Frank

1533

Cur.

Parts 2 Section 1 Section

A Section of the sect

المحمد المحمد

1

NOUVEAUX

20 10 to

Pr (211.42) to Paris as Vent

325-45

ZORBACE (*) 1A, 18,

PREMIERE CHAINE: IF 1
20 h 40 Première à la une: Louloute.
En direct du Théâtre des Nouveantés, pièce de Jean Barbier. mise en scène F. Juffo, réal. P. Ducrest, avec Y. Clech, J.-M. Proslier, M. Modo...
Autour de deux minables désargentés, une gardienne d'immeuble et un chauffeur-routier, au., chômage. L'un des deux fait courir le bruit qu'il a gagné au Loto.
22 h 30 Droit de réponse: Enfants de Meo, enfants de Marie.

Avec Ph. Soliers, écrivain: J.-L. Godard, cinéaste: G. Artaud, R. Deforges, P. Grainville, écrivains; J.-C. Simoèn, éditeur. R. Sorin, des journalistes et des critiques.

critiques. On 20 Ouvert le nuit.

Afred Hitchcock présente. Instinct de survie.
Extérieur nuit : la Nuit de Charlie.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

20 h 35 Variétés Champs-Élysées. Spécial Jacques Brel : extraits de concerts, avec la parti-cipation de P. Perret, Mort Schumann, D. Bowie... 22 b 5 Magazine: Les enfants du rock. 23 h 15 Journal

TROISIÈME CHAINE: FR 3

20 h 5 Disney Channel.

La grande soirée familiale : les aventures de Winnie l'ourson, Mickey, Zorro, Donald, et trésors de la soirée, les DTV, les vidéo-clips, montages inédits de dessins

21 h 55 Journal. 22 h 20 Feuilleton : Dynastie. 23 h 5 La vie de château.

J.-C. Brialy recott M. Jonasz, N. Garcia, P. Arditi.

23 h 35 Préfude à la nuit.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 35, Série: Belle et Sébastien: 18 h 2, 3 rang de face, magazine culturel: 18 h 25, Un traît c'est tout: 18 h 30, Clip Clap: 18 h 50, Feuilleton: Janique Aimée: 19 h 6, Atout Pic: 19 h 15, Informations: 19 h 55, SOS Saturnin.

CANAL PLUS

20 h 30, Shangay skipper; 21 h 20, Variétés: Show devant: J. Dutronc: 22 h 15, Le radeau d'Olivier; 23 h, Cinéma: De si gentils petits monstres, de M. Kalmanowicz: 0 h 30, Cinéma: Une chambre en ville, de Jacques Demy; 2 h, Rock concert; 2 h 40, Cinéma: Les Bijoux de famille, de J.C. Laureux; 4 h 10, Boxe; 5 h 15, Cinéma: Je suis un criminel, de B. Berkeley.

FRANCE-CULTURE 20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : Hollywood, de J.-L. Lagarce.
22 h 10 Démarches : avec Jacques Géraud.
22 b 30 Musique : Ricercare, de la tradition orale à l'écriture : Bela Bartok.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (en direct de la salle Pleyel à Paris): Sonate pour plano nº 15 en ré majeur, Sonate pour plano nº 3 en ul majeur, Sonate pour plano nº 30 en mi majeur, de Beethoven par Daniel Barembolm, piano.
22 h 35 Les soirées de France-Musique: entretiens de Francis Poulene avec Claude Rostand: sa musique religieuse, son pèlerinage à Rocamadour, son opinion sur Messiaen et Milhaud; 23 h 5, Club des archives: Marcel Moyse, filiriste; à 1 h, L'arbre à chansons: Isabelle Mayereau.

Evolution probable du temps prévue en France entre le samedi 9 février à a heuve et le dimanche 10 Sévrier à

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 9-2-85 A O h G.M.T.

La vaste zone dépressionnaire de l'Atlantique dirige des vagues pluvieuses successives à travers la France. Ces zones pluvieuses viennent buter sur de l'air froid qui s'accumnte sur le nord de l'Europe. Cet air froid, accompagné de verglas et de neige, va gagner l'ensemble des régions an nord d'une ligne Saint-Malo-Genève.

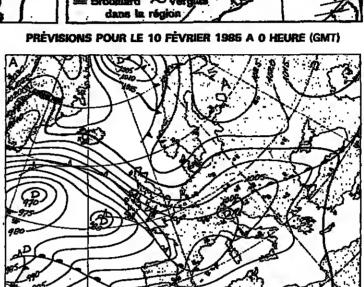
Dimanche la France sera nettement coupée en deux nvec des conditions hivernales sur le Nord et le Nord-Est, tandis que les régions méridionales bénéficieront de températures agréables

De la Normandie, et du Nord aux Vosges et an Jura, temps de plus en plus froid avec des chutes de pluie verglaçante et de la neige qui rendront les routes très glissantes. Le vent d'est à nord-est sera assez fort à fort, limitant les températures en dessous de 0 degré,

De Sud-Ouest aux régions méditerrenéemes le temps sera convert et plu-vieux le matin. L'après-midi retour d'éclaircies de l'Atlantique au Langue-doc avec des températures de 16 à

Sur les régions intermédiaires entre l'air froid et l'air chaud (de la Bretagne et de la Vendée au Massif Central et aux Alpes) le temps restera très médio-cre avec nuages et pluies souvent soute-nues. Il neigera en montagne au-dessus de 600 2000 référent les complements de 600-800 mètres. Les températures seront voisines de 6 à 10 degrés.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 8 février ; le second, le minimum de la muit du 9 au 10 février) : Ajaccio, 17 et 9 degrés : Biarritz, 18 et



8; Brest, 11 et 7; Caen, 13 et 8; Cher-bourg, 10 et 6; Clermont-Ferrand; 16 et 5; Dijon, 9 et 7; Grenoble-St-M.-H., 8 et 3; Grenoble-St-Geoirs, 10 et 8; Lille, 1 et -1; Lyon, 11 et 7; Marseille-Marignane, 15 et 9; Nancy, 9 et 5; Nantes, 13 et 9; Nice-Côte d'Azur, 14 et 10; Paris-Montsouris, 12 et 8; Paris-Orly, 12 et 7; Pan, 18 et 11; Perpignan, 15 et 10; Rennes, 13 et 8; Strasbourg, 11 et 2; Tours, 13 et 9; Toulouse, 16 et 9; Pointe à Pitre, 30 et 18.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 18 et 7; Amsterdam, - 1 et - 4; Athènes, 17 et 8; Berlin, - 3 et - 7;

Bonn, 1 et - 3; Bruxelles, 1 et - 3; Le Caire, 23 et 9; îles Canaries, 24 et 14; Copenhague, - 7 et - 16; Dakar, 28 et 26; Djerba, 26 et 13; Genève, 8 et 5; 26; Djerba, 26 et 13; Genève, 8 et 5; Istanbul, 7 et 0; Jérusalem, 14 et 3; Lisbonne, 15 et 12; Londres, 3 et 0; Luxembourg, ~1 et -1; Madrid, 12 et 7; Montréal, -16 et -18; Moscou, -17 et -26; Nairobi, 26 et 15; New York, -6 et -11; Palma-de-Majorque, 18 et 12; Rio-de-Janeiro, 29 et 25; Rome, 16 et 12; Stockholm, -13 et -19; Tozeur, 24 et 10; Tunis, 21 et 12.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Dimanche 10 février

PREMIÈRE CHAINE: TF 1

- Journel. Emission islamique.
- 9 h 15 A Sible ouverte. 9 h 30 Foi et tradition des chrétiens orientaux.
- 10 h Présence protestante. 10 h 30 Le Jour du Seigneur. Messe célébrée en la paroisse de Belz.
- 11 h Messe célébrée en la peroisse de Belz.
 12 h 2 Midi presse.
 Invité: M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget.
 12 h 30 Teléfoot 1.
- Journal.
- 13 h 25 Serie : Starsky et Hutch.
- 14 h 20 Sports dimarche.
 16 h 30 Variétés: La belle vie.
 Avec S. Frey pour la sortie de la Vic de lamille, le dernier film de J. Doillon. F. Gall, Cookie Dingler. 17 h 30 Les animaux du monde.

- 17 h 30 Les animaux du monde.
 18 h 10 Serie : Le vent d'Australie.
 19 h Sept sur sept.
 Magazine présenté cette semaine par J. Lanzi, Avec P. Salinger, chef du bureau d'ABC à Paris.
 20 h Journal.
 20 h 35 Cinéma : Danton.
 Film franco-polonais d'A. Wajda (1982), avec G. Depardieu, W. Pszoniak, P. Chéreau, B. Linda, R. Planchon, J. Villeret, A. Winkler.
 Les derniers mois de la wie de Danton, tribun populaire : s'opposant à la Terreur Instaurée par Robespierre et le comité de Salut Public. Un épisode de la Révolution française tiré d'une pièce polonaise.
 22 h 50 Sports dimanche soir.
 23 h 40 Journal.
- 23 h 40 Journal. 0 h 5 C'est à fire.

DEUXIÈME CHAINE: A 2

- 9 h 38 Journal et météo.
- 9 h 40 Les chevaux du tierce. 10 h 10 Récré A2.
- 10 h 40 Gym tonic. 11 h 15 Dimanche Martin. Entrez les artistes. 12 h 45 Journal.
- 13 h 20 Dimanche Martin (suite).
- Série : les Brigades du Tigre. Stade 2 (et à 20 h 20).
- h Fouilleton: Clémence Alexti; Clémence gagne incognito le Canada en compagnie de Livia, la sœur du terroriste. Mais Livia s'échappe, tandis que Lasseur signale dans son journal la présence de Clémence à Montréal...
- 20 h Journal. 20 h 35 Jeu: Le grand raid.
- 21 h 35 Série: Pour le meilleur ou pour le pire.
 URSS: « les quatre filles du docteur Mark ».
 La vie quotidienne des femmes soviétiques. Qui sontelles? À travers les portraits de sept femmes de quatre générations différentes qui résument l'histoire contemporaine de la société soviétique, cette émission tente de répondre.
- 22 h 35 Concert en simultané sur France-Musique. Concerto pour piano et orchestre nº 2 en sol mineur, de Saint-Saëns, par l'Orchestre de Paris, dir. R. Chailty,

land. Sud. Control or Hug. group Warner sol. B. Engerer. h Journal. TROISIÈME CHAINE: FR 3

- Emission pour les jeunes. Mosaïque. Magazine 85. Musique pour un dimanche (et à 17 h 5). 13 h 15 h 15 h 15 Théâtre : Kean ou désordre et génie
 - (2º partie).
 D'après A. Dumas, adaptation J.-P. Sartre, mise en scène J.-C. Drouot, avec A. Barthélémy, P. Pelloquet, Une évocation grandiose du tragédien anglats Édmond Kean, célèbre au dix-huitième siècle pour ses interpréta-
- tions de Shakespeare. Emission pour les jeunes. Au nom de l'amour.
- rvailles, amour perdu et retrouvé... RFO Hebdo.
- 20 h SF Orchitecture et géographie sacrée. Delphes, nombril du monde grec. Série de Barba-Negra. Centre du mondé grec et symboliquement centre de l'univers occidental, Delphes incarne la problématique.
- te fondation d'une civilisation. 21 h 30 Aspects du court metrage français.
 Le Diable nn cœur, de Caroline Beaune; Chagrin d'amour, de Guy Pinon.
- 22 h Journal.
 22 h 30 Cinéma de minuit : la Citadelle du silence.
 Film français de M. L'Herbier (1937), avec Annabella,
 P. Renoir, S. Lancret, A. Rignault, R. Le Vigan, P. Landelle Chila Chila
- oney, G. Géniet (N.).

 Dans les années 10, une jeune Polonaise, ardente patriote, doit se sacrifier pour aider ses annis révolutionnaire à sortir d'une jortenesse où les Russes enferment les prisonniers politiques. Le scénario est très romanesque mais M. L'Herbier a su tirer un drame d'idées et de contracte.

O h 5 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h, Spécial tous en scène ; 7 h 40, Document ; l'héritage des samourais ; 8 h 40, Cabou Cadin (Sheriock Holmes, Paul et

les Dizogotes, Mister T, les Quatre Filles du Docteur March, un Bateau pour l'Aventure); 10 h 45, Gym à gym; 11 h 25, Cinéma; l'Anal de Vincent, de P, Granier-Deferre; 13 h 30, Cabou Cadin (Heatheliff et Marmaduke, Max Romana); 14 h 15, Série : Ellis Island; 15 h 5, Série : Soap; 15 h 30, Batman; 16 h, Robin des Bois : 16 h 50, Les artistes du rêve : Etats-Unis et Grande-Bretagne; 17 h 45, Top 50; 19 h 15, Club de la presse; 20 h 30, Cinéma : le Bal, d'E. Scola; 22 h 25, Cinéma : 1941, de S. Spielberg; 0 h 20, Cinéma : Flics de choc, de J.P. Desagnar; 1 h 50, Série : Shangaï akipper.

FRANCE-CULTURE

FRANCE-CULTURE

6 h, Emission spéciale à la Bibliothèque nationale; 7 h 3, Chasseurs de son; 7 h 15, Horizon, magazine religieux; 7 h 25, La fenêtre ouverte; 7 h 30, Littérature pour tons; 7 h 45, Dits et réciss: le château en coquille d'enf; 8 h, Orthodoxie; 8 h 25, Protestantisme; 9 b 5, Ecoute Israel; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine; la libre pensée française; 10 h, Messe; 11 h, Histoire du futur; 12 h, Des Papous dans la tête; 13 h 40, L'exposition du dimanche: Tableaux parisions d'Auguste Chaband; 14 h, Le temps de se parler; 14 h 30, Série moire: le Ballon mort, de M. Villard; 16 h 30, La tasse de thé: Rencontre avec...; à 17 h 45, Histoire-actualité: les catholiques polonais; 19 h 10, Le cinéma des cinéasses; l'auteur de l'ilm aujourd'hui; 20 h Massque: Passions opus 10.

20 h 30 Atelier de création radiophonique: Affaire à suivre.

. ... 22 A 30 Musique : Jazz.

FRANCE-MUSIQUE

Z h, Les muits de France-Musique : «Héroïque et Pathé-tique »; 7 h 3, Concert-promeunde : musique viennoise et musique légère ; 9 h 5, Cantante : BWM 18 de Bach ; 10 h, Gustav Mahler : l'été 1904 à Vienne : 12 h 5, Magazine international : 14 h 4, Les goûts rémis ; 17 h, Comment Pentendez-vous ? La musique et ses étoiles par Michel Glotz, producteur de disques ; œuvres de Verdi, Chopin, Bellini, Puccini, Mendelssohn, Bruch ; 19 h S, Jazz vivant : le trio de Michel Petrucciani ; 20 h 4, Arant-concert : Mozart par le

Onstror Amati.
20 h 30 Concert: Symphonie nº 4 en si bémol majeur, de Beethoven; Symphonie nº 9 en ut majeur, de Schubert, por l'Orchestre philharmonique de Vienne, dir. C. Abbado.

C. Abbado.

22 h 35 Les soirées de France-Musique, concert (en simultané avec Antenne 2): concerto pour piano et orchestre nº 2 en soi mineur, de Saint-Saëns par l'Orchestre de Paris, dir. R. Chailly, soi. B. Engener,

23 h 5 Ex Libris; à 1 h, les mots de Françoise Xenakis.

LES SOIRÉES DU LUNDI 11 FÉVRIER

- 20 h 35, Cinéma: Propriété interdite, de Sydney Poliack; 22 h 25, Etoiles et toiles, magazine du cinéma; 23 h 30, Journal; 23 h 50, C'est à lire. 20 h 35, L'Heure de vérité: Jean Poperen; 21 h 55, Le petit théâire: Arbres de vie, spectacle de C. Giraud; 22 h 30, La traversée des apparences: Auschwitz, Falbum de la mémoire; 23 h 15, Journal; 23 h 40, Rosseire; les cliris
- Bonsoir les clips.

 20 h 35, Cinéma : le Samoural, de Jean-Pierre Melville : 22 h 20, Journai; 22 h 50, Thalassa, magazine de la mer 23 h 35, Henri Vincennot dans « Histoires de trains»; 23 h 40, Prélude à la nuit

TRIBUNES ET DÉBATS

DIMANCHE 10 FÉVRIER

M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, est l'invité de « Midi-Presse », sur TF 1, à 12 heures.

- M= Simone Veil, ancienne présidente de l'Assemblée européenne, est reçue an «Forum» de RMC, à 12 b 30.

- M. Serge Dassault, président du Parti libéral et PDG de la société Marcel Dassault, participe au Grand Jury RTL-le Monde», sur RTL, à 18 h 15. — M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, répond aux questions des journalistes du «Chib de la presse», sur Europe 1 et Canal Pius, à

LUNDI 11 FÉVRIER

- M. Georges Marchals, socrétaire général du Parti communiste français, est l'invité du journal de 13 heures, sur TF 1.

- M. François Doubin, nouveau président du Mouvement des radicanx de gauche, répond aux anditeurs de France-Inter, dans l'émission » Face au public », à

- M. Jean Poperen, secretaire national du PS. député du Rhône, participe à «L'heure de vérité», sur Antenne 2, à 20 h 35.

PARIS EN VISITES

LUNDI 11 FEVRIER vilisation de l'Egypte anti-15 h. musée du Louvre, porte Saint Germain-l'Auxerrois (Approche de

- Fart) Le XVIII siècle flamand - 14 h 30. nasée da Louvre, porte Denon (Arcus).
- «Le couvent de l'Assomption, l'hôtel de La Fayette», 15 h, place Vendôme, au pied de la Colonne (C.A. Messer). L'Hôtel-Dieu antrefois», 15 h. devant entrée Hôtel-Dieu, côté parvis
- (Paris autrefois). Les salons de l'Hôtel de Ville. 14 h 30, sortie du mêtro, côté place Loban (Paris et son histoire). MARDI 12 FEVRIER
- «Monet et les impressionnistes», 14 h 30, musée Marmottan, 2, rue Louis-Boilly (Approche de l'art).

« L'église Saint-Gervais et la Maison du compagnonnage », 15 h, mêtro Second Empire : Michelet et Fustel de Hôtel-de-Ville, sortie rue Lohau Coulanges » :18 h 30, 1, rue Descartes, Hôtel-de-Ville, sortie rue Lohau (G. Bottean).

- «La mosquée : histoire de l'islam», 14 h 30, entrée place du Paits-de l'Ermite (M. Pobyer).
- rue de Sévigaé (Tourisme culturel).

CONFÉRENCES-

17 h, salle Chaïllot-Galliera, 28, avenue George-V: «Pouchkine et Tulstor chez eux»; 20 h 30, Association protestante, 33, place Maubert (5°):
«L'Eurape devant les draits de
l'homme»: 17 h 30, mairie du premier
arrondissement, 4, place du Louvre,
R. Pillorget: «Un historien romannique

Paris-5., Y. Belaval : «Les lumières, dn bon sens à la raison ».

« Le musée Carnavalet », 15 h 30, 23,

MARDI 12 FÉVRIER

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au Journal officiel du samedi 9 février 1985:

DES DÉCRETS

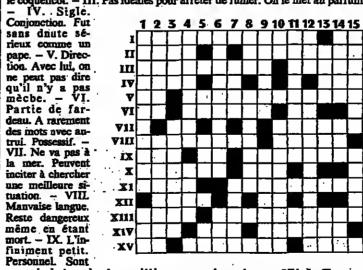
· Modifiant les décrets du

- 15 fevrier 1974 et du 17 août 1976 portant création du diplôme d'Etat de psychorééducateur.
- Modifiant le décret du 17 ianvier fixant le statut des chercheurs contractuels de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale.

MOTS CROISÉS -

PROBLÈME Nº 3899

HORIZONTALEMENT I. Réservées à ceux qui ont fait l'effort de sortir de leur eoquille. Réfléchi. — II. A la dent dure. N'est pas sans rappeler la pivoine ou le coquelicot. — III. Pas idéales pour arrêter de fumer. On le met au parfum. — IV. Sigle.



XV sur pied depuis des millinns ger de couleur. - XV. La Terre en d'années. — X. A donc dépassé cer-taines limites. Train qui va bon train. — XI. Supporta plutôt mal certains actes barbares, Peut nbliger personne. Pleine de crottes. Ne se suivent pas et ne se ressemblent pas.

VERTICALEMENT

à allonger la sauce. — XII. Peut faire partie d'un paquet. Voisins de classe. — XIII. Il s'en est fallu de 1. Met les voiles après avoir mis les voiles. Des pierres à l'infini. -2. Quitte sa robe avant de passer à peu pour que l'on y fasse tapisserie. Font un travail aux pièces. – XIV. Cours moyen. Article. Ce n'est table. Risque fort de passer pour ce qu'il n'est pas, - 3. Titre. Sont donc de nouveau en force. - 4. Il en faut certes pas l'émotion qui le fait chan-

bien plus que ça pour rompre le charme. Une partie de la France. - 5. Tranche de lard. Arrive souvent en courant. En largeur. — 6. Pour lequel on se gardera bien d'ouvrir la bouche. Etait souvent voué à une tache homicide. - 7. Façon de parler. Bien placé pour dire : » Il y n de l'abus ». — 8. Participait à la scène. Cité en Italie. — 9. Favorise un changement de couleur. Excroissance sur le pied. — 10. Supporte mal les grandes chalcurs. A beaucoup moins que le nécessaire. — N'engendre pas la mélancolie.
 Court cours. – 12. Figure biblique.
 Pour éviter d'être emporté par le courant. - 13. Se termine en queue de poisson. Familière aux Malhousiens. Fait baisser la tension. -14. Na pas encore porté ses fruits. A perdu gros. Aire du vent. - 15. II leur manque quelque chose. Donnent des ailes.

Solution du problème nº 3898 Horizontalement

I. Brasseur. – IL Rouée. Sua. – IIL Asticot. – IV. Nient. Eut. – V. Len. Ainsi. - VI. Errer. Sas. - VII. Mini. - VIII. Amies. Lie. -IX. Fumier. - X. Intensif. XI. Asic. Sa.

9. Artiste. Fa.

Verticalement 1. Branle-bas. - 2. Rosier. IS. -3. Auteur. Ifni. - 4. Sein. Emeute. - 5. Sectarisme. - 6. Inc. - 7. Ustensiles. - 8. Ru. Usa. Iris. -

GUY BROUTY.

Economie

REPÈRES

Automobile : Ford, numéro un étranger sur le marché français

Ford a consolidé sa place de premier importateur automobile en France en 1984, ennée où les voitures étrangères ont accru nettement leur pénétration sur un marché en recul sensible. Alors que le marché en général régressait de 12,9 %, avec 1 758 340 immatriculations, les immatriculations de voitures étrangères n'ont baissé que de 4,3 %, et, avec un total de 630 309, leur part du merché n atteint 35,8 %, contre 32,6 % en 1983. Ford nrive nettement en tête avec 138 235 immatriculations et 7,8 % du marché total, contre 7,1 % en 1983.

Poclain : départ de M. Pierre Bataille

français de pelles hydrauliques, M. Pierre Bataille n décidé, le 8 février, de quitter le groupe que son père avait fondé. Il avait dù, en 1983, céder la présidence du directoire, qu'il occupait depuis 1967, à M. David Bigelow, représentant le principal actionnaire (44 %), le groupe américain Case-Tenneco. Le départ de M. Bataille fait suite à un désaccord sur le rachat de Poclain Hydraelics, qui doit être repris par le groupe américain Vickers et non par un groupe dingé par M. Bataille. Poclain, qui connaît des difficultés depuis de nombreuses années, a enregistré 282 millions de francs de pertes en 1982 et 235 millions de francs en 1983, et devrait encore connaître, en 1984, un exercice déficitaire, pour un chiffre d'affaires étale de 2,2 milliards de francs. Poclain, qui employait sept mille deux cent cinquante personnes en 1980, en occupe actue

Salaire horaire ouvrier: + 6,2 %

Le salaire horaire des ouvriers de plus de dix-huit ans a augmenté de 1,5 % au cours du quatrième trimestre 1984, soit une hausse de 8,2 % sur l'année, indiquent les résultats provisoires de l'enquête sur l'activité et les conditions d'emploi de la main-d'œuvre du ministère du travail. Ce chiffre, conforme à ce que nous avions annoncé (le Monde du 17 janvier), confirme que, pour la première fois depuis 1958, la hausse du taux de salaire ouvrier a été inférieure à l'inflation (6,7 % en glissement). Sur un an, l'évolution du SMIC e été de 6,9 %. « Compte teou de l'évolution de la durée du travail des ouvriers, précise le ministère, la hausse du salaire mensuel des ouvriers peut être estimée à 1,2 % au cours du trimestre et à 5,9 %

« Une politique contractuelle forte est indispensable », soulignent les cadres CFDT...

20 avril 1984). « Nous souhoitons, a déclaré M. Daniel Croquette, secrétaire général de l'UCC, le 8 février devant la presse, que les engage-ments pris à l'époque soient suivis de leur plein effet. La situation sera suffisamment importante pour les pouvoirs publics dans la période à venir pour qu'ils tiennent leurs en-

Réitérant des propositions formu-lées en 1980, l'UCC-CFDT s'est prononcée pour un « horaire plus personnalisé » des cadres. M. Cro-

L'Union confédérale des ingé-nieurs et cadres UCC-CFDT a de-tions soient engagées dans les branmandé audience à M. Laurent Fn-bius pour obtenir une relance du les lieures effectuées par les cadres « contrat de confiance » mis au point avec le gouvernement (le Monde du et que les cumuls comparés à la durée normale du travail « donnent droit à récupération des dépasse-ments ». L'UCC ne veut pas « abandonner les acquis du protocole du 16 décembre 1984 » sur la flexibilité de l'emploi auquel elle était favorable. • Une politique contractuelle forte est indispensable pour les années qui viennent », a soaligné M. Croquette, qui souhaite que si des négociations s'ouvrent sur les contrats formatinn-reclassement - elles ne se limitent pas aux CFR et puissent déboucher sur les pro-blèmes de l'emploi ».

EN RACHETANT LES PARTS DE LA SAPVIN

Pernod-Ricard va prendre le contrôle total de la Société des Vins de France

Bien que la transaction e ne soit pas encore effect il est établi que le groupe Pernod-Ricerd va prendre le contrôle quasi-total de la Société des Vins de France en rachetant les perts que détenuient la SAPVIN dans cette société. Cette prise en charge du merché du vin per le septième producteu mondial de spiritueux est une étape importante pour la viticulture et l'industrie viti-vinicole

Le «sleeping partner» ne dormait que d'un œil. En reprenant les quel-que 49% des parts que la SAPVIN détient dans la Société des Vins de France (SVF), le groupe Pernod-Ricard (qui en possédait 45%) étonne. Depuis 1981, cette affaire a des allures de feuilleton : M. Paul Crémieux, PDG de la SAPVIN, société de négoce d'alcool et de vin a eu plusieurs démêlés avec les fraudes et la justice. En avril 1981, la société avait été placée sous administration judiciaire. Pour dédom-mager les banques créancières, il est décidé de vendre les parts de la SAPVIN dans la Société des Vins de France.

La SVF est alors la première société de distribution de vin de table en France, la troisième dans le monde avec 3 millions d'hectolitres. Pernod-Ricard a hérité sa participa-tion dans la SVF en 1976 lorsqu'il absorba la Compagnie Dubonnet-Cinzano (CDC) qui, elle, la déte-nait depuis 1971. A l'époque, les affaires de la SVF n'étaient guère brillantes. M. Patrick Ricard PDG

DES GRÉVISTES EXPULSENT **DES CADRES** CHEZ GURTNER

Une partie du personnel de Course Gurtner, à Pontarlier. l'encadrement et la direction, qui a été conduite aux portes de l'usine sans incident. Cette action fait suite à l'annonce de quarantequatre nouveaux : licenciements décidés par l'administrateur de l'entreprise, celle-ci étant actuellement en règlement judiciaire.

L'union locale CGC de Pontarlier a désappronvé cette action qui «vise à rejeter la responsabilité des problèmes de l'entreprise sur l'encadrement au lieu de chercher l'unité de tous les travailleurs ».

du groupe regardait ce marché du vin avec circonspection. Il déclarait même : «Si nous avions la majorité de la SVF, je ne vois pas ce qu'ou en feratt : (le Monde du 26 mars 1981).

An cours du dernier trimestre 1984, l'administration judiciaire de la SAPVIN, Mª Bellue, se trouvait devant plusieurs propositions d' achats: une société italienne, Bertolino, qui ne formalisera pas son offre : une société financière britannique, Intradex, qui proposait de payer 37,5 millions de francs, comptant; M. Jean-Baptiste Doumeng, qui, avec le concours d'un groupe de coopératives ailait jusqu'à proposer 50 millions dont 40 en bons du Trésor américain ; la société financière Penthièvre, enfin filiale de la Banque Stern.

Qui choisir? Au delà de la volonté de la SAPVIN de répondse à la meilleure offre, la dimension économique et politique du dossier sante sux yeux. Il n'est pas imaginable, en effet, de laisser une société italienne contrôler le commerce du vin de table français. D'autre part, derrière Intradex, on s'est vite rendu compte qu'on retrouvait M. Crémicux, dont la compagnie n'était pes souhaitée par les autres actionnaires de la SVF, c'est à dire Persod-

Ricard et le Crédit agricole (4,9 %). M. Doumeng? L'idée du PDG d'Interagra n'est pas absurde : devant les stocks énormes dont la France dispose, en attendant une reconversion du vignoble, conformément à la politique de qualité son-haitée par les pouvoirs publics, mieux vaut vendre du vin en vrac plutôt que distiller. A bas prix et en vrac, les pays de l'Est sont preneurs et M. Donmeng le sait, Jusqu'an dernier moment, il restera en piste,

en dépit des objections formulées en conlisse par ses éventuels parte-naires « L'Import-export n'a rien à naires. « L'import-export n'a rien à voir avec la gestion courante d'une affaire française », dit l'un. « Il n'y a aucune synergie entre l'activité de la SVF et les pratiques de M. Doumeng », dit un autre. Finalement, les coopératives sollicitées par le PDG d'Interagra ne le suivent pas, estimant qu'il, sera toujours temps de participer à une augmentation de capital de la SVF plutôt que de passer par l'intermédiaire du « milliar-daire muser». Les nouvoires publics daire rouge. Les pouvoirs publics sont soulagés.

Le rôle de la banque Stern Restrit le banque Stern, qui offre

Restait le banque Stern, qui offre 35,5 millions de francs et dont on pensait qu'elle agissait pour le compte du brasseur néerlandais Heineken. En fait, et depuis le début, c'était Pernod-Ricard.

Pourquoi ce revirement? D'abord on aura constaté que le partenaire minoritaire u'était pas inactif à la SVF, aidant son PDG, depuis 1981, M. Philippe Mondin-Ronssel. à

M. Philippe Mnulin-Roussel, à redresser la situation. Dans un mar-ché du vin de table en diminution, la ché du vin de table en diminution, la SVF a accru sa part. Elle a abandomé ses vieilles marques (Préfontaines et Kiravi) au profit de produits nouveaux: Bien Venu en 1982, Villageoise Margnat, Carré de vigne (premier vin en « brique »). Restructivation de la gestion et des circuits de distribution, diversification dans les vins d'appellation et à l'exportation: Bref, la SVF va nettement mieux, et Pernod-Ricard comment mieux, et Pernod-Ricard com-mence alors à se féliciter de son indécision qui l'a conduit à conserver ses parts dans cette société. C'est que aujourd'hui, Pernod-Ricard a décidé de franchir le pas et d'entrer vraiment sur le marché du

vin, qu'il disait ne pas connaître car il est trop différent de colui des spi-ritueux, aépéritifs et digestifs, comme des boissons son alcoolisées. Mais à l'instar des autres grands groupes, Seagram, Coca-Cola et Rémy Martin, qui a pris récemment le contrôle de Nicolas, la nécessité de cette diversification vers le vin a'est imposée comme une évidence. s'est imposée comme une évidence. D'ailleurs, Pernod-Ricard a déjà fait une expérience dans ce domaine en lançant, en décembre 1982, un vin de marque de table français aux Etats-Unix C'était le devereurs.

Le succès ne fur pas au rendez-vous, mais cette opération préfigu-rait l'orientation actuelle. Pernod-Ricard va investir dans la SVF, jouer à fond la carte du marketing, pour les vins de table comme ceux d'appellation, tant en France que sur le marché mondial. Pour cele le marché mondial. Pour cela, Pernod-Ricard a besoin d'être seul mnître à bord et ne veut pas s'encombrer de partenaires qui n'ont pas le même objectif. D'où une opé-ration discrète de rachat, par l'inter-médiaire de la banque Stern.

Que le premier producteur de spiritueux en Europe, septième dans le monde, premier producteur de bois-son sans alcool en France, trentedeuxième entreprise française par le chiffre d'affaires (7,5 milliards de francs en 1983) prenne les rènes de la première société française (chif-fre d'affaires de 1,7 milliard de francs en 1983 pour un exercice de 15 mais) ne pour un exercice de 15 mnis) ne peut pas être sans influence sur la politique viticole.

Avec Pernod-Ricard, les producteurs, du Languedoc-Roussillon notamment peuvent enfin trouver le « porte avions commercial » qui fait défaut à la viticulture de m que le mouvement coopératif n'a pas

JACQUES GRALL

Faits et chiffres

Premier groupe européen d'agences de publicité, BUROCOM, holding participation de 10 % dans un des principaux groupes de publicité britanniques, Geers Gross, dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 250 millions de dollars. L'opération, qui est soumise à l'approbation desactionnaires de Geers Gross, doir se faire par une augmentation de capital : il en contera 26,4 millions de francs à Ecrocom.

Agriculture ...

 Les organisations agricoles européennes jugent « inacceptables » les propositions de prix. — M. Jan Hinnekens, président du Comité des organisations profession nelles agricoles de la CEE (COPA). a déclaré le 8 février à Bruxelles que l'adoption des propositions de la Commission (baisse ou gel des prix de nombreux produits agricoles)

- aboutirait inéluctablement à de nouvelles mesures nationales qui risqueraient de détruire la politique agricole commune »

Le COGECA (Comité général de la coopération agricole de la CEE) est disposé à participer, nvec le COPA, à un débat nvec les instances européennes sur le revenu des huit millions d'agriculteurs européens. (AFP.)

Conjoncture

 La hamme des prix en janvier. - La hausse des prix pourrait être relativement forte en janvier. Cependant, il fandra attendre la fin du mois de février pour connaître le résultat officiel. Pour le premimois de l'année, en effet l'INSEE procède à un réajustement de pondération des denx cent quatrevingt-quinze articles qui composent l'indice, et ne publie donc pas de résultat provisoire, comme il le fait les autres mois.

On s'attend, au ministère des finances, que la hausse des prix en janvier soit comprise entre 0,6 % et 0,7 %, en raison des réajustements monétaires qui sont intervenus le mois dernier (+ 4,5 % pour le gaz, + 5,25 % pour les loyers HLM en moyenne, etc.)

Les perspectives publiées en ere par l'INSEE prévoient

qui permettrait d'atteindre l'objectif d'une hausse annuelle de 4,5 % (de décembre 1984 à décembre 1985).

 50 milliards de francs de prêts aux collectivités locales. — Le montant des prêts consentis aux collectivités locales par la Caisse des dépôts et consignations, la Caisse d'aide et d'équipement des collectivités locales (CAECL) et les Caisses d'épargne devrait peu augmenter en 1985 par rapport à 1984 (50 mil-liards de francs, e'est l'objectif, au lieu de 49). Mais la part des prêts bon marché, à taux privilégié. devrait augmenter de 10 %. On note d'antre part, une amélioration de la trésorcrie et de l'autofinancement des collectivités locales, puisque l'emprunt n'a représenté l'an dernier que 64,7 % da financement des investissements au lieu de 66 % er

Social

• 297 suppressions d'emplois à Laisière de Roubaix. — La direction de JCD, à Cambrai (Nord), département de la Lainière de Rou-baix spécialisé dans la maille, a annoncé le 8 février lors d'une réunion du comité, d'établissement la suppression de 297 emplois sur les 2.250 que compte l'entreprise. Ces suppressions d'emplois seront assortes d'un plan social et d'un plan de

· Accord salarial dans in fonction publique : contestation à la CFTC - L'union régionale CFTC des PTT de Haute-Normandie - déprouve . dans un commu le 8 février, la décision de la fédéra-tion CFTC de la fonction publique de signer l'accord salarial 1985 en raison du caractère « trop flou » de la clause de sanvegarde. Le syndicat CFTC des personnels en tenue de la police nationale « refuse catégoripouce nationale « rejuse categori-quement d'entériner la décision de la fédération ». La décision de la CFTC avait été prise à une majorité de près de 70 % de son conseil fédéral (le Monde du 7 février).

• Le comité d'entreprise de Jeumont-Schneider refuse le plan de restructuration. — Le comité d'entreprise de Jeumont-Schneider (spécialisé dans l'industrie nn-

une hausse de 3,1 % au cours du pre-mier semestre (contre 3,7 % an pre-mier semestre de 1983) et une forte turation présenté par la direction décélération au second semestre, ce prévoyant 1 193 suppressions d'emplois d'ici 1987 (sur 2850 personnes). Plus d'un millier de salaries vrier, à Jeumont, et bloqué pendant plusieurs heures des postes frontière. FO, la CGT, la CFDT, la CFTC et la CGC ont appelé à la grève dans l'ensemble des établissements du groupe le 14 février, date de la réunion du comité central d'entreprise.

> • La CSMF lance une campagne sur la politique de santé. - A l'occasion de la préparation de la conven tion avec la Sécurité sociale, la Confédération des syndicats médicaux français (CSMF) a décidé. lors de son conseil fédéral des 2 et 3 février, de lancer un débat dans l'opinion sur la politique de santé et son financement, d'interpeller le gouvernement, qui fixe les taux de remboursement des actes médicaux et les ressaurces des caissas d'assurance-maladie, et, d'autre part, les collectivités locales à l'occasion des élections cantonales. Elle alerte · l'opinion sur les · risques de pénurie ou d'atteinte à la qualité des soins . D'autre part, la CSMF entend déterminer la valeur à donner aux actes médicaux : elle - exige que les honoraires conventionnels soient fixés à un niveau qui ne compromette pas la qualité des soins ».

Transports:

 Concentration dans les chemins de fer américains. - Le département du commerce a décidé, sous réserve de l'approbation du Congrès, de céder la société ferroviaire d'Etat Conrail à in compagnie Norfolk Southern Corp. Le gouvernement, désireux de se défaire de cette société qu'il avait été amené à créer à la suite de la faillite de plusieurs compagnies ferroviaires de l'Est des Etats-Unis en 1975 (dont Penn Centrai), l'avait mise aux enchères l'an dernier. Conrail n réalisé un chiffre d'affaires de 3,08 milliards de dol-lars en 1983 (30 milliards de francs) et un bénéfice de 313 mil-lions de dollars. Norfolk Southern Corp., dont le siège se trouve à Nor-folk (Virginie), est par son chiffre d'affaires (3,1 milliards de dollars en 1983) le quatrième groupe serro-viaire des Etats-Unis. - (AFP.)

D'anciennes ouvrières de Fusalp lancent une nouvelle société, Créalp

De notre correspondant

Albertville. - La longue agonie du numero un français du vête-ment de sports d'hiver Fusalp, fournisseur officiel de l'équipe netionale de ski au temps de sa gloire, aura finalement abouti à la reprise des activités de l'exsociété par ses cadres à Annecy, et per une partie de ses salariés des usines d'Albertville et de Saint-Jean-de-Maurienne. Deux sociétés ont vu le jour récemment, la dernière en date, Créelp, créée par une centaine d'an-ciennes ouvrières de Fuselp à Albertville, a redémerré il y a quelques journ avec trante-neaf femmes, toutes e ex-Fussip s, 6-cenciées en mai 1984. L'effectif de cette nouvelle entreprise sera porté à cent dix-sept personnes au mois de juillet, tandis qu'une seconde unité, installée à Saint-Jean-de-Maurienne, emploiera vingt-cinq salariées.

Une formidable mobilisation et une détermination sans faille des ouvrières de l'entreprise qui occupèrent pendant plus de huit mois leur usine, soutenues dans leur lutte par la population et les élus locaux de droite comme de gauche, auront permis de surmonter tous les obstacles aussi bien économiques que financiers qui auraient dû faire capoter mille fois le

Mais les ouvrières de Fueelp avaient entre leurs mains quel-ques atouts, dont un stock d'anoraks nt dn fuseaux nstimé à 1,6 million de francs qu'elles n'auraient cédé à aucun prix. Elles le gardèrent nuit et jour pendant à l'intérieur de leurs ateliers, puis cantonnées pendant de longues semaines sous un abri de fortune à l'extérieur de l'usine. C'est là que fut discuté, puis élaboré un projet de reprise des usines d'Al-bartvilla at du Snint-Jean-de-Maurienne par les ou-vrières; elles furent sidées par le syndicat CFDT at un cabinet d'ingénierie GMBA d'Annecy.

Unique et exemplaire »

Les ex-Fusalp sont ainsi devenues les soules actionnaires -cent treize ouvrières ont verse chacune 2400 francs - de la SA Créalo. Elles ont fait appel à un jeune PDG de trente ans pour diriger leur entreprise.

· Le président du conseil gén de la Savole, le député RPR Michel Barnier, a souligné, le 4 février, le « ceractère unique et

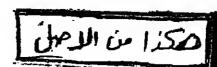
exemplaire en France » de cette tentative qui, selon lui, n'aurait pas pu aboutir sans « la détermination farouche du personnel ».

Quant au syndicat CFDT qui a

très fortement encouragé les exsalariés de Fusalo à devenir actionnaires de l'entreprise et à asrisques industriels, il tire, par la voix de son représentant en Savoie, M. Jean-François Fontanet, les conclusions suivantes : «Face au contexte économique très difficife dans lequel nous nous trouvons, on se rend compte que les états-majors syndicaux ne savent plus très bien quelle corde jouer, quelle solution proposer aux sale-riés qui ont des problèmes graves. Un succès de ce genre nous semble être une réponse concrete du problème de taille humaine. Nous pensons avoir, à Albertville, apporté notre pierre au difficile pro-bième du chômage. »

Créelp montrera sa première collection lors du Salon des sports d'hiver de Grenoble, du 3 au 6 mars prochain. Quelques stands plus loin et au même moment, une autre société, Créations Fusalo, issue, elle aussi, de l'ancienne société Fusalp, présentera des produits concurre CLAUDE FRANCILLON.

Page 16 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••



Marie aux dix pays Seres pour heritar Marts de marque 5 NS 33 1 S ישבה בסייורונה. des contrefecome

DECTO PATTIE tes de Hongkons GCree du Sud Thre plus seulerment 1937785 SUISSES Spiritums français yours comespondant TO - DATE OF TRANSPORT

Name of the same of the same The second Total Constant Sales of the Sales STATE THE PROPERTY. Signature Street Contractions The second second second Samuel Contract States and the second STATE OF THE STATE A STATE OF THE PARTY OF THE PARTY 2-11 or 2 12 71 de mile ---and direct of organistics in And a result director STACE OF STANFORM OF The state of the second

Superior State of State With a district the the telegraphic telegr EMELLE SUITE PRESE CE AMERICANE right for the material is the tip of a right of 100 ... 117 le 1978name in the second de agen in the commencement SALES OF THE REPORT OF THE PARTY NAMED IN ge Talta e north des com turte at a se a not tegermen.

N CHINE

200

Te de perre de

Ere chinosa le payant Trave spice 5 Fig. . TET PES SOURTERT Tear fait progresser Tie zbiernem ... taren agricola depunt Trais surfisher an tent utirce motrice de la 3.3 Strategie

Tanalisation ou pays. Right conespondeds Bir - Diesant aus Same and the second Print ber Godustrie Es Char et ale Traus C'entra de la la some The period of the sames

Thes cans to beings ma-Trapic see for corre Station interior inte the se prive problème Ter is Cole to to to Themen de 100 00 0 12 1000 des bre Se Comment of the some to the Vinge The state of the s

The production of the party of dire dire par ca, unite admu-THE DOLLARS Ten care - un embei-Service of Contract C The second secon

Ce Proceedings of the States Property of the Control of the Contr Services Colores Sales for a pool a

EN GRANDE-BRETAGNE

Halte aux contrefaçons

La Commission européenne a proposē eux dix pays de la CEE de prendre des mesures pour limiter les importations des contrefaçons de produits de marque dans les pays du Marché commun. Le trafic des contrefacons, originaire, en majeure partie, de Taiwan, de Hongkong ou de Corée du Sud, ne frappe plus seulement les montres suisses ou les parfums français.

rôle total

a, qu'il disait ne pas connaîtres est trop différent de cetui de a ucux, aépéritifs et digeul mme des boissons non akcolar, ais à l'instar des autres au espes. Seagrarn. Coca-Cola e contrôle de Nicolas, la desmi cette diversification ver le a timposée comme une évida de l'ailleurs. Permod Rivers de la college de l'ailleurs.

e expérience dans ce domaine peant, en décembre 1982 un

marque de table frança a tats-Unis. C'étant le deverenz

Le succès ne fu: pas au rein ses, mais cette operation prés-it Porientation actuelle ses ient ve investr dans le St nor les vins de 20te comme me semellation, tant un France me

appellation, tant un France que

marché mond'ai Poer de

ernod-Ricard 2 besoin dein a seitre 3 bord et ne ven je

encombrer de partanaires quite

as le même coment Des men

ation discrete de l'achat par la

Que le premier production des

ineux en Europe, septieme des

con sans along or France me henzierne entraprise françaiene chimprise françaiene iniffre d'affaire. A millione

rance en 1953 : preent les ries

a première societe français l'é-

sames en 1955 tout un sternes

5 moist or per ru die 2

influence sur as por a cur viunte

Avec Pernou Pured, le me peurs, du Largues Read-

meimment peu-irt solis wert

defaut à la viviante de pier

que le monventent cooperation

cidaire) de leum et Netter fuet, im T te mer, in m'ar ar me. METADON PROMETE TO IS AND

בי ביינים ביינים

piois d'ic: 145 1882

sounce) Plus dun mile aude

weiter, & Bournout of block with

physicary assume to make the

FO. L. COT. .. CEDT. LOTE

L CGC on arm : 2 2 phila

Pensemble on marketing

groupe is 14 'eve at cate at a

men du construccion d'atmes

. La CSVIF lance one care

in la politique de sante. - 1/22

wan de la preparation le bare

tion avec a Security weigh

Confederation and stream of cases of ca

lors de son currer recent to

3 ferrier, de unter to dest

Topinion sur a woulder trait

son financement, dimerger,

MACHINERAL CUI IN IS IN

Comboursesson: de 20th mile

et les resserves des cos

desprener-maistic. et fa

par, le collectates le sales

son des élections districts

· alerie - Francisco var is . E.

de persone un a conser la conserva de serva de la conserva de la c

entend detarmine it viter

DET BUE BOTTO COLUMN COLOR

que les honorares motes

scient fixes in the season of

promette par la qualité et sa

Concentration dus 15

min de fer americains

tement de americana ince

PROCESS OF THE PROPERTY OF THE PARTY OF THE

de odder in white oppositely

despreux de se delare de la contra del contra de la contra del la contra de la contra del la cont

compagnes of the fact the

ISET, I'dy all many and state of the state o

tratil and tratil and

Transports

JACQUES GRAL

sédiaire de la paneus Stem.

De notre correspondant

Londres. - Dans un monde eu crise. l'industrie des faux en tout genre est en pleine croissance, tandis que les conséquences de cette concurrence illicite deviennent de plus en plus insupportables. - Sur les cinq continents, pour l'ensemble des entreprises dont les produits sant imités, cela représente chaque année près de 60 milliards de dollars de perte - soit 3 à 6 % du montant total du commerce international - et des dizaines de milliers d'emplois supprimés. » Voilà ce que vient de souligner la Chambre de commerce internationale (CCI) en annonçant la creation le 4 février à Londres du Bureau de renseignements sur la contrefaçon. :.

. La contre-attaque, a commencé », a déclaré récemment M. Jean-Jacques Guerlain; président de l'Union des fabricants pour la protection internationale de la propriété industrielle et artistique, qui presidera le nouvel organisme. Le ton agressif de cette déclaration paraît approprié car il reflète manifestement une volonté de réagir - concrètement ». Tel était le vœu des cent

représentant dix-sept pays. réunis récemment sous l'égide de la CCI pour définir la mission du Bureau.

L'initiative est originale, non seulement parce que e'est la première au niveau international, mais encore parce que — comme son appellation ne l'indique pas à l'évidence — le Bureau ne se contentera pas d'être, à l'image d'Interpol, un centre d'échange d'informations. Il disposera en effet d'un groupe d'inspecteurs chargés de mener sur le terrain de l'adversaire des enquêtes ponctuelles à la demande des victimea de la contresaçon. Celles-ci, ou leurs organisations professionnelles, financent tont ce travail par voie de souscrip-

Le Bureau paraît s'être donné les moyens de ses ambitions. D'ores et déjà trois enquêteurs ont été engagés, et ils bénéficie-ront de la collaboration de leurs quatorze collègues du Bureau maritime international, également patronné par la CCl, et qui a pour but de lutter contre les différentes formes de piraterie moderne. Ensuite, selon les besoins, d'autres agents seront recrutés. Le Bureau s'est encore assuré le soutien particulier de l'Union des fabricants dont l'expérience est anjourd'hui plus que centenaire. Fondée en 1872, cette institution française mettra notamment à disposition les services de ses offices de liaison de Séoul et de Tokyo, ainsi que la compétence de ses « correspondants - installés dans de très nombreux pays, surtout dans ceux de l'Extrême-Orient, où la contrefacon est devenue une activité économique majeure.

 Après nos investigations nous remettrons aux industriels concernés les preuves néces-saires qui leur permettront cinquante chefs d'entreprise Thrierr de l'Union des fabricants jusqu'aiors, celle des produits de

détaché en qualité d'expert auprès du nouveau Bureau. Il précise que des dossiers seront également remis aux organisations internationales pour que celles-ci incitent les gouvernements des pays mis en cause à décourager ou réprimer davan-tage la contrefaçon. - Mais, ajoute M. Thrierr, nous pourrons aussi intervenir directement auprès des administrations comme le fant déjà l'Unian des fabricants et les autres agences existant actuellement au plan national. Même les pouvoirs. publics les plus « tolérants » commencent à être obligés de sévir et de renforcer leur réglementation quand on ne cesse de leur soumettre des cas avérés. -

Multinationales de faussaires

Il y a aussi des moyens de pressions politiques quelquefois efficaces. Les promoteurs du Bureau de renseignement ont fait valoir que certains gouvernements sinissent par comprendre que l'ensemble de leurs relations et de leurs échanges internatio-naux peuvent pâtir de la - mauvaise image - que leur donne l'industrie des contrefacteurs. Ainsi les dirigeant de Taiwan seraient-ils à présent plus vigilants par crainte de voir se fermer peu à peu le marché américain, vital pour leur économie. M. Erie Ellen, directeur du Bureau, signale que, lorsqu'il est impossible d'agir « à la source ». il reste à obtenir que des mesures soient prises • à destination •. Et il cite l'exemple récent de la saisie, en Afrique du Nord, de centaines de milliers de cassettes - piratées - à Singapour.

La «flibuste,» des cassettes son ou vidéo est maintenant, et de beaucoup, la forme la plus d'engager des poursuites judi-elaires - déclare M. Alain a supplanté la plus connuc

luxe : parfnms, montres, briquets, portant indument les nome les plus prestigieux (Dior, Rol-lex, Dunhill, Cartier, etc.). Toutefois les faussaires, de plus en plus organisés en véritables multinationales et disposant souvent de l'aide des milieux criminels (comme au Japou), diversifient leurs activités. Ils s'attaquent à

des domaines où leurs agissoments sont donblement coupables et dangereux. M. Ellen mentionne quelques « grandes découvertes » faites ces toutes dernières années. Elles

portent sur les produits chimiques, les engrais notamment (avec le risque de pollution) ; les produits pharmaceutiques (des millions de pilules contraceptives ont été retirées de la vente en Amérique et au Proche-Orient, douze personnes sont mortes aux Etats-Unis après l'absorption d'amphétamines frelatées) les pièces de rechange pour l'automobile ou l'aviation. Une enquête a · révélé que six cents hélicoptères dans les pays de l'OTAN étaient équipes de pièces contrefaites et défectuenses, avec le cas d'un accident mortel à San-Francisco.

MM. Ellen et Thrierr ont exposé quelques apécimens, des « classiques » moins inquiétants, hormis un faux désherbant français, copie conforme pour le contenant d'un produit britannique. Toutefois, en l'occurrence, le liquide utilisé n'est pas nocif. Une imitation parfaite en apparence d'un champagne Mumm Cordon rouge n'est en réalité qu'un très mauvais mousseux italien. Et encore ce jeu de sou-papes pour motos Honda qui porte sur l'emballage l'inscription : « authentique »...

Enfin, comble de l'ironie : une édition pirate d'un livre dont M. Ellen est le coauteur. la Fraude maritime internatio-

FRANCIS CORNU,

Rentes britanniques

Peut-on encore vivre de ses rantes en cette fin du vingtième siècle? Le Roysume-Uni disposait en tout cas, à la fin de 1983, d'un imposant portefeuille d'actifs à l'étranger, soit 58 milliards de livres nets contre 15 milliards de livres fin 1879. Ce montant exert à la 50 de 1998, exterit surait, à la fin de 1884, attein 70 milliards de livres (prés da 800 milliards de francs), soit-plus d'un cinquième du produit national brut june grande pertie de la hausse raffétant la dépré-ciation du sterling et la volorisa-tion des tirms étrances.

tion des titres étrangers).

Le Royaume-Uni serait ainsi devenu, l'en demier, le premier investissaur mondiel (avec 81 milliards de dollars d'actifs nets à l'étranger) devant la Japon et les Etats-Unis. Compte tenu du rendement élevé des actifs eméricains, la présence bri-tannique outre-Atlantique se révèle prépondérante : un quart des investissements étrangers aux Etats-Unis 120 milliards de dollars sur 82 milliards de dollars. da flux) átait asauré par la Roysume-Uni, devent la J 19 %) et le Canada (7,5 %). Le pétrole prépare l'après-pétrole. Selon la banque Paribas

dans son dernier bulletin économique, cla progression des revanus d'investissements l'étranger pourrait, à partir de 1985, compenser la dégradation prévisible du solde pétrolier at la faible compétitivité du secteur manufacturier ». Négatif an 1980, le solde des intérêts, pro-fits et dividendes représentait, déjà en 1983, plus de la mortié des revenus invisibles britanniques, et assure, à moyen terma, un potentiel de réévaluation non négligeable. «Perdant peu à peu son statut de pétrodevise, la livre retrouverait un niveau plus repré sentatif de la santé économique et financière du Royaume-Uni. »

CEE

POUR LA PREMIÈRE FOIS DEPUIS DIX ANS

Les investissements vont créer des emplois

De notre correspondant

Bruxelles (Communantés euro-péennes). — En 1985, les investisse-ments industriels vont nettement progresser en moyenne dans la CEE, mais ils stagneront en France. Telles sont les conclusions de l'enquête conduite par la Commission de Bruxelles auprès de vingt mille entreprises européennes représeutant plus de 50 % du chiffre d'affaires global de l'industrie communau-

Ainsi la forte reprise des investis sements constatée en 1984 (+ 7 % en termes réels) se poursuivra pour atteindre 9 % cette année. La Communauté parviendra à un niveau comparable à celui de 1980, mais encore inférieur à 1973 (-14%).

Tandis que la France marquera le pas (0 % en 1985), la Grèce (+ 75 %) et l'Italie (+ 19 %) – dont les investissements avaient reculé l'aunée dernière – enregistrerent les plus fortes hausses suivies du Danemark (+ 14 %), des Pays-Bas (13 %), dn Royaume-Uni (8 %) et de l'Allemagne fédérale (7 %). La Belgique accusera pour sa part une basse de 2 %.

La Commission estime que le net La Commission estime que le net redressement des investissements va se traduire en 1985, pour la première fois en dix ans, par une légère augmentation du nombre global des personnes occupées dans l'industrie.

Cette perspective est confortée, ajoute-t-elle, par le fait que, dans plusieurs branches industrielles l'utilisation des capacités a atteint ou presque son niveau normal. ou presque son niveau normal. »

Selon l'enquête de Bruxelles, les entreprises envisagent de consacrer 20 % de leurs investissements à l'ac-croissement de leur capacité, 25 % an remplacement de leurs équipe-ments et 55 % à la rationalisation. Les projets d'augmentation des installations restent, toutefois, très mo-destes en France (13 % des entreprises), alors qu'en RFA la proportion est deux fois plus élevée (26%).

Ce seront les investissements dans la métallurgie qui réaliseront le meilleur score (+ 27 % en valeur), en raison notamment des proen raison notamment des pro-grammes de modernisation et de ra-tionalisation des entreprises sidérur-giques. Les industries des produits de base (+15%) et des biens d'équipement (+14%) se place-ront également en bonne position.

EN CHINE

Les entreprises à la campagne

Homme de peine de l'histoire chinoise, le paysan se retrouve aujourd'hui à l'honneur. Pas seulement pour evoir fait progresser considérablement la : production agricole depuis 1978, mais surtout en tent que force motrice de la nouvelle stratégie d'industrialisation du pays.

De notre correspondant

Pékin. - Donnant aujourd'hui la priorité à l'indus-trie légère anr l'industrie lourde, la Chine compte avant tout sur l'extraordinaire foisonnement de petites et moyennes entreprises dans les bourgs ru-

Elle compte aussi sur cette industrialisation décentralisée pour éviter ce grave problème qui obère le développement du tiers-monde : l'exode rural vers les grandes villes, le chômage urbain, la prolifération des bidonvilles. Sur le milliard cinq millions de Chinois, 20 % sont actuellement urbanisés. Ils seront 40 % en l'an 2000. Vingtsept ans après leur création, les communes populaires auront to-talement diaparu du paysage chinois cette année pour être remplacées par des unités admi-nistratives (villages, bourgs). Avec elles disparaît un embrigadement qui freinait toute initiative.

Parallèlement, les boargs ruraux - centres traditionnels dn commerce et de l'artisanat local, - qui a'étiolaient depuis la fin des années 50, ont connu depuis cinq ans un développe-ment surprenant dans certaines provinces. Ce phénomène s'étend graduellement. Il s'agit d'e une invention du paysan ehinois, nous dit le professeur sociologue chinois (1), qui a trie dans les bourgs, précise été adoptée par le PCC en le professeur Fei.

1984. Cette voie vers l'industrialisation est adaptée à nos conditions. Elle se fonde sur la prospérité des campagnes, à l'opposé de la révolution industrielle en Europe qui s'est faite-au prix de la détérioration du tissu rural ».

Le meilleur exemple, et le plus monté en épingle par les dirigeants, est celui de la pro-vince de Jiangsu, à l'ouest de Shanghai. Une des plus riches du pays, elle est aussi une des plus peuplées. En 1984, la production industrielle y a dépassé celle de l'agriculture dans les zones rurales (51 % contre 49 %), elle ne représentait en 1978 que 30 % du total.

Dana le Zhejiang voisin, 250 000 petits ateliers em-ployant 3,5 % de la main-d'un-vre rurale ont vu le jour depuis 1979. Les entreprises locales sont au nombre de I10 000 (30 % de plus que l'an der-mer). Elles réalisent 60 % du revenu rural et le tiers de la production totale de la province, pourtant relativement industrialisée et urbanisée.

Ouvriers paysans

Ces provinces sont surpeuplées (8 ares de terre cultivable par personne au Jiangsu). La tonte relative modernisation de l'agriculture a libéré des millions de bras. Pour éviter qu'ils ne viennent s'agglutiner à la recherche d'un travail autour des grandes agglomérations, en dépit d'un système qui leur mter-dit de résider en ville sans un permis spécial, il fallait « dis-perser l'industrie dans les campagnes », fournisseurs de maind'œnvre bon marché et de matières premières. « Plutot que transfèrer des hommes des campagnes vers les villes, il va-Fei Xiaotong, le plus célèbre lait mieux faire venir l'indus-

sans, retournent an village, où ils cultivent toujours leur-lopin. « Il n'est pas nécessaire de détruire les anciennes structures. le système familial », ajoute le professeur Fei. De plus, nous a dit un responsable politique, « les ouvriers des entreprises rurales – qu'elles soient pri-vées (individuelles ou de groupe) ou collectives - même s'ils connaissent une certaine exploitation, peuvent toujours retourner travailler la terre si le patron ne les pale pas as-

Les ouvriers resteut des pay-

Ainsi, selon les chiffres du ministère de l'agriculture, un quart de la production nationale de charbon provient de pe-tites mines. L'industrie des bourgs ruraux fournit 70 % des matériaux de construction, la moitié des pièces détachées de vélos, 40 % de l'industrie du vétement... En tout 13 % de la production industrielle natio-

Il ne faut pas croire que ces industries rurales ne l'abriquent que des objets désuets, assure le professeur Fei, qui étudie le Jiangsu depuis un demi-siècle. Certaines ont un équipement moderne alors qu'en ville nombre d'usines ont un matériel vétuste. » Organisées autour du pôle d'une ville moyenne, elles se-sont graduellement liées entre elles ainsi qu'avec les grandes entreprises, les universités et instituts de recherche.

Plus souples, elles penvent être plus adaptables aux changements technologiques ou à la mode, et fabriquent à plus bas prix car leurs charges aout moindres. Plus dynamiques, elles doivent gagner de l'argent pour survivre. Certaines out fait appel à des experts venus des villes, et qu'elles rémunèrent ou forment leurs propres techniciens. D'autres sous-traitent pour de grandes entreprises, de Shanghai par exemple. Et si les salaires sout souvent moins élevés qu'en ville, ils sont augmentés du revenu du lopin.

Un phénomène est apparu au travers de cette industialisation : la renaissance de l'entreprise privée à un niveau exceptionnel dans un pays communiste. En debors de ceux qui travaillent à leur compte (onze millions de personnes, quatre-vingts fois plus qu'en 1978), les individus peuvent désormais monter leur propre usine. Et si le maximum légal d'ouvriers est de sept ou huit. certaines en ont cent ou deux

Dans les années 60, la Chine offrait au monde un modèle de développement qui, à l'expé-rience, s'est révélé désastreux. L'industrialisation des bourgs est, sans doute, à long terme beaucoup plus révolutionnaire et moins destructrice. Certains dirigeants chinois commencent à la citer en exemple au tiers-

Mais ce processus n'en est qu'à ses débuts, il est encore li-mité aux régions relativement développées du pays, il ne se propage pas d'une manière égale partout. Son démarrage, même spontané, a été difficile en raison des résistances bureaucratiques, qui ne sont pas toujours vaincues. Et, n'en déplaise à la propagande officielle, on ne fait pas fortune partont. Mais voir un paysan riche partir à l'assaut des villes pour y investir ses économies et son dynamisme dans une entreprise est vraiment quelque chose de neuf en Chine.

PATRICE DE BEER.

(I) Membre du présidium de la Conférence consultative politique du peuple chinois (CCPPC), vice-président de la Ligne démocratique, le professeur Fei a étudié l'anthropologie sociale à Londres avec Malinowski, puis a travaillé à la London School of Economics et à Harvard.

Le FMI refuse de libérer 80 millions de dollars en faveur du Portugal

Lisbonne (AFP). - Le Fonds monétaire international (FMI) a re-fusé de libérer un crédit de 15 mil-liards d'escudos (environ 83,3 mil-lions de dollars) en faveur du Portugal, considérant que Lisbonne n'a pas respecté la lettre d'intentions signée en 1983, a sanoncé le 8 fé-wier la Banque du Portugal, Selon vrier la Banque du Portugal. Selon le FMl, le gouvernement portugais aurait dépassé la limite de crédit à accorder aux entreprises publiques prévue dans cette lettre, a précise un porte-parole de la Banque, cité par l'agence NP. Les 15 milliants d'escudos refusés correspondaient à la troisième et dernière tranche d'un prêt total de 60 milliards d'escudos (environ 333 millions de dollars) accordé par le FMI au Portugal, Tou-tefois, les autorités financières por-

tugaises ne considèrent pas comme grave le refus du FM1, étant donné que « Lisbonne n'a pius besoin de ce crédit », a indiqué le même porteparole.

Cependant, le Portugal a conclu les négociations avec un consortium de six banques internationales visant un emprunt de 500 millions de dollars. Cet emprunt est destiné à fi-nancer en partie la dette extérieure portugaise prévue pour cette année (au total 600 millions de dollars), a annonce vendredi la Banque du Portugal. D'après la Banque centrale, le prêt, qui devra être signé en mars prochain, est divisé en deux tranches de 250 millions de dollars ehacune, remboursables en buit ans, à un taux d'intérêt défini par rapport au Libor.

Selon le « New York Times » l'URSS cherche à se procurer des micro-ordinateurs

New-York (AFP). - L'Union sovié-tique négocia actuellement avec des firmes industrielles auropéennes, américaines et japonaises pour leur acheter des ordinateurs personnels, théoriquement destinés à des centres de recherche scientifique et à des écoles; a indiqué, vendredi 8 février, le New York Times.

Seion le journel, c'est la première fois que l'URSS chercha à se procurer légalement des ordineteurs personnels, utilisant un assouplisser des règlements commerciaux sur les exportations de matériel informatique eméricain, effectif depuis la 1ª janvier. Ces règlements s'appliquent à tous les fabricants occidentaux utilisant de la technologie américaine, et permettant d'exporter, avec des contrôles très limités, des ordinateurs de base (série Apple II, PC Junior...l.

Le New York Times, qui cite des sources industrielles, précise qua les Soviétiques anvisagent d'achetar plusieurs milliers d'appareils: Le chiffre, indiquent-ils, est difficile à établir exactement puisqu'ils ont contacté des fabricants de plusieurs pays (Japon, Etats-Unis, Grande-Bretagne, France et RFA) et da nombreux exportateurs

Les industriels sont réticents à engager des négociations avec les Sotiques, probablement, selon le New York Times, parce qu'aussi bien l'URSS que les Etats-Unis ont déja utilisé des micro-ordinateurs pour simuier et contrôler des lancements de

Mise à jour des contrôles

Cas informationa publiées par la journal américain coîncident avec une réunion à Paris du COCOM (Comité da coordination pour la contrôle multilateral des exportations ves les pays communistes), qui regroupe la Japon et la majorità des pays de l'OTAN.

Selon un communiqué, le COCOM a « passé en revue les progrès réalisés dans la mise en œuvre des conclusions de la précédente réunion à Paris, fin mai 1983 ». Ces progrès « ont été jugés satisfaisants, tant en ce qui concerne la coordination entre les États-membres, que la mise à jour des listes des produits et technologies soumis au contrôle ».

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

A Bourse de Paris apprécie de plus en plus l'alti-tude : cette semmine encore, avec une hausse de près de 2,5 %, elle a franchi aisément, de mardi à

L'indice de le Compagnie des agents de change affi-chait vemiredi un nouveau record historique, après avoir

«Toujours plus hant», c'est la règle que s'est donc imposée la Bourse de Paris, actuellement l'une des plus brillantes places financières internationales, avec Wall

Après une hausse de 16,5 % environ en 1984 et de 7 % en janvier, les valeurs françaises restent le placement favori des éparguants français qu'ils soient « petits », « gros » ou institutionnels. Les autres formes de placement ne les intéressent plus depuis belle lurette.

Il est vrai, selon les spécialistes de marché concourt en ce moment à drainer les fiquidités vers le Palais Bronguiart : l'environnement international favorable pour les marchés des valeurs, la désescalade des taux d'intérêt en France et la poursuite de la politique de

Cette bonne tenue générale des valeurs françaises qui appelle d'ailleurs une plasse de consolidation, de l'avis des professionnels, ne doit pas occulter les difficultés que commissent certains secteurs, à commencer par celui du

Toujours plus haut

La chute du BTP ...

conjoncture émanant des deux fédérations nationales confirmaient la chute de l'activité (moins de 8 % en 1984), alors que s'accroissait — dans les mêmes proportions — le rythme des censations d'activité (le Monde du 8 février).

La société ne prévoit pas de passer le dividende 1984 par pertes et profits mais il sera «réduit», précise la SCREG, sans autre détail. De même, Maisons Phénix, numéro un sans autre détail. De même, Maisons l'heax, munero un français pour les constructions de maisons individuelles, paye un lourd éribin à la crise avec une perte qui devrait avoisiner les 100 à 150 millions de francs pour l'année desnière, cette différence s'expliquant par le fait de savoir si out ou non (ce sera sans doute out) la société va déconsolider la part de US House dout elle détient 12,7 %, cette société américaine éprouvant elle aussi de sérieu cultés (le Monde du 9 février).

Filatures, textiles, magasins

Bâtiment, travaux publics

Lafarge Maisons Phénix Poliet et Chausson

SCREGSGE.SB

Bail Équipement ... Bancaore (Cie) Cetelem Chargeurs SA

Hénin (La) Imat Pl-Monceau

Midland Bank
OFP (Omn. Fin.
Paris)
Parisienne de récse.

Prétabail

Alimentation

Beghin-Say Bongrain BSN G.-Danone

Cédis
Cédis
Euromarché
Guyenne et Gase.
Lesieur
Martell

Most-Hen (1)

......... CFI Eurafrance

Banques, assurances

sociétés d'investissement

356,70 + 35,87 195,50 + 19 813 + 8

2 300 1 190

171,80 301

1252 - 8 141 inch. 284 + 9 75,50 + 2

8-2-85 Diff.

685 256 190

8-2-85

295 617

537 427

729 386 1 396

240

976

120

8-2-85

Diff

+ 16 + 7

+.81

Diff.

+ 49 - 9 - 18

- 12 + 30 + 9 - 44 - 181

Semaine du 4 au 8 février

Déjà, en 1983, Maisons Phénix avait enregistre plus de millions de francs de pertes sur un chiffre d'affaires asolidé avoisiment les 3 milliards de francs. Actionnaire ajoritaire, avec 40 % du capitul, la Générale des eaux se

contrats, l'un en Arabie saoudite (clini

De Districh
FACOM...
Fives-Lille
Fonderic (Gésférale)

Mines. cooutchouc

INCO.....

Eseo Françarep Pétroles (Française)

Pétroles B.P.... Primagaz Raffinage

Valeurs à revenu fixe.

8-2-85

96.90 -96.90 -116.12 + 97.16 -96.55 + 97.55 + 93.30 + 99.65

117,35 117,15

4 100 102,40

8-2-85

261,90 648 214

8-2-85

2 020

774

412 676 2 310

8-2-85

495 + 102,50 +

102,50 + 2,40 438,20 + 6,70 267,50 - 4,50

676 - 4 2 310 + 40 493 + 33,20 1 476 + 51 346 + 23,90 177,80 + 1,80 437 + 24,70 1 815 + 113

Diff.

226,90 +

Diff.

Diff.

102,65 -102,65 -102,45 +

181,62 + 0.17 186,87 + 0.27 112,80 + 0.30

1 615

ou indexé

41/2% 1973

PME 10.6 % 1976 8.80 % 1977 10 % 1978

9.80 % 1978

10.80 % 1979

Valeurs diverses

Matériel électrique

services publics

CIT-Alcatel
Crouzet
Générale des Eaux

Lyonnaise des Eaux Matra: Meriin-Gérin Moteurs Leroy-Somer Moulinex PM Labinad

SEB

Mines d'or, diamants

Sanofi 595 + 15 Skis Rossignol 2 090 + 100

15.75 % 1982

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

La semaine écoulée a été active et modérément bénéficiaire à Wall Street,

L'indice des valeurs industrielles a criminé la semaine à 1 289,91, en progression de 12,20 points sur la semaine précédente

tisseurs traditionnels, une certaine pro-gression de l'intérêt du grand public.

	Fa 194"	Biev.
Alcon	377/8	381/4
ATT	20 1/2	21 1/2
Bosing	62 1/4	633/4
Chase Man. Bank	. 50.3/4.	.55
Du Pout de Nemours	52 1/2	53 1/8
Eastman Kodak	71.3/4	73.1/4
Exxon	48 3/8	473/4
Ford	47 1/2	455/8
General Electric	52 7/8 55 3/8	63 7/8 56 3/4
General Motors	\$2 1/8	793/4
Goodyear	28 1/2	28 3/4
BM	135 5/8	137-1/8
TT	30 3/4	33 3/8
MohirOi	. 28	28 1/8
Pfizer	39 1/4	40 5/8
Schlumberger	40 1/8	41 3/8
Texasco	34 3/4	34 3/8
UAL Inc.	44 1/2	45
Union Carbido	37.5/8 - 27.1/2	37 7/8 28 1/8
US Steel	30 3/8	32 3/8
Kerox Corp	427/8	44 1/4
THE WAY WATER AND A SECOND	//	

8-2-85 Diff... 113.50 + 0.5

691 - 8 286,88 + 11,8 50,58 - 6,5 169,98 - 2,68

4-2-85 Diff.

+ 30

820

8-2-85

313 82

BILAN HEBDOMADAIRE

DE LA BANQUE DE FRANCE

en milions de francs)

ACTE

1) OR et CRÉANCES SUR .

L'ÉTRANGER

Or

Disponibilités à vue à

ECU

Avences su Fonds de stadisction des changes . . .

2) CREANCES SUR LE TRÉ-

dont: Concours . au . Trésor

Effets eec

SOR

public

D'OPÉRATIONS DE REFI-

NANCEMENT

31 CRÉANCES PROVENANT

l'étranger

235 + 9 484 - 22 276 Inch. 259,86 + 8,86 -119,80 + 2,26 313 + 27,60

Au 31 jenv.

417 197-

256 \$12

70 250

71 737

. 18 257

19 520

168 555

76 231

10 065

697 201

22 218

71:737

301 334

2817

8 446

LONDRES

la tendance a été un peu plus stable cette semaine à la Bourse de Londres. Un raffermissement des prix au comptant du pétrole brut, des records de hausse à Wall Street, ainsi que la réapparition de la demande institutionnelle ont entraîné une reprise.

L'évolution, a peu près conforme aux prévisions; de la masse monétaire, qui s'est révélée mardi en hausse de 0,75 % an mois de janvier, a eu un effet rassu-rant bien qu'elle ait écarté l'espoir d'une réduction rapide des taux de base ban-

Les fonds d'Etat ont avancé de près de deux points (2 livres sterling). La Banque d'Angieterre a annoncé le 8 février le lancement d'un nouvel emprunt de 1 milliard de livres 11.% 1990 à 97,5 % de la valeur nominale. Indices industriels: 988,5 (contre 977,5). Fonds d'Etat: 80,04 (contre 79,87). Mines d'or: 484,5 (contre 482).

and was some -	Cours I* fév.	- Cours 8 fév.
Boocham	360 228	353 233
Bowater Brit Petroleum	528	543
Charter Courtaulds	206 140	205 147
De Beers (*) Dunlop Free State Geduid	473 35 1/2	42 1/2
Glaxo		11 15/16
Gt. Univ. Stores Imp. Chemical	699 842	724 861
Shell	746 11 27/32	746 11 29/32
Vickers	234	237

(*) En dollars. ... TOKYO Record battu

L'indice Nikkei, Dow Jones, a atteint le record historique de 12 009,01 contre 11 946,96 la semaine précédente et l'indice général s'est établi à 924,45 contre 928,01

	Cours 1" fev.	Cours . 8 fév.
Akar Bridgestone Canon Puli Bank Honda Motors Matsushira Electric Mitsubishi Heavy Sony Corp. Toyota Motors	450° 529- 1 380 1 350 1 420 1 550 234 4 060 1 290	476 525 1 380 1 320 1 410 1 590 242 4 150 1 280

FRANCFORT Irrégulière

Deux facteurs négatifs out perturbé la Bourse de Francfort en début de se-maine. D'une part, les tensions sur les taux américains, et, d'autre part, la nou-

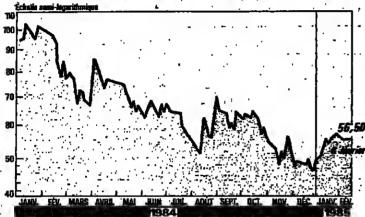
Toutefois, dès le 5 février, la tendance s'est raffermie et les hausses ont dominé.

Au milieu de la semaine la tendance a été plus caime au marché obligataire. Le taux moyen de rendement des em-prunts publics est passé de 7,18 à 7,39 %.

Indice de la Commerzbank du 8 fé-

71G . 1 102,0 COUCE	1 1 20,0.	
	Cours 1= fev.	Cou. 8 fé
AEG BASF Beyer Commerchank Deutschebank Hoochst Kanstadt Mannesman Siemens	114 179,50 188,50 169 399 186,80 218,50 153,50 513	116,2 184,4 195,2 167,4 402,7 190 206 154 544,5

L'ÉVOLUTION DES COURS DE SGE - SAINRAPT ET BRICE



Un crocodile à la cote

Il a de belles dents, une queue superbe et ne manque pas d'allure. Tous les joueurs de tennis le comnaissent. Il s'appelle « Altiga-tor » aux Etats-Unis, « Wani » au Japon. En France, c'est le fameux crocodile qui griffe les vêtements de sport et da loieir de la chemise Lacoste. Et Lacoste est une des marques prestigieuses distribuées par le groupe Devanlay, numéro un français de la maille avec un chiffre d'affaires de 1,66 milliard de francs, dont les actions feront leur en-trée sur le second marché le 19 février prochain, c'est-à-dire le jour du mardi gras. C'est presque un symbole...Il y a dix ans, Devanlay chait famine. L'entreprise était au bord de la faillite. Son déficit était de 43 millions de francs et son endettement bancaire (363 millions) représentait plus des deux tiers de son chiffre d'affaires.

Comment en était-elle arrivée là ? Devanlay n'avait pas su prendre le virage at s'était trouvée complètement démunie quand la crise vint à frapper. Depuis, le groupe a repris du muscle. Alors que ses frais financiers et son endettement bancsire ont fondu, le chiffre d'affaires a presque triplé, le productivité a monté en flèche et ses profits, dont le retour fut salué en 1976 (17,8 millions), ont quintuplé (90 millions de francs pour 1984 hors retornbées du plan textile). L'homme du miracle a été M. Léon Cligman, renommé dans les milieux textiles pour son savoir-faire. Il e appliqué ses principes. Ses principes ? Parlons-en. « Je suis pour le désendettement, je ne crois pas à l'inflation, je décentralise, je fais de le qualité, je reste en France, je forme mon personnel... Ce n'est pas plus difficile que ça », explique t-ii. La recette était bonne. Muni de toutes ses grandes marques (Jil, Polichinelle, Bonbon, Timwear, Champs-Elysées, Volcade, Scandale, Exciting, Nursery, Orly, et, bien sûr, Lecoste (plus du tiers des actions de cette société appartiennent à Devanlay) dont le potentiel va sans doute être renforcé par le rachat espéré à General Mills (licencié Lacoste) des actifs liés à cetta ectivité, Devanlay paraît bien armé pour affronter l'avenir. Pour 1985, le président Cligman table sur une nouvelle progression du chiffre d'affaires de 8 % (9 % an 1984) et de 10 % du bénéfice.

Donc, le jour du mardi gras, les particuliers pourront acquérir des actions Devanlay, cent vingt mille exactement (10,1 % du capital que le groupe familial contrôle encore à 53 %). Le prix d'offre minimum sera de 470 francs par titre. N'est-ce pas trop cher ? Le dividende sera maintenu à 16,4 francs pour 1984. Cela fait un rendement de 3,5 %. La charge Mélendès assure qu'un « investissement en actions Devanlay offre l'opportunité d'une diversification de grande qualité dans l'éventail boursier actuel ». C'est une opinion. La Bourse rendra son verdict dans dix jours. En attendant, une chose est certaine, les PME de l'industrie textile paraissent se plaire sur le second marché. Devanlay sere le neuvième à s'y introduire pour y tisser sa toile. Sur les soixante-quatorze valeurs que compte le second marché, la proportion est forte. Qu'attendent donc les belles petites e électroniques > pour venir s'y nicher à leur tour ? . . .

	4.5			<u> </u>	'
1	4 fev.	5 fev.	6 fev.	7 fev.	8 fev.
RM	422 657	440 223	512770	531 772	529 75
R. et obl.	2 378 580	3 333 681	4 525 426	2 661 576	3 422 10
Actions	65 415	89331	104 764	117861	11905
Total	2 866 652	3 863 235	5 142 960	3311209	407091
INDICES	QUOTIDI	ENS (INSE	E base 100,	28 décembre	1984)
Franç Étrang	105,1 107,6	105,8 109,4	106.9 109.7	106,7 111,2	<u> </u>
· .; •		E DES AG 100, 28 dé			
Tendance .	106,1	106,8	107,9	108,5	108,8
	(base	100, 31 de	embre 1982) .	
Indice gén. [195.1	196	197.3		198.9

Mumm Occidentale (Gle) Olida-Caby Permodia

(1) Compte tenu d'un compon de 9 F. Produits chimiques 8-2-85 - Diff. + 263 - 18 + 41 + 15 + 18 + 18 1 730

889 1 640 606 647 626 102,30 **VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT** TRAITÉES AU RM (*) titres cip. (F)

Elf-Aquitaine ... 258 762 59 490 333 Carrefour 28 950 54 666 914

IBM Corporation 37 805 54 587 739

Source Perrier ... 109 370 53 860 202 BSN 21 598 51 126 669 Most-Hennesy ... 25 046 49 347 588 Locinous 65 055 48 066 298 Lafarge-Coppec . 117 513 46 977 055 (*) Da 31 janvier au 7 février inches...

	8-2-85	Diff.	Care describing
Amgold Angle-American Buffelsfontein De Beers Driefontein Free State Gencor Goldfields Harmony President Brand Randfontein Saint-Helena	134,20 887 370 49,20 269,50 239 135,30 60,10 140,90 261,10 900	+ 10 + 9 + 10,60 + 0,90 + 9,56 + 11 + 20,36 - 0,70 + 1 + 48 inch.	4) OR ET AUTRES ACTES DE RESERVE A RECE- VOR DU FECOM 5) DIVERS Topal PASSIF 1) BILLETS EN CIRCULA- TRON 2) COMPTES CRÉDITEURS
Western Deep	389	+ 16 '	EXTERIEURS
Western Holding	302,30	+ 6,50	
			3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC
MADOUÉ			
MARCHÉ LIE	SRE DE	LOR	4) COMPTES CRÉDITEURS
	Cours	Cours	DES AGENTS ÉCONOMI-
2 1 1 /2 1	1- Mv.	2 fev.	QUES ET FINANCIERS
			dont:
Or fin (tillo en berre)		95 700	Comptes couracts des
	~ 64 556	1 42 444	Annihiran pominiff das
. Pièce française (20 4-1			établissements astraints
Pièce française (20 fr.) Pièce française (10 fr.)	. 580 418	· . 671	établissements astraints à la constitution des
Pièce française (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.)	. 580 418 863	\$71 412 965	établissements astraints
Pièce française (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.)	. 580 418 863	\$71 418 965 542	établissements astraints à la constitution des
Pièce française (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.) Pièce intine (20 fr.) Pièce tradaleure (20 fr.)	. 580 418 983 544	671 418 965 848 848	établissements astraigts à la constitution des réserves
Pièce française (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.) Pièce Intise (20 fr.) • Pièce trusieune (20 fr.) • Pièce trusieune (20 fr.) • Souverain • Souverain	. 580 418 563 544) 544 - 696	871 418 965 848 148	3 la constitution des réserves 5) ECU A LIVRER AU FECOM
Pièce française (10 fr.) Pièce suisse (20 fr.) Pièce lictise (20 fr.) O Pièce tendeleure (20 fr.) Souverain Souverain Elizabech II O Dami-souverain	580 418 983 844 996 700 370	171 412 165 348 148 689 684 382	Stabilissements astrolicis à la constitution des réserves SI ECU & LIVRER AU FECOM RÉSERVE DE RÉFVALUA
Pièce française (10 fr.) Pièce inties (20 fr.) Pièce inties (20 fr.) Pièce inties (20 fr.) Pièce inties (20 fr.) Souverain Souverain Pièce je 20 dollers	. 580 418 963 844) 844 - 696 700 370 2 980	171 412 165 348 148 689 684 382 3 \$40	Stablissements estraints à la constitution des réserves 5) ECU & LIVRER AU FECOM 6) RÉSERVE DE RÉFYALUA- TION DES AVOIRS
Pièce française (10 ft.) Pièce saises (20 ft.) Pièce latine (20 ft.) Pièce tentalenne (20 ft. Souverain Souverain Eleabeth II Dani-couverain Pièce de 20 dollars 10 dollars	. 580 418 983 844) 844 - 696 700 370 2 980 2 002	571 412 965 548 948 989 684 382 3 840 2 065	Stabilissements astraints à la constitution des réserves 5) ECU A LIVRER AU FÉCOM 6) RÉSERVE DE RÉFYALUA- TION DES AVOIRS PUBLICS EN OR
Pièce française (10 fr.) Pièce suisee (20 fr.) Pièce latine (20 fr.) Pièce tradement (20 fr.) Souverain Souverain Elizabeth II Dani-souverain Pièce de 20 dollars 10 dollars	. 580 418 563 644) 644 - 696 700 370 3 280 2 002 1 755	671 412 965 548 548 689 684 382 3 840 2 055 1 380	itablissements astraints is a constitution des réserves 5) ECU A LIVRER AU FECOM 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUA- TION DES AVOIRS PUBLICS EN CR. 7) CAPITAL ET FONDS DE
Pièce française (10 ft.) Pièce saises (20 ft.) Pièce latie (20 ft.) Pièce latie (20 ft.) Pièce tentionne (20 ft.) Souverain Souverain Eleabeth II O Deni-souverain Pièce (10 dollars 5 0 pesce 50 pesce 50 marks	. 580 418 563 544 544 996 -700 2 202 1 255 3 570	671 418 965 348 669 684 382 3 840 2 065 1 380 3 600	à la constitution des réserves 5) ECU A LIVRER AU FÉCOM 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR 7) CAPITAL ET FORDS DE RÉSERVE
Pièce française (10 ft.) Pièce saises (20 ft.) Pièce latine (20 ft.) Pièce tentalenne (20 ft. Souverain Souverain Eleabeth II Dani-couverain Pièce de 20 dollars 10 dollars	. 580 418 563 544 986 -700 -370 2 380 2 1 256 3 570 577	671 412 965 346 568 148 609 684 384 2 065 1 380 3 600 675 575	itablissements astraints is a constitution des réserves 5) ECU A LIVRER AU FECOM 6) RÉSERVE DE RÉÉVALUA- TION DES AVOIRS PUBLICS EN CR. 7) CAPITAL ET FONDS DE

Page 18 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985 •••

l fév.

105,8

Indice

(base 100, 28 décembre 1984)

Variat. %

+ 1,3

Plus haut

Plus bas

mm sero-it igsteiff mirates a. mare de # 9 151 151 ST ST 151 mente mil 2 inter de pla montos societas mentes

smatières pren ermeté **de**

gefenten dan - majoriamien bei

to the sale of the constitution of

TELEVISION CONTROL OF THE BEAUTY OF THE BEAU

tien at a art of the

Andrea and a second

A Trace of term of the Contract Action of the to the second se mentage - servicue à la The fact of the control of the contr BELL - France Leader. LAME

the first the first There ell an love week la Service of Service Services 20 27 2 CO Service of the string 10 may 19 m The street of th The second of the second The grant of the state of the the first state of the state of

The state of the s E Pres de Para The second secon

The state of the state of the state of the 72 12

LONDRES Stabilité

Après ses vivre Commission des la tendance à cir un peu pra se CONTRACT LOS A .. SOUTE C. LOUIS La saffermiseren ce par besser & Hall Street and take peritua de la nemanti estenesi cont entraint une ra; tie L'ésquiten, a seu pre malens

Menturghause

prior révérie mari, et l'ause d'él **ಎಟ್ಟಲಾರಿಕು ಸೆಪ್ಟ್ 2** 1 ಕಿ.ಮ್. ಸ್ಟ್ರಾಪ್ಟ್ ಪ್ರಾಪ್ತಿ ment bitt un t e 4' carte "tourfo philacology to the law to the Cautes Colac: ...

.. Les fonds e E.a. ni avate un S. Service in a common out the service of the least of th 100000 100 20 1 1 447 (2 977,51 Fends 1111 1111 (2 ETT. Maren a in and frames

14 Best Permitus Charte Courses Free State God_: Gr. Car Store

Imp Chemica Shell Ladever 4 1 1 W Vickers . Wer Lore ing Endalum TOKYO Record battu Linedica Names, Des Joseph le record to the first of the f

dice general 5 to \$ 23. 3 24.55 C:-3 1430 1430 1430 1430 1430 Bestgestate Ciasi - B Hardis M. 🐃 Mergustrus E. arred M. taubier, fices? Toyota Mater

Irregulière Deux facteurs organisation in the Bourse of Francisco or annual research of the Bourse of the State of the St Transfers. See a land of the seed of the s Ar mines de la semana la mine.

FRANCFORT

eté plus saint de la servicio de la la companya de la la companya de la companya del la companya de la companya Letiste de la Commerciale 97:05 1 1:62.0 = 1.15 AEG . Basp Beret Competition of the Control of the Co

land.

La senaine écratice à été long prodérèment bénéficiaire à Wall sur rece une afternance de léasea le lières et baissière et venéral le lières le li

Écartelé entre des opinions contradictoires, le marché interna-tional des capitaux ne sait plus très bien où il en est. Aussi tente-t-il de naviguer à vue dans un brouillard d'incertitudes d'autant plus préoccu-pantes que le problème fondamen-tal, à savoir le déficit budgétaire du gouvernement des États-Unis, ne peut par définition que lui échapper totalement

Si un petit nombre d'optimistes Si un petit nombre d'optimistes continuent d'anticiper une baisse des taux d'intérêt, un nombre croissant d'eurobanquiers se montrent résolument sceptiques sur l'évolution du loyer de l'argent à court terme parce qn'à Washington le Fed se trouve dans une situation impossible. Pendant combien de temps encore pourra-t-il concilier l'existence d'un colossal déficit budgétaire, avec pour corollaire la nécessité d'emprunter massivement et en sité d'emprunter massivement et en permanence, avec le maintien de taux d'intérêt peu élevés? Le seul fait qu'il est maintenant clair que tout l'argent du monde est insuffi-sant à combler les besoins du gou-vernement des États-Unis ne peut un jour on l'autre manquer d'avoir un impact hanssier sur les taux d'intérêt.

L'euromarché

Le volume extrêmement élevé issions nouvelles n'est pes le phénomène le plus inquiétant pour le marché international des capitaux. Malgré leurs niveaux records, les montants requis depuis le début de l'année penvent être absorbés sans trop de difficultés, ne serait-ce que compta tenu de l'ampleur des emprunts venant à échéance, des paiements de coupons, des remboursements auticipés et de la diminution des eurocrédits bancaires. En revanche, la scène financière internationale a, cette semaine, été teone en baleine insqu'à jeudi soir, c'est-à-dire jusqu'au moment où le Trésor américain devait finir d'emprunter 19 milliards de dollars destinés à combler le déficit du budget fédéral,

De l'issue de cette opération éta-lée sur trois journées dépendait l'ambiance curo-obligataire. Les prélèvements du Trésor d'outre-Atlantique s'effectueat, en effet, au travers d'enchères au cours desquelles se dessinent de nouveaux rendements qui serviront de nouvelle référence tant au papier en cir-culation qu'à celui à venir du gou-vernement et des sociétés privées.

Si la première enchère, mardi, s'est effectate dans l'enphorie, les 7 milliards de dollars de notes à trois 7 milliards de dollars de notes à trois ans ayant été quatre fois couverts et enlevés sur la base d'un rendement moyen de 10,40 %, la situation s'est progressivement dégradée par la suite. Mercredi, les 6 milliards de dollars d'obligations à dix ans n'étaient plus que deux fois souscrits. Jendi, c'était la déhâcle. Les 5.75 milliards de dollars d'obligations à dix ans n'étaient plus que deux fois souscrits. Jendi, c'était la déhâcle. Les tout, le Crédit national s'en était tré tout aussi hieri la semaine viéce. 5.75 milliards de dollars d'obliga-

En plein brouillard tions à trente aus restaient entre les mains des banques. Après s'être placé sur un rendement moyen de 11,27 %, le papier ebutait rapide-ment et le rendement s'élevait paral-

lèlement pour procurer, en clôture, 11,33 %. La déception du marché euro-obligataire a été très vive. Le mau-vais accueil réservé par les institu-tions d'outre-Atlantique au papier à long terme offert par leur propre gonvernement reflète la crainte qu'une tension supplémentaire sur les taux d'intérêt soit devenue inévitable. En outre, l'écorme endette-ment du Trésor des États-Unis commence à inquiéter certains. Le directeur d'un des plus grands fonds d'investissement américains nous confisit cette semaine qu'il se gar-dait dorénavant d'acheter du papier do gouvernement à plus de cinq ans

L'inquiétude sur l'évolution des taux d'intérêt, qui a également pour effet de renforcer le dollar sur les marchés des changes, ne pouvait nvoir qu'un très mauvais impact sur les neuf nouvelles euro-émissions à taux fixe lancées cette semaine. Bien que leur volume global soit relativement modeste puisqu'il n'atteint que 950 millions de dollars, la quasi-totalité de ces opérations out été purement et simplement délaissées par les investisseurs et se sont traitées sur le « marché gris » avec des décotes supérieures aux commissions bancaires.

Dans cette grisaile, seul, pent-être, n émergé l'euro-emprunt de 100 millions de dollars à cinq ans de la banque new-yorkaise Bankers Trust. Les conditions, qui compor-tent un coupon annuel de 11,125 % et un prix d'emission de 99,875, ont semble convenables pour une signa-ture aussi bien comme, dont la dette ture aussi bien connue, dont la dette bénéficie d'un avantageux « AA » ao firmament de la classification des agences spécialisées américaines.

L'avenir du « Libor » en jeu ?

Le secteur à taux variable a'est, en revnnebe, mieux comporté. Seules trois transactions ont vu le jour depuis lundi, mais elles totalisent près de 1 milliard de dollars. La même Bankers Trust l'a également sollicité avec une opération de 300 millions de dollars sur quinze ans. L'intérêt triméstriel sera l'addi-tion d'une marge de 0,0625 % an tanz interbancaire offert sur lesdépôts en eurodollars à trois mois. La commission bancaire s'élève à

tout aussi bien la semaine précé-

dente en offrant près de 3 points de

base de moins.

Profitant, à son tour, de la baisse importante des conditions dans ce secteur, les Ferrovie dello Stato, la régie autonome des chemins de fer italiens, sont venus proposer 460 millions de dollars destinés à remplacer des opérations anté-rienres levées à l'époque à des termes plus onéreux. Les euroobligations d'une durée de dix ans ont été offertes an pair sans le sup-port d'aucune marge. Leur intérêt, qui sera arrêté chaque mois, mais réglé chaque trimestre, sera le plus haut soit du « Libor » à un mois, soit de la moyenne entre les taux offerts et demandés sur les dépôts en euroet demandés sur les dépôts en euro-dollars à trois mois. Le tout, qui est saupoudré d'une commission pour les banques de 0,40 %, est peu cher payé. Aussi le marché a'est-il fait tirer l'oreille. Vendredi, l'émission se traitait avec une décote de 0,35, et encore, elle ne parvenait à se maintenir à ce aiveau que grâce an sou-tien des banques chefs de file. Le « Libor » est-il devenn totale-

ment obsolète ou est-il encore la référence de base des eurobanques ? Ce pourrait être là un beau thème de réflexion pour la copie de pre-mier jour d'un candidat à l'ENA si cette institution daignait reconnaître qu'une bonne ndministration passe par la parfaite connaissance des mécanismes financiers internatio-naux. Pour l'instant, c'est le sujet qui revient dans toutes les conversations des eurobanquiers, que ce soit à Londres ou à New-York. Il fant tout d'abord souligner que la plupart des eurobanques de qualité se refi-nancent actuellement à un taux infé-rieur à celui du « Libor ». De plus, la concurrence acharnée que se livrent les banques d'investissement a en pour effet d'éroder les marges qui a'ajoutent au « Libor ». Deuxiè-mement, la mondialisation des prin-cipaux marchés des capitaux, d'une part, et l'introduction de nouveaux instruments de financement, d'autre part, ont, en effet, amené un nombre croissant d'emprunteurs internationanx à choisir comme taux de base celui du papier commercial émis aux États-Unis, parce qu'il a l'avan-tage d'être en général parmi les plus

bas de tous les taux à court terme. C'est ainsi que le Danemark et l'Espagne, deux euro-emprunteurs traditionnels, ont maintenant choisi de se tourner vers le marché da papier commercial américain, pour, respectivement, mobiliser 1 milliard et 500 millions de dollars. Dans un mouvement similaire, la Swedish Export Credit Corporation, organisme de financement des exporta-tions suédoises, a décidé de porter à de papier commercial aux États-Unis.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Crédits – Changes – Grands marchés

Dollar: l'entrée dans l'inconnu

Les lions sont lâchés! Les lions, c'est-à-dire les acheteurs de dollars - nux Etats-Unis, on les appelle des taureaux (bulis), - sont passés à l'action dès le début de la semaine, après une courte quinzaine de prudente accalmie. Les cours de la devise américaine ont enregistré une nouvelle poussée de hausse, battant le record historique à Paris à plus de 9,90 F, en route vers les 10 F, désormais à portée de main, et dépassant les 3,25 DM à Francfort, an plus hant niveau depuis treize ans."

Dès lundi, en effet, le cours du «billet vert», qui, depuis l'interven-tion vigoureuse des banques centrales le mardi 22 janvier, était resté cantonné aux alentours de 3,16-3,17 DM et de 9,65-9,72 F, bondis-sait brutalement de 3,17 DM à 3,50 DM et de 9,69 F à Paris à 9,79 F. Le soir même à New-York, en dénit des interventions des hanques centrales - allemandes, britanmique et japonaise (quelques centaines de millions de dollars). - la devise américaine accentuait sa poussée à 3,22 DM et 9,84 F. nouveau record historique. Les jours suivants, la montée se poursuivait lentement jusqu'à 3,23 DM et 9,85 F, puis s'accélérait brutalement à la veille du weed-end.

Vendredi en fin d'après-midi, le dollar, an-delà de 3,25 DM à New-York, atteignait 9,92 F environ, tous records historiques battus à nonrean. Tout au moins sur la place de

Cette poussée de fièvre (23 centimes dans la semaine à Paris) est due à plusieurs factours. Le premier a été la réaction des marchés financiers internationanx à la présentation de son projet de budget par le président Reagan, qui ne prévoyait pas de rédaction significative du déficit. La déception et la crainte de ces milieux se soot traduites par une hausse des taux d'intérêt américains, que ce soit à court ou à long terme. L'eurodollar à six mois a débordé largement le palier des 9 %.

On redoute, on effet, que la conjonction des emprunts dn Trésor pour combler le déficit budgétaire et de ceux des entreprises pour finan-cer leurs investissements ne provoque dans l'avenir proche une tension sensible du loyer de l'argent. L'effet d'anticipation joue à plein dans ce domaine, comme il a pu le faire il y a encore un an lorsqu'une reprise de l'inflation apparaissait eucore possible. Cet effet explique d'ailleurs que les taux à long terme ne fléchissent

pas vraiment outre-Atlantique, alors qu'on a vu les taux à court terme baisser plus franchement.

Un deuxième facteur, d'ordre purement technique celui-là, a été le franchissement aisé de la barre des 3,20 DM sur lequel butait le dollar depuis le 21 septembre dernier, sous l'effet des interventions des banques centrales, essentiellement la Bundes-

Le 15 janvier, puis le 22, le « billet vert - n'avait pas crevé le pla-fond des 3,20 DM, considéré comme un important seuil de résistance par les opérateurs sur graphiques dans le monde entier.

Sur le marché Interne de Chicago (International Monetary Market), on attendait avec intérêt que ce pla fond soit crevé. Lundi 4 février, il l'était facilement, et, dès lors, sui-vant les graphiques, la voie était ouverte au dollar pour atteindre le nouveau seoil de résistance de 3.30 DM, en attendant éventuellement celni de 3,40 DM ou de 3,50 DM, c'est-à-dire 11,50 francs. Vraisemblablement, les opérateurs en question, surtout à Chicago, ont procédé à des achats conrris orsqn'ils ont vu le dollar déborder urésistiblement ce fameux seuil de

Les théories classiques au placard

Un troisième facteur, d'ordre purement mécanique, a été l'accen-tuation de la demande de dollars pour effectuer des investissements aux États-Unis, ce que M. MeNamar, sous-secrétaire américain au Trésor, qualifie de « déplacement de porteseuille » (portfolio shift). Sa théorie, largement développée au symposium de l'European Management Forum, qui vient de se tenir à Davos sous la présidence de M. Raymond Barre, est la suivante ; acruellement, seul compte pour les détentours de capitaux internationaux l'attrait irrésistible exercé par l'économie des États-Unis, où les investissements peuvent trouver toutes garanties de rentabilité, de sécurité, avec des avantages notammment fiscaux et des possibilités de mobilisa-tion très supérieures à ceux que penvent offrir les aatres marchés. Dans ces conditions, affirme M. McNamar, ·les: flux purement financiers prennent une importance croissante et même primordiale aux dépens des

opérations de commerce internatio-

A occasion, il renvoie au placard les théories classiques qui, pour expliquer les variations des monnaies, prennent en compte les différences de taux d'intérêt et de taux d'inflation entre les pays, de même que les déficits des balances des échanges commerciaux et des paiements courants. Il ajoute au surplus que les interventions des banques centrales sont totalement inefficaces sur des marchés de changes où les transactions quotidiennes atteignent maintenant 200 milliards de dollars.

A ce même symposium, les representants des banques centrales ont fait preuve d'une prudence de ser-

Ponr M. Karl Otto Pæhl, prési-dent de la Banque fédérale d'Alle-magne, « il est difficile de dire quoi que ce soit de raisonnable sur le dollar . Tout eo dénonçant, avec ses collègues, les dangers que pré-sente l'endettement croissant des Etats-Unis vis-à-vis de l'étranger, il estime que la situation actuelle pourrait se prolonger, encore pen-dant un an ou peut-être même deux. M. Pœbl a nié avoir jamais ntilisé le mot de surévaluation pour le dollar, avouant tout de même qu'il y a un an il n'avait pn croire que le dollar remonterait au-dessus de 3,20 DM.

En revanebe, l'ancien chancelier Helmut Schmidt n estimé, en fin de semaine, qu'actuellement le dollar était surévalué de 30 % par rapport au mark. Mais pour M. Wilfrid Guth, président de la Dentschebank, première banque commerciale allemande, rien ne permet actuellement d'envisager une baisse du dollar.

A vrai dire, tout le monde, en ce moment, est un pen perdu, si ce n'est totalement. Que ce soit les opérateurs, les banquiers, les banques centrales on les gouvernements. « Nous entrons maintenant dans une terre inconnue . (uncharted land), avouait un de ces opérateurs à la veille do week-end. Pour l'instant, c'est bien la seule chose sensée qui ait été exprimée.

FRANÇOIS RENARD.

LES MONNAIES DU S.M.E.": DE LA PLUS FORTE À LA PLUS FAIBLE -1.50

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1" FÉVRIER AU 8 FÉVRIER (La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Liere	\$EUL	France françois	Franc	D. mark	Franc bulge	Florin	Live
177			-					-
Lendres	1 -	-	-	-	-	-	-	100
	1,1155		18,850	36,1664	30,3166	1,5378	27,2219	0,450
Mar-York	7,1730	-	10,3167	37,1195	31,5159	1,5740	27,8473	4052
100	11,8454	9,5638	_	353,23	385,24	15,2314	263,63	3.00
Per	10,5337		-	352,56	305,48	15,2573	269.92	4,050
	3,8844	1768	對與超			人里面	76,2653	1,384
Zeth	3,8388	2,6940	27,7932	-	\$4,7638	4,2405	75,8206	1,378
	3,6198	3,2450	32,7612	117,36		4,9900	88,3354	1,627
President	3,5791	3,1730	32,7353	117,76	-	4,9944	88,3597	1,623
	72,5410	63,63	6,5654	23,5190	24,5400	_	17,7025	3,261
	71,6618	63.53	6,5542	23,5828	28,8238	-	17,6914	3,749
1.00.10	4,8978	3,6735	37,8873	111,86	113,20	5,6489		1342
Autorium .	4,8504	3,5910	37,0488	133,29	113,17	5,6524	1	1,836
	2724.31	1994	281,31	721.16	614.48	30,6628	547.83	
	2285,24	1955	201,29	725,68	elen?	36,7728	544,41	
	294,14	260,10	X293	34,9687	18,1541	3,9997	70,8844	8.13
Tokyo	299,21	256,40	26,4522	95,1744	36,2963	4,0358	7L4007	0.131

A Paris, 100 yeas étaient cotés, le vendredi 8 février, 3,8082 F contre 3,7804 F

Les matières premières

Fermeté de la plupart des marchés

ont provoqué quelques mouvements nerveux sur les marchés où la note d'ensemble a été soutenne à terme sur les métaux. La remontée des taux d'intérêt aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne a contribué à la nervosité des opérateurs et des déga-gements bénéficiaires ou de précau-tion ont écrété en fin de semaine les gains initiaux.

gains initiaux.

METAUX. — Nouvelle progression du cuivre, amplifiée à Londres par la baisse de la livre et par la diminution de 3 925 tonnes (à 116 400 t) des stocks du LME. Mais des prises de bénéfice ont par la suite limité l'avance et une note plus infaulté est angune que la plus irrégulière est apparue avec la hausse des taux d'intérêt qui pour-rait limiter la demande. De plus, l'annonce de la réduction du prix de vente par la firme américaine Asarco a contribué à la relative détente sur ce marche.

Le zinc a poursuivi son mouve-ment de hause des semaines passées pour retrouver ses plus hauts pour retrouver ses pius nauts niveaux depuis onze ans à Londres. Il semble que, grâce aux stocks dis-ponibles sur le carreau de in mine peruvienne en grève, les contrats de livraison pourront être honorés, mais cet arrêt de travail n'en reste nes mois i-mittant discon que les pas moins inquiétant alors que les stocks du LME ont boisse de 675 tonnes (29 600 tr). Une certaine détente n limité voire effacé en fin de semaine les progrès inilinux à la suite de l'annonce d'une augmentation de l'1,5 % des stocks des pays européens de l'OCDE en 1984 et de 3 % de la production de ces mêmes pays. Irrégulier la semaine précé-dente. l'aluminium a été nettement plus soutenu et a établi ses plus hauts niveaux depuis onze mois. La cote a toutefois été irrégulière, l'effet haussier de la diminution des stocks du LME de 2400 tonnes (140 550 t) et les réductions de production annoncées par les firmes Alçoa et Reynolds ayant été un

moment freines par des bruits de vente du Japon. L'annonce par Alcoa de la fermeture de sa mine de Jamaique a provoqué un regain de tension en fin de semaine. Cette fertension en fin de semaine. Cette fer-meture ne serait que temporaire, mais il semble que la reprise n'interviendra que si Alcoa trouve un partenaire pour un joint-venture. L'étain et le plomb ont été irrégu-liers. Le nickel, en repli par rapport

à ses sommets récents, o ensuite été plus soutenu en raison d'une dimi-nution des ventes soutée nution des ventes soviétiques et d'une reprise trop lente de la pro-duction en Nouveile-Calédonie. DENRÉEES. - Les tentatives de

reprise du suere au cours des semaines précédentes ont fait long feu et le marché s'est inscrit en repli. Les dernières statistiques font

dre 41 % de la consommation annuelle mondiale à la fin de la spianniente monatate à in fin de la sin-son courante. FO Licht prévoit des stocks de 39,3 millions de tonnes et Gill and Duffus 39,6 millions. Pour in firme ED et F Man, le caractère inélastique de la consommation mondiale, malgré les bas prix, fait dépendre essentiellement du facteur production un changement d'orientation du marché.

Le cofé a fléchi en raison d'une pression à la vente du Brésil alors que les torréfacteurs restaient sur la reserve. Ecarts très importants sur le cacao, un important recul succè-dant d une forte hausse initiale, d partir des sentiments contradic-toires quant nux problèmes d'approvisionnement.

LES COURS DU 8 FÉVRIER 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUK. — Leadres (en sterling partonne): cuivre (high grade), compennt, 1 247 (1 244,50); à trois mois, 1 270 (1 265,50); étain comptant, 9 940 (9 965); à trois mois, 9 925 (9 927); plomb, 339 (340); zinc, 755 (735); alumininm, 995 (970,50); nickel, 4 540 (4 510); argent (en pence par once troy), 545 (553). — New-Yerk (en cents par livre): cuivre (premier terme), 61,40 (62,55); argent (en dollars par once), 6,12 (6,22); platine (en dollars par once), 272 (274,4) — Peanng: étain (en ringgit par kilo), 29,15 (29,15).

TEXTILES. - New-York (en cents par livre): coton, mars, 65,02 (64,73); mai, 66,10 (66,02). - Lendres (en nouveaux pence par kilo), laine (peignée à sec), mars, 511 (521). — Rachaix (en francs par kilo), laine, mars, 53,60 (53,50).

CAOUTCHOUC. - Londres (en livres per tonne): R.S.S. (comptant), 640 (640).

METAUX. - Louires (on sterling par DENRÉES. - New-York (on cents par

DENRÉES. — New-York (en cents par ib; sanf pour le cacao, en dollars par toone): cacao, mars, 2 280 (2 298); mai, 2 320 (2 327); sucre, mars, 4,05 (4,43); mai, 4,42 (4,71); café, mars, 148,20 (150,85); mai, 146,10 (147,50). — Loadres (en fivres par tonne): sucre, mars, 113,0 (123,30); mai, 120,7 (130,9): café, mars, 2 352 (2 379); mai, 2 364 (2 385); cacao, mars, 2 236 (2 187); mai, 2 256 (2214). — Paris (en francs par quintal): cacao, mars, 2 397 (2 317)); mai, 2 420 (2 362); café, mars, 2 547 (2 541); mai, 2 554 (2 547); sucre (en francs par tonne), mars, 1 372 (1 368); mai, 1 417 (1 418). Tourteaux de soja: Chicago (en dollars par tonne), mars, 137,5 (140,70); mai, 143,3 (146,6). — Londres (en iivres par tonne), juin, 145,0 (146,2); aodt, 145,8 (147,10).

CÉRÉALES. - Chicago (en cents par boisseau): bié, mars, 254,5 (354,4); mai, 346,7 (346,2); mais, mars, 271,7 (271,4); mai, 279,0 (277,6). INDICES. - Moody's, 969,1 (972,80); Reuter, 2 020 (2 014,30).

Marché monétaire et obligataire

Un emprunt d'Etat bien couvert

Longtemps attendu, un peu consi-déré comme l'Arlésienne, le premier emprunt d'Etat de l'année, le premier aussi depuis la début de l'antonne dernier, a reçu un accueil tout à fait « positif ». Son montant initial de 15 milliards de francs n été aisément porté à 20 milliards, bien que les 5 millirds de francs supplémentaires sient été un peu moins facilement souscrits.

La première tranche à 11 % prorogeable, après un démarrage un peu leut, s'est finalement très bien placée. La deuxième tranche, à taux révisable, a été recherchée surtout par les gestionnaires des SICAV et de Fonds communs de placement à court terme. Cet emprunt a donc été, globale-

ment, un succès. En fin de semaine, les réseaux distributeurs avaient même da ma) à obtenir du
a papier ». Un tel succès a été
acquis en dépit de taux d'émission
un peu tirés à la baisse. Mais on sait que cette nouvelle détente a été voulue par le gouvernement. Interrogé

loyer de l'argent provoquée par la tension internationale, notamment en Allemagne, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie et des finances, a répondu qu'il - ne devrait pas y avoir de guerre des taux et qu'il n'était pas « Isolé » dans sa volonté de voir baisser des taux « encore élevés en France » Pour lui, « la situation excellente du franc donne une marge de manœuwee, pour une réduction supplémentaire destinée à stimuler l'inves-

sur la possibilité d'une remontée du

Le ministre observe « un mouvement général de résistance d la hausse = tant du côté du Japon, qui est prêt à intervenir, que de l'Alle-magne ou des Etats-Unis eux-mêmes afm de ne pas enrayer le mouvement de croissance actuel.

Sur le marché secondaire, les rendements se sont à nouveau orientés à la baisse. Le premier jour de la semaine, à l'annonce d'un taux de 11% pour l'emprunt d'Etat, plus bas

que prévu (on parlait de 11,30 à 11,40 %), ces rendements fléchissaient fortement de près de 0,20 % puis ils remontaient un peu par la suite pour s'établir aux environs de 11,12 % contre 11,21 % pour les emprunts d'Etat à plus de sept ans et de 10,78 % contre 10,93 % pour ceux à moins de sept ans.

Ayant subi une ponction non négligeable, encore un peu affecté par uo environnement international peu favorable mais disposant de liquidités abondantes et rassuré par une stabilité du marché monétaire que la Banque de France alimente au taux inchangé de 10,50 %, le marché des obligations repart doucement de l'avant.

Au calendrier, rien n'est prévu pour la semaine prochaine encore totalement réservée à l'empruot d'Etat. La semaine d'après nn attend des émissions de banques (Crédit lyonnais et Crédit mutuel) et peut-être de la Caisse nationale de l'énergie.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

ÉTRANGER

 Le retour de Kim Dae Jong à Sécul.
 Le général Vernon Walter nommé ambassadeur des États-Unis auprès de l'Onu.

FRANCE

Le vingt-cinquième congrès du PCF.
 LA SITUATION EN NOUVELLE-CALÉDONIE : jours tranquilles à Nou-

11. Les immigrés à l'école.
12. Les suites du voyage du pape en Amérique latine.

CULTURE

13. Le Festival de cinéma de Rotterdam.

ÉCONOMIE

16. Pernod-Ricard reprend la Société des

vins de France. GRANDE-BRETAGNE: haite

18. REVUE DES VALEURS CRÉDITS, CHANGES ET GRANDS

RADIO-TÉLÉVISION (15) Carnet (12); Programmes des spectacles (14); Météo-rologie (15); Mots croisés (15).

89 FM Lundi 11 février, 19 h 20 **Etes-vous**

bien assuré? avec FRANÇOIS RENARD et SERGE MARTI

animé par FRANÇOIS KOCK

 Ouinze ans de réclusion pour le meurtre d'un aumonier. menrtrier d'un aumônier de la prison de Fleury-Mérogis (Essonne), Luc Bovon, a été condamné à quinze ans de réclusion criminelle, vendredi

8 février, par les jurés de la cour

d'assises de l'Essonne à Evry.

Dains 4

Nous n'admettons pas de compromis quant à la qualité de la marchandise que nous achetons et préparons

Mövenpick Restaurants §

Mme Françoise Verne, sous-directeur à l'administration des monnaies est écrouée pour vol de pièces rares

M= Françoise Verne, quarante-sept ans, sous-directeur à l'administration des monnaies et médailles (Hôtel de la monnaie), a été incul-pée, le le février, par M= Fabienne Janocka, juge d'instruction à Caen (Calvados), de « vol et recel de vol » et placée en détention à la maison d'arrêt de cette ville (nos dernières éditions).

Femme d'un contrôleur d'Etat du ministère des finances, de l'économie et du budget, et mère de cinq enfants, Ma Verne, administrateur civil et ancienne élève de l'ENA, qui est décorée de l'ordre national du Mérite, est necusée d'avoir vendu plusieurs pièces rares provenant des collections de l'Hôtel des monnaies,

situe quai Conti à Paris (6º): L'affaire a commencé en août 1984, lorsque M. Gérard Telitchko, antiquaire caemais à l'enseigne de La malle du château, fait l'acquisition pour 1 500 francs d'un écu « carambole » à l'effigie de Louis XIV, une pièce considérée comme rarissime sur le marché namismatique et qui est cotée dans les catalogues spécialisés aux alen-tours de 40.000 francs, voire plus encore. M. Telitchko fait alors paraître me annonce dans deux vues, le Collectionneur français et Numismatique et change.

Un maître-graveur de l'Hôtel des monnaies, M. Jean-Claude Dieu-donné, qui e in l'annonce, se présente comme acquéreur éventuel, examine la pièce et alerte discrète-ment la justice. Une information est ouverte par le parquet de Caen, tandis que le service régional de police judiciaire de Rouen se charge de l'enquête. M∞ Verne est interpellée une première fois au mois d'octobre 1984. Aux enquêteurs, elle aurait alors déclaré qu'à court de liquidités, alors qu'elle était en vacances avec son mari dans leur propriété de Cabourg, «elle avait chargé sa femme de ménage de ven-dre quelques-unes des pièces de sa

DES POINÇONS D'ORFÈVRERIE **AUX ÉPÉES** D'ACADÉMICIENS

L'Hôtel des monnaies est le centre de conception et, pour partie seulement, de fabrication da l'ensembla des pièces at médailles françaises. Outre des collections, il abrite les ateliers où sont fabriqués les médailles et décorations, copies de plaques da cheminées anciennes, les poinçons d'orfèvrerie et les

Quatre cents ouvriers d'Etat y sont employés, qui utilisent ennuellament plusieurs cen-taines de kilos d'or et plusieurs

tonnes d'argent. tonnes d'argent.

[Depuis 1973, les pièces de monaie courante sont frappées à l'usine de Pessie (Gironde), pour le compte de la Banque de France, mais la Monaaie de Paris couserve le privilège du travail d'orfèvre, avec la création de « coins » destinés à frapper des séries de presties. séries de prestige.]

LE SAVIEZ-VOUS ?

Au département Occasion des Usines Citroën, vous pouvez trouver des voitures d'ingénieurs et cadres de l'usine ou des voitures d'exportation (ex. TT) ayant un faible kilométrage, garanties. à un prix intéressant.

Exceptionnellement, jusqu'au 16 février (dimanche excepté), reprise de votre vieille voiture

quel que soit son état, pour tout achat d'une volture d'occasion

- 10, place Etienne-Pernet, 75015 Paris.
 Tél.: 531.16.32. Métro: Félix-Faure.
- 50, bd Jourdan, 75014 Paris. Tél.: 589.49.89. Métro: Porte d'Orléans.
- 59 bis, av. Jean-Jaurès, 75019 Paris.
 Tél.: 208.86.60. Métro: Jaurès.

Cette offre concerne uniquement les ventes à particuliers.

A CAEN

collection à un brocanteur». Expli-

cation peu convaincante... Parallèlement, la direction de l'Hôtel des monnaies allait s'atta-cher à vérifier les collections du quai Conti. Selon l'AFP, ces contrôles auraient permis de constater l'absence - de plusieurs centaines de plèces historiques. Le 14 janvier, le ministère de l'économie, des finances et du budget dont dépend la Direction des monnaies et médailles, a déposé nne plainte

Sauret, juge à Paris. Déià, en avril 1982, une mission de contrôle de la Cour des comptes avait observé de « graves irrégularités» dans la gestion de la Direc-tion des monnaies et médailles. En avril 1984, M. Pierre Dehaye, directeur alors en place depuis vingt ans, était remplacé par M. Jacques Cam-pet. C'est M= Verne qui avait été chargée, après la parution du rap-port de la Cour des comptes, de mener l'enquête administrative sur les «irrégularités» constatées.

LE CHAMPION CYCLISTE

LOUIS CAPUT

Louis Caput, grande figure

du cyclisme français, est dé-cédé, vendredi 8 février, à l'hô-pital Saint-Michel à Paris. Il

était âgé de soixante-quatre

Né en 1921 à Saint-

Maur-des-Fossés (Val-de-Marne); Lonis Caput est l'un des meilleurs routiers de l'après-guerre. Après avoir commence à l'Étoile sportive du Parc-Saint-Maur, ce coureur intelligent se constitue un palmarès

étoffé. Champion de France sur route (1946), vainqueur de Paris-Tours (1948) et de Paris-Limoges à

sept ans d'intervalle (1948-1955), Caput remporte notamment les Bou-cles de la Seine, Paris-Reins, Paris-

Caen, Paris Alençou, le Grand Prix de l'Echo d'Oran. « Petit Louis », ainsi qu'on l'appelle au sein des pelo-

tons, s'illustre également dans le

Personnage pittoresque qui ajoute

à la verve et au langage du titi pari-

homme passionné par le cyclisme et

les comaissances d'un technicien averti, Louis Caput devient ensuite directeur sportif : il succède à Anto-

nin Magne à la tête de l'équipe Mer-cier. Il dirige Joop Zoetemelk, Cyrille Guimard, Alain Santy, et

surtout Raymond Poulidor, qu'il aide efficacement à réussir une bril-

Concertation entre les chaînes

et les dirigeants sportifs. - Sous l'égide de la Haute Autorité de la

communication audiovisuelle, les

présidents des trois sociétés TF1,

A2 et FR3 ont décidé, mercredi

6 sévrier, de « constituer un groupe

de trois personnes, une par société.

chargé de coordonner les relations

des sociétés de programmes avec l'ensemble des fédérations et organisateurs de manifestations sportives », amonce un communiqué

conjoint. . Ce groupe assurera

l'information réciproque, la trans-

parence et la concertation entre les

trois sociétés dans le domaine du

sport. La Haute Autorité a pris acte

avec satisfaction de cette initia-

tive. » Ce comité de coordination

devrait, à l'avenir, éviter la suren-

chère qu'on a vn s'élever l'an dernier

entre les chaînes avec le contrat

TF 1-football et l'accord Tour de

• Patinage artistique: cham-pionnats d'Europe. – Le Tehécoslo-vaque Josef Sabovcik a remporté

vendredi 8 février à Goeteborg

(Suède) le titre de champion

d'Europe de patinage artistique devant le Soviétique Vladimir

povski. Le Français Fernand Fedro-nic a pris la septième place.

Tennis : Tournoi de Delray

Beach. - Le Français Tarik Benha-bilès s'est qualifié vendredi 8 février

pour les scizièmes de finale des

championnats internationaux de Delray Beach (Floride) en battant

le Yougoslave Marco Ostoja 6-7, 6-4, 6-2. Catherine Tannier s'est

qualifiée pour les trente-deuxièmes de finale du tournoi féminin en bat-

tant la Yougoslave Mima Jausovec 6-1, 6-3.

ABCDEFG

lante fin de carrière. - J. A.

Tour de France et les Six Jours.

contre X... pour vol, et le parquet a ouvert une information, dont l'ins-truction a été confiée à M. Alain

L'UNESCO SANS LES AMÉRICAINS

M. M'Bow contre-attaque devant le conseil exécutif

Le conseil executif de l'Unesco doit se réunir en session extraordinnire du mnrdi 12 nu samedi 16 février, pour tirer les conséquences de la situation nouvelle créée par le retrait américain de Organisation, effectif depuis le 1" janvier. Il exeminere notamment un rapport présenté par le directeur général, M. Arnadou Mahtar M'Bow. La tonalité de ce document a surpris ses premiera lecteurs par le degré d'hostifité à la position américaine qui s'y exprime.

Dans son rapport, M. M'Bow confirme qu'il souhaite saisir la Cour internationale de justice de La Haye d'une plainte contre Washington pour non-paiement de sa cotisation pour l'année 1985 le Monde du 25 janvier). L'argument du directeur général est que puisque, les budgets de l'UNESCO sont traditionnellement établis sur deux ans, et que les Américains en ont approuvé le projet global, ila doivent n'acquitter de l'ensemble de leur contribution. Le conseiller juridique qui s'est opposé à cette thèse, M. Karel Vasak, en faisant valoir que le retrait des Etats-Unis avait été annoncé selon le calendrier et la procédure légaux et devenait donc pleinement exécutoire.

M. M'Bow n'n pas seulement provoqué qualques remous à l'intérieur de l'UNESCO : elle emberrasse aussi aucoup certains Occidentaex, que redoutent ou une telle démarche, foin

LA PSYCHANALYSTE

MURIEL GARDINER

Fille d'un des- rois de la viande » de Chicago, Muriel Gardiner était

une personnalité célèbre dans les

milieux psychanalytiques pour s'être liée en 1934, à Vienne, où elle pour-

suivait ses études de médecine, avec

le célèbre patient de Frend-

« l'homme aux loups », qu'elle encourages à écrire ses mérisaires. Un recueil de textes sur ce cas pré-sentés par elle esé para récemment

en France, l'Homme aux loups par

ses psychanalystes et par lui-même (Gallimard, 1981).

Engagée dans la résistance anti-

fasciste, elle avait épousé Joseph

autrichien clandestin. Aux Etats-

Unis, elle travailla pendant plus de

vingt ans comme psychiatre dans

des écoles et s'intéressa à la jeunesse

délinquante. Elle raconte en partie

cette expérience dans Ces enfants voulaient-ils tuer? (Payot, 1978).

Son autobiographie, le Temps de l'ombre, est parue en France en 1981 (Aubier Montaigne).

UN NOUVEL HEBDOMADAIRE

POUR GRENOBLE

ET SA RÉGION

(De notre correspondant.)

Grenoble. - Dans une région où

le quotidien le Dauphiné libéré

exerce un quasi-monopole sur

l'information écrite locale, la nais-

sance d'un hebdomadaire devient aussitot nn événement. Cette

semaine, créé par une équipe de

quatre journalistes qui ont volontai-

rement quitté le .DL., souhaite

nvoir très vite une diffusion alpine. Lancé le 6 février dans l'Isère, il

sera, à partir du 6 mars, présent

dans les kiosques de la Savoie et de

la Haute-Savoie et pourvu de pages

Le nouvel hebdomadaire, qui se

vent « gai, pertinent et impertinent, bon enfant et populaire », est vendu 4 francs. Les loisirs et la télévision

(quatorze pages sur quarante-huit) y tiennent une large place, mais la politique, l'économie, le social, ou le

sport, ne sont pas absents. Cette

semaine sera diffusé à trente-cinq

CARNAVAL DE VENISE

16/21 FEV. : 1080 F

CARNAVAL DE COLOGNE

15/18 FEV. : 410 F

Prix comprenant:

CAR + HOTEL + PT DÉJ.

CLUB ALLIANCE YOYAGES

(1) 548,89.53

départementales.

mille exemplaires.

vingt-trois ans.

Deux disparitions

de servir l'Organisation, n'apporte un argument supplémentaire aux adversaires de la direction actuelle.

La France a, pour sa part, lancé une initiative en direction des Etats membres du conseil exécutif, à qui elle suggère la création d'un groupe de réflexion sur la crise actu l'UNESCO. Ce groupe serait constitué d'une dogzaine de pays représen-tants les différentes régions du monde et dont les délégués se réuni-raient sans être sournis à l'autorité et du directeur genéral, qui n'ess pas à ces sessions. Cette initiative, pour discrète qu'elle demeure, a commencé d'alimenter les supputa tions sur un éventuel infléchie de la position de Paris dans la M. M'Bow: jusqu'alors, au nom des intérêts de la francophonie, la gouint français se refusait à entrer dans le débat euquel

Mer Halimi nouvel ambassadeur

La France s'apprêterait en outre à changer son ambassadeur auprès de l'Organisation : à M== Jacqueline Baudrier va certainement succéder M^{mo'} Gisèle Halimi, qui avait déjà La psychanalyste américaine ccompli différentes mi Muriel Cardiner vient de mouce domaine auprès de M. Cheysson. rir à Princeton, aux Etats-Man Baudner, que l'on avait d'abord Unis, à l'age de quatreenvisagé de nommer conseiller d'Etat au tour extérieur, serait finalement chargée de l'organisation de l'expesi-tion française au Brésil.

Sans être à proprement parier une surprise, cette relève suscite quelques interrogations. Pour certains, la personnalité et les orientations de Mª Halimi, ancien député apparents PS, ne sont pas de nature à accrédi-« lâcher » M. M'Bow: Pour ti setres cadres de l'UNESCO et observateurs, au contraire, le capit d'interreprésen-tant peu susceptible de passer pour proche des positions américaines pourrait annoncer que Paris veut se donner les moyens d'amorcer un « virage stratégique » sans pouvoir être accusé de céder à une pression Buttinger, le chef du Parti socialiste de Washington, de Londres ou de telle autre capitale occidentale

La question du lieu de la prochaine conférence générals, normalement prévue à Sofia l'automne prochain pourrait également être évoquée au conseil exécutif. M. M'Bow, et naturellement les Bulgares, sont hostiles à un tel changement ; mais on serait tout prêt, du côté français, à ca que. cette importante réunion se tienne au siège parisien de l'Organisation, à la fois par souci d'économie et en raison de l'image diplomatique qui est actuellement celle de la Bulgarie. Les autres pays socialistes ne seraiem pas necessairement hostiles à un tel changement, si celui-ci contribuait à rassurer les Occidentaux quant à la

pureté de leurs intentions...

Candidatures et éviction

Enfin, il semble que M. M'Bow ment préoccupé par les candidatures, officieuses qui sontavancées ici et là pour sa succession (laquelle ne doit être normalement ouverte qu'en 1987). M. Alfonso Barrera Velverde (Equateur) ayant écrit pour manifesté son intention. le jour vanu, de briguer in poste, s'est vu répondre que celui-ci e n'était pas ouvert au recrutement », et que, quand le cas se présenterait. le choix serait, en fait, le résultat de tractations entre la président du Conseil exécutif et les gouvernements. De Quito, cette réponse a'est répandue chez les pays amis, puis jusquin dans de l'UNESCO, y semant quelque

On évoque aussi, à Genève, rivec de plus en plus d'insistance, la possibla candidature du prince Sadruddin Aga Khan, qui fut un grand haut commissaire des Nations unies pour les réfuglés. Et, su secrétarist de l'UNESCO, à Paris, celle de M. Dragoljub Najman (Yougosalvie), ancien sous-directeur général de l'Organisanon pour la coopération et les relanons extérieures. Il est vrai que, pru-demment, M. M'Bow vient de lui enjoindre de prendre, toutes affaires cessantes, la poste - specialement créé à cette fin, en dépit de la situaconseiller du Centre européen pour l'enseignement supérieur, à Buca-

BERNARD BRIGOULEIX.

Le championnat du monde d'échecs

KASPAROV TOUT PRÈS

DE SA TROISIÈME VICTOIRE Cela valait le coup d'atten-dre! Prévue pour le lu février. reportée trois fois de suite, la partie da championnat du monde, enfin jouée Waldredf à l'hôtel Sport, dans la bantieue de Moscon (*le Monde* daté 2 février). n'a pas deçu ceux qui, evec obstina-tion, suivent depuis cinq mois le match horripilant entre Karpov et

Mais la palme de l'obstination, c'est d'abord à Kasparov qu'il faut la décerner. Personne ne pouvait imaginer que, mené 5-0 depuis la 27° partie, à un point de la plus humiliante des défaites, il scrait en passe de se retrouver, soixantequatorze jours plus tard, à 5-3. Après avoir gagné la 32° partie et la 47° (avec les noits), il devrait en effet remporter, sauf coup de théa-ire, la 48° partie, qu'il a fait ejourner dans une position très favorable.

Ce serait nne victoire méritée tant le jeu de Kasparov a été brillant dans cette partie. Contre le défense Petroff » choisie par Kar-pov, le jeune challenger a placé une combinaison (22:66) qui a fait oler en éclats le roque dn champion du monde. Puis, par une manœuvre inattendue, (27 : Td d 3), il a consohidé sa position et gagné un pion huit coups plus tard. Il faut ajouter que Karpov n'avait plus que quatre minutes pour jouer ses neuf derniers coups, alors que Kasparov disposait de plus d'une demi-heure.

Jugée « périlleuse » - délicat euphémisme de Taimanov. — la position du champion du monde ne devrait pas s'améliorer à la reprise, ce samedi. Il subirait alors sa troisième défaite cinq mois, jour pour our, après l'ouverture du champion

mat du monde. Blasca : KASPAROV Noirs : KARPOV

•	Qua	ante-ki	utième partie	
			Pétroff	
-	1. 64	. 65	21. Fh6	Tfd8
	1.2 CB : '	Cf6	22. 66	fxe6
	3. C565	· d6	23. F×g6	FIE
	4. Cf3	Cx64	24. Fxis	Txt8
i	5. d4	d\$	25. F64	T17
	6. Fd3	Cc6	26. Te3	Tg?
1	7. 0-0	Fe7	27. Tdd3	T18
•	A 51	ČIO	28: Tg3	Rhs
	3, Cc.	0.0	29. Dc3	107
	提出	0XC4	30. Td63	Rg8
	1L Fxc4 12 Fd3	မည	31. DE5 32. Txg7+	Dç7
	13. Tél	C~6	33. Fxd5	Dxes
	14. 23	- 000	34. Fx664	Dxe
	15. Ft4	Dd7	35. T×66	Ta
	16. C65	CYES	36. 64	Rf7
ì	17. dx45		37. T63	Tai+
	18. Cxd5		38. Rh2	_ Tel
	19. Dc2	z 6	39. g4	65
Į	26. Tad1	c6	40, [4	. 55
1	1		Ajeus	

NOUVELLES BRÈVES

· Un leune homme se lette par la fenêtre du commissariat de. Nancy. - Un jeune homme, Erie Nistler, vingt-cinq ans, est mort dans l'après-midi du vendredi 8 février après s'être jeté par la fenê-tre du deuxième étage du commissariat de Naney (Meurthe-et-Moselle).

Principal témoin dans une affaire de cambriolage, Eric Nistler, qui babite Vandœuvre (Meurtheet-Mosclie), était interrogé par des policiers dans un bureau lorsque,. sans raison apparente, il s'est jeté la tête la première dans le vide et s'est ccrase 12 mètres plus bas sur le per-ron de l'Hôtel de police. Eric Nistler est décédé à l'hôpital central de Nancy.

• Un éducateur écroué à Paris... Un éducateur parisien de la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale), M. Michel Ménard, quarante-six ans, a été écroué jeudi 7 février, dans la soirée, après avoir été inculpé de « tentative de viol, attentats à la pudeur sur mineurs de moins et de plus de quinze ans et infraction à la législation sur les stu-péfiants» par M. Jean Madre, juge d'instruction au tribunal de Paris.

IN GRAND LO

POUR UN GRA

isqus que le chantier doi

e e eugimélais

fil d'ése relancée par li

Frend un tous pour

PART TO SE S DANG

antée principale du mus

Schillecte americain 1. 1

encontera a semaine (

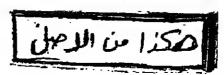
M. Chase et leur pré

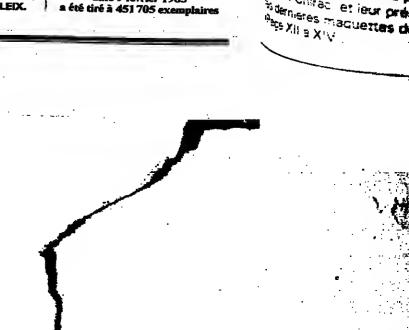
M. Ménard est accusé d'avoir fait subir, dans son appartement parisien du treizième arrondissement, des outrages sexuels à deux frères âgés de dix et quatorze ans et à un autre garçon âgé de quinze ans. Il est éga-lement accusé d'avoir fait fumer du hachih aux trois enfants. L'éduca-teur aurait reconnu en partie les faits.

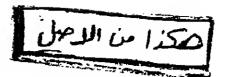
Règiement de comptes d Marseille. - Joe Hoareau, le frère de Gilbert Hoarean dit l'empereur de la nuit» marseillais – tué par des inconnus le 6 octobre 1983, – n été mortellement blessé de plusieurs mortellement blessé de plusieurs balles de pistolet, vendredi soir 8 février, dans un bar-tabac, Le Logis-Neuf, de la banlieue est de Marseille.

Le numéro du « Monde » daté 9 février 1985 a été tiré à 451 705 exemplaires

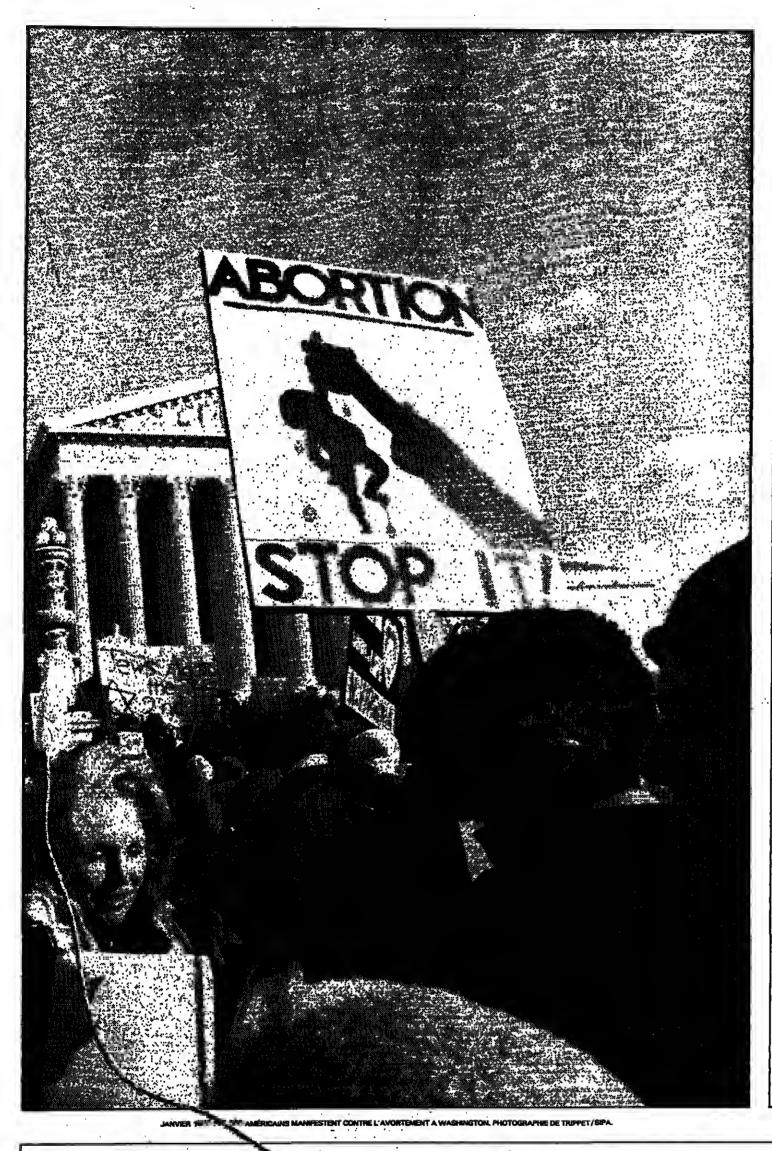
Page 20 - Le Monde ● Dimanche 10-Lundi 11 février 1985







Le Monde



AVORTEMENT: LES LOIS PASSENT, LE DÉBAT DEMEURE

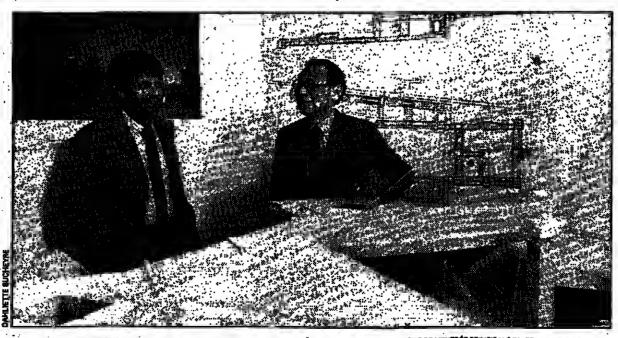
- volontaire de grossesse ; le RU 486, contraceptif de l'avenir (page ill):
- Un centre IVG au quotidien (page IV).
- Entretien avec Simone Veil (page V). Dans les tourments
- de l'illégalité (page VI).
- Deux militantes se souviennent : Yvette Roudy, Simone Iff (page VII).
- Etapes d'une bataille politique (page VIII).
- Les alarmes de l'Eglise
- catholique (page IX).
- Aux Etats-Unis : la campagne des « anti » (page X).
- Au Japon : en l'absence d'une vraie contraception (page X).

UN GRAND LOUVRE POUR UN GRAND MUSÉE

Tandis que le chantier doit ouvrir au printemps prochain, la polémique à propos de l'aménagement du Grand Louvre vient d'être relancée par la publication d'un livre-pamphlet et prend un tour politique. Mais les études de la pyramide de verre qui couvrira

l'encrée principale du musée avancent. L'architecte américain I. M. Pei est à Pasis Il rencontrera la servicino prechaine M. Mitterrand, puis M. Chirac, et leur présentera

les dernières maquettes du projet. (Page XII à XIV.)



LES ARCHITECTES DU PROJET, I. M. PEI ET MICHEL MACARY, A PARIS, LE 7 FÉVRIER, DEVANT UNE MADUETTE DE L'ENTRÉE PRINCIPALE DU GRAND LOUVRE.

Supplément au nº 12 452. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 10-Lundi 11 février 1985.

Le championnat du monde d'échecs KASPAROV TOUT PRES

sième défaits de la mission po jour: après à outer ture eu damps mat du monde Blancs KASPAROV Noun CARPOV

MOUVELLES BREVE · Un jeune à mai le pas Many to the second to the seco tre du de cuer e de la company CI-MOSC ...

Principal temen dans tors to the land to t et-Moselier, the moral policiers dan in outside policiers dan in outside policiers dan in outside policiers dans in outside policiers dans in outside policiers dans in outside policiers de production de policiers ron de Pière, ce pause Erale est decide a regular termina DDASS (Denot a security de l'action sandre et sei

M. Micros dates a factor of the course of th subtr. Came of monatorial de transferie corresponding and the control of the

seille – Joe Harris Logs Near Caris in Filmer's MERCE

Le aum 10 du . date of feorer 1985

TERREUR D'ORIENT

terroriame. c'est effravant. Par définition. par fonction et même. pourrait-on dire, par vocation. Mais il y e des degrés dane la terreur. On vient de le voir.

Quand le France était aux prises avec le terrorisme aveucelui qui nous range tous dans la catégorie des victimes potentielles, tout le pays tremblait. Le promeneur des villes preneit des risques. Une sortie eu marché impliqueit un denger. Lea poseurs de bombes rôdaient. Tantôt ils piégesient une euto dans une rue passante, tantôt ils choisissaient un train, au hasard. Ou bien its tiraient dans la foule d'un restaurant, faisaient sauter une synagogue, répandaient la mort dens un

Dene toue les ces, cs terrorisme-là frappait les esprits par la cruauté qu'ajoutait au fait de tuer celui de ne pas choisir ses cibles. Tout un chacun pouvait se sentir visé, offert eux coups des tueurs, passant croisant la route des meurtriers. Cette époque-là est-elle révotue? Quelques indices permettent de penser que le terrorisme change de tactique, sinon de projet. La peur reste son but, mais ses victimes paraissent plue délibérément choisies. triées par quelque secret jury de

Lorsque l'ingénieur général René Audran tombe devant son domicile sous les balles des assassins de l'ombre, ce n'est pas au hasard d'une rencontre. C'est qu'il e été choisi, sélectionné parmi tant d'autrea représentants de l'Etat honni et qu'il e, sans s'en rendre compte, passé avec succès les épreuves d'un sinistre examen sur dossier.

Il s'est trouvé, dans quelque officine cachée, dans quelque « deux-pièces » obscur,: un groupe d'hommea let de femmes ?) pour étudier son cas, examiner son passé, observer son itinéraire, surveiller ses ilées et venues. Filatures, renseignements, fichages, enquêtes de voisinage : il est curieux de constater à quel ristes s'apparentent - dans une certaine mesure... - à celles des policiers professionnels.

Petits employés

Il faudrait peut-être psychanalyser ce goût du secret, cette menie de l'organisation, ce labeur méticuleux, obsessionnel. Et à certains égards médiocre. Dans Témoignage chrétien est publié le témoignage d'un ancien terroriste italien. Il parle de la filature comme « d'une chose passionnente a meis marque les limites de ce métier très social : « Il y e peu de guerres, de quérillas ou de faits d'armes qui aient requis autent que le nôtre ces qualités de petit employé. Pas de héros ni d'héroisme : question grisaille on est plus forts que la police. >

Mais un jour la grisaille prend la couleur du sang répandu. Er nos petits employés - mátro. flingue, dodo - font trembler un Etat, une nacion entière. Quelle revanche sans doute sous ces crânes médiocres, quel plaisir d'une occulte puissance qui joua avec la peur de tous i Mais la peur change. Les réactions, en France, à l'assassinat de René Audran n'ont rien eu de comparable, en décharge émodonnelle collective, à ce que furent les effets des attentats aveugles qui sont dans toutes les mémoires : Copernic, Marbeuf, Saint-Charles, Orly, Capitole... Pourquoi cette émotion dosée, pour ainsi dire nuancée ?

Dans le Nouvel Observateur. Pierre Blanchet evait posé le question dès la semaine dernière : « Est-ce parce que la victime est un soldat ? Est-ce parce qu'il s'agit d'un sttentat très sélectif et non d'une bombe explosant sveuglément dans un lieu public ? Curieusement, cet assassinat prémédité n'a pas provoque le choc qu'on eurait pu attendre dana l'opinion publique française. Comme si ce terrorisme d'un genre nouveau ne noua concernait pas. Et

Burgan Baran B

pourtant, il est vraisemblable que l'opération de La Calle Saint-Cloud n'est que le coup d'envoi d'une campagne contre la défense de l'Europe. »

l'Europe est menecéa et nous resterions là, dans nos pantoufles, à regarder à la télévision, presque avec froideux. les images de ces victimes choisies, tantôt en France, tantôt en Allemagne? Et nous eurions, en effet, le sentiment qu'une querre se livre entre spécielistes, entra soldats de deux arméee de profaaaionnele engagés sur un front en pointillé et qui n'Impliquerait , pour l'errière - nous, bien au chaud - aucun eutre désagrément que des images pénibles mais fugitives?

Jeu sanglant

Comme si cette forme de guerra n'était qu'un jeu sanglant mais limité n'impliquant. pour les populations d'Europe, pas plus d'inconvénients qu'un règlement de comptes à l'intérieur du « milieu ». Funeste illusion, lâche tranquillité : la plupart des journaux vous le diront, cette guerre secrète est une querre déclarée à toute l'Europe démocratique. Les dirigeants des Etats, eux, ne s'y trompent pas. Il aura fallu la mort de René Audran pour que le France s'engage sans retenue - enfin l dirent certains - dens l'Europe de l'antiterrorisme. Pour qu'on se rende, premier ministre en tête, à Bonn. Pour qu'on rappelle M. Broussard à Paris, de sa guérille de Corse eu front de le guerre européenne.

Guerre, donc, mais sur quel

front ? Front de l'Est, explique-

t-on de toutes parts. Action directe, Fraction armée rouge. Brigades de la même couleur : ce ne sont là que succursales soviétiques. Dena Vsleurs actoelles, Edmond Sablier estime : «Le moment choisi pour ettaquer les défenses de l'OTAN n'est pas dû eu hasard. Le but des Soviétiques est d'empêcher le déploiement complet des fusées Pershing en Europe et de neutraliser la péens. La mission du terrorisme est de prendre la relève des mouvements pacifistes. » Dans Figaro-Megazine, Jean-Max Mefret assure : « La bande à Rouillan et Ménigon, les deux chefs historiques d'Action directe (...) est à présent le bras smé francais de ces réseauxtermites qui constituent une véritable sixième colonne soviétique. » Le Point Indique : « Les Américains sont persuadés que les services spéciaux de l'Est ont une responsabilité dans ces tentatives de déstabilisation (...) Mac Farlane, conseiller du président américain pour les affaires de sécurité, venu à Paris le 11 janvier, s évoqué avec la président Mitterrand ces manipulations soviétiques de réseaux terroristes. »

Prudence, avant de conclure à l'existence, au Kremlin, d'un chef d'orchestre clendestin. L'Événement du jeudi constate QUO « tous les spécialistes de la lutte sntiterroriste sont convaincus que l'internationale du meurtre politique bénéficie de complicités su-delà du rideau de fer », mais le journal ajoute : « si la complicité passive semble évidente, si Moscou laisse faire ou parfois encourage, rien ne permet pour l'instant d'affirmer que l'ensemble de la stratégie terroriste soit décidé dequis Moscou. »

Versons au dossier le témoignage d'un homme qui sait da quoi il parle : M. Heinrich Boge, président du célèbre BKA questallemand, qui est à le lutte contre le terrorisme en Europe ce que le Pentagone est à la défense eméricaine. Au Nouvel Observateur, il déclare : « Nous nous sommes posé la question du soutien des pays de l'Est [aux terroristes européens]. Eh bien, je peux vous dire que nous ne possédons pas la moindre indication, pas le moindre preuve d'une telle complicité. Par conséquent, je n'y crois pas. » Allons bon 1 C'est à n'y

BRUNO FRAPPAT.

MIEUX ENSEIGNER L'ARCHITECTURE

Une réforme, encore une, pour quoi faire 7 dites vous dans le Monde Aujourd'hui daté 6-7 ienvier. Il fellait faira passer au stade de la maturité un enseignement à le recherche de lui-même et lui donner, sans briser ses particulerismes, une cohérence au une histoire mouvementée ne lui avait paa permis d'acquérir.

Si I'on appelle fonctionnarisation cette recherche d'une cohérence, cele signifie qu'il ne peut y avoir de service public de l'anseignement, de délivrance d'un diplôme national et de contrôle de l'utilisation des fonds publics.

L'obscurité est rarement démocratique: elle couvre plutôt les insuffisances, les axcès et les inégalités de traitement entre les individus.

Il se peut que la liste des anseignements du nouveau cadre commun et les poida horaires qui lui sont affectés aient une ellure bureaucratique. Le genre de l'ar-. rêté ministériel est le plus souvent aride. Mais une clarification de l'enseignement dispensé dans les écoles, en ruoture avec le flou dee enciens champa disciplinaires, ne peut qu'aider tous les enseignants et fevoriser tous les étudiants, les « stars » comme les moins « stars », pour reprendre votre expression. La riqueur et la clarté n'ont jamais tué le pédagogia, bien eu contraire, elles en constituent le préaleble indispensable.

Il est feux de dire que cette liste d'enseignements ne renvoie à eucun contenu. Pour la premièra fois sans doute, une réforme ne contourne pas l'épineux problèma des contenus mêmes de l'enseignement, mais l'aborde de front.

Mais plus importante encore est la logique qui a présidé à l'éteblissement de ces anseignements obligatoires. Face eux difficultés économiques actuelles et qui touchent la profession des erchitectes comme beaucoup d'eutres, la stratégia edoptée par le gouvernement a été en effet d'opter, plutôt que pour un repliement frileux d'une profession sur elle-mâme, pour une diffusion des erchitectes dens le corps social.

La réforme de l'enseignement reflète cette stratégie, puisque, écartant le fausse fanêtre du numerus clausus, elle entend préparer les futurs diplômés à le diversification dea modes d'exercice, tout en évitant le pièga de la dispersion.

A cet égard, l'enseignement du projet est affirmé comme le centre de la formation des étudiants dès le cycle d'orientation. L'enseignement de l'architecture commence eu premier jour de la première année, même si l'initiation au projet, dans ce cycle, est nécessairement progressive.

Dira que son poids horaire est faible ou que l'erchitecture « pure et dure » (?) e été plutôt évacuée par la réforme est pour le moins paradoxal, alors que, pour la première fois, une réforme affirme, dans ses textes, la prééminence du projet, à la foia comme objectif et méthode pédagogiques.

C'est tout l'intérêt du sys-E tème des certificats que de faire apparaître cette cohérence et de 5 donner les moyens de construire 4 un enseignement en rompant avec le morcellement induit par les unités de valeur. Il ne s'egit pas de créer des étudiants touche-à-tout mais des esprits capables de relier l'ensemble des disciplines à l'acte de concevoir.

Il ne e'agit pas de faire rivaliser les erchitectes avec les ingénieurs mais de leur donner le capecité de concevoir et de maîtriser les différentes étapes de l'acte de bâtir. L'architecte, pour se différencier des eutres intervenants et garder - ou reconquérir - toute sa place, doit être un homme de synthèse, possédent un savoir technique et une culture, ce qui est tout le contraire de la dispersion.

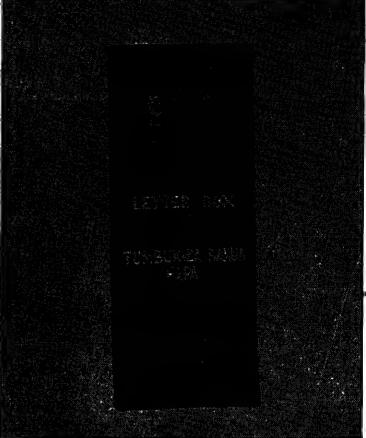
On a donc pané sur une formation rigoureuse, ambitieuse et très complète; mais c'est un pari nécessaire si l'on veut donner aux futurs architectes de vraies chances d'insertion professionnella at à notre pays la qualité erchitecturale dont il e plus que jamais besoin. :

> JEAN-PIERRE DUPORT. directeur de l'architecture.

« PASSAGE DU TÉMOIN»

L'enquêta que nous publions

cette semaine sur l'anniversaire de la loi fibéralisant l'interruption volontaire de grossesse nous e conduit à retarder d'une semaine la parution du « Passage du témoin » da Michel Pérez à Jean-Marc Feure. France-Culture diffusers normelement l'émission qui correspond à cette parution ce samedi 9 février à 19 h 15 (rediffusion-le mercredi 13 février à 14 h 30)...



Boîte aux lettres tauzamenne (1984).

AGENCES ET PHOTOGRAPHES

Nous recevons de M. Harry Dunphy, directeur pour la France de agence Associated Press, la lettre

« Je vous écris pour remettre dans une perapective plus exacte le dossier que vous avez publié eur les agences photographiques en général (le Monde Aujourd'hui, 27-

L'Associated Press dispose duplus grand réseau télégraphique du monde avec quarante-cing bureaux sur Etats-Unis et trente-sept à l'étranger.

Nos revenus pour 1984 se sont montés approximetivement à 200 millions de dollars. Si vous supposez qu'un quart de ce chiffre est réalisé par les ventes de documents photographiques aux journaux, magazines et stations de téléon, cela reoresente un chiffre d'affaires de 483 millions de francs comparé aux 70 millions de francs de l'agence Sygma.

Nous transmettons des documents photographiques de première qualité vingt-quatre heures aur vingt-quatre et nous avons remnels à la fois aux Etats-Unis et dans le reste du monde. Pour ne citer qu'un exemple, dans une récente compétition européanne, un de nos reporters-photographes de Londres e pris le meilleur cliché de sport de l'année avec la photographie du couple de patineurs sur glace Torvill

Nous utilisons un système fondé sur les rayons laser pour transmettre nos photographies ainsi que les émetteurs et les récepteurs les plus modernes dans ce domaine. A ma conneissance, nous sommes la seule agence à utiliser une chambre noire électronique, bien que je croie sevoir que d'eutres egences esseient de réaliser ce que nous avons accompli. .

Alors que le siège de notre agence est situé à New-York, le substance de notre service photo-

graphique est internationale. Nous avons des directeurs de services photos européena et asiatiques sés respectivement à Londres et à Tokyo et nous photographilons le dramatiques scènes de sécheresse et de famine en Afrique déjà en février 1984, bien avant que cas tragiques événements ne deviennent des sujets de première page. Et lorsque cela fut le cas, nous étions parmi les premiers à avoir des documents provenant d'Ethio-

En ce qui concerne mes déclarations, j'ai souligné à M. Sachs que Reuter constitue pour nous une menace, cette egence ayant repris le réseau existant de UPI, alors qu'il fautira à l'AFP quelques années pour que son service téléphotographique arrive à un certain niveau.

On we peut comparer que des gences comparables. Par sa structure, agences comparables. Par sa structure son fonctionnement et ses services rentine, AP ne ressemble en rien i Sygna, Gamma ou Sipa, AP est un agence télégraphique tout comme Renter, UPI et PAFP. Elle vend, sur abonents photographiques qui ne concernent que l'actualité. Son système de transmission téléphoto est, comme pour les textes, ultra-rapide et parfaite-ment adapté à la demande des quoti-diens ou des magazines d'actualité. Il est donc impossible de dissocier ce dou-ble service textes-images.

Rien de tout cela chez Sygma, Gumma on Sipa, Ces agences ne ven-dent que des photographies. L'actualité quotidienne est devenue un secteur

quotidienne est devenne nu secteur nimeur de leur actività. Les images sout, en grande majorité, en couleurs. Les prix sont négociés, image par image, par des vendeurs avec les clients (le plus souvent des magazines spécialisés ou non). Le statut des photographes est également différent.

Il n'existe donc pas un, mais deux marchés de la photo de presse, ce que nous avons voum démoutrer dans notre dossier. Sur le premier, AP est effectivement leader. Le socoud, celui des agences purement photographiques, est dominé par les trois agences françaises, Sygma, Gamma et Sipa.]

Bibliographie

LA SANTÉ DANS LE TIERS-MONDE

Ouvrir le dossier de la situation plus comme un débat simplifica-nitaire du tiers-monde, c'est teur et éloigné de la réalité du sanitaire du tiers-monde, c'est mettre à découvert la plus grande

Rien ne peut mieux sitoer l'ambition du livre Incide et courageux (1) réalisé par des collaborateurs du Monde, sous le direction de Claire Brisset, et consacré à l'un des facteurs essentiels de développement des pays du tiers-moode : la saoté de la population.

Au terrible constat des premières pages succède le bilan des stratégies nationales. Apparaît ici en filigrane que le développement sanitaire du tiers-monde échappe à toute approche manichéenne. Opposer le transfert des technologies sanitaires avancées du Nord à la stratégie de soins primaires adaptés aux sociétés et aux écono-

tiers-monde ; celle de la diversité injustice de cette sin de vingtième de ses cultures, de la diversité de ses problèmes, et de le oécessaire diversité des solutions à y apporter. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre, au travers de reportages dont la juxtaposition se passe de commentaires, que d'epporter ce témoignage qui reod plus embigu encore les modèles d'assistance occidentaux.

> Qui ne s'accordera à dire qu'en dépit d'efforts internationaux considérables, d'initiatives nationales publiques ou privées importantes, les progrès vers l'amélioration sanitaire du tiers-monde restent modestes et rendent certainement peu crédible l'objectif de « la senté pour tous en l'an 2000 » ?

Ce relatif échec o'est ni impumies du Sud, apparaît de plus en table à la qualité des hommes qui,

par leur engagement personnel au niveau des institutions et des organismes publics et privés, œuvrent pour la santé du tiers-monde, ni à l'absence de perspectives stratégiques. Il tient surtout, à nos yeux, à l'icedaptatico des structures internationales et nationales qui doivent viser, en fonction des diversités culturelles et sociologiques, à associer, pour toute ection durable, la ponctualité de la compétition sanitaire, l'universalité de l'iodispensable recherche, la pérennité de le formation.

Bien que le monde occidental ait pu, grâce oux progrès scientifiques, faire eccéder ses sociétés à une efficace rationalité, il contioue à o'appliquer vis-à-vis du tiers-monde que les démarches de l'empirisme, ou d'une stratégie scientifique inadaptée.

Le dernière partie du livre montre bien à cet égard l'ambivelence du monde occidentel. l'ambiguité persistante entre les logiques industrielles et les exigences du développement.

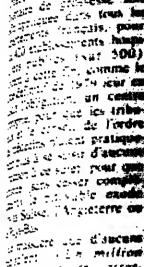
La coopération des pays occidentaux, et singulièrement de l'Europe, evec les pays en développement est l'un des équilibres: internationaux. Car le développement sanitaire est une composante essentielle du développement économique des pays du tiers-monde.

Les euteurs ont su, dans un livre à la fois simple et dense, rappeler evec force ces évidences souvent oégligées.

> ANDRÉ CAPRON. directeur

de l'université mixte INSERM à l'institut Pasteur de Lille.

(1) Editions la Découverte/le Monde, 255 pages, 69 F.



ANS

gode douloureux

N ANS. I aure falls

N Sur Prierruption

gare de gree-cue soll

Service 1975

THE R. P. LEWIS CO. LANSING. STATE STATE OF THE SERE graduit et catenaion par - me au encore TATE - 22 'S ASSESSED A TOTAL GLE - LAURICEMENT a tie dangte tatt s'es gerode für fun de rette Ette Turent in an Britan Emplementaria Principles pur sen fortist con a first to the ellere

empre des l'internations de la contra del la contra del la contra del la contra del la contra de la contra de la contra del l most - for - regressi general for a promiser Tare de l'Art de l'arte de l'arte de l' imme frage to the Tillian 🍅 THE THE STATE OF T more to any the second tit auf Light Committee Subjected to a Mess Tate 2.TT Court To 1g **gff** Abbur Living Co. CT CM ATTE 272 1. 11 11 21 H设盘机 action action (10gg) 数値

82. 7.1 SECTION AND CONTRACT starts during the more places inter a grant intrans 🛊 "--- Tation on Linear Cook Theres, and the start description Taran and and the services Martie 12. Promies giet TELLET LETTER THUS THE Acetern Court with - Person of a standing st Peter - Commission

שביים כח

Diusaum in Brosse-Tentury of the continuent of 1992. Ce We specification of Dates A transaction of the same of the second of the second ME OF THE STATE OF The second of person

THE THE REST OF THE REST to terue secretary — Serial Cappa A CONTRACTOR OF CONTRACTOR The state of the s The state of the s The second of the second

The second secon 2. the second second second And the second second AND THE REST OF THE PARTY OF TH

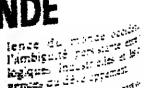
The state of the state of Fig. 17 Sept. 19 Care 19 Care

zamenne (1984).

. En ce qui concerne mes sém home. 'S so, the s 'd Same. Neuter comatthe sources: menace, cerre agence avent le rémeau de stant te un arra TELETTE & AFT CLECKES STE pour que son sen le telento proper arrive a unicentar riesu

Ma me peut compater qu'à nde comparable. Par u smi For the content of service of the se ter, LPI et "hy? Elle vend sets The second second second decoments phaterpraphique fil ACCOMPANY QUE l'actualité. Sui su de trammercion temphoto et m pour les tentes, elles-rapide et pale ment edapte a la demand de p tet donc impossible de dissocie de

his pervice texten-mages. Camera ou Sipa. Ces agracs un dess que des phate-raphes l'an sont de jeur actorit. La si Let prin sunt negocies, inqui-lement per des sendents are le li-lement per des sendents are le li-lement per des sendents are le li-lement per des sendents des para-les des sendents de des para-pher est également deferent. B n'existe donc pas un mismarches de la photo de presen-mens seems vouls demonre dus-demons. Sair le premier, apostés semins leader. Le second dis-leader. Le second dis-demons par ement photographics demons par les trois agence from Sygna. Gamens et Sips.



Resident to the second La compensión en pay dentala, et a parental PERFORE AND SO PARENT Lappement of the last international Carlette MENT SEPTEMBER OF THE PARTY OF THE STATE OF THE S THE PROPERTY

Les auteurs des seuses livre à in the second design Selet Approximate and approximate soutent production andre capron

المحالية المستحديد المستحديد المحالية ا المنطق المنطق المنظم المنطق ا Market Services and Repair

L'AVORTEMENT 1975-1985

DIX ANS POUR APPLIQUER UNE LOI

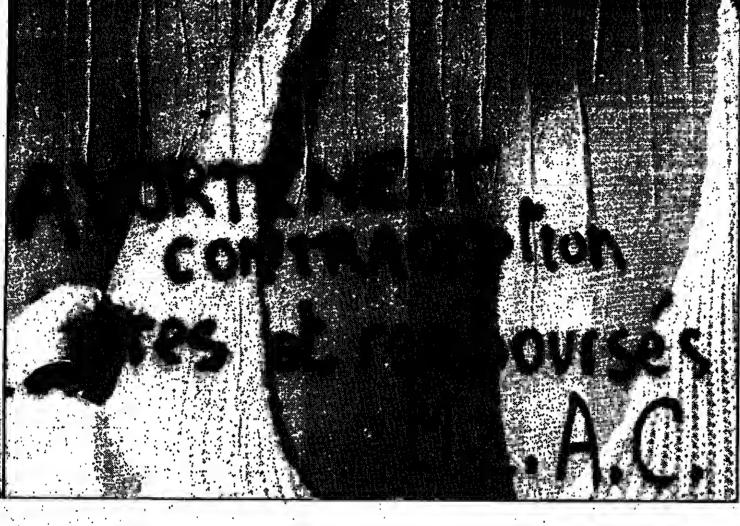
Episode douloureux vers la maîtrise de la fécondité.

IX ANS, il aura fallu dix ans pour que la loi du 17 janvier 1975 portant sur l'interruption volontaire de grossesse soit enfin appliquée dans tous les départements français, pour que 420 établissements hospitaliers publics (sur 500) ouvrent à cette sin, comme le texte définitif de 1979 leur en faisait l'obligation, un centre approprié, pour que les tribunaux et le conseil de l'ordre des médecins n'aient pratiquement plus à se saisir d'aucune infraction à ce sujet, pour que diminue (sans cesser complètement) le pitoyable exode vers la Suisse, l'Angleterre ou les Pays-Bas.

Le massacre que d'aucuns prédisaient (« Un million d'innocents vont être assassinés chaque année. ») ne s'est pas produit, et l'extension continue - bien qu'encore insuffisante - de la contraception montre que l'avortement n'est pas devenu, tant s'en faut, le mode habituel de régulation des naissances qu'annoncaient ses détracteurs.

Si l'on en juge par les toutes dernières données officielles, le nombre des interruptions de grossesse (91 556) a régressé légèrement pour le premier semestre de 1984 par rapport à l'année précédente. Plus de quatre millions de femmes (sur les treize millions en âge de procréer) recourent régulièrement, aux fins d'espacer leurs accouchements, à des moyens contraceptifs effiestiment les gynécologues, n'a cessé de croître depuis les balbutiements de la loi de 1967.

Ancune des anomalies. annoncées à grand fracas à l'époque par le généticien Jérôme Lejeune pour leur descendance n'a pu être observée, pas plus d'ailleurs que les conséquences désastreuses que promettaient certains pour la santé des femmes ayant subi un avortement, et notamment l'augmentation dramatique, comme on l'aurait observé en



Hongrie, du nombre des prématures:

... Bien au contraire, et grâce à caces, pilule ou stérilet, et ce une politique dite de pré et nombre, encore insuffisant, périnatalité conduite de façon remarquable, la proportion des naissances prématurées est passée en France, en dix ans (1972-1982), de 8,2 % à 5,6 %. Dans le même temps, la mortalité périnatale a chuté de près de moitié, de même que le nombre des grands prêmaturés de moins de 1 500 grammes.

> Il n'est pas douteux, en revanche que les services de gynécologie sont envahis de cas de stérilité par obstruction

observés souvent chez de très revues en 1984, indiquent les complications sont fréjeunes femmes et qu'il faut néanmoins une certaine augattribner largement au relâ- mentation du nombre des groschement des mœurs sexuelles sesses extra-utérines et de la et à l'expansion des maladies mortalité fœto-infantile, dont il vénériennes. L'enquête qui importe à présent de vérifier la vient d'être présentée au réalité et de rechercher les congrès de l'Association natio- causes. nale des centres d'interruption de grossesse et de contraception (ANCIC) par le docteur Paul Cesbron (Creil) montre que les avortements, même ceux, les plus nocifs, qui se produisent à répétition, ne sont avoir une interruption de grospour rien dans les atteintes à la fécondité. Les premiers résultats de cette étude, qui porte sur cinq mille femmes ment, de l'époque à laquelle suivies depuis 1975 et dont elle a été pratiquée (plus un

Les médecins : une lente évolution

Les conséquences que peut sesse sur la santé physique et psychique des femmes dépendent d'ailleurs, et très largedéfinitive des trompes, cas sept cent cinquante ont pu être avortement est tardif et plus particulier les portent tradi-

quentes), et de la qualité de l'équipe médicale qui s'en est chargée.

Lorsque Mmc Simone Veil réussit, non sans mal, à faire voter la loi six mois après l'élection de M. Giscard d'Estaing à la présidence de la République, 99 seulement des 291 députés appartenant aux trois groupes de la majorité d'alors (l'opposition d'aujourd'bui) l'avaient approuvée, alors que la quasitotalité des socialistes et des communistes votaient le projet. Or les sympathies du corps médical en général et des gynécologues-accoucheurs en

tionnellement, et dans tous les pays occidentaux, vers un conservatisme que traduisit à l'époque (novembre 1974), à outrance il est vrai. l'étonnante missive, adressée à tous les députés par le président de leur ordre, M. Lortat-Jacob, pour dénoncer le caractère

antidéontologique et immoral

de l'acte «non médical» que

par le D' Escoffier-Lambiotte

serait l'interruption de gros-En outre, les médecins français avaient été tenus depuis 1920 dans une ignorance quasi totale concernant, non seulement l'interruption de grossesse, mais tout l'ensemble de

la contraception, qui, en raison

de la loi, ne pouvait être ni

enseignée ni étudiée. L'application de la loi de 1967 sur la régulation des naissances (celle de M. L. Neuwirth), qui devait mettre fin à cet obscurantisme, fut si difficile et rencontra tant de réticences, qu'une seconde loi fut imposée en 1973 par M. Poniatowski, alors ministre de la santé, pour qu'un + conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale» puisse mobiliser toutes les bonnes volontés, qu'elles fussent ou non médicales, afin de faire connaître à la population les moyens modernes de contraception...

Si l'on excepte la poignéc d'entre eux qui s'étaient informés à l'étranger, les praticiens français, qu'ils fussent ou non gynécoloques, ignoraient tout en 1975 des méthodes modernes d'interruption de grossesse par aspiration. méthodes pourtant généralisées en URSS, en Chine, puis aux Etats-Unis depuis plus de quinze ans. On raisonnait donc en termes d'hospitalisation de trois jours, d'anesthésie générale et de curetage archaïque. alors que d'autres pratiquaient en moins de dix minutes, en clinique ou eu cabinet même du médecin, souvent sous anesthésie locale, une simple aspiration du contenu utérin.

(Lire la suite page IV.)

RU 486: LA CONTRACEPTION DE DEMAIN?

OURRA-T-ON demain déclencher un avortement à le demande eu moyen d'un simple médicament? La question est publiquement posée depuis la 19 evril 1983. Ce jour-là, à Peris, devent l'Académie des eciences, le profeseeur Etienne-Emile Beaulieu présente une série de résultats prometteurs. Un début d'expérimentation clinique permet de panser qu'une nouvelle molécule le RU 486, - dont le formule est alors tenue secrète. - sera capable d'interrompre les grossesses. Les essais avaient été menés à l'hôpital universitaire de Genève, dens le service du professeur Welter Herrmann, eur des femmes enceintes de aix à huit maines désireuses d'evorter. D'embiée, et en dépit du faible recul dont on dieposait elors (l'expérimentation ne portait que sur onze femmes), c'est l'enthousiasme. On évoque la commercielisation du produit pour 1985. Où

Le RU 486 aet une entihormone. Schemetiquement, cette molécule e Oppose eux mone indispensable à la grossesse. Elle fut mise au point par une équipe de le société Roussel-

en est-on aujourd'hui ?

Uclef IMM. Deniel Philibert, Georgee Teutach et Edouerd Sakiz). Cette molécule e'oppose à une hormone indispensable à le grossesse? Pourquoi ne pas tenter de l'utiliser comme produit abordif? Sur la guenon d'ebord, sur le femme ensuite, le :RU 486 fit la preuve d'une cartaine effica-

Les caractéristiques et le mode d'action du RU 486 permettent d'envisager deux types d'utilisa-

Après un retard de règles.

L'absorption du RU 486 sous forme de comprimés, seuls ou associés à d'autres médicaments lqui, à eux seuls, seraient inefficaces) permet de déclencher un avortement eprès que la femme e noté un retard de règles. En théone, plus le produit est edministré précocement et plus il e de chances d'être efficace. Les différentes études menées dans plusieurs pays concluent à une efficacité moyenne d'environ 65 % avec, selon les équipes, des variations notebles encore inexpliquées. Les caractères du produit effets de la progestérone, hor- ne permettant pas d'imaginar pouvoir administrer des doses trèa élevées (effets antiglucocorticoides). L'ebsence de

menœuvres mécaniques ne doit pes abuser : le RU 486 provoque bien un avortement, d'où, parmi les inconvénients, celui de saignements plus ou moins importants Le RU 486 entraîne aussi, mâme en cas d'échec de l'evortement, une modification du col de l'utérus qui permet d'envisage son utilisation dans les IVG tardives, voire pour faciliter l'accouchement. La meilleure essociation connue eulourd'hui est celle du RU 488 et d'une prostaglandine. eubstance qui stimule la contractilité de l'utérus. Une récente expérimentation du département d'obstétrique et de gynécologie de l'Institut Kardinska de Stockholm a conclu è une efficacité de 100 % sur des grossesses jusqu'à sept semaines.

 Avant la date normale des règles. Dens ca cas, le RU 489 est utilisé qu'il y ait eu ou non fécondation. Il permettait de fixer evec précision et à volonté la durée du cycle. Un trahement eu RU 488 vers le vingt-huitième jour du cycle provoque un saignement. Dans ce cas; méanmoins, on ne peut faire le différence entre des règles normales et une interruption de l'implemetton d'un embryon méconnu. En d'autres termes, le RU 486 se eitue là à

mi-chemin de le contraception et de la « contragestion », la femme l'utilisant « è l'eveugle », sans savoir si elle est ou non enceinte.

En l'état actuel de l'expérimentetion clinique, une telle utilisation du RU 496 ne peut encore être proposée. L'inconvénient majeur semble tenir à l'imprégnation de l'orgenieme, c'est-à-dire à l'impect de l'effet entiprogestérone sur les cycles suivents. Si l'on parvient à mettre eu point une formule acceptable, le RU 486 constituerait une sorta d'équivalent médicamenteux du stérilet. Sa souplesse d'utilisation en fereit une méthode contraceptive (contragective?) quaai

« Ouel que soit l'intérêt et l'impact du RU 489, indique-t-on chez Roussel, propriéteire du brevet, il est clair que ce produit suivra la filière normele des expérimentationa précliniques indispensables è tout médicament. s En d'autres termes, il est illusoira d'imaginer que la RU 486 sera demain en phermecle. Roussal déposera-t-il l'an prochain une demande d'eutorisation de mise sur le merché, comme le pense le professeur Besulieu ? ∢ Rien n'est moins sûr, confie-t-on chez le

fabricant. Nous voulons à tout prix éviter le moindre incident. Aussi serons-nous très stricts. De fah, le RU 486 n'est pas un produit comme les eutres. On est loin, en perticulier, d'evoir mesuré toutes les conséquences psychologiques, légales, démographiques et économiques d'un médicament susceptible d'interrompre une grossesse eans hospitalisation ni manœuvres mécaniques. Conscients des problèmes à venir, on envisage chez Roussel le création d'un comité d'áthique. « Un comité indépendent de la maison », souligne le docteur André Ulmenn, coordinateur des expérimentations cliniques. -

Depuis quelquee mois, lee bruits les plus divers circulent eutour du RU 499, résultat, sans doute, du décalege entre les perspectives révolutionnaires dessinées en 1982 et le lenteur des treveux qui ont suivi, faute, selon toute vraisemblance, d'une véritable volonté de développement du fabricant. En dépit d'un programme d'expérimentation établi en liaison avec l'OMS et le Populetion Council américain, et de traveux menés dans plusicurs pays, seules deux cents è trois cents femmes enceintes volontêires ont, depule 1982, reçu du

RU 489. En France, plusieure groupes ont expérimenté - ou expérimentent - ce produit, avec des résultats très variables. On manifeste cependant chez Roussel la volonté de « reprendre en mein » ce dossier. « Nous sommes eujourd'hui désireux d'eller le plus vite possible, explique le docteur Ulmann, tout en menant les traveux dans la plus stricte légalité. >

il y a quelques semeines, après la publication des résultats apparemment ∉ efficaces à 100 % » du RU 486, associé à une prostaglendine, le secrétaire d'Etat à le eanté e immédiatement réegi, soulignant dens un communiqué qu' e il n'était pas possible de prévoir le date à lequelle ce produit sera éventuellement commercialisé ni les conditions qui pourraient être mises à son utilisation. »

Une manière comme une autre. pour les pouvoirs publics, d'exprimer un emberree menifecte devant un produit dont tout laisse peneer au'il rendre caduque l'ectuelle législetion sur l'avorte-

JEAN-YVES NAU.

aucun risque pendant un an. en convient. Ancienne sage-

LES DÉSARROIS D'UNE DÉCISION

Consultations dans un centre IVG.

N voyait monter comme une vague en elle, et, d'un seul coup, c'était sûr, elle allait pleurer : « Je préfère ne pas penser à tout ça. » A vingt-trois ans. Sophie veut porter seule un poids trop lourd pour elle. . Vous aimez quelqu'un. Vous faites l'amour. Vous êtes enceinte. Et vaus faites passer ça. Quand même, ça fait mal.

Sophie est venue ce ven-

conséquences. > Elle gagne 6 000 F par mois. Ce n'est pas guidée. Non. Son ami, elle le connaît depuis sept mois, « On s'aime, mais je ne me sens pas sure de moi. » Alors, pourquoi donner naissance à un bébé sans avoir des bases assez salides? > Plus tard, oui, plus tard, elle voudra quatre enfants. - J'espère que ça viendra aussi facilement que

nne raison matérielle oni l'a

C'est venn facilement, cn

effet. Après plusieurs années

de contraception au moyen de

la pilule, Sophie a arrêté, sur

le conseil de son médecin. Pas

de stérilet, car - ce n'est pas

bon pour les femmes qui n'ont

pas eu d'enfants ». Elle avait



Aussi a-t-elle « compté sur la

chance . A l'évidence, la

chance n'est pas un contracep-tif à l'efficacité garantie...

Maria, elle, l'avait aidée la

chance. Au Chili, elle utilisait

des injections. En France où

elle vit depuis deux ans, la

pilule lui ayant été déconseil-

lée « à cause de sa tendance à

l'obésité », elle s'est fait poser

un stérilet. Elle est enceinte de

Elle repartira avec un rendez-vous dans quelques jours pour l'intervention. Aujourd'hui, c'était sa deuxième visite. Il y a une semainc, elle avait subi un examen médical; des analyses de sang lui avaient été prescrites; elle avait rencontré la conseillère conjugale, qui lui a

femme, elle est l'une des trois conseillères conjugales du service (deux travaillent à mitemps). « On remplit un dossier, on fait connaissance. On soulève surtout le problème de la contraception. La décision d'interrompre la grossesse. c'est la femme qui la prend. Je n'ai pas à l'influencer, mais à l'écouter. » Parsois, plus tard, elle apprend que certaines ont renoncé à l'avortement : une demi-douzaine par an. Mme Fabre se souvient de cette femme qui Pa remerciée de . tui avoir fait garder san bébé ». « Or. raconte-t-elle, je n'avais rien dit. Mais parler l'avait libérée

De cette angoisse, de cette « ambiguîté », qui, selon le mot du professour Barrat, habite toute femme en début de grossesse, et encore plus, de la femme surprise d'être enceime. « Trop de femmes, insiste-t-it, jeunes souvent, arrêtent la contraception par une sorte de ras-le-bol, « pour voir », pour vérifier qu'elles ne sont pas stériles. Et les voilà enceintes sans savoir si 12 février. « Je suis certaine, l'une d'elles, qu' « à l'hôpital elles l'ont vraiment voulu, » 60 à 65 % des femmes qui consultent pour l'IVG, a-t-il observé, sont des femmes sans enfant.

de son angoisse. > .

Ce n'est pas le cas de Catherine, vingt-huit ans, mère d'un petit garçon de quatre ans. Elle illustre bien, fond, ça ne regarde que moi: souffert de problèmes gynéco- « seulement posé des ques- cependant, le propos du pro- l'IVG, même si, remarque le fond de soi que c'est quant C'est moi qui en porterai les logiques et croyait ne courir tions ». Mme Huguette Fabre fesseur Barrat : « J'ai arrêté professent Barrat, « nous même un enfant. » — C. V.

la pilule parce que j'en avals marre ! » Mais elle ne veut pas un deuxième enfant tout suite. « Pourquoi garder bébé si e est pour le confier à une nourrice? », demande t-elle. Le trouble ne la sunt pas, pourtain. Le suis na mai depuis que J'ai ellecta d'avorter. C'est spresque u d'avorter. C'est preside un meurtre pour moi. Elle reviendra dans huit jours, après le délai d'une semaine, et son IVG est prévue pour le

devons bien donner une certaine priorité aux consultantes pour TVG, à cause du délaibutoir des dix semaines et prendre certaines en urgence Celles qui ne peuvent être recues sont orientées vers des hopitaux voisins.

the first and the second of the

"EHuit repartent chaque semaine, rendez-vous pris pour PIVG. Elles venaient ici parce qu'elles savent, comme dit



recommencerai jamais. »

par semaine. Douze sont reçues en consultation. Elles attendent parmi d'autres, car le scrvice est celui d'obstetrique-gynécologie et ne limite donc pas ses activités à on n'en veut pas, on pense au l'IVG, même si, remarque le fond de soi que c'est quand

des maintenant, que je ne on est tres bien soigné », ct parce qu'au contact de médecins qui « font des IVG » elles Elles sont ainsi, trois fois sont sures d' etre comprises ». Sophie s'en va rassurée, « pas angoissée ». Elle ajoutera encore : « Mais pas spécialement à l'aise. Même si

VERS LA MAITRISE DE LA FECONDITE

(Suite de la page III.)

service spécialisé du profes-

seur Barrat, à l'hôpital Saint-

Actoine à Paris (12°).

Eoceinte d'un mois et demi.

Sa décision était prise de ne

pas garder l'enfant. . J'ai

décidé seule, dit-elle. Mes

parents, ça ne les regarde

pas. Elle en a parlé à son

ami, bien sûr. - Mais; dans le

Il fant reconnaître que, pas plus aujourd'hui qu'hier, pas plus à l'Est qu'à l'Ouest, aucun médecin n'éprouve un attrait particulier à commettre un acte qui reste, quelle qu'en soit la technique, aussi radicalement contraire à sa vocation. Un acte qui ne vise mi à soulager, ni à guérir, ni à sauver, mais à tuer. Un acte dont le médecin n'a pas prescrit luimême l'accomplissement, mais qui lui est imposé à regrets par une patiente au nom de désirs, de convenances ou de nécessités auxquels il reste étranger.

Un acte qui se déroule, en fin de compte, comme un constat d'échec, dans une aura douloureuse et culpabilisante, la seule où puisse communier en pareille circonstance la femme et le médecin.

Sans doute est-ce là qu'il faut trouver, pour une part, les raisons du développement actuel de ce que l'on nomme les inductions menstruelles, ou aspiration utérine, entreprises très précocement, dès le troisième on quatrième jour de retard des règles, sans même, dans certains cas, avoir prati-qué un test de grossesse pour conforter la légitimité clinique de l'intervention.

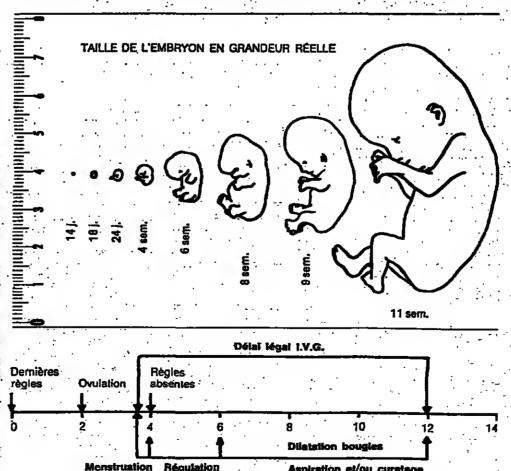
Ces actes sont certes en infraction avec la loi, puisque le délai de réflexion de huit jours n'est pas respecté, pas plus que les démarches obligatoires auprès d'organismes sociaux, ni même la déclaration légale de l'avortement, et qu'ils sont pratiqués non seule-ment dans les centres habilités mais souvent an cabinet même dn médecin.

démographiques. (INED), chargé de faire chaque année au gonvernement un bilan des interruptions de grossesse, connaît bien cette situation, puisqu'il estime à 250 000 par an environ le nombre des IVG, officiellement déclarées comme atteignant 182 026 en 1983. Il semble en outre que

L'Institut national d'études le nombre des remboursements par la Sécurité sociale (rendus effcetifs depnis la loi de décembre 1982) soit nette-ment supérieur à celui des IVG déclarées, et très proche des 250 000 par an qu'annonce l'INED.

Il importe de comparer ce chiffre à celui des femmes en âge de procréer (treize millions) et à celui des nais- Elle est, par exemple, plus

sances, qui, après une baisse importante en Belgique (où continue depuis 1964, remonte l'avortement est interdif). eette année ponr atteindre 760 000. L'INED a largement expliqué que cette dénatalité, observable dans tous les pays d'Europe depuis près de vingt ans, n'est nullement motivéepar lenrs législations sur l'interruption de grossesse.



qu'en France.

Mais les motivations idéologiques, religieuses ou passionnelles, par ailleurs hautement respectables, continuent de s'exprimer, comme les motivations politiques, sous le man-teau d'arguments pseudoscientifiques, éternellement repris, quels que soient les démentis infligés, que ce soit hier par le manifeste des « dix mille médecins » ou des « quatre cents magistrats », «des quatre-vingt-quatorze académiciens », « des électeurs européens » ou, beaucoup plus récemment, par la voix de M. Jacques Chirac, pourtant chef du gouvernement-lors du vote de la loi Veil.

S'il reste évident que l'avortement est, sur le plan médical et sur le plan moral, la plus mauvaise méthode de régulation des naissances, il devrait être tout aussi évident que sa médicalisation, dans un contexte englobant tous les aspects sans exception de la planification familiale, constitue le meilleur, et à vrai dire le seul, moyen de réduire et sa fréquence et les conséquences physiques ou psychologiques qu'il peut entraîner pour la santé des femmes.

Un retour en arrière paraît inconcevable, quels qu'en soient les mobiles idéologiques, politiques ou religieux, et bien que ces mobiles aient inspiré les récentes restrictions de la loi britannique, les manifesta-tions qui se multiplient outre-Atlantique, et nombre des positions prises au cours de sa campagne par M. Reagan.

Il est vraisemblable an demeurant que de nouveaux progrès de la science permettront un jour aux femmes de se passer complètement des législations et de maîtriser elles-mêmes leur fécondité par l'usage – régulier ou non – des médicaments inducteurs de la menstruation.

La découverte de tests immunologiques de grossesse extraordinairement rapides, précis et praticables à domicilc sans aucun recours médical a déjà rendn caduque, d'un seul coup et sans aucun débat parlementaire, la loi interdisant la conduite de ces tests ailleurs que sous haute surveillance médicale et judiciaire.

Les aspirations utérines précoces (ou inductions menstruelles mécaniques) se multiplient, et le conseil de l'ordre, qui n'en ignore rien, évoque à ce sujet avec philosophie cette définition de la jurisprudence donnée dès 1904 par le pre-mier président de la Cour de cassation: « La jurisprudence, disait-il, consiste à appliquer la loi en tenant compte de l'évolution et des progrès de la science et des mæurs... (cité par le professeur L. René).

Cette évolution s'inscrit tont entière, depuis plus d'un demisiècle, dans le sens des maternités non plus subies mais désirées, et tout prête à penser que la pratique barbare de l'avortement n'aura été qu'un épisode douloureux, un constat provisoire d'échec, vers une maîtrise complète de la fécondité, maîtrise assumée cette fois par l'homme autant que par la femme.

D' ESCOFFIER-LAMBIOTTE.

iriez-vous voter

IX ans après à

France de F aret is couration ge et de Etat Il a'en e

speser une façon de penagu ni une regie de via. Elle est seniemper menenue pour apparant me assistance medicale aux femmes and de toute façue, à se faire avorter. ce qu'elles faisaicus unqu'alers dans des conditions parfois tragiours +

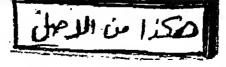
Sis deventement chan-

the en cherchait à les

La kin's pay

iser et minte à les pu-E stemple to protiguant Contages to - and inche Place lace und difficultés E EL. 12. | 21 cte the prenere des disposi-Sameunère, pour que les Services Prosess Siconaliers in suffic server on terra pour que er résult comment A la médecia : exéculer qui se seu pas faire SE: 22 72 12 le resistances subsessed (St. semali es de sont Sales of Comes-

les pressures Cerayonnages bliothèques ROY FARRICART evisio simpose



CONSTATS ET CONVICTIONS DE SIMONE VEIL

«Feriez-vous voter la loi en l'état où vous l'avez rédigée ? — Je crois. A peu de chose près. »

vote de la loi qui porte votre nom, comment appréciez-vous au-

devons bien donner une to taine priorité aux consultant pour l'IVG, à cause du dele

butoir des dix semaines

prendre (criaines 4

urgence - Celles qui ne ne

vent être reçues sont orené vers des hépitaux voisins.

Huit repartent chaze

semaine, rendez-vous pris pr

PIVG. Eiles venaiem ici par

qu'elles savent, comme 6

l'une d'elles qu' à l'an-

on est tres ouen sorner :

parce qu'us contact de ma

Cins Qui . fent der Il G . de

sunt sares I's itre ite

prises . Segine and take

gère e pai ungoisse la

aroutern encore . Marin

iem m'en seut pat, on pect.

fond de so que cen un

. Il est traisemblible:

demeurant que de men

progrès de la soume se

tront un jour aux femma

se passer campletement

législations et de mi-

elles-mêmes leur leccient

Fusage - réquier e. 76

des medicaments made

La découverte de s

immunulogiques de gree

estracrdinamenta fe

précis es praticables

cile sans amoun recom-

cal a cela rendu cadaque

seul cour et sans aucal

parlementare. 12 le

Sant la conduit de le

affleurs que sous sucres

lance medicule et maine

coces for industries

incles mecaniques

plient, et le couse, le le course de la cour

definition de la la la la de donnée des

mier président de la lie.

Cassilion . La julia de

disaltation personal disaltation of the loss of tensors the last the loss of t

la lo: en lense

Tene F2. le polité

Conte établica simula

chilere, dorner plus de fi

siecle, dans le sens de l'agrandité de la sens de la se

la science et des

L Renti-

Les aspirations theme

de la menstrustica

médecins hospitaliers et ne conduise à de profondes disconnu avec la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il n'en a rien été, alors que pourtant l'application de la nouvelle 16gislation impliquait un changement total de mentalité. Jusque-là, lorsque des femmes étaient hospitalisées pour des près. C'est un problème sur le-

IX ans après le tains seront toujnurs hostiles pour des raisons éthiques nu religieuses. La loi en ce domaine n'a pas voulu imposer jourd'hui les difficultés qu'a une façon de penser ni une rè-rencontrées son application? gle de vie. Elle est seulement - Les difficultés ont été intervenue pour apporter une beaucoup moins graves qu'on assistance médicale aux aurait pu le penser. Avant le femmes qui, de toute façon, débat parlementaire, certains étaient décidées à se faire craignaient que la nouvelle loi avorter - ce qu'elles faisaient n'entraîne des conflits entre les jusqu'alors dans des conditions parinis tragiques - ct pour mettre fin à une situation dans sensions comme la France en a laquelle l'ordre public était ouvertement bafoué.

> - Souhaiteriez-vous la modifier aujourd'hui? La feriezvous voter en l'état où vous l'avez rédigée il y a dix ans ?

Je crois. A peu de chose

- C'est un problème dissicilc. Les campagnes publicitaires? Mme Roudy ellemême y a rennncé, sans doute parce qu'elle a pris conscience de ce qui m'avait conduite à écarter cette méthode : les messages publicitaires à la télévision sont reçus au premier degré, perçus non comme de l'information sur la contraception, mais presque comme une recommandation : - Ne faites pas d'enfant. » Une informa-. tion qui aboutirait à cela n'est pas acceptable. J'aurais souhaité que puisse être diffusé un feuilleton mnntrant un cnuple souhaitant des enfants, mais qui planifie leurs naiséquilibre, et montrant aussi le

bonbeur d'unc famille de plu-

(Un temps de réflexion)...

- Je ferais faire une enquête dans les hopitaux. Je chercherais à voir la situation concrètement avant de prendre une quelconque décision. En fait, certaines dépenses que les médecins estimaient indispensables étaient parfnis prises en charge sous des nomenclatures différentes. Cela dit, je crois que les femmes, de tnute facon, doivent participer à la dépense.

L'équivalent dn ticket modérateur ne suffit-il pas, puisque le remboursement est rarement à 100 %?

- Il n'est pas normal que sances dans un souci de bon l'IVG soit remboursée alnrs que certains soins ne le sont pas. Quant à l'injustice dont

de leur législation. Dans les peut-être pas la seule méthode pays d'Europe de l'Est, où. après quelques années de libéralisme, l'on est généralement revenu à des législations très répressives, ce changement a eu un effet immédiat et puis, rapidement, les réseaux clandestins se sont reconstitués. A l'exception toutefois de la RDA où la répression ayant été accompagnée de mesures d'encouragement aux familles, le taux de natalité semble se maintenir à un niveau plus élcvé.

- Les déclarations de M. Chirac laissent penser que l'opposition reste divisée sur PIVG. Y aura-t-il, en 1986, une position commune à la droite sur cet aspect, et comment vous situerez-vous?

- Je no crois pas. C'est d'ailleurs un sujet sur lequel la majorité de l'époque n'avait imposé aucune discipline de parti, estimant qu'il s'agissait d'un problème de conscience personnelle nù chacun devait conserver sa pleine liberté.

- Et vous-même, quelle attitude aurez-vous?

- Je suis convaincue que si l'on devait revenir sur la loi, cela susciterait des débats parlementaires très difficiles. Il n'est même pas évident qu'une nouvelle loi repressive serait votée. Il faut être conscient que, sì l'on devait revenir à une législation répressive, l'on retrouverait toutes les difficultés d'autrefois dans un contexte bien plus défavorable parce que l'environnement. même européen, a changé et que les jeunes !femmes qui n'ont pas connu la situation avant 1975 ne comprendraient pas nn retour à la pénalisation.

- Etes-vous étonnée de constater qu'il y a encore des avortements clandestins en France, enfin, des Françaises qui vont à l'étranger ?

- Ce sont, sans doute, des femmes qui nnt dépassé la date autorisée nu encore celles qui veulent conserver l'anonymat. En ce qui concerne les délais, ic crois qu'il serait dangereux et regrettable de les prolonger. A cet égard, il est nécessaire que les femmes qui sont décidées à ne pas poursuivre une grossesse soient mieux informées des conséquences

d'une intervention tardive. - Etes-vous favorable au maintien d'une espèce de quota dans la proportion à ue pas dépasser entre le nombre d'IVG et celui d'actes chirurgicaux?

- Il faut en tout cas maintenir une stricte surveillance pour éviter qu'il y ait des éta-blissements spécialisés, même si un strict quota, avec la tenue d'une comptabilité, n'est

envisageable. Dans certains pays, des situations de ce genre sunt traitées grâce à une discipline interne à la professinn, à des règles déontologiques et par un code de bonne conduite, plutôt que par des mesures législatives lnurdes et complexes à mettre en œuvre et à faire respecter.

- Peut-on dire qu'il y aurait en Europe le souhait d'une législation plus restrictive, plus répressive ?

- On a des échos de cette tendance aux Etats-Unis, mais je dirais qu'en Europe, dans la Communauté, ne n'est pas le sens observé actuellement, au contraire. Une pression s'exerce de la part de certains partis et mouvements féminins, dans certains pays où il n'y a pas de législation pour en susciter une. Je pense à la Belgique, nù des médecins, qui fant encore l'abjet de poursuites, sont parfnis relaxés, parfnis condamnés. Ce que l'opinion publique comprend mal. Même en Irlande, nù la Constitution garantit l'interdiction d'une législation autorisant l'avortement, des associations et mouvements féminins se manifestent en saveur d'un assouplissement de la législation répressive.

- En résumé, dix ans après, vous regardez votre loi avec une certaine satisfaction?

- On a oublié quelle était la situation hier; elle était dramatique et absurde. On déplo-Depuis des années, les gouvernements et les autorités judiciaires étaient confrontés à de grandes difficultés : du fait d'une part, de l'impossibilité de faire respecter la loi qui était théoriquement toujnurs en vigueur et, d'autre part, du trouble porté à l'ordre public par les violations de la lui, perpétuées de façon délibérément provocatrices. Déjà sous le septennat du président Pompidou, le gouvernement avait déposé un projet de lui pour assouplir la législation pénale existante.

. Je me souviens que, lorsque mon prédécesseur, Michel Poniatowski, m'a transmis les pouvoirs au ministère de la santé, il m'a dit : " Il faut faire quelque chose de toute urgence - ; en effet, les hôpitaux étaient contraints de laisser procéder à des avortements, et des centres de ville s'étaient nuverts pour pratiquer des avnrtements sauvages. Une nouvelle législation s'imposait donc pour mettre un terme à cette situation. »

Propos recueillis par CHARLES VIAL.



« La loi n'a pas voulu imposer une façon de penser. ni une règle de vie. Elle est seulement intervenue pour apporter une assistance médicale aux femmes qui, de toute façon. étaient décidées à se faire avorter. ce qu'elles faisaient jusqu'alors dans des conditions parfois tragiques »

séquelles d'avortement clandestin, on cherchait à les culpabiliser et même à les punir, par exemple on pratiquait les curetages sans anesthésie. Pour faire face aux difficultés de mise en œuvre, j'ai été amenée à prendre des dispositions particulières pour que les médecins vacataires puissent intervenir dans les établissements hospitaliers. H ne suffit pas de voter un texte pour que tont soit résoln : comment obliger un médecin à exécuter un acte qu'il ne veut pas faire et à agir contre sa

- Des résistances subsistent. - C'est normal, ce ne sont pas les résistances qui demeurent mais les positions. Cer-

Bouquins - Dossiers par milliers Kayonnages Bibliothèques au prix de fabrique du lot au sur mesure

LEROY FABRICANT équipe votre appartement bureaux, magasins, etc. 25 années d'expérience Une visite s'impose

quel j'avais réfléchi comme magistrat avant d'être ministre, car cette question est une de celles qui préoccupaient le plus beaucoup de magistrats. J'avais donc étudié les législatinns étrangères et pu constater les difficultés d'application de ces textes des lors qu'ils prévoyaient des commissions pour se pronnncer sur les demandes d'avortement. J'ai donc cherché à éviter ces difficuités et, en même temps, à temir compte de tous les aspects complexes de la question. La loi sur l'IGV répond à un échec, elle ne peut être qu'un pis-aller. Mais ce que l'on peut souhaiter, c'est que les femmes qui ne peuvent, pour des raisons matérielles, psychologiques ou médicales. assumer la naissance d'un enfant évitent de recourir à l'avortement. Une telle prévention peut être encore plus effective grâce à une meilleure information en matière de contraception, également en apportant un soutien plus efficace aux femmes qui désireraient mener à terme leur grossesse.

- Vous avez été quelque

sieurs enfants. Cette idée n'a ou aboutir.

Regrettez-vnus que l'IVG soit désormais remboursée par la Sécurité sociale ?

- C'est un problème complexe. Certains médecins hostiles au principe de l'IVG estimaient que, à partir du moment nu la loi l'a admise, il fallait la rembourser en raison de la nécessité de procéder, dans certains cas, pour la sécurité de grossesses ultérieures, à des examens médicaux couteux. Pour d'autres, un tel remboursement était scandalcux. Aussi avnns-nous mis en place une aide sociale appropriée pour les femmes qui ne peuvent réellement pas payer. Le système me paraissait équilibré.

- Vous auriez la même position aujourd'hui?

Je crois que oui, mais les socialistes étaient en quelque sorte tenus par les positinns qu'ils avaient prises lors du débat parlementaire initial.

- Mais, s'il a'y a pas de aviez le ponvoir ?

femmes qui en ont les moyens ne paieraient-elles pas pour l'IVG? C'est aussi un aspect de la justice. Quand vnus entendez

vous parliez, le système de

l'aide sociale permettait de

faire face aux difficultés et in-

iustices sociales. Pourquoi les

M. Chirac parier de « banalisation de l'IVG » et surtout ber IVG et dénatalité, que pensez-- Il n'y a jamais de banalisation. C'est un mot qu'on en-

tend partout, mais il faut que ce soit tout à fait clair : il n'y a que les bommes pour parler de banalisation de l'avortement. Pour les femmes, ce n'est jamais banal. Quant aux conséquences sur la natalité. tellement de chiffres, de statistiques, d'études démontrent que le lien entre la législation sur l'avortement et la natalité n'est pas établi! Au contraire : ce qui me semble établi, c'est l'absence de lien. Souvenezvous : le taux de natalité a été très faible en France entre les deux guerres, alors que la législation était alors très répresremboursement, n'est-ce pas sivc. Dans tous les pays indusune injustice sociale? Vous le trialisés la baisse de la natalité peu timide sur le plan de l'in- remettriez en cause si vous en remonte à 1964, pour la plupart bien avant la modification

LEGISLATION DU FUTUR

L'Association nationale des centres d'interruption de grossesse et de contreception (ANCIC) souhaite voir apporter deux modifications à la législa tion actuelle. Tout d'ebord (docteur Annie Bureau, centre de l'hôpital Broussais à Paria), sile réclame la suppress l'article 317 du code pénal, qui fait de l'interruption de grossesse le eeul ecte médical entrant dans le cadre du code pénal, et le singularise donc

Les médecins de l'ANCIC souhaitent également que le délai de huit jours de réflexion prévu par la loi actuelle soit supprimé, cer il retarde l'accomplissement d'un acte qui

est d'autant plus bénin qu'il est

précoce. lle suggèrent enfin, pour remédier à l'inégale répartition géographique des centres d'IVG, que leur ouverture soit soumise à des réglementations moine tetillonnes et moins contraignantes.

La suppression du remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale paraît inconcevable aux médecins membres de l'ANCIC. qui font d'ailleurs remarquer, comme l'avait fait des 1975 le directeur général de la santé de l'épaque, le prafessaur J.-C. Soumia, que les avortements étaient très largement remboursés, bien avant la loi, au titre de 4 curetage utérin ».

nités non plus subjet déstrées. La contraction Favoreston organization provide democratic pri diff. Englished State. D ESCOFFIER-LAME par il femme

SEPT FEMMES, SEPT DETRESSES

Quand elles entrent dans l'illégalité...

Mouvement français pour le planning familial de la rue Vivienne, à Paris. Comme chaque jeudi, jusqu'à 15 heures, des médecins informent, prescrivent des contraceptifs, accordent des « certificats d'entretien préalable » exigés avant une IVG, et reçoivent celles qui ne neuvent avorter celles qui ne peuvent avorter dans la légalité. Ce jour-là, à l'nuverture, ces dernières étaient sept. Sept femmes avec sept récits pour une même demande: interrompre une grossesse non désirée."

 Claudine se blottit dans: son manteau trop large pour elle, à ses côté son ami Fahrid, qui piaffe d'impatience et veut prendre la parole à sa place : « Elle est timide... et je ne veux pas qu'elle se fatigue », répond-il à ceux qui s'en éton-nent. Mais, petit à petit, Claudine s'anime et s'exprime sans: gêne. Elle a dix-neuf ans et travaille comme vendeuse dans une boulangerie. « J'ai arrêté de prendre la pilule il y a un. an, dit-elle, comme cela, parce que j'en avais assez. Quand mes règles ne sont pas venues, je n'ai pas pensé tout de suite

L est midi et plus une que j'étais enceinte. J'ai at-chaise n'est disponible tendu deux mois et j'ai pris dans la salle d'attente du un rendez-vous mais, quand je souvement français pour le me suis présentée à Saint-Ambroise, il était trop tard. L'assistante sociale m'à dit de venir ici. >

· Fatima, vingt-six ans, est marocaine mais vit depuis plusieurs années en France. Elle attend des jumeaux. Elle s'en est rendn compte il y a deux jours après une échographie. « Un seul j'aurais pu, dit-elle, mais deux !... » Comme Claudine, elle vit dans un logement trop exigu et, standardiste dans un hôtel, elle craint de ne pas pouvoir faire face financiè-

• Anita, une jeune Antil-laise resplendissante de vie, a dix-neuf ans mais en paraît dix-sept. Son frère l'accompagne. Soutien silencieux. Incollable sur les moyens contraceptifs qu'elle a appris à connaître lors de cours d'information sexuelle dans le lycée d'enseignement technique qu'elle fréquente, elle avoue n'en utiliser aucun. « Je n'avais pas envie de prendre tout de suite la pilule, explique t-elle, et comme j'ai des règles irrégulières, je ne



Un centre du Mouvement français pour le planning familial en novembre 1981. C'est là que des médecins recoivent les femmes qui veulent avorter mais qui out dépassé le délai légal.

j'étais enceinte. »

• Myriam baisse la tête. tandis que son amie Alcha parle. Toutes deux sont algériennes, toutes deux sont enseignantes. Toutes deux sont enceintes mais si Alcha est mariée, Myriam ne l'est pas. « En Algérie, elle va être reje-tée par son entourage, expli-que Alcha, et l'enfant sera condamné. » Pour leurs familles, elles passent des va-cances en France. Mais la grossesse de Myriam excède quatorze semaines. Il va leur falloir repartir, cette fois pour une elinique anglaise que le Planning va leur recomman-

 Sonia cannaît déjà le chemin de l'Angleterre : l'an passé, le Planning l'avait adressée à une des trois cliniques londoniennes avec les-quelles il a des accords. Pour un forfait variant de: 1 100 francs à 2 600 francs selon l'avancée de la grossesse et selnn l'établissement, lesfemmes sont accueillies une nuit dans une pension de famille et passent une autre nuit dans la clinique où l'on pratique l'avortement sous anesthésie générale. La pilule, Sonia,

qui a vingt-trois ans, fie veut pas en entendre parler - « ma mère m'a dit que c'était dangereux ... - mais elle a dejà trois enfants et elle ne vent plus agrandir sa famille.

• Anne, fragile Anne sur qui tous les malheurs du monde semblent tomber !... Elle a su très tôt qu'elle était enceinte. Au début, il n'était pas question d'avorter. Mais il y eut le décès de son beaupère, l'accident de voiture d'un ami cher et, anjourd'hui, elle se présente au Planning. Elle a dix-buit ans et ne veut plus qu'une chose : interrompre cette grossesse

• Seule, Lydia n'ira pas en Angleterre. Elle est américaine et vit depuis très peu de temps en France. Elle n'a donc pas les papiers nécessaires pour avorter dans la légalité. Sa grossesse n'excède pas les cinq semaines, alors le MFPF lui trouvera une solution en France. Elle est la seule, Lydia, à utiliser un contraceptif : un diaphragme. Elle fait partie de ces rares femmes pour qui ce moyen de contraception aura échoné.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

L'«AVORTEUR»

François pratique des interruptions volontaires de

l'anonymat.

« Je dois remonter à l'enfance pour expliquer mes actions aujourd hui, raconte-t-il. J'ai vu ma mère souffrir. J'ai vu une voisine mourir à la suite d'un avortement clandestin. Cela m'a marqué: » Vocation précoce : François a toujours voulu être médecin... médecin de campagne. Finalement, il a fait un peu de tout et tourné dans différents services hospitaliers.

En 1968, il était étudiant. La rencontre avec des filles du MLAC (Mouvement pour la libéralisation de l'avortement. et la contraception) et celle avec les militantes du Planning étaient presque inévitables. La lutte pour la libéralisation de l'avortement battait son plein.

François utilise la méthode par aspiration et a recours à

Sept cent quatre-vingt-huit

centres hospitaliers, dont qua-

tre cent vingt dans les hôpitaux

publics et trois cent sobante-

huit dans les cliniques privées,

sont habilités à pratiquer des

sieurs centaines de médecins

sont attachés à ces centres. Or

le conseil de l'ordre n'a eu à se

prononcer sur aucune infraction

- En 1983, trois condam-

nations avaient été pronon-

cées: un avertissement, une

suspansion de trois mois

(dépassement du délai légal de

dix semaines, avortement au

cabinet) et una suspension de

à la loi pour l'année 1884.

interruptions de grosse

LES CONDAMNATIONS DE L'ORDRE

du Planning familial, selon le désir des femmes. Celles qui viennent le voir sont des mineurs sans autorisation. grossesse « hors cadre légal ». « Comment résister à une ga-Il accepte d'expliquer son mine de quinze ans qui ne le, mais désire garder veut pas de sa grossesse, mais qui est terrifiée à l'idée d'en parler à ses parents? > 11 y a aussi des étrangères et des femmes ayant dépassé les dix semaines fixées par la loi : · Après quatorze semaines, les femmes vont plutôt à l'étranger, explique François. Un avortement en clinique nécessite un anesthésiste et un instrumentiste en plus du médecin. Autrement dit, trois personnes parfaitement d'accord sur ce qu'elles font. Impossible de cacher le degré d'avancement d'une grossesse, et cela pour une raison pratique : plus elle est avancée. plus grande est la sonde que l'on utilise. A douze semaines, elle a 12 centimètres, à treize semaines; 13 centimètres... > · Et puis, il y a les limites personnelles », ajoute François d'un air presque penaud. · Au-delà de quatorze se-

A quarantaine, médecin l'anesthésic locale ou générale, maines, il s'agit d'une intervention d'une tout autre nature que je ne sais pas faire et que je ne veux pas appren-

dre », insiste-t-il. Fera-t-il des avortements ilgaux encure longtemps? « Non, certainement pas répond-il sans hésitation, quoiqu'il n'y a pas grande dif-férence entre la pratique routinière d'IVG et celle des chirurgiens qui à longueur de journée scient des os, enlèvent des appendices... » Mais le contact éphémère avec les femmes qui demandent des IVG -hors cadre légal » lui laisse un goût de frustration. · Il n'est pas innocent d'être enceinte aujourd'hui alors qu'an ne le désire pas. J'ai toujours un long entretien avant l'intervention, et j'invite les femmes à revenir me voir plus tard. Mais, s'il est facile d'interrompre une grossesse : Il n'est toujours pas facile de discuter des causes qui ont amené la femme à s'exposer à cette grossesse... >

CHIFFRES EN BLANC

S'APPUYANT sur les statistiques des pays ayant
légalisé l'avnrtement
bien avant la France, l'Institut
national d'études démographiques - INED - évalue à 35
le numbre d'interruptions
voluntaires de grossesses pour

qu'ancun système de récolte cependant à diminuer constate
le sait bien à la santé) et cela dans les établissements
même si - comme c'est le cas
- il est fait obligation aux publics. En revanche, nn sait
hopitaux et aux cliniques de que des cliniques cachent un
signaler toutes les IVG prativninntaires de grossesses pour 100 naissances. Soit environ 250 000 avortements par an. Or, depuis 1981, le nombre d'IVG voisine 180 000 (1981: 180 695; 1982: 181 122; 1983: 182 735). D'nu vient donc cet écart de 70 000 ? S'il est possible d'énoncer un certain numbre de facteurs expliquant cette disparité entre les chiffres, il est impossible en revanche de connaître leur

amplitude. En préliminaire à toute discussion on souligne, au ministère de la santé, que ce nombre de 250 000 correspond à une évaluation maximale. Un point de vue partagé par la confédération du Mouvement français pour le planning familial qui penche pour un chiffre plus près des 220 000. Reste toujours une différence importante. Il faut garder à l'esprit

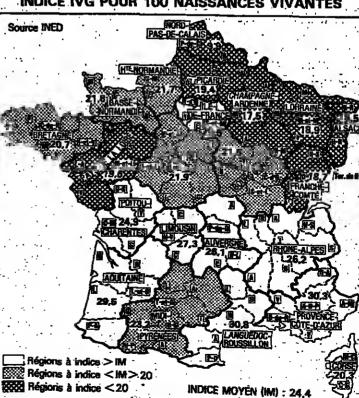
quées dans leurs murs.

l'INED, attire l'attention sur le caractère récent de l'enregistrement des avartements. Une période d'adaptation est inévitable, et celle-ci dure d'autant plus longtemps qu'elle concerne un domaine délicat et controversé.

Sans aucun doute, des établissements nmettent par négligence de signaler des IVG: soit, parce qu'ils se laissent noyer par la masse de papiers et de questionnaires qu'on leur demande de remplir depuis quelque temps ou bien parce qu'ils ne mettent pas obligatoirement la meilleure volonté à déclarer des actes qu'ils n'approuvent pas tou-

pratiqués chez elles soit pour Chantal Blayo, sociologue à se soustraire à la fiscalité, soit parce qu'elles ont dépassé le quota fixé par la loi (le nombre d'IVG d'une clinique ne peut pas dépasser 25 % dù nombre total d'actes chirurgicaux ou obstétricaux pratiqués dans l'établissement pendant l'année en cours); soit enfin parce que les avortements se funt en dehors du cadre légal : sur des mineures ne disposant pas d'autorisations parentales, des étrangères n'ayant pas de pièces prouvant leur présence en France depuis plus de trois mois, et, mais plus rarement, sur des femmes ayant dépassé les douze semaines d'aménorrhée.

INDICE IVG POUR 100 NAISSANCES VIVANTES



Avortements enregistrés en France de 1976 à 1983

Année	Nombre absolu	Avortements pour 100 naissances vivantes	Annés	Nombre absolu	Avortements pour 100 neissances vivantes
1976	134 173	18,7	1980	171 218	21,4
1977	150 931	20,3	1981	180 895	22,4
1878	150 417	20,4	1882	181 122	22,7
1879	156 810	20,7	1983	182 735	24,4

Jusqu'en 1982 inclus, bulletins exploités. En 1983, comptage ma

Avortements des Françaises à l'étranger

Аллее	Angleterre- Galles	Année	Angleterre- Galles	Pays-Bas
1969 1970 1971	500 2 267 11 988	1975 1976 1977	14 056 4 568 4 143 3 187	9 000 1 200 900
1872 1873 1974	25 189 35 283 36 443	1978 1878 1980 1981	3 047 4 117 4 100	800 400
		1982 1983	3 a25 3 7a6	

Sources : INED citant pour Angleterre-Galles : I'OPCS ; pour les Pays-Bas : Evert Ketting, De Permanenta - Registratie Abortus Nederland, 1981,

six mois (honorairea abusifs). - En 1982, une seule et même affaire concernant une cliniqua parisianna dans laquelle cauvraient da façon

scandaleuse plusieurs médecins

En somme, estime l'ordre, la conception même de la loi de 1275 a empêché que ne se produisent les abus que l'on a pu observer, que l'on observe encora, tant an Granda-Bretagne qu'en Hollande ou aux Etata-Unis, à savoir, essentiellement, l'ouverture d'officines spécialisées plus ou moins marrons et l'existence

de trafics financiers intoléra-

a entraîné (après les condam-

nations judiciaires) six condam-

nations, dont quatre radiations,

une suspension de deux mois

et un avertissement. il y avait

eu en 1981 une radiation et

una suspension d'un mois; en

1980, trois suspensions et

deux blames et en 1979 une

radiation et dix suspensions

provisoires ou blâmes.

To Ber Com avec feutres and la com po a grande quanti ensette de La la mineration des avers season revenue is femmes dissent que

eration (

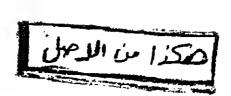
part a cur avertermen DES SEED CONVAINCE pele considératent les ils ser debut, ic moses Especialme condition constitute de la laboration giames le arest de dupe et eur vora Or. en on mas Off a clair dams and man clair Off a clair and la necessary and the latest an

THE SECTION OF THE SE

understand in mindering affice alarge son a er medical Ses comme of first des to a Castiner & cites. Se l'ALE Ces pro-Physics and commis-Col Ces - Sizes - Burasens Comme Fiche des mieres Charle celler du servient

the same of milion Ter de la comental # # CO | CONTROL States and the state of the sta 7000000 de the element of Telland Tourse

A second - 7 ETTER Service Servic te Prompt To the State



L'AVORTEMENT 1975-1985

343 PLUS MOI

Simone Iff n'était pas parmi les signataires. C'était un oubli.

Nous disons tout haut ce qu'on pense tout bas, nous disons la vérité.

devons bien donner une taine priorite cux consultat

pour l'IVG. à cause du de

butoir des dix semaines,

urgence -. Celles qui ne na

vent être reques soni ones vers des hôpitaux voisins

Huit repartent chair.

semaine, rendez-vous pris p

-PIVG. Elies venaient ici Re.

qu'elles savent, comme 6

Pune d'elles, qu' à l'han

on est tree hien soigne,

parce qu'au contact de mit

cips qui . fant der 116 . f. sont sures à - être me prises . Suphie s'en tana

ebe. . pus angoisses . E.

atomiera enerte " Mara

specials ment 2 / 2/3/ Man

Da R'en veut fils, on persi-

fond de sit que cen que

meme un enfant. > - CY

H est vraisemblable:

demeurant que ce mant

progrès de la sciente par

tront un our aux lenus

se passer completement

legislations et de mile

elles-meme, bur ferrita

Pusage - regulier ou as

des médicuments indut

immanologiques de gre

Extracround rement The

précis et praticables à

cile sans queun recours

La decouverte de "

de la menstruction

prendre certaines

E refrain d'une des chansons du Mouvement de libération des femmes résume bien la volonté que nous avions, vers les années 70, d'en finir avec les discours feutrés sur la condition féminine.

Dans les groupes de quartier ou dans les assemblées générales tenues aux Beaux-Arts. les femmes avaient commencé à se parler entre elles. Les histoires lamentables des avortements clandestins revenaient de manière lancinante et toujours poignante.

Les femmes disaient quel acharnement elles avaient dû déployer pour trouver nne jugeant le problème politique, solution à leur avortement, mais elles étaient convaincues aussi de n'avoir fait que ce qu'elles considéraient leur droit

Dès son début, le mouvement a posé comme condition indispensable à la libération des femmes, le droit de disposer de lenr corps. Or, en cet hiver 1971, on était dans une impasse. Officiellement, les seuls qui parlaient de la nécessité de prendre des mesures contre les conséquences catastrophiques des avortements

imaginer des actions spectaeuleires comme celle de l'été précédent où quelques-unes avaient déposé une gerbe à l'Arc de triomphe pour « la femme la plus inconnue, celle du Soldat inconnu ». Se taire, e'était accepter, être complice. Parler, e'était défendre un . juste droit, être solidaire.

Comment une poignée de femmes en révolte pouvait-elle dire à tous, et d'abord aux femmes concernées, qu'il fal-lait en finir avec la clandestinité, la honte, la mort ? Bien sûr, c'est la vérité qui est révolutionnaire; mais qui oserait briser le mur du silence sur l'avortement... un mot qu'on ne prononçait même pas?

Le Nouvel Observateur,

proposa alors à certaines d'entre nous d'aborder la question sous une forme à définir. Parmi nous, l'unanimité n'existait pas sur la réponse à donner à cette proposition. Pour les nnes, e'était une initiative réformiste ou de récupération, pour d'autres la question. essentielle de l'oppression des femmes n'était pas là, mais la majorité fut enthousiasmée par l'idée d'un manifeste, étant profondément convaincue que c'était un juste combat concernant toutes les

qui n'avaient pas eu à avorter personnellement n'hésitaient pas è manifester leur solidarité; ehacune connaissait des situations d'amies et savait que personne n'a le droit d'obliger une femme à donner la vie quand elle s'y refuse.

On m'a souvent demandé pourquoi mon nom ne figurait pas dans la liste des signatnres. C'est un oubli, mais qu'importe... Tant d'autres noms auraient pu y figurer

Ce manifeste est notre première victoire dans la lutte collective pour le droit à disposer de notre corps. Il est le premier acte à avoir libéré la parole de milliers de femmes et l'origine de bien d'autres actions. Je connais des grandsmères qui à la suite de la publication de ee manifeste ont parlé pour la première fois de leur avortement, devant leurs enfants et petits-enfants

Militante du Planning familial. l'avais découvert depuis longtemps le poids de la eulpabilité et du silence liés à l'interdit de l'avortement, bien que beaucoup de gens en soient complices; mais j'avais aussi découvert que l'interdit jouait différemment selon le

ment et de la contraception » (qui n'est toujours pas autorisée pour les mineures sans autorisation parentale). A cette époque, des femmes étaient inculpées pour avorte-ment. L'une d'elles écrira pour être défendue collectivement : e'était l'avorteuse qui sera jugée dix-huit mois plus tard à Bobigny avec le soutien de Choisir, créé trois mois après la parution du manifeste.

Il a fallu bien des luttes et mettre les autorités législatives et médicales devant l'état de fait en pratiquant ouvertement des avortements pour que « le désordre ainsi créé » oblige à une modification de la loi. Bien des années encore seront nécessaires pour que les femmes relevant de ces nouveaux droits trouvent des solutions en milieu hospitalier français.

Face au droit, la victoire des femmes n'est toujours pas gagnée. En effet, l'article 317 du code pénal – loi de 1920 – n'est pas encore abrogé. Il faut savoir que l'avortement n'est légal qu'à condition de scrupuleusement respecter toutes les restrictions de la loi Veil-Pelletier.

Tout acte médical est réglementé et contrôlé par le code de la santé et le code pénal.



Un autocar du MLAC revenant des Pays-Bas en mars 1974. The contract of the second

lance medicale et judicas Les aspirations ments cuces (ou inductions # n'envisageaient la question que truelles meesmous) en sous l'angle social et médical plient. et le consell de fé et jamais comme un droit des qui n'er ignore rien en femmes à disposer d'elles-OR MINE 2120 Philosophia memes. Des projets de lois definition de la julisfu étaient déposés : projet Peyret, donnée des 100 FF FF projet de l'ANEA... Ces promer present de la (le jets prévoyaient des commissions où des « sages » auraient seuls et à la place des intéressées décide celles qui seraient

> médical. Amsi, rien de fondamental n'angait changé pour les femmes : elles resteraient sous tutelle et toujours soumises. Pas question de leur reconnaître la capacité juridique de décider elles mêmes.

autorisées à avorter en milieu

dreux, prendre l'initiative; sion immédiate. Même celles

femmes : en elle résonnait milieu social et eulturel ce qui l'affirmation de Simone de Beauvoir : « La libération des semmes commence au ven-

Des que Simone de Beauvoir a connu le projet d'un manifeste à publier, elle n'a pas hésité un instant à soutenir cette action qui mettrait en évidence et avec éclat l'existence du problème et les drames de l'avortement clandestin ou de l'impossibilité d'avorter.

Il fallait faire signer ce texte. Le plus difficile fut de trouver les téléphones de toutes celles à qui nous pen-Il fallait done trouver sions. Depuis, j'ai souvent d'autres voies que celle des recueilli des signatures pour rapports, des commissions, des diverses pétitions ou mamtables rondes pour faire enten- festes, mais jamais je n'ai. dre la colère des femmes et retrouvé une telle rapidité bousculer leurs discours filan- d'adhésion et de compréhen-

permettait de comprendre pourquoi certaines solutions étaient tolérées à titre individuel et que jamais ne soit abordé ouvertement le droit pour toutes à l'avortement.

Oui. trois cent quarantetrois femmes reconnaissant publiquement avoir avorté ont mis fin à l'hypocrisie et ont réveillé l'opinion publique !

Les lettres de soutien affluaient, témoignant par exemple : « Je n'avais jamais espéré être vengée des souffrances infligées par ces profiteurs de la misère humaine. Je signe avec une joie éclatante... »

Quelques semaines après le manifeste, le Planning familial prenait position lors de son congrès national en - récusant toute législation répressive dans le domaine de l'avorte-

Seul l'acte médical de l'interruption volontaire de la grossesse est eneore l'objet de répressions pénales spécifiques. Ponrquoi conserver à l'avortement la vieille notion de « faute » ?

C'est pourquoi aujourd'hui encore je me reconnais, avec les militantes du MFPF et bien d'autres, passible des peines prévues par l'artiele 317 du code pénal pour avoir aidé des femmes à avorter hors du cadre légal : femmes étrangères, mineures ou enceintes de plus de dix semaines.

Il est vraiment long et difficile d'appliquer entièrement aux femmes les grands principes de justice et des droits humains

> SIMONE IFF. membre du Conseil économique et social.

L'ENGAGEMENT

Yvette Roudy se souvient.



VRIL' 1971, La Jeunesse aveit parlé, le raison l'avait emporté, mais les injustices dénoncées, trois ans plus tôt se voyaient encore comme le nez eu milieu de la figure - la figure pompidolienne de la France. Avec les quatre des libertés à conquérir. Les slogans métaphoriques sur les mure avaient rappalé aux femmes qu'alles étaient des c colonisées de l'intérieur » et relancé la mouvement féminista assoupi. Les hommes pensaient qua ces égalea si proches n'avaient plus rien à obtenir depuis qu'ils laur evaiant accordá tous les droits : le droit à l'instruction, le droit de vote, sans omettre le droit coutumier d'empoigner le rouleau è pâtis-

Mais, pour les féministes, la loi devait aux fammes une liberté de plus : il fallait qu'elles disposent da leur corps, qu'elles puissent avorter quand elles ne voulaient pas d'enfant.

Mme Yvette Roudy, « la-» ministre des droits de la famme, se souvient : « Nous étions en avril 1971. Colette Audry m'a téléphoné : veux-tu signer le menifeste? Je n'ai pas hésité. J'ai trouvé tout de suite que c'était formidable du point de vue taetiqua: » Trois cant quarante-trois intellectuelles se mettaient à faire la nique à la justice en avouent qu'elles aveient alles-mêmes avorté. c On ne savait pas ce que ca allait donner. Nous encourions des poursuites, mais noue étione nombreuees at bien armées. J'aurais refusé qu'une ouvrière signe. C'était trop risqué. » La justice ne broncha pas, la cause paraissait donc gagnée et l'hypocrisie démasquée. « Quelques-unes n'ont pas voulu signer : elles avaient peur. » Toutes n'avaiant pas avorté mais en s'accusant d'un crime qu'alles n'avaient pas commis, laur solidarité devenait exemplaire. c Plus tard, quand nous serons plus vieilles, peutêtre dirons-nous la vérité... > Inquiètes tout de même de s'être si gravement mises hors la loi, « Irma Repuzzi, cette ancienna militante féministe, sénateur de Marseille, m'avait dit : « Attention, ça sent le soufre. » Colette Audry, qui avait rédigé le manifeste, n'avait eu en rentrant chez elle que ce mot à son fils : « Je me suis conduita comme une vieilla dame indigne. » Mais la lendemain, quand Mm Roudy retrouva ses c camarades > da la Convention des institutione républicaines, « il n'y avait pas une tête qui de leur bon droit : « il falleit arrêter tous ces massacres du samedi soir ».

Le Menifeste des trois cent quarante-trois - « les trois cent quarante-trois salopes > comme les eppelaient alors leurs adversaires - précipita la légalisation de l'avortamant. Il y eut la bataille politique, les débats è l'Assemblée, où l'on apportait des fœtus dans des bocaux. Il y eut l'Eglise, « mais je n'ai jamais vu un évêque baptiser un evorton », et, dans la rue, cinquanta mille femmes qui manifestaient avec é l'idée de ne pas se laisser dicter une loi par la nature ». Le pouvoir libárel céde sous la pression, et Mme Roudy reconnaît à Mme Vail la couraga d'avoir fait plier les plus déterminés dens son camp. « Pourtant le n'ai pas pardonné à catte loi da n'avoir pes prie an compta l'information eur le contreception. Ca n'était. jusqu'au jour où j'ai fait voter le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociela, qu'una loi bourgeoise. .

Aujourd'hui, le remboursement sembla avoir rendu la loi plus légala encore, et la liberté d'avorter, darnière grande conquête du fáminisme, est pour Me Roudy une éclatanta victoire contra l'hypocrisie sociale : la Suisse opulente pour les favorisées at la France sordide pour des millions d'autres. Toutes celles qui en mouraient. les mutilées. Les recettes de bonnes fammes, les instruments misérables qui ambrochent at tuent. L'angoisse et le sang. Avec le code pénal qui ne pouvait empêcher une famme décidée, maia qui voulait en faire una criminella et qui la punissait avant de la condamner en la mettant dans le denger da la clandestinité. Avec enfin la curetage à vif, le châtiment de médecins toujours prompts è mettre de l'ordre moral dans les conséquences de la sexualité.

CHRISTIAN COLOMBANI.

cal a de a rendu cuduar. seul comp et sans sucul parlemen la la sant la conculte de at ailleurs que sous haussé Cassation . La luris est dissipation: Le purification dissipation et des production et des production et des production et des productions et de productions et des productions et des productions et des productions et des productions et de product Cotté par le profos Cette évolution single L. Rent entière, depuis plus de c Siècie. dans le sens lies nics non rive suite derices, et lout presse que la praidur bille lavore men nation épisode d'all sureus ma Providence Control 16 Maries Complete de la company Car The Complete William for 72 hours and

D' ESCOFFIER-LANSE

par la temme.

ETAPES D'UNE BATAILLE POLITIQUE

Du procès de Bobigny à la Sécurité sociale.

l'Association nationale pour l'étnde de l'avortement (ANEA).

• 1970. - L'ANEA rédige le premier projet de loi et le soumet à la Commission des affaires sociales présidée par le docteur Peyret. Le projet est modifié par l'Ordre national des médecins. La « proposition de loi Peyret » est rejetée et mise au tiroir au ministère de la santé.

- L'association Laissez-les vivre est créée.

• 1971. - Robert Boulin. ministre de la santé, se déclare favorable à un assouplissement de la législation.

- Déclarations de la Fédération protestante de France et du PCF pour la libéralisation; 600 médecins signent un manifeste en ce sens;

- proposition de loi Caillavet:

- création de l'association Choisir;

- marche internationale des femmes pour l'abolition des lois contre l'IVG;

- publication d'un Livre blanc de l'avortement.

• 1972. - Charte des médecins de l'ANEA - certains décident de pratiquer des IVG en cas de menace grave pour la santé de la femme, de risque de malformation du fœtus, de maladie mentale de la mère, de viol ou d'inceste, chez les mineures de moins de quinze ans ou sur indications

• 1969. - Création de sociales d'une gravité indiscutable.

> - un décret crée des centres et des établissements d'information sur la contracep-

- procès de Bobigny: une jeune fille de dix-sept ans comparaît devant le tribunal pour enfants, avec sa mère, sous l'inculpation d'avortement. Les professeurs Milliez, Jacques Monod, François Jacob ... témoignent au procès.

• 1973. - Manifeste pour le respect de la vie ; .

- manifeste des 331 médecins, puis de 260 médecins et personnalités « Nous avons fait des avortements, voici pourquoi . Appel de 10 031 médecins puis de 3 422 juristes et de 343 universitaires pour le respect de la

- premier projet de loi : la légalisation de l'IVG n'est envisagée que dans trois cas: risque pour la santé physique, mentale ou psychique de la mère, risque élevé de malformation congénitale, grossesse consécutive à un acte de violence ou à un acte criminel ;-

- le gouvernement sort un texte signé de MM. Messmer, Taittinger et Poniatowski, qui « oublie » les indications sociales. Après des débats bouleux, le projet est enterré;

- création dn MLAC (Mouvement pour la libération de l'avortement et de la contraception).



- une IVG publique est effectuée à l'hôpital Saint-Antoine:

 propositions de lois PCF, PS, PSU et réformateurs.

• 1974. - Prise de position du conseil de l'Ordre, dans une lettre aux députés. Manifestation nationale pour la libéralisation. Publication du rapport Berger: (attitudes et opinions en présence).

Me Simone Veil, ministre de la santé de M. Giscard d'Estaing, est chargée de la mise au point d'un projet. Son

texte, vivement attaqué par les tenants de Laissez-les vivre, obtient un vote positif de l'Assemblée nationale, malgré d'emprisonnement et de nombreuses abstentions dans les rangs de la majorité d'alors. Son projet « pour une loi applicable, dissuasive et protectrice - est accepté, et l'Assemblée vote une loi provisoire pour cinq ans, durant lesquels les termes de l'arti-

cle 317 du code pénal sont

licites certaines formes d'avortement et interdit toute incitation à sa pratique (peine amendes); -

- la loi est appliquée avec difficulté dans les hôpitaux et on évoque la possibilité de pratiquer l'IVG en dehors des établissements hospitaliers;

- trois décrets achèvent de généraliser la contraception ;

- quatre textes lèvent les • 1975. - La loi du 17 jan- derniers obstacles réglemen- de l'IVG par la Sécurité vier est promulguée. Elle rend taires à l'application de la loi.

• 1978. - Outre la limite des dix semaines de délai, la loi impose que : l'IVG ne peut avoir lien qu'après un entre-tien social, deux consultations médicales et une semaine de réflexion. Pour les mineures, l'autorisation d'un des deux parents est obligatoire; les étrangères doivent prouver qu'elles résident en France depuis plus de trois ans. 🔧

• 1979. - A l'échéance des cinq ans d'essai de la loi. diverses propositions de loi sont déposées (PC, PS) et une campagne « Liberté IVG » est lancée par le PS : le consoil de l'Ordre prend position pour le maintien de la loi.

- affaire de la Pergola : des médecins ayant pratiqué des IVG hors des délais légaux sont inculpés ;

- le projet de loi est adopté par l'Assemblée, puis rejeté par le Sénat. Nouveaux débats;

. - manifestation nationale pour la liberté de l'IVG.

• 1980. - Le 1e janvier, la loi définitive sur l'IVG est promulguée. Le ministère de la santé met en place les moyens d'appliquer strictement la loi; - affaire de la Pergola : les

médecins sont sévèrement condamnés, certains interdits d'exercice.

• 1982. - Un décret précise les obligations des hôpitaux publics.

L'HISTOIRE ET LES COUPABLES

Qui punissait-on, et pourquoi?

Certes, dans les premières communautés bumaines, fondées sur le matriarcat, l'homme se préoccupait d'abord de la subsistance de sa tribu, confiant aux femmes le code Justimen (534) étabit du tœtus prime sur celle de la première guerre montions juridiques pour l'avortement « provoqué par l'absorption de boissons abortives ».

Jinsqu'au XVIc siècle, le pour la première fois des sanction de boissons abortives ».

Jinsqu'au XVIc siècle, le pouvoir royal ne se saisit pas

Après les: 1390 000 morts recours n'est possible, et les
mère; on trouve à l'article de la première guerre mondiale en France, les natalistes immédiatement, sans circonsdiale en France, les natalistes immédiatement, sans circonstion de boissons abortives ».

Jinsqu'au XVIc siècle, le pouvoir royal ne se saisit pas

Dans la Gaule du début de pouvoir royal ne se saisit pas soin des enfants. Le lien entre l'ère chrétienne, le père à droit l'acte sexuel et la naissance était mal établi encore et chaque enfant appartenait à la communanté, si bien que l'avortement n'existait pas, for-

Il apparaît au moment où la notion de propriété privée prend le pas sur le phénomène de la vie communautaire. Alors commence le patriarcat : le père s'approprie les terres. les bêtes, les femmes et les enfants, nés ou à naître. Toute atteinte portée à l'enfant dans le sein de sa mère devient un préjudice dont le père se venge en punissant le coupable.

L'avortement est pratique courante jusqu'au début du christianisme. Chez les peuples de l'Antiquité l'interven-tion est jusque-là de la responsabilité des sages-femmes. Aspasie, maîtresse de Périclès, l'enseignait même ouvertement à la jeunesse grecque. Seul Hippocrate, dans son Serment, le condamne pour, pense-t-on, tenter de réduire le nombre des décès qui lui sont consécutifs, en raison de l'utilisation intra-vaginale ou intrautérine d'instruments douteux. Les avortements provoqués accidentellement par des saignées, des exercices physiques ou des mouvements de gym- temporairement reléguée.

VORTEMENT et civi- nastique violents n'étaient, lisation ont longtemps semble-t-il, pas visés par Hipfait bon ménage. pocrate. Mais la polémique

> Dans la Gaule du début de de vie et de mort sur sa femme et ses enfants. Il a donc le droit de décider d'interrompre la grossesse de sa femme. A Rome, le père est également possesseur absolu des biens et des personnes. L'avortement est donc couramment utilisé, parfois même par coquetterie, la Romaine espérant ainsi retarder l'apparition des traces de vicilisse-

Pour réagir contre ces pratiques, la République récompensera les pères de nombrenx enfants et frappera les célibataires de lourds impôts.

Très tôt, le christianisme réfléchit à l'avortement. Condamné par la littérature du le siècle, il est admis, au II siècle, par Athénagoras pour « raisons médicales sérieuses ». Mais l'Eglise assirme très vite qu'« à la fraction de seconde de sa sécondation, l'ovule doit être considéré comme une ame immortelle ayant droit au

A l'époque franque, l'empire très chrétien de Byzance applique cette doc-trine religieuse, et la femme « coupable » est fouettée et sévèrement ceux qui tuent un telle Nelly Roussel, revendi-

du dossier et l'abandonne à l'Eglise. Pour la première fois et cette loi est une loi de relià la fin du Moyen Age, les critères sociaux sont pris en considération. On fait alors la distinction entre la femme qui détruit son enfant en raison l'impunité totale, mais le des difficultés qu'elle aurait à le nourrir et celle qui n'a d'autre but que de dissimuler son * crime de fornication *.

Au XVI siècle, Charles Quint est le premier rédactenr d'un code pénal (Carolina) dont un article stipule que l'avortement est assimilé au crime (à l'infanticide), sauf s'il n'est pas intentionnel, et passible de la peine de mort par le pal. En 1556, Henri II public son célèbre « Edit sur le recel de grossesse »! Plusieurs femmes sont pendues,

brûlées vives ou suppliciées. Au XVII siècle, l'édit d'Henri II est toujours en vigueur. La contraception est également réprimée : si la femme prend des breuvages pour ne pas concevoir on « procurant la sortie du fœtus déjà animé », elle peut être jetée à la mer ou suppliciée. Au XVIII siècle, la thèse

de l'animation du fœtus est en vigueur dans toute l'Europe. - Il faut punir plus enfant déjà formé que ceux quent le droit à la maternité

Bien qu'il ne considère pas qui prévlennent le temps de comme le droit à la libre dis-l'embryon, contre la société, le fœtus comme un être vivant; l'animation - En 1777 la vie position de leur corps. - l'Etat et la race -. Aucun le code Justinien (534) établit du fœtus prime sur celle de la veut que la mère soit sacrifiée. gion qui ne considère que le

salut de l'ame de l'enfant ... » En 1791, nouveau changement : la femme bénéficie de « séducteur et complice », convaincu d'avoir par tout nelle. moyen permis l'avortement. -d'une femme enceinte, est * puni de vingt années de fer ». En 1806, le décret du 4 juillet oblige les médecins à déclarer les interruptions de grossesse:

1810 : un crime

En 1810, le code dit « code Napoléon » « rétablit l'injustice que constitue la condamnation du complice seul . L'avortement devient un crime passible des assises. L'arti-cle 317 du code pénai réprime sévèrement la femme et tous ceux qui auraient aidé à son avortement. (Il est toujours en vigueur, mais ne s'applique pas aux avortements accomplis selon les directives de la loi de 1979.)

De-1885 à 1890, les théoriciens natalistes et les malthusiens s'affrontent violemment. Ayant 1914, les féministes,

cle 317 du code pénal, pour 30 juillet 1943.
prévenir l'avortement et lutter, après la fin de la Grande Guerre, contre la dénatalité et bles de provoc la propagande anticonception-

Le 23 mars 1923, une loi correctionnalise la répression (acquittements exceptionnels) et institue un - délit d'intertion . On peut être condamné pour la * prescription d'un médicament supposé abortif à une femme supposée enceinte, mais qui ne l'était pas ».

En 1939, un décret-loi rend obligatoire la déclaration auprès des maires ou des com-missariats de l'exécution de tout diagnostic biologique de la grossesse, sous peine d'amende, d'emprisonnement et de fermeture du laboratoire d'analyse en infraction. Le décret étend le champ de la répression, les mesures prises jusqu'alors n'ayant pas eu, sur le plan de la démographie, le succès escompté! Sous le régime de Vichy, la propa-gande pour la natalité bat son plein et les avorteurs sont considérés comme des « assassins de la patrie : la loi du 15 février 1942 fait de l'avortement . un crime contre

Après les 1 390 000 morts recours n'est possible, et les

cins... - proposent la levée seuse accusée de vingt-six partielle du secret médical. avortements, est condamnée à Sans succès. Le 31 juillet mort Elle a été la dernière 1920, une loi rénforce l'arti- femme exécutée en France, le cla 317 du code rénal pour

Le 5 février 1946, un décret fixe la liste des objets susceptibles de provoquer l'avortement, objets interdits à la vente et à l'exposition. De 1955 à 1958, plusieurs décrets interdisent l'offre, la vente, la distribution des remèdes et sondes intra-utérines susceptibles de favoriser l'avortement.

En 1967, le vote de la foi du 28 décembre, dite - loi Neuwirth autorisant la contraception en France, relance avec plus d'acuité le problème de l'avortement. Cette loi n'est qu'nne demi-victoire, par manque de moyens. Elle interdit toute propagande antinataliste et toute publicité concernant les contraceptifs dans les revues grand public.

Dès lors, décrets, proposi-tions de lois, manifestations, manifestes, réunions et débats vont se succéder à un rythme accéléré, mais il faudra atten-dre huit ans pour que la loi libéralisant effectivement l'avortement, à l'essai pour cinq ans, soit publiée. Cinq autres années pour qu'elle soit

MICHELLE EVIN.

Ifglise catholique

Carboines. berge d'un iche pariameation same app menement. Depen die Jeat-Paul II Pau Te 2 guere verst. E rein un petit Mort

milete Gaudium et a Fail VI. 1970 . . comments en un mai, une att main ere humain, we all g mit, une faute grant erstepet (rançaire, 1479). Mas à regarder de pl ris, depuis le concelle. at masie à ur dépison uni, d'ascent, saulignes, crange le mai objectif qui à migaminé subjection fett C'est ainsi que la matie te e treme w. . . rentmittation in

edamende 🛌 💌 komiçiniy

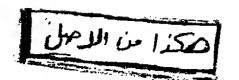
pat cédé la place à comme

vent ch strif v. · 被機構造成。

ron. On il est interentali

marter que la condamination m difectos francais de 197 rerodut le roman de calle THE ET TOT BELL A THOMES A Out test- Lane passé page The in the cur explosion of the control of the cont duet, er ellet, depuis so term de cessé, à Rome, itaters ie monde. de hiermes les plus sévères

hi cen un ... Amour e Sen 1962, 'e cardinal Woj il sions archevêque de Cra Gritement de - Jane the autre raison pour or mesu dereissement de W



L'AVORTEMENT 1975-1985

LE «NON» DE ROME

L'Eglise catholique pourra-t-elle évoluer ?

N apparence, l'Eglise catholique n'a pas bougé d'un iota dans bougé d'un iota dans sa condamnation sans appel de l'avortement. Depuis le deuxième siècle, où Tertullien écrivait : « Il est déjà humain celui qui sera un homme » et la Didachè, de façon encore plus précise : « Ceux qui tuent leur enfant dans le sein de sa mère tuent l'image de Dieu», jusqu'à l'exhortation apostolique de Jean-Paul II Familiaris consortio, où le pape stigmatise « la plaie de l'avortement », le langage de l'Eglise n'a guère varié,

En voici un petit florilège depuis cinquante ans : « le meurtre direct d'un innocent » (Pie XI, 1930), « un crime abominable » au même titre que l'infanticide (constitution conciliaire Gaudium et spes, 1965), « un: homicide » (Paul VI, 1970), -objectivement un mal, une atteinte radicale à la vie humaine, une œuvre de mort : (le cardinal Marty, 1975), . la suppression d'un être humain, un acte de mort, une faute grave » (l'épiscopat français, 1979).

Mais, à regarder de plus près, depuis le concile, on avait assisté à un déplacement subtil d'accent, soulignant a davantage le mai objectif que la culpabilité subjective de l'acte. C'est ainsi que la notion. de « crime », « meurtre ». « infanticide », « homicide » avait cédé la place à celle de « mal objectif »; « œuvre de mort ». Or, il est intéressant de noter que la condamnation des évêques français de 1979 réintroduit la notion de culpabilité en parlant à nouveau de

1975 et 1979 qui expliquerait ce retour en arrière ? L'élec-Cclui-ci, en effet, depuis son élection, n'a cessé, à Rome et .. lors de chacun de ses voyages à travers le monde, de condamner l'avortement dans Déjà, dans son livre Amour et responsabilité, publié en polo-nais en 1962, le cardinal Wojgrave ».

Une autre raison pour ce nouveau durcissement de la



çais, e'est sans doute l'évolution, chez certains théologiens d'avant-garde, d'une réflexion qui commençait à remettre en question l'intransigeance de la doctrine traditionnelle concer- « dès la conception ». nant l'avortement. Fin 1972 Pour la théologie médiévale, début 1973 - e'est-à-dire 343 femmes qui déclaraient Que s'est-il donc passé entre avoir recouru à l'avortement, ce n'est que plus tard - pour et avant la loi Veil de 1975, - les uns à la cinquième ou des publications catholiques sixième semaine, pour les tion, en 1978, de Jean-Paul II. s'étaient mises à débattre autres à la section du cordon

Qu'est-ce qu'un embryon?

ditionnelle tournaient tous certain temps de son évolution. autour de la question fondatyla, alors archevêque de Cramentale: qu'est-ce qu'nn cise, les mêmes doutes existent covie, avait qualifié embryon: est-il nn être pour la science actuelle qu'au l'avortement de faute humain? Question complexe treizième siècle. Si les généti-

montrer toute la complexité. L'Église elle-même, au demeurant, a mis beaucoup de temps avant d'arriver à sa conviction actuelle que l'âme est créée

par exemple. l'embryon avai après le manifeste des d'abord une « âme végétale », puis une « âme animale », et d'une question jusque-là tabou. ombilical - que Dieu lui . s. infusait une âme spirituelle », qui faisait de lui un sujet proprement humain. Autrement dit, on ne considéles termes-les plus sévères. Les arguments de ceux qui rait l'embryon-comme humain questionnaient la doctrine tra- à part entière qu'au bout d'un

> Et sur cette question préque l'Eglise avait - trop vite? ciens nous disent que la singu-- tranchée, et que la science larité génétique du nouvel traitait avec beancoup plus de organisme est acquise dès la

formation de l'œuf, on ne peut pas en déduire qu'il s'agit déjà d'un être humain. Le cerveau - et c'est celui-ci qui caractérise l'homme - met un long temps à se former et à prendre une autonomie de fonctionnement. C'est. pourquoi l'embryon ne devient un être humain à part entière que progressivement, sans qu'on puisse préciser exactement à partir de quel moment.

Cette incertitude a modifié l'opinion de plusieurs moralistes catholiques, qui ne peuvent plus admettre la condamnation catégorique et absolue du magistère romain. Déjà en 1972, dans un numéro spécial de la revue dominicaine Lumière et Vie, Jacques Pohier faisait remarquer que les critères biologiques pour déterminer le stade de « l'être. humain déjà » du développement de l'embryon n'étaient pas évidents. Le critère du code génétique, en place dès la fertilisation, n'est pas satisfai-

sant, puisqu'un pourcentage assez élevé d'ovules fertilisés, même nidifiés, sont expulsés naturellement. Faut-il parler de la mort d'êtres humains? Évidemment pas.

Mais c'est surtout un numéro de la revue jésuite Etudes, paru en janvier 1973, qui attira les foudres hiérarchiques. Ayant recours à un autre critère pour définir l'être humain - ses relations aux autres, - Bruno Ribes, alors directeur des Études, écrit : « Il y a lieu de distinguer entre vie humaine et vie humanisée; si véritablement l'individu n'est humanisé que dans le rapport à l'autre, par et pour les autres, s'il reçoit son être propre des autres, la relation de reconnaissance est révélatrice, sinon instauratrice, du caractère pleinement humain de l'être en gestation. » Voyant le danger pour la doctrine traditionnelle de cette argumentation - nn embryon non vouln ni reconnu par sa mère ne serait pas pleinement humain, - le cardinal Marty, alors archevêque de Paris, était intervenu pour rappeler la revue Etudes à l'ordre.

Entre le « quasi-rien » et le « tout »

L'argument esquissé dans les Etudes fut développé par d'autres théologiens, Parlant dn seuil à partir duquel la suppression de la vie de l'embryon deviendrait criminelle, Philippe Roqueplo, ex-dominicain, écrivait : « Il s'agit d'un processus continu quasi-rien; au terme : un enfant. Une différence qualitative est progressivement apparue, car une cellule fécondée n'est pas un enfant. Mais il y a un autre seuil qui pourrait nous guider : celui où une femme accepte ce qu'elle porte en elle et instaure, par rapport à « cela », une relation qui le pose comme un « autre »

qu'elle-même. » ' La même idée est exprimée par un autre jésuite; le Père Patrick Verspieren, directeur de la revue du centre Lacnnec, lorsqu'il s'interroge sur le caractère homicide de l'avortement. «L'embryon est-il une personne humaine? ., demande le Père Verspieren.

«Ce n'est encore qu'une chair vivante structurée : quosi-rien d'un certain côté; mais de ce quasi-rien nous sommes tous issus. Quasi-rien qui nous renvoie au mystère de notre propre origine. En un embryon, je ne peux en fait ni reconnaître une personne humaine ni nier son rapport avec l'humanité. Mais je ne me sens pas tenu de protéger tout embryon autant que je me sais appelé à prendre, selon la mesure de mes moyens, la défense de toute personne humaine menacée, surtout si elle est faible. »

Depuis ces tâtonnements chez les moralistes catholiques les plus avancés, la hiérarchie cherche à mettre fin à tout débat. Déjà Paul VI s'était prononcé contre l'avortement plus de trente fois pendant ses quinze ans de pontificat! Et Jean-Paul II a dû en faire autant depuis les six ans qu'il est pape, d'une manière autrement vigoureuse... L'épiscopat français a suivi le mouvement. Après une position plutôt nuancée en 1979, où les évêques insistaient sur le droit des consciences et ne niaient pas le côté positif de la loi de 1975, ils ont à nouveau condamné l'avortement très sévèrement en 1982. Estimant que le remboursement de l'IVG par la Sécurité sociale représente « un pas de plus vers la banalisation », ils ajoutent : « Une œuvre de mort est présentée et traitée comme un acte de santé, son remboursement comme un acte de justice. C'est une contradiction majeure dans là vie et le droit de la nation. »

Lucides, cependant, les évêques reconnaissent non seulement que « beaucoup de gens sincères ne partagent pas [leurs] convictions . mais encore que « dans les domaines de la contraception et de l'avortement, la majorité des catholiques ne croient plus guère à l'autorité réelle de l'Église et de sa mission ». Constatation à laquelle le cardinal Lustiger faisait allusion à l'émission RTL-le Monde, en disant: . Nous ne sommes pas populaires, mais nous tirons une sonnette d'alarme à l'intention de notre civilisation!»

ALAIN WOODRDW.



ITALIE

Les 17 et 18 mai 1981. l'ensemble des Italiens se rendaient aux urnes pour répondre à cinq questions posée par le référendum. Le sujet vedette fut celui de l'avortement : 70 % des votants out répondu « non » à l'abrogation de la loi permettant l'interruption de grossesse, mais « non » également, par 88 % des suffrages, à un élargissement de cette lo qui devait être étendue aux mineurs. Vote modéré du peuple italien au moment où l'attentat contre le pape, le 13 mai,

• 1978. - Outre la lim ies dix semaines de delai or impose one . TIVG ne per seoir lieu qu' près un en-iten social, deu : consultable médicales et une semane d réflexion. Pour les mineur antorisation d'un des des parents est chigatoire: k errangeres derrent proute qu'elles résident en Fre depuis plus de trois ans.

■ 1979. - A l'échéance de cinq ans d'essai de la la diverses propositions de la sont déposées (PC, PS) et la campagne - Liberié IVG. lancée par le PS : le consile l'Ordre prend position pour maintien de la lui

- affaire de la Perenh des medecins ayani prang des IVG hors des délais lette sont incuipes: - le projet de loi est admi

per l'Assemblee, puis me par le Senat. Nouvezdébats : - manifestation national

mont la liberte de l'IVG. • 1980. - Le in jagvier.

toi definitive sur l'IVG es me muignée. Le ministère de santé met en place les moin dappliquer strictement his - affaire de la Pergolaire

condamnés, certains inten. describe ₩ 1982 - Un detret te ieise les co actions de la

médecins sont sévérana

. 1983. - Remboarant de l'IVG par la Secura SUCIAL:

THEN DUT CS.

L'embryon, contre la suit L'Etal et la race . All recours n'est possible d' sentences sent applique immedia.cment, sens ma tances anenuantes. L'annec suivante. Ma

Louise Giraud, une bin seuse accusée de tingu avortements, est condents mort. Elle a été la dez femme exécutée en franc 30 mille: 1943. Le 5 fevrier 1946. mis

Texe la liste des objets state bles de protoquer l'ar

ment, ecjets interdist, venie et a l'exposition 1955 à 1953, plusieurs de interdiser: 12 100 distribution des remais. sondes intra-ctennes sud bles de faveriser favortens En 1967, is vote de big 28 decembre, die ihik wifth a suit said is the ception on France, par plants of the party of the country of the party de Pavariament. Celle life qu'ene demissione les que de moiers. Elle les toute Property and et leuce Particie 300

les contracers diff. per us grand public Manifestes during the Wall Se Succeeding and the Manifestes Marie Se Surceaser a marie le suite le marie le se surceaser le faille le le suite l dec hus and established liberal sant a liberal sant CINQ AND WELL PARTY. Section of the sectio Jan 11 - 12

LA CONTRE-CROISADE AMÉRICAINE

«Abortion stop it !» Le mot d'ordre avec l'appui de Ronald Reagan.

images de Silent Seream (« le Cri. silencieux »), une bande vidéo réalisée à partir d'une échogra-phie, le président Reagan s'est écrié : « Si tous les membres du Congrès pouvaient voir ce film, ils mettraient rapide-ment fin à la tragédie de l'avnrtement ... » Dans une séquence saisissante, en effet, on peut voir un fœtus de douze semaines luttant désespérément dans la matrice pour échapper à l'appareil de succion qui finit par le démem-

Jusqu'à présent, ce vidéo, tourné par le docteur Bernard Nathanson avec le zèle d'un converti (il fut un des grands champions de l'avortement avant de rejoindre le camp opposé), n'a été présenté qu'à un groupe restreint de journalistes et d'hommes politiques. A la grande déception des groupes contre l'avortement, les chaînes de télévision n'ont pas encore projeté ce document visuel de nature à bouleverser une npinion publique divisée, mais plus encore peut-être indécise et troublée. Le dernier sondage du magazine Newsweek indique en effet que 40 % de ceux ayant exprimé leur opinion déclarent n'être pas sûrs d'avoir raison.

Néanmnins, au cours des derniers mnis, les adversaires de l'avortement ont gagné du-terrain. Dans le même sundage, 58 % (au lieu de 50 % l'an dernier) des personnes A la suite de cette libéralisainterrogées se déclarent pour tion, 15 millions d'avortements l'interdiction de l'avortement ont eu lieu au cours des douze sauf en cas de viol, d'inceste danger. 50 % favorisent l'avor- opérations (plus d'un quart du l'avortement et du contrôle des même temps, Ma O'Connor,

tions, seulement dans certaines circonstances. Apparemment des avortements est annuelleun malaise subsiste dans de larges secteurs de l'opininn sur les effets de l'avortement légalisé par une décisinn de la Cour suprême en 1973. Avant cet arrêt, sauf dans certains Etats, l'avortement était illégal et ne pouvait être entrepris que sur la base de certificats de deux médecins spécifiant les dangers enurus par la mère, tant physiquement que mentalement. Le recours à des psychiatres était fréquent.

La décision de la Cour suprême reconnaît à la femme un droit à l'avortement, mais pas un droit absolu. La Cour en effet limite ses choix. Pendant le premier trimestre de la grossesse, son droit est incontestable, et la Cour a déclaré inconstitutionnels les lois et règlements des Etats qui en interdisaient ou en restreignaient l'exercice. Ainsi s'est trouvé légalisé l'avortement « à la demande » représentant aujourd'hui 90 % des opérations. Pendant le second trimestre de la grossesse, le droit de la femme est théoriquement maintenu, mais les États sont autorisés à déterminer les procédures et canditions d'applicatinn. Pour le troisième trimestre, quand le fœtus est viable, les Etats ont le droit d'interdire l'avortement sauf dans les cas où la vie de la mère est en danger. dernières années et on évalue à

ment presque égal à celui des naissances.

Ces chiffres indiquant que l'avortement est entré dans les mœurs, nu en tnut eas est accepté par une majorité silencieuse, ont déclenché une véritable croisade, réunissant des éléments modérés mus par de respectables convictions religieuses, mais aussi par une minorité extrêmement bruyante de fanatiques qui se prétendent inspirés par Dieu aux « croisés » (« Je suis avec . ce qui permet aux organisa-vous » a-t-il déclaré lors de la tions de contester avec succès grande démnnstration du 22 janvier dernier) a dû condamner les vinlences et sant ou restreignant l'exercice la bombe d'un certain nombre unt été rejetées des mesures de cliniques. Certains défenseurs de la vie du fœnis apparemment sont prêts à détruire eeux des médecins et des patientes qui ont reçu des lettres de menace. Quelques forcenés ont envahi des cliniques, jeté des boules puantes, se sont enchaînés aux tables d'opéra-

Intimidation

Les effets de cette violente campagne sont encore difficiles à apprécier. Elle a certes réussi à intimider quelques médecins, refusant de diriger des cliniques, dont beaucoup doivent maintenant payer des primes d'assurance prohibitives. Mais les excès not sorti

tion massive des contributions des particuliers. Les féministes proché, un fœus pourrait erre et diverses organisations qui se viable dans le premier trimes-présentent sous l'étiquette tre de la grossesse... » Son opie Prn choice > (« Pnur le choix»), invoquant le droit à la «liberté de reproduction» croyaient avoir gagné la bataille en 1973. En fait le combat continue, plus acharné que jamais, et son issue est incertaine. Certes, aucun amendement constitutionnel interdisant on restreignant l'avortement n'a progressé an pour « arrêter le massacre »: Congrès, et la Cour suprême Aussi bien le président Rea- tient bun. En 1983, elle a gan, malgré son soutien mural confirmé sa décision de 1973, devant les tribunaux les lois ourèglements des Etats interdinotamment les destructions à du droit à l'avortement. Ainsi qui vnulaient imposer le consentement préalable des parents, on encore la notification au mari de l'opération prnjetée... Mais plusieurs Etats mettent an point de nouvelles mesures restrictives enescomptant un changement d'attitude de la Cour suprême.

Ce revirement n'est pas impossible. Plusieurs des juges très âgés envisagent de prendre leur retraite; ce qui permettra au président Reagan de choisir des hommes partageant ses convictinns. Déjà en 1983, le juge Powell, au nom de la majorité de la Cour, indiquait que les changements de la technologie médicale pourraient amener la haute insou si la vie de la mère est en 4000 par jour le nombre des de leur torpeur les partisans de tance à réviser sa doctrine. En

naissances, dant les organisa- pour la minnrité, affirmait qui avait vécu quatre-vingt-dix PRES avnir vu les tement mais avec des restric-images de Silent tions, seulement dans certaines l'Etat de New-York le nombre tinns annoncent une augmenta- qu'il était raisonnables de prévoir que, dans un délai rap-proché, un fœtus pourrait être nion est contestée par de nombreux médecins, estimant que le fœtus ne peut être viable avant vingt-quatre semaines. Apparemment la minorité de la Cour, avec les adversaires de l'avortement, spécule sur les progrès de la technique médicale qui pourraient saper les fondements de l'arrêt de 1973 éxcluant « la viabilité » de fœtus pendant les douze premières semaines de la gros-

La crainte

Pour le moment cependant, 90 % des avortements sont accomplis avant la treizième semaine, et 1 % seulement après la vingtième semaine. Les avortements tardifs (entre la vingt-quatrième et la vingthuitième semaine), pratiqués sur de très jeunes femmes mal informées ou timorées ou sur des indigentes ne trouvant pas 200 dollars pour l'opération, sont redontés des médecins Beancoup refusent d'opérer après la vingtième semaine, certains même après la onzième semaine. La crainte majeure est celle d'un fœtus vivant au cours de l'opération. Un médecin peut craindre en effet d'être poursuivi par les parents ou ultérieurement par l'enfant handicapé. A Philadelphie, un obstétricien est accusé de meurtre pour n'avoir pas tenté de sauver un bébé né son rôle et de son destin dans

minutes après la naissance inattendue. Un compromis est-il possiji mille soci**átés**

LELOLE 40 %

The transport of the capen

go one corum decha Pat quel Tare

Toxista

and and

participa

gran de se rounie à A

mie, à l'a

An An an Pannee 15

ga harrion de reresiment

sur l'évalu

de c louis

Gieres de -gracting.

Charles of Charles of Front Wife

gestlett. The un cul

Desciration.

Carrier St.

pint sib.t. fent touis

Transports, ne prog

Ers to the light plus

BLAN SEE OF CAME

son o

gette werte annes.

with the later to the levis

mulia

The word

Trus automaticae en 😲

de La graci

Pormayive

Compa

the latter to range that the

Literature to de teces

ment and water region

Marter aus meiet de

age (i)

ger in ber beite de sen

また。 ない と で コ・カッカ 域的事業制

Addition of Taken

Tolovia

IATA ALA TI SILATANA la de atron, HO 🐠

。APT LIVE SI GO BYMEN

a und Portuge do f 等 augus Season にいて、世上の正常を 47 -- 7 Nortent 229 pos

and the second ierte fin an er i ACC France Commune

ACTOR OF STREET

THIS IS I THURSDAY haterer . Training

Test is a tid afterg

The second party of the second

fette annable uner in an

Carlo - Carlo Octo ials.

to the least set quality

- the case - - - thisle

Part to Time Inc.

Para Au diplom time of

trans.

Properties and Hatterferin

新沙里里的人的 225 高數數

The Commenciale po

de feet de moratament.

of the tables of their grad

TO THE STATE OF TH

Francis to the sur ving

Alle during the Addison # Sergiore de desait

finde Gren Contra apun

The teat of the teat of

State - Committee to the

Maria Taranti

Alternative and the 2 miles

Company of the Carlotte

10 to 10 to

Contraction of the Contraction

The mote do ter

Frenc

THE CHI

Take a beat

The Parties

and Cobie Niles.

ble entre les absolutistes » des deux camps, entre ceux pour qui le droit à la vie du fœtus prime toute autre consi-dération, et ceux pour qui les droits de la mère sont jugés prioritaires? Certains éléments mudérés parmi les adversaires de l'avortement veulent favoriser les adoptions, apporter une aide économique aux femmes désireuses d'aller jusqu'an terme de leur grossesse, mais surtout ils sont prets à accepter un renforcement du contrôle des naissances Mais, à l'intérieur comme à l'extérieur (la conférence de la population à Mexico-City l'a mis en evidence), l'administration Rea-gan n'est pas disposée à aider les diverses organisations de contrôle des naissances. Les extrémistes sont plus francs... Ce n'est pas seulement l'avor-tement qu'ils condamnent, mais la liberté sexuelle. Ils s'apposent à la contraception, qualifiée de « dégoûtante », ils sont contre l'éducation sexuelle. Nous ne voulans pas favoriser une vie sexuelle active... Les hommes ne sont pas des chiens », a dit M. Scheidler, un des activistes du mouvement contre l'avortement:

Finalement, ici comme ailleurs, le débat national est un conflit passionné entre deux conceptions entièrement différentes que la femme se fait de d'un avortement tardif au la société.

JAPON «LIBERA

population, le Japon demeure grossesse jugée indésirable. l'un des pays où l'avortement Les effets de cette modificase pratique libéralement et tion ne se firent pas attendre : massivement, même s'il reste à partir de 1949 les avorteinterdit par le code pénal. ments pratiqués par les méde-Mais, ici aussi, depuis quel- cins autorisés à les pratiquer Mais, ici aussi, depuis quelques années, certains milieux augmentèrent de 200 000 enviconservateurs militent pnur l'abrogation d'une loi qu'ils jugent infamante et débilitante pour la nation.

Il convient de rappeler que, an Japon. Jusqu'à la fin de la du dix-neuvième siècle), le contrôle des naissances a été maintenu par le recours fréquent à la pratique dite kuchi berashi (littéralement, « sup-primer une bouche »). Elle consistait purement et simplement à étouffer le nouveau-né en surnombre.

La loi interdisant et punissant l'avortement date de 1907 et fut strictement appliquée jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale.

Après la défaite, en 1945, le pays est en ruine, misérable, occupé. Pour alléger le far-deau des familles, réduire le nombre des malfurmés et aussi (snnei de pureté raciale nblige) pour éviter les enfants adultérins mixtes dus à la préavortements mais les limitait à cal (opposé à ces méthodes). des raisons eugéniques. Un an plus tard, l'introduction des

N dépit d'une accéléra-tinn dramatique du tait en fait de mettre artificiel-lement fin à volonté à toute vieillissement de sa lement fin à volonté à toute ron par an, atteignant le record de 1 200 000 en 1955 pour une pupulation de 100 millinns d'habitants. Depuis, les avortements ont théoriquement, ni l'avartement régulièrement décru. On les ni même l'infanticide n'étaient estime nfficiellement des tabous religieux nu sociaux aujnurd'hui à quelque 600 000 par an. Cela dit, nn admet période d'Edn (seconde moitié généralement que les chiffres nfficiels ont toujnurs été, et demeurent, inférieurs de moitié an mnins à la réalité.

> Un groupe religieux nationaliste, Seicho-no-ie (littéralement . Lungue vie et famille »), est parti en guerre contre l'avortement, tout partieulièrement contre sa progression chez les adnlescentes. La gauche s'alarme de voir resurgir les partisans d'un rejet de l'avortement au moment où le Japon développe sa politique de réarmement.

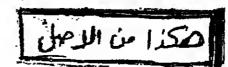
Cela étant, l'une des raisons pour lesquelles les Japonaises ont tant recours à l'avortement (ontre l'évolution des mentalités et de la société) est que le Japon reste notoirement sence de l'armée d'occupation, arriéré en matière de contraun amendement à la loi fut ception. La pilule n'a guère voté en 1948. Il autorisait les cours, à cause du lobby médi-

R.-P. PARINGAUX.

L'EUROPE MAL ACCORDÉE

PAYS	DÉLAIS LÉGAUX (en semaines de grossesse)	CONDITIONS	COUT OU REMBOURSEMENT	REMARQUES	ANNÉE DE LÉGISLATION
DANEMARK	12 semaines.	Demende adressée à un médecin ou à un établissement d'orthogénie.	Total.		1973
GDE-BRETAGNE	28 semaines.	Accord d'un ou de deux médecins.	Gratuit à l'hôpital, payant en clinique.	La loi sur l'IVG ne s'applique pas à l'Irlande du Nord.	1967
ITALE	13 semaines (90 jours).	Consultation médicale obligatoire. Autorisation parentale pour les mineures ou, à défaut, eutorisation judiciaire. Délai de réflexion de 7 jours.	Gratuit.	e en	1978
LUXEMBOURG	12 semaines.	Consultation médicale obligatoire.	Total.		1978
PAYS-BAS	12 semaines. De 13 à 20 semaines.	Libre. Consultation médicale obligatoire. Délai de réflexion de 5 jours.	Total (hōpital et clini- que).	- 7 v. + 11. v.	1984
PORTUGAL	12 samaines (viol, risques physiques ou psychiques). 16 semaines (malformation du foetus).	Accord des conjoints et preuve médicale que la famme enceints est malade physiquement ou psychiquement.	Partiel quand la loi est respectée.		1984
RFA	12 semaines (viol, situation de détresse). 22 semaines (malformation du fœus).	Consultation d'un conseiller, au plus tard trois jours avant l'intervention, pour connaître toutes les possibilités d'aide privée ou publique. Liberté en cas d'urgence.	Total.		1976
SUÈDE	12 semaines. De 12 à 18 semaines. Après 18 semaines.	Consultation d'un médecin. Consultation d'un médecin et entretien avec une assistante sociale. Le refus, si l'IVG comporte un risque pour la vie ou la santé de la femme, doit être confirmé par la Direction nationale de la santé publique. Autorisation de cette même direction.	Gratuit.	L'IVG est le seul acte médical rem- boursé à 100 %. Les autres actes ne le sont qu'à 90 %.	1975
FRANCE	10 semaines. Aucun délai pour l'avortement thé- rapeutique.	Consultation d'un médecin et entratien avec une conseillère conjugale ou une assistante sociale dans un centre de planification. Autorisation des parents pour les mineures. Accord de daux médecins-experta (avortements thérapeutiques).	Partiel.		1975 et 1980

En Espagne, le projet de loi dépénalisant l'IVG a été approuvé par le Parlement, il y a quatorze mois. On ettend depuis lors la décision du Tribunal constitutionne En Grèce, l'IVG est interdite mais pratiquée clandestinement (300 000 evortaments per an). La libéralisation de l'IVG est prévue dans le plan quinquenna En République d'Irlande, l'IVG est interdite. Pas de statistiques disponibles sur les avortements clandestins.



notre échec dapuis vingt ans,

alors que nombre de sociétés

de distribution ne cessent de

grandir at que las banquiers

font la queua pour nous prêter

riches. - On retrouve le même

optimisme dans les déclara-

tinns du président de Warner

Amex Cahle: « Il est tout à

foit normol que certains

echouent; cela veut dire que

toutes les idéas ne sont pas

forcement bonnes. L'echec de

CBS Cable ne remet rien en

questinn et, Dieu merci, ca

n'ast pas demain qua nous

serons condomnés à ne regar-

« L'affaire CBS » aura

cependant été un signal

d'alarme pour tous ceux qui

prônaient la voie culturelle au

détriment du divertissement.

Créée en septembre 1981.

cette chaîne, financée par la

publicité, offrait à cinq mil-

lions d'abonnés du théâtre, de

la danse et de la musique;

55 % des programmes étaient

des productions originales. Un

personnel trop nombreux, des

campagnes promotinnnelles

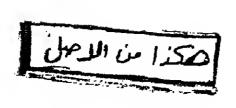
onéreuses, des coûts de pro-

ductioo élevés (jusqu'à

500 000 dollars pour une pièce

de théâtre) fireot capoter

der que les Networks. »



LA TÉLÉVISION PAR CABLE AUX ÉTATS-UNIS

Six mille sociétés d'exploitation pour un marché difficile.

fnyers américains sont abonnés à la télévision par câble. Sa croissance rapide ne doit cependant pas faire illusinn, et parmi ceux qui ont cru voir s'nuvrir un marché sans limites, certains ont, depuis, déchanté. Rendus prudents par quelques échecs retentissants (l'arrêt de CBS Cable, dont l'existence n'aura duré qu'un an), huit mille cinq cents participants viennent de se réunir à Anaheim, en Californie, à l'occasion du Cahle Show.

A la fin de l'année 1984, trois journées de rencontres et de colloques leur ont permis de faire le point sur l'évolution du câble, qui défie toutes les stratégies du marketing. On s'accorde à prédire non un fléchissement, mais on calme relatif de la pénétration du câhle, car le niveau atteint sera difficile à dépasser. Si les mēmes débats font toujours rage (progressera, ne progressera pas?), il ne s'agit plus de spéculer, seuls les chiffres comptent. Et ils sont optimistes. Cette année, les revenus dus à la télévision payante avoisinent 8 milliards de dollars. Un joli score.

Tout commence en 1950, dans la petite ville de Lansford (Pennsylvanie), grace à l'ingéniosité de John Walson, électricien à la Pennsylvania Power and Light Company. Pour lutter contre les mauvaises conditions de réception inévitables dans cette région à géographie difficile, il installe une antenne au sommet d'une colline voisine. Un long fil de cuivre relie son poste de télévisioo à cette nouvelle antenne. Le tour est joué: on assiste à une amélioratioo très nette de l'image et, par la même occasion, à la naissance de la Community Antenna Television (CATV ou Cable Television).

Dans les- anoées 60, avec deux mille sociétés de distribution (cable systems), le câble fait une percée de 5 % sur les cinquante-six millions de foyers qui possèdent des postes de télévision. Il faut cependant attendre 1972 et la levée par la FCC (Federal Communications Commission, Commission fédérale des communications) de nombreuses restrictions pour que le câhle atteigne enfin sa vitesse de croisière.

Cette année-là voit la création de Home Box Office (HBO), aujnurd'hui le géant du câble, avec ses quatorze millions d'abonnés, filiale du groupe de pressc Time Incorporated. Au départ, une idée très simple (1) : séduire les téléspectateurs saturés de spots publicitaires (huit minutes de commercials pour unc heure de programmation sur les réseaux, les trois grands networks) en leur proposant vingt-quatre houres sur vingtquatre des films récents (sortis dans les salles de cinéma tout juste depuis un an), des événements sportifs exceptionnels et autres émissions originales. Lc tont diffusé sans interruption publicitaire et moyennant un abonnement mensucl d'eoviroo 10 dollars.

Ce service, limité au début à la côte est dn pays, séduit en effet les abonnés. En 1975, la mise en orbite du satellite RCA Satcom-I change tontes les données et permet à HBO de convrir l'ensemble du territoire par la voie des airs. D'autres chaînes à péage (Showtime, 6,5 millions d'abonnés et The Movie Channel, 3.8 millions) vont prendre le même chemin

quante Etats du pays de sa (pour la communauté juive, humour : « La presse prédit Valenti, président de la puis-Association of America). déclare que l'industrie du câhle . esi devenua la seula industrie américaine qui soit à l'obri de toute récession ».

Aujnurd'hui, six mille sociétés d'exploitation se partagent ce gigantesque marché. Mille cinq cents autres nnt reçu une utilisation. Cette trente-cinq millions de foyers abonnés, s'explique par la richesse - quantitative - des programmes: 40 % des hudgets consacrés aux programmes sont investis dans la création de produits originaux. Devant ce menn à la carte, l'Amérique, polymorphe et

lumière voyageuse. Jack cinq millinns), SIN (Spanish Valenti, président de la puis-sante MPAA (Motion Picture millions et demi), FNN (Financial News Network, le monde de la finance, dix-sept millinns), The Weather Chan- da l'argent. Et, à ma connaisnel (tout sur la météo, douze sance, nn ne prête qu'aux millions). Un sélecteur de canal placé

à côté du téléviseur permet à chaque famille de pianoter à son gré pour sauter des informatinus boursières au dernier « cablemania », qui atteint vidéo-clip. Un abonné au basic service pent également recevnir des pays channels (chaînes payantes) (3) (Home Box Office, Showtime, Playboy, Disney Channel...). Outre son abonnement de base, il doit s'acquitter d'un péage supplémentaire. Certains abonnements mensuels



appétit de loup. Le grand mythe de la place publique électronique se réalise, non à l'image du « village planétaire » de McLuhan, mais par affinités du public. Dans le schéma américain,

chaque fover est relié indivi-

duellement par un câble de cuivre à un gros câble qui parcourt la ville ct diffuse tous lesprogrammes à la fois, offrant au téléspectateur, moyennant 9 à 15 dollars par mois, un service de base (basic service) qui lui donne accès aux chaînes commerciales (ABC, CBS, NBC), à PBS (Public Broadcasting Service, la chaîne publique culturelle), ainsi qu'à des basic channels (2). Parmi ces « chaînes de base », on trouve : ESPN (Entertainment and Sports Programming Network, qui peut être reçue par trentequatre millions de foyers), CNN (Cahle News Network, ou l'actualité vingt-quatro heures sur vingt-quatre, vingthuit millions de foyers), CBN (Christian Broadcasting Network, d'inspiration religieuse, vingt-cinq millions), MTV (Music Television, le vidéoclip non-stop en version stéréo, vingt-deux millions), Nickelodeon (spécialisée dans les programmes pour enfants, vingt millions), A and E (Arts and Entertainment Service, consacrée à la culture, douze mil-lions), Lifctime (la chaîne de la santé, vingt-deux millions), BET (Black Entertainment Television, adressée à la popu-Bientôt, en 1982, le tube lation noire, huit millions),

polyglotte, se découvre un atteignent ainsi rapidement 50 dollars. La compétition est féroce entre ces chaînes, qui vivent dans la hantise de la souscription résiliée. Afin de se différencier au maximum les unes des autres, elles investissent de plus en plus dans les coproductions et productions maisoo sous la forme de films, séries ou téléfilms (une politique menée depnis quelques années déjà par HBO). Pour ne pas rater le train en marche. Showtime s'associe à Twentieth Century Fox en réalisant les nouveaux épisodes d'un feuilleton célèbre, Paper Chase

Seule Disney Channel reste sereine : grâce à Mickey Mouse ct à Donald Duck, elle compte 1,7 million d'abonnés et des stocks de films et de dessins animés qui ne seront pas épuisés de sitôt.

Même si l'on s'attend à ce que 50% des fnycrs soient câblés en 1985, la presse américaine ne manque pas de souligner les nimbres au tahleau. Certes, lassés par une programmation répétitive, les abonnés se plaignent. L'innovation technologique dans les systèmes de communication a progressé beaucoup plus rapidement que son complément nécessaire, la création de programmes. Le New York Times et Newsweek ne ménagent pas lcurs critiques, tandis que Business Week insiste sur les nombreuses success stories dans un article consacré aux câblo-diffuseurs. John Saeman, PDG de Daniels & Associates (une importante cathodique irradic les cin- National Jewish Television MSO (4), remarque avec

l'opération douze mois après sa oaissance : pour que le norrowcasting (chaînes ultraspécialisées) soit viable, son financement doit provenir des abonnements et ooo pas dépendre des recettes publicitaires. C'est le cas de Bravo, une chaîne destinée surtout aux cinéphiles. Dans ce grand maelström d'idées, l'exploitation du filon * pay per view * (PPV), avec sa facturation au coup par coup, s'impose. Et certaines tentatives sont couronnées de succès, comme la retransmission du combat de boxe qui opposa Roberto Duran à Sugar Ray Leonard eo juin 1980 ou, plus récemment, la diffusion de lo Guerre des

étoiles, de Genrge Lucas. Pourtant, les professionnels ne s'y trompent pas : pour que ce filon prometteur devienne rentable, quand six millions de fovers - munis de leur décodeur «adressable» - auront fin 1985 accès à cette télévision « à la carte », il faut offrir des prngrammes hauts de gamme qui répondent au goût et à l'attente d'un vaste public. prêt à payer 10 dollars pour une soirée. Alors, le pactole pour demain? - Pas ancore, repondent les intéressés, mais vu

l'importance de l'enjeu, nous restons vigilants. » Une vigilance de rigueur car le vent du changement souffle sur le paysage audiovisuel. Quelle que soit l'importance de la programmation, le câble, pour rester compétitif, doit s'adapter aux nouvelles technologies. Dans l'immédiat, la menace vient surtout des 500 000 agtennes (dishes) déjà installées aux Etats-Unis. Grâce à clles, des privilégiés peuvent recevoir - transmis par satellites de télécommunication - les mêmes prngrammes que ceux des réseaux cahlés. Sans bourse délier.

DANIÈLE LEGERON.

(1) Un système de télévision payante avait déjà été expérimenté à Toronto au Canada de 1952 à 1967 par International Telemeter

(2) Il existe 34 basic channels. Certaines de ces chaînes sont financées par la publicité, d'autres entièrement par une partie de l'abonnement au basic

(3) An nombre de onze. Leur spécides programmes diffusés sans publicité.

(4) Multiple System Operator : sc dit d'une compagnie qui possède plus d'un système de câble.

Publi-Regards

L'ÉCRAN VIVANT

Avnet, ou l'image mosaïque instantanée.

A France, le public francais, vont bientot decouvrir un nouveau procede publicitaire, l'Avnet, que ses promoteurs, les responsables de la société Avenir Publicité, ont baptisë « l'écran vivant ».

De quoi s'agit-il ? D'un écran

d'images multiples - invention japonaise - géré par microordinateur. « Nous enregistrons sur une disquatta, expliqua M. Guy Ménégaux, directeur de la prospective et de la communication chez Avenir, des messages publicitaires et les images qui éventuellement les accompagnent. Un posta de saisie permet de saisir des textes et des images ou des textes de couleurs différentes sur des fonds sans image, de coulaur homogène chniaia dans la gamme des quatre couleurs de base. Ce poste de saisie est situé soit derrière l'écran, soit à distance - et alors on doit transporter les disquettes, soit relié par un câble téléphonique à l'écran. »

L'élément da base de cet écran est un cuba rotatif concu pour résister aux intempéries. Ses quatre faces sont de couleur bleue, verte, rouge et blanche. Plus la tailla de l'écran est importante, plus les cubes sont gros. Afin que la définition de l'image solt toujoura ausal bonne, il y a toujours le même nombre de cubes. Le plus petit cube mesure 5 millimètres de côté. le plus gros 50 millimè-

« On peut utiliser les couleurs primaires du cuba, affirma M. Guy Ménégaux, ou multiplier les nuances. La plus petita unité d'image étant le le cube, la realisation d'une couleur consiste donc à juxtaposer des cubes dans un ordre précis. Pour afficomme « point couleur » non pas un cube, mais l'essociation de quatre cubes afin d'obtenir une gamme de couleurs intermédiaires. On dispose dans ce cas de 44 couleurs, soit 256 nuances. >

Les cubes sont tous alignés sur un axe. C'est leur poids qui les maintient en équilibre. Une rame, 'un balai, passe derrière l'écran et, selon les ordres de l'ordinateur, exerce une légère force magnétique faisant tourner le cube jusqu'à la position voulue.

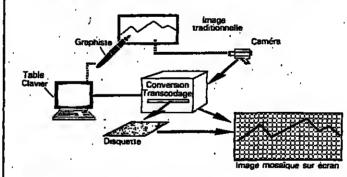
« Ce procédé nouveau. estime la directeur d'Avenir, permet d'alterner sur le même support messages publiciteires et municipaux, informetions chaudes, etc. Par rapport à un panneau d'affichage, il offre plus de propreté. Par rapport à un panneau lumineux de type Decaux, son coût d'utilisation est vingt fois moindre. Enfin, il est réfléchissant, donc lisible la

Il faut deux heures pour programmer une image en temps moyen. La rédaction d'un texte et sa diffusion sont instantanées. Cet écran, dont le principe est, en termes simples, celui de la télévision, mais qui fait eppel è la mécanique et non à l'électronique, permet d'alterner des messages très différents dans l'ordre que l'on veut et pour une durée variable. Ce qui permet une grende souplesse d'utilisa-tion et de commercialisation.

Dans une première période, expérimentale, deux 'pannaaux devraient être installés à Paris: D'abord autonomes, ila seraient à termes reliés à un central dans les locaux d'Avenir. Le premier, de 7 mètres sur 4, sera accroché sur la façade de l'immeuble TWA an face du Fouquet's eux Champs-Elysées. Peut-être aux premiers jours du printemps. La commission des sites de la Ville da Paris a en effet rendu un avis favorable. Le second pourrait ensuite être installé sur la passerelle qui relie les deux magasins du Printemps Haussmenn.

Avenir Publicité a acquis récemment les droits da ce procédé commercialisá par la société Mitsubishi, au Japon, pays où la capitale, Tokyo, compte à elle seule plus de 300 l'entreprise française sont déjà surs de leur investissement : « Quand le premier panneau a été installé à Amsterdam, c'est presque une émeute qu'il a provoquée. Toute la ville voulait le voir fonctionner... > On va se bousculer à la terrasse du Fouquet's pour voir les premières imagas d'Avnet, imagas qu'Avenir, durant les premiers jours, se propose d'offrir gratuitement aux gros ennonceurs

OLIVIER SCHMITT.



Aux quatre coins de France

Vacances et loisirs

PLAGE MIDI. Parc loisirs. Choix de locations. Dépliant, tarif gratuit. BOISSET, 34 SÉRIGNAN (67) 32-26-17. AYDAT-AUVERGNE

Réginns des lees et des volcans VACANCES EN TOUTES SAISONS

Rens. S.L 63970 AYDAY

Vins et alcools

MERCUREY A.O.C. Pente directe propriété 12 bouteilles 1981 : 396 F TTC france dom. TARF SUR DEMANDE - Tel (85) 47-13-94 ouis Modrin, viticultaur. 71560 Mercurey. VINS FINS D'ALSACE médaillés CHARLES SCHLERET propriétaire viticulteur à 68230 TURCKHEIM





ent du contrôle des raisinces. Mais, a l'interitamme à l'exterieur (la confence de la pepulation : lesico-City : mis en en eace), l'administration Rean n'est pus d'amore à sies diverses crigarisations de antrole des massances la atremistes sont the franci e n'est pas soutement l'aige ament qu'ils condamient 'opposent à la contraterion Balifice Ce . accoment ont contra défection expere. • Note of voice es favoriser use its simile ictive. Les nomes notes y**as des** . h.chs •. a di Scheidler, un des admas. in mouvement contre l'aons

avair vecu quatre-vington

nutes après | naissance

Un compromis est-il poss-

entre les - ansolutistes

s deux camps entre ceu

ur qui le coche à la vie de

tus prime toute suire consi

ration, et ceu, pour qui le

oits de la mere som jugis

ioritaires ? Certains els

ents moderes parmi le,

versaires de la ortement

alent favoriser les adoptos

porter une zide economique ex-femmes destrauses d'alle

squ'au terrie de leur gro-

ssc. mais surrout ils son

êts à accepter un renign

ttendue.

nent. Figalement, le comme d mire. le deput matural et a ionilit presenti care des ella institute, co estategación tentes que la fen me se late on the et de sit toda de s societe.

الأسروري

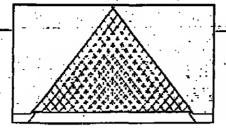
1278

RESULTS: FS

the top sur a cold the sieppi que pas a Parameter San November

LING est to se-BETP MEGLE bourse a 100 T and the south of t

Carried Street, or other street, or othe



DIX QUESTIONS SUR LE GRAND LOUVRE

par André Chastel

Polémique ou pas, le président de la République est plus que jamais décidé à mener à bien le projet du seront terminées. Cela confortera dans leur critique ceux qui s'élèvent contre le « fait du prince», qui a d'origine chinoise, I. M. Pei, aujourd'hui associé au Français Michel Macary.

La Ville de Paris a demandé qu'une maquette soit montée sur place. La réponse du président de sement public, M. Emila Biasini, qui propose une simulation du volume grêce à des rayons laser, ne satisfait pas complètement le maire de Paris. M. Chirac - qui a donné il v a un an son accord de principe au projet de Grand Louvre... a déclaré le vendredi 8 janvier qu'il souhaitait voir réaliser « une . maquette grandeur nature ». Mais le débat autour du Grand Louvre ne peut être limité à la

question de la pyramide, partie réaménagement des collections du musée, après le départ, en 1987, du ministère des finances, qui . occupe encore aujourd'hui une pertie du palais le long de la rue de

ES « querelles » ont do bon. Elles a'attachent à des poiots fioalemeot secondaires (la « pyramide » transparente); les arrière-pensées faussent vite la discussion. Mais du moins on réveille l'attention d'une opinion aussi inerte que celle de notre pays à l'égard du patrimoine, si indifférente à la réalité « culturelle ». Un petit réchauffement vaut la peine.

Les dernières quarante années do-Louvre n'illustrent que trop bien les velléités, les virevoltes et les discontinuités de la gestion française en ces domaines. La situation actuelle du musée est déplorable. Mais les dix demandes qui suivent voudraient attirer l'attention sur l'extraordiuaire complexité de ces pro-« crise » amène à mieux les cerner et à susciter dans tous les groupes les vertos d'obstication, de rigueur et d'imagination que vous aimez si peu pratiquer.

Première question. - Dans sa définition actuelle, le musée du Louvre est notoirement le plus mal teno (cours intérieures sordides), le plus mal surveillé (épée de Charles X), le plus malpropre (poussière, détritus) de tous les grands établissements internationaux. Le projet en cours est-il de nature à remédier à ce désordre humiliant?

Deuxième question. - Le musée du Louvre - toujours dans

raison des multiples tentatives de regroupement entreprises puis abandonnées, la distribution des collections de peintres, par exemple, est inintelligible et décourageaote. L'apparition d'espaces occveaux donce lieu sur la maquette à une intéressante ins-tallation des sculptures. N'est-on pas en droit d'attendre la présenation simultanée du plan de tous les locaux et de leur affectatioo?

- Troisième question. - L'incapacité d'arniver à un aménage-ment convaincant était due à des occupations abosives depuis 1871 : pavillon de Flore, ministère des finances. Seul le Musée des arts décoratifs subsiste comme un corps étranger au pavillon de Marsan. Pour toujours ?

Entre-temps, des satellites se sont formes pour valoriser cer-tains secteors : Oraogene à l'extrémité des Tuileries. Musée do dix-neuvième siècle (ou d'une partie du vingtième siècle) sur la rive d'en face. Quelle sera l'arti-culation de ces établissements? L'édifice désaffecté de l'aveoue Wilsoo entrera-t-il dans le jeu pour les bureaux ? Finalement les musées nationaux disposeraient-. ils de trop de place?

Quatrième question. - La démarche excessivement précautionneuse et chiche de l'administration n'a pas permis jusqo'ici d'organiser correctement les services d'accueil. A côté des

tion, on voudrait des lieux de repos et de restauratioo, des salles de projection, toutes sortes. d'accompagnements et de préparations nécessaires, dont, après un si grand retard, on attend une pré-sentation originale et coovaincante. Qu'en est-il? Seulement dans les propylées du grand hallsonterrain: ou aussi dans les secteurs de tradition ?

Cinquième question. - . Uo musée de classe internationale possède, comme un grand hôtel, nombre de services internes : documentation, restauration, stockage des réserves. Est-il raisonnable d'affirer l'attention sur le Grand Louvre > sans annoncer ocuves dans ces domaines techniques? La confusion est si grande que des esprits hien intentionnés oot cru concevable de transférer dans un lieu destiné à coi des œuvres la seule grande bibliothèque universitaire que nous pos-

o'est pas un musée. Ce n'est pas non plus un palais (la monarchie savait bien qu'il était inhabitable), mais une succession de segment bout à bout. Cette histoire est étonnante et compliquée. L'affectation aux Beaux-Arts l'a curieusement fait négliger. On est consterné de voir que ce « lieu. sacré » (comme on entend dire) en l'an 2000 - comme l'a annoncé

de présentation avec maquettes. analyse du développement.... comme les moindres châteaux. Si un hall d'initiation doit enfin exister, comment ses indications seront-elles prolongées à l'inté-rieur, et spécialement du côté de la petite galerie, de la chambre du roi? Va-t-on effacer le caractère de la galerie d'Apollon ? etc.

Septième question. - Les fouilles de la cour Carrée vont donner naissance à une crypte archéologique d'un intérêt certain. Comment la plus belle partie. de l'édifice, qui se trouve su-dessus du donjon de Philippe-Auguste, à savoir la merveilleuse façade de Lescot, sera-t-elle mise

Huitième question - Le bruit a courn qu'il n'y aurait à l'avenir qu'une cotrée centrale pour immense complexe, an beau milieu de la cour dite Napoléon (sous le second Empire). C'était là, paraît-il, un méchant bruit L'entrée principale, destinée aux. foules, ne sera pas unique. Mais finalement, combien d'entrées? Où placées, le long des 800 ou 900 mètres de l'édifice? Ce problème des issues ne devrait-il pas être fonction de la répartition des

Neuvième question - Faire du palais-musée du Louvre un éta-

effrayante et probablement inévi-table. Au vu des conséquences de ce phénomène pour l'urbanisme, quel sera l'avenir du jardin des Tuileries ?

Tuileries?

Dernière question. — Dans lacour dite Napoléon s'élevair naguère la statue de La Fayette par P.W. Bartlett (1900) et, dans le taillis voisin, on trouvait le groupe des Enfants de Cain, de Landowski (1900). Ils ont dis-paru : la piété conservatrice ne les a pas défendus. Uo peu plus en avant, le monument à Gambetta (enlevé en 1954) s'élevait : une pyramide, sauf erreur, de 12 mètres; ce monument était hideux, comme disaient les criti-ques de l'art officiel d'il y a cent ans : mais il avait l'avantage de servir d'articulation entre l'axe du L'envre et celui de la grande perspective occidentale de Paris, tioo des Toileries en 1882.

Toot cela pour dire qu'il faut, à coup sûr, une pièce visible, une rotule, un point fort là où s'écar-teot vers l'ouest les branches outre un élément qui réponde à l'obélisque dressé là où l'on sait en. 1836 pour substituer à l'ordonpaysage urbain à la romaine. En conclusion, comment traiter cette zone maintenant démidée ? Uo grand jet d'eau, si l'on aime les

PYRAMIDE EN SOUS-SOL

Trois ans d'aménagement sur 6 hectares.

TOTRE vieux Louvre vie du palais et à l'accueil des d'inestimables, invisibles et mythiques réserves. Le nouveau Grand Louvre aura ses souterrains, immenses, et cette fois largement onverts au public. Dans trois ans, si tout va bien, une véritable ville en sous-sol, couvrant 6 hectares, hourrée de locaux en tout genre et parcourue par des kilomètres de galeries, seraofferte à la curiosité des visi-

Le premier élément en sera la crypte de Philippe-Auguste située sous la conr Carrée. Elle devrait être accessible dès la fin de cette année. A la lumière des projecteurs, on circulera dans les fossés qui défendaient le donjon et les remparts du ebâteau médiéval, que les arebéologues oot dégagés de leur gangue de terre. Une promenade dans le Paris du douzième siècle.

Les entrailles de la cour Napoléon ne livreront leur secret que beaucoup plus tard, vers la fin de 1987. C'est là le morceau de bravoure, l'entrée majeure du Grand Louvre surmontée de la fameuse verrière en pyramide. Les engins de terrassement vont bientôt prendre la place des archéologues et entamer le creusement d'un trou vaste de 2 hectares et profond de 9 mètres.

Au centre, on tronvera le hall d'accueil des visiteurs, dont les regards pourront s'élancer jusqu'au sommet du vitrage à près de 30 mètres audessus des têtes. Au fond, rayonneront des galeries communiquant avec les quatre points cardinaux : la crypte de Philippe-Auguste à l'est, les ailes du musée au sud et au nord, les boutiques et les parkings vers l'ouest. Tout autour de ce poiot ceotral éclairé par le ciel de Paris, on a prévu s'attendre au pire. Le renoncetout ce qui est nécessaire à la ment à l'exposition universelle Elle groupe l'établissement on a imaginé de vendre de

avait ses greniers où étrangers.

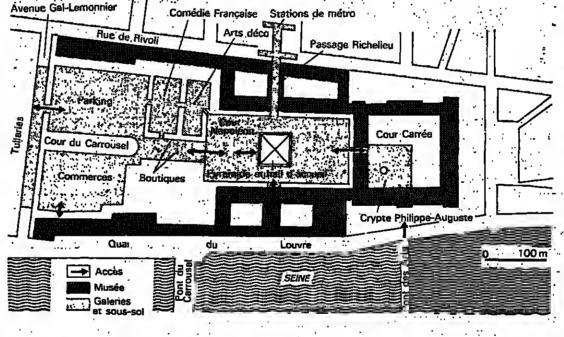
reposaient, dit-on. D'abord des galeries techniques, artères vitales du bâtiment, charriant l'eau, l'air, l'électricité, le téléphone, la chaleur et le froid. Pour le personnel : des magasins, des ateliers, un restaurant, des vestiaires, et le PC de la sécurité. Les visiteurs y trouveront des expositions temporaires, un auditorium, des salles de réunion et un restaurant. Avant de partir ils pourront acheter les productions maison : cartes postales, bijoux, livres, reproductions, objets-souvenirs.

Les paresseux, disent les mauvaises langues, se trouveront si bien en ces lieux qu'ils se dispenseront d'aller voir les authentiques trésors du musée lui-même. La contemplation des chefs-d'œuvre doit-elle forcément s'accompagner d'austérité et d'inconfort?

Mais laissons ce vieux débat et passons au troisième quartier de la cité souterraine. Il s'étendra sous la cour du Carrousel, qui lui offre 4 hectares pour s'organiser à l'aise.

Si cet espace appartient à l'Etat, l'établissement public du Grand Louvre n'a pas recu mission de l'aménager et moins encore les crédits nécessaires. Pourtant, dès le départ, on a bien compris que le réaménagement de l'un des plus grands musées du moode ne pouvait se concevoir sans un parking en sous-sol. Sinon. comment libérer la place du Carrousel, les quais de la Seine et la rue de Rivoli des cars de tourisme qui déjà l'encombrent? L'Etat attendait done de la Ville de Paris qu'elle prenne ses « responsabilités ».

Compte tenu des relations existant entre l'Elysée et l'Hôtel de Ville, oo pouvait



était un fâcheux précédent. L'affaire du musée d'Orsay en est un autre. Un plan d'aménagement des abords avait été imaginé par les responsables du Musée du dix-neuvième siècle : détournement de la circulation automobile sur le quai bas de la Seine, stationnement des cars, place piétonne sur lesquais hauts, estacade pour les bateaux-mouches, etc. Faute d'un accord sur le financement de ces travaux entre la Ville et l'établissement public d'Orsay, il n'y aura rien.

Pour que l'on ne renouvelle pas cette monumentale bêtise, un homme s'est entremis : M. Pierre-Yves Ligen. Cet. ancien directeur de l'urbanisme, qui a travaillé pendant huit ans avec Jacques Chirac, est aussi un ami personnel d'Emile Biasini, le patron du Grand Louvre. Il a convaincu les uns et les autres de constituer une société qui va étudier tours du Louvre. la réalisation de l'indispensable stationnement souterrain.

public (25 % des parts), la Ville de Paris (20 %), la Chambre de commerce (20 %), la Caisse des dépôts (20 %), plusieurs banques et l'Aéroport de Paris (15 %). Crédits d'études : 5 millions de francs. Dans six mois au maximum, on saura si l'affaire est faisable.

Le projet consiste à creuser dans la cour du Carrousel un parking à deux étages recevant une centaine de cars et sixcents voitures. Ils y accéderont par l'avenue du Général-Lemonnier, elle-même en souterrain et couverte par une terrasse. Là-dessous pourraient se garer non seulement les vébicules des visiteurs, mais aussi ceux qui encombrent les cours et les abords de la Comédie-Française, du Conseil d'Etat et du ministère de la culture. Bien entendu, les cars disparaîtraient eux aussi des alen-

Pour financer les travaux,

l'espace à des agences oe voyage, à des galeries d'art, à des éditeurs et à des libraires spécialisés dans les livres d'art. Et comme il restera encore beaucoup de place sous les parterres du Carrousel, on a songé à y installer la salle de répétitions, le musée et la bibliothèque qui manquent à la Comédie-Française. Les Arts décoratifs souhaitent-ils créer une école et un musée de la mode? Ces institutions seraient les bienvenues, à condition qu'elles prennent leur part des dépenses. Bref, M. Ligeo espère que ce nouveau quartier invisible ne coutera rien ni à la Ville ni à l'Etat. Pari difficile.

Car cette cité souterraine soulève des problèmes techniques considérables. L'aération d'abord. Les techniciens affirment qu'ils pourront dissimuler les gaines dans les doubles cloisons et les cheminées de l'ex-ministère des fioances. Pas question en tout cas de construire quoi que ce soit

dans les cours. La climatisation ensuite. Des millions de calories et de frigories à insuffler, cela demande une énorme machinerie.

Pour la chaleur, on fera appel à la Compagnie parisienne de chauffage urbain (CPCU), qui, grâce à son réseau de conduites, chauffe déjà les gardiens du Louvre... actuel et les fonctionnaires des finances. La CPCU gagne de l'argent : ce nouveau client ne peut qu'arranger ses affaires... et celles de la Ville, qui est sa principale actionnaire.

Pour le froid, il faut également une grosse et bruyante installation. Pourquoi ne pas utiliser l'usine de climatisation du Forum des Hailes, située à 500 mêtres à peine? Là-bas on avait vu grand, trop grand même. Il en reste un blockhaus haut de six étages qui est loin d'être plein. Mais, pour le relier au musée, il faudrait enterrer toute une tuyauterie sous la rue du Louvre- On y songe sérieusement.

Enfin, le Louvre souterrain sera directement relié au métro par un couloir passant sous la rue de Rivoli. Quand on a la chance d'avoir à sa porte deux lignes qui se croisent (Vincenoes-Neuilly et Aubervilliers-Ivry), autant en profiter. L'ouverture au public de la galerie Napoléon, qui reliera la pyramide à la place du Palais-Royal, va être encore l'occasion de tracer de nouveaux itinéraires pour piétons. Du musée au jardin du Palais- Royal, puis, de là, vers la Bibliothèque nationale et vers le Forum des Halles, on pourra demain cheminer à l'aise entre trois des grands pôles culturels de la capitale. Comment le maire de Paris aurait-il pu bouder une opératioo ayant de telles retom-

MARC AMBROISE-RENDU.

Fr Emile-J. Biasini

A décision du préside ter aux minstes e fence la totalité de pelais have donne à celui-ci, pui la penière fois, une destin prenière fois, une destin prenière homogène. Tour à son incresse, prison, demonstrate, entrepet de collection fite administratif, academo fier galerie d'art, contrait en grandi et remanis, reneme au Cin-nenvième £ il n'a jamais en effet agaisé de façon cobérete pur une vocation procise, s reagers successifs out a abitecturales qui sacrificate de la façade qu'aux arrice

les musées en particular de cette sina en Et decuis que, en 175 l'onvention 2 ecta la Galland ndu bord de l'eau à la par wales leur fenetionnement el rendu difficile per l'imi a Louvre ne dispose pas mi

and but d'installations diques à son importance. Les consti

ans de traval. V sont invite

emblables il faut pone

coire voir qualte ou el pservateurs so partague as brea mai eciatre. les carres à la prestigieuse Ecole de laure s'entasser dans de la la laure s'entasser dans de la laure d Che public. : suifft dien Eré au Leu-re par des école mes. d'y aveir queté quel m information, tenté de andre un instant de repos es e se restaurer, ou encore facilier à ses commodinés. au mesurer a auci point l'un S lout premiers musees de ande souffre de dénuement. les œutres e's sont pas wen trances que les perens, et c'est miracle qu'il

THE PROPERTY. la revendication de cena m) tratament est, sur ce in ancienne et constante. Ils Mament de la place, tant pur déployer normalement as collections que pour dismer de conditions meilleures de l'exercice de leur metier. te leur est maintenant don-

tenne d'exister du niven

et ies responsables ont su

Pour que le musée du Loue puisse urer pleinement in de son occupation intéale du palais, il faut intervesur deux plans : assurer. ime part, la plus grande facitide service, tirer le meilleur min possible d'un édifice Morique soumis à des amaintes d'erchitecture et conservation et. d'autre an permettre le redéploiedet des collections et les muséologiques k ks conservateurs souhaien et que seule la nature Richa fent 5 juteldit

Morphologiquement, une me intallé depuis deux sièstans un corre de bâtiment me dongiligne sur plus de de min disposer d'un bâtion compact. symétriquede organise autour d'une our centrale.

Calle compacité outre delle réduire les Cistances, the une mellicure gestion ine Meilleure Crientation services de l'accueil en Mission or correspondent Finctions dans is cour 12

raolide, saut erreur, d.

mètres : ce monument dat

cus, comme a gent les one

ne minimierant tenuere le

metters are ere as as per-

re, pertrapes a fire established

ramide transputerte '

LA COMMANDE DE L'ÉLYSÉE

par Emile-J. Biasini *

ter aux musées de France la totalité du palais du Louvre donne à celui-ci, pour la première fois, une destinaoon homogène. Tour à tour forteresse, prison, demeure royale, entrepôt de collections, office administratif, académie, atelier, galerie d'art, constamment agrandi et remanié du treizième au dix-oeovième siècle, il o'a jamais en effet été organisé de façon cohérecte pour une vocation précise, et ses usagers successifs ont dû s'accommoder de dispositions architecturales qui sacrifiaient plus à la façade qu'aux articulations fonctionnelles.

Les musées en particulier ont eu à souffrir de cette situation. Et depuis que, en 1793, la Conventioo affecta la Galerie du bord de l'eau à la présentation des collections royales, leur fonctionnement a été rendu difficile par l'ioadaptation des lieux à leur

C'est peu dire que le musée du Louvre oe dispose pas au-jourd'hui d'installations dignes de soo importance. Les cooditions de travail y sont invraisemblables. Il faut pour y croire voir quatre ou cinq conservateurs se partager un bureau mal éclairé, les élèves de la prestigieuse Ecole du Louvre s'entasser dans un unique et vétuste amphithéâtre. Quant aux onvriers... On donne beaucoup de publicité aux grèves du personnel dont la plupart sont dues à la médiocrité des moyens de travail.

Côté public, il suffit d'être cotré au Louvre par des accès satures, d'y avoir quete quelque information, tenté de prendre un instant de repos ou de se restaurer, ou encore d'accéder à ses commodités, pour mesurer à quel point l'un des tout premiers musées du

monde souffre de déouement. Les œuvres n'y soot pas mieux traitées que les personnes, et c'est miracle qu'il continue d'exister au niveau que ses responsables ont su maintenir.

La revendication de ceux qui y travaillent est, sur ce plan, ancieone et constante. Ils réclament de la place, tant pour déployer normalement leurs collections que pour disposer de conditions meilleures dans l'exercice de leur métier. Elle leur est maiotenaot don-

Pour que le musée du Louvre puisse tirer pleinement parti de son occupation intégrale du palais, il faut intervenir sur deux plans : assurer, d'une part, la plus grande facilité du service, tirer le meillenr profit possible d'un édifice historique soumis à des contraintes d'architecture et de cooservation et, d'autre part, permettre le redéploiemeot des collections et les réorganisations muséologiques que les conservateurs souhaitaient et que seule la nature des lieux leur a ioterdit jusqu'ici.

Morphologiquement, une première conséquence s'impose : intallé depuis deux siècles dans uo corps de bâtiment étroit et longiligne sur plus de 800 mètres, le musée va pouvoir enfin disposer d'uo bâtimeot compact, symétriquement organisé autour d'une cour centraie.

Cette compacité, outre ou'elle réduira les distances, assurera une meilleure gestion et une meilleure orientation des services de l'accueil en de fonctions dans la cour Na- bérant des contraintes qui cipale, oui, groupant tous les public du Grand I ouvre

rien ne saurait être édifié en surface.

Cette propositioo est la seule possible, et elle n'est au ponsables des musées l'exprimeot depuis des années

sées de France, les conservateurs en chef et leurs équipes,

A décision du président poléon et eo sous-sol, puisque inhibaient toute audace. Enga-services, offrant aux visiteurs la République d'affec-rien ne saurait être édifié en gée dès avril 1983 à la suite informations, guidage, accueil. gée dès avril 1983 à la suite informations, guidage, accueil, d'uo concours ioternational, la agrément de découverte, préprogrammation a été étu- comme cela existe dans tous diée en étroite coopération les musées du monde. Par nademeurant pas neuve. Les res- avec les responsables des mu- ture même, une entrée principale oe saurait être multiple. Mais des eotrées secondaires comme pouvant seule rendre et résulte d'une réflexion et sont prévues par le passage Rivivable leur existence profes- d'une mise en œuvre collective chelieu où débouchera même



Quand le ministère des finances aura quitté la rue de Rivoli, les deux cours seront couvertes d'une verrière pour abriter la sculpture de plein air. Présenté récemment à M. Mitterrand, ce photomontage montre les chevaux de Marly, retirés de la place de la Concorde, et la statuaire du parc, exposés dans la cour dite « du ministre ».

sur le musée.

Eminemment respectueux de l'édifice, ce parti permettra de lui restituer, en le restaurant, une authentique dimension palatiale, ajoutant au musée une possibilité d'évocation de l'histoire qu'il n'a jamais assumée jusqu'ici.

Quoique considérablement

raccourcies, les distaoces

certes demeureront grandes, mais c'est la dimension même du palais qui le veut. Si, quoi qu'on fasse, le pavilloo de Flore ou celui de Marsan ne peuveot être rapprochés de la cour Carrée, une répartition meilleure des fooctions permettra de réduire les coorses imposées aux usagers. Des liaisons verticales particulière-meot étodiées offriroot aux handicapés, tellemeot délaissés aujourd'hui, les circuits praticables qui leur sont nécessaires. La logistique de ses services deveoue enfin cohérente, le musée du Louvre pourra devenir fréqueotable dans des conditions oormales et accueillantes pour uo public qoi saura où se situe l'ensemble des services d'accueil, de documentation, d'information et de repos que seul des graods musées du monde, il o'a pu leur offrir jusqu'ici. Un public oouveau y trouvera la vie, une animatioo toujours nouvelle, uoe actualité qui lui fera prendre le chemin d'uo lien trop souvent socialisé et lointain.

Voilà le thème de la réorganisation physique d'un édifice accordé pour la première fois à une destination unique. Mais cette architecture a une fin : c'est bien d'un nouveau musée qu'il s'agit. Une refonte muséologique s'impose donc, que les responsables appelleot de leurs vœux. La place leur en sera désormais offerte.

Si les espaces de services se trouveroot quintoplés dans le Grand Louvre, les surfaces des expositions y seront en effet augmentées de 80 %. C'est dire que chaque département

ter l'éclairage axial) que des rénovations déjà engagées dans certains départements (peiotures fraoçaises, antiquités grecques et romaines). Mais l'étude de cette programmation est un travail de longue

Entre musée et ville

La première réalisation consistera dans le redéploiemeot des aotiquités autour de la cour Carrée et dans l'une des premières cours libérées, des sculptures françaises dans les deux autres cours, autour du passage Richelieu devenu public. Grace à cette ouverture, la liaisoo cotre le musée et la Ville sera établie de façon originale, le public circulant au milieu des collections entre la place du Palais-Royal et la nouvelle cour Napoléon. Pour la totalité du musée, oo estime que cette actioo concernera soixante mille objets, et exigera dix années au moins pour être menée à bien, c'està-dire une contiouité de volonté et de moyens qui en feront essectiellement une œuvre collective. Eu parler au-jourd'hui comme d'une action bâclée ou ooo préparée procède d'une méconnaissance absoloe du sujet. Si l'étude de la programmation appelle toutes les suggestions, tous les concours, il faut savoir surtout qu'elle est eogagée par des professioooels, et que ceux qui la menent ont de leur sujet une connaissance approfondie et une conscience de leur rôle absolument sans faille.

Restent alors les sujets actuellemeot les plus cootroversés. Deux principalement requièreot l'atteotion. L'entrée va pouvoir développer une unique d'abord, dont il n'a jacentralisant un certain nombre nouvelle muséologie, en se li- mais été question. Entrée prin-

1950, en rêvait dans son livre deux ans. Elle en est à la Graod Louvre une însertion phase première, qui concerne urbanistique insoupçonnée aula répartition des collections jourd'hui, où le palais se prédans un dispositif nouveau, te- sente de façon quasi hermétinant compte autant des impé-ratifs de manipulation et de Rivoli. D'autres entrées se sistatique (œuvres pondéreuses tueront au Carrousel où seront en rez-de-chaussée, peiotures construits parking et gare rouau deuxième étage pour facili- tière, vers le Cabioet des dessins, vers les Antiquités égyptieones, vers l'administration, vers les Arts décoratifs, vers les bibliothèques. Mais elles seroot plus légèrement équipées car la place comme le budget de fonctionnemeet ne sont pas extensibles. Elles permettront, cependant, le rapport direct et intime des spécialistes et des initiés à la recherche de la délectation qui les éloigne du flux des visiteurs ordinaires.

> La pyramide eofin. Elle est controversée, comme tout geste nouveau dans un site traditionnel. Elle n'est pas effet gratuit ni fantaisie, mais répond à une nécessité d'éclairage, de volume et d'orientatioo. Elle doit marquer le ceotre d'une nouvelle place de Paris (qui pourrait décrire ce qu'était la cour Napoléon, il y a sculement un an?) au milieu d'uo parterre d'eau comme un monumeot et un signal. Par sa forme, soo matériau, son éclat, elle évite toute confrontation d'architecture. Elle est un geste de modernité accordé au dessio des par-terres de Le Nôtre, qui seront reconstitués. Notre époque doit-elle demeurer muette dès lors qu'il lui faut parfaire uoe œuvre que les siècles oot peu à peu façonnée?

Et faut-il véritablement s'indigner qu'elle s'exprime, dans le respect du passé qui l'entoure, eo posant discrètement sa signatore dans uo ensemble auquel elle ajoute sa touche?

Le donjon de Philippe Auguste, d'une part, la pyramide, de l'autre : ce sont les deux termes d'une contiouité nationale qui, durant sept siècles, aura fait du Louvre un témoin continu de l'évolution du

* Président de l'établissement

AUX ARMES!

La bataille de la cour Napoléon.

YRAMIDE ou pas pyramide? Voilà bien la quastion, cella qui révolutionne les cœurs et chavire les têtes. Celle eussi crânes da tout ce qua la France compte de défenseurs chevaliers de l'art. Une belle et somptueuse batailla dont la cultura, M. Michel Guy. la rumeur dit qu'alle na connaît ni trêve ni répit, pas même dans les tranchées archéologiques où troupes de la cour Carrée et bataillons de la cour Napoléon s'étriperaient allégrement.

Si l'art est d'abord polémique, il n'en faut point douter. Cette affaire du Grand Louvre fait partie du grand art et dépasse alors de beaucoup l'objet de la furieuse querelle : cetta fameuse pyramide dont ses plus fermes zélateurs parlent comme d'un « pur diamant » jeté au ciel da l'Ile-de-France, et dont sas plus inlassables contempteurs font una « infâma verrua » eu naz classé de la douairièra.

Et si la vraie question était ailleurs? Dans cette interrogation poséa dapuis das décennies sans autra réponse que l'inaction muetta et la statu quo vaguement poussiéreux. Que faira pour qua le Louvra, qui n'était plus palais, devienne vraiment ce qu'il prétend et pourrait êtra : la plus grand muséa du 'monde?

cité. Et au plus haut niveau. Trois ans déjà que le président de la République e décidé que le ministère des finances devait à la France culturella de quitter la rue de Rivoli - une mesure réclamée à cor et à cri depuis trente ans par ceux-là mêmes qui dénoncent l'oparation Grand Louvre - pour se réfugier à Bercy. Un an qu'après conaultations, mais sans concours, M. François Mitterrand s choisi de penser que le projet présenté par l'un des plus grands erchitectes mondiaux, la Sino-Américain M. Tech Ming Pei, était le

politiqua. Pourquoi pas, après tout? Et il n'est pas étonnant que cette décision du président, qualifiée un jour par M. Jack Lang, ministre da la culture, comme « l'arbitraire signé », eit pu epparaître à ses adversaires comma « le fait du prince », la manifestation ultime d'un pouvoir de la légitimité républicaine, le protecteur des erts. La riposte est venua, politique. Et ce n'est paa hasard pur si de la revue Commentaire, à auteurs anonymes, par devoir de réserve et mesure de prudence, ont cru bon de citer en exergua Corneilla :

A choix politique, réplique

... On doit ce respect au pouvoir [ebsolu

De n'examiner rien quand un roi

Prémices d'une offensiva da grande amplaur, qui débouche l'hiver venu sur un livre pamphlet, Paris mystifié, la grande illusion du Grand qui fait a'entrechoquer les Louvre, cosigné par trois hussards d'opposition. Et sur une association SOS Louvre. émérites du beau, de preux créée à l'initiative notamment de l'ancien secrétaire d'Etat à

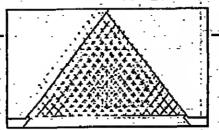
> Le vrai débat, si tant est qu'il v eit encore possibilité de débat, tient à la finalité du projet at dane cetta question désormaia ouvertement posée : comment faire d'un palaia-musée, ou d'un musée-palais, ce Louvre idéal, une sorte de palais du Beau ? Comment faire pour qu'il ne soit ni aupar-Beaubourg, découvert à partir des entrailles de ce que M. Michel Guy brocarde volontiers comme une grande surface troglodyte », ni ce musée pour les seuls initiés, les privilégiés égoïstes du savoir-voir?

Comment faire? La première partie da la réponsa est venua par ce projet architectural - on ne parla pas là de la pyramide - qui consiste d'abord at surtout à agrandir la Louvre pour en faire la Grand Louvre, A lui offrir de l'espace, quitte à une fâcherie avec la temps, à enfin doter ce grand at poussiéreux tháātra de ce qui fait aussi la quelité du spactecla, de vraies coulisses. Le Grand Louvra, par la récupération Une réponse est venue, de sa rue de Rivoli, mais politique. Pour faire un grand aussi par cas milliars da musée, faisons le Grand Lou- màtres carrés volés au Venvre. Politique, en effet, puis- tre da Paris, s'offre des aises, que aussi bien cet art est 90 % d'axtanslon pour le d'abord celui de gouvarner la musée at 180 % pour les services. Il n'était que temps. « On ne s'en sortira, avait prophétisé l'ancien directeur des Musées de Frence. Georges Salles, qu'en s'enterrant. » L'enterrement est en merche, ces 10000 mètres carrés souterrains où tout peut se gagner. où tout peut se perdra, et d'abord la public.

> Comment faire que le trou du Louvre ne soit pas celui des Halles, una entrée qui incite à prompte sortie? Comment faira que le musée au-dessus ne soit paa seulement, au prix de cheminements tumuitueux, une marveilleuaa étagèra aux confitures, un de ces lieux vaguement glecieires où il convient d'admirer, pee d'aimar? Comment faire pour créer une vériteble communication, eutre que commerciele, entre les gens qui font la musée et ceux qui le

Quelques queations et régalien où le président beaucoup d'autres qui justiserait, par la grâce de Dieu et fient la polémiqua, non dans ce qu'elle a d'excessif, mais dans ce qu'alle pourrait avoir de fructueux. Pour l'élaboration d'un grand programme l'été dernier, dans un articla muséologique, qui ne se fera ni en un an, ni même an dix. nette sensibilité bamste, les Et, au-dalà, d'un grand programme gestionnaire, en termes de financemant, de personnel, de suivi au travers des régimes, de cette affaire au long cours. Alors la pyra-

PIERRE GEORGES.



LE ZIRCON

par André Fermigier

ETTE affaire du Grand mission, les conservateurs en Louvre, reprenons la chef du Louvre sont invités à un peu en amont. Sur se prononcer sur le projet. deux points. D'abord le concours. Depuis qu'a semblé révolue l'époque de l'urbanisme clandestin, l'usage s'est établi pour tontes les opérations de grande et moyenne importance de procéder par concours. Il y a eu concours pour le Centre Pompidou. pour l'Opéra de la Bastille, pour La Villette, pour l'Institut du monde arabe, pour le gibet de la Défense, etc. Or, pour le Grand Louvre, projet qui touche au plus précieux dn patrimoine, au plus sensible du paysage parisien, il n'y a pas eu de concours. Pourquoi?

Pas de concours et pas d'information. C'est le second point. Le projet a été élaboré dans le plus grand secret et présenté à la bussarde, chef de chantier en tête, lors d'une séance, qui demenrera mémorable, de la Commission supérieure des monuments historiques, Ensuite ? Ensuite : rien.

Certes, la maquette a été montrée (copieusement) à des personnes de toute confiance. Mais elle n'a été rendue publique qu'après la décision prise au plus haut niveau de faire procéder à l'exécution du projet. C'est là le plus bel exemple que l'on puisse donner de ce que l'on appelle aujourd'hui la « désinformation » et l'on peut se faire une autre idée du respect dû à l'opinion, aux usagers, à l'ensemble des citoyens d'un pays démocratique.

Prologue et acte I. Acte II: le concile d'Arcachon, Réunis est dans la mouvance des terri-

Mains sur le cœur, serment du Jeu de Paume, la pyramide ou la mort! Unanimité. Unanimité qui fera peut-être sourire, dans la mesure où il n'est pas difficile d'imaginer ce qu'auraient été le sort et les espoirs de carrière des éventuels indépendantistes. Et unanimité dont l'expression publique fut d'autant plus choquante qu'elle est absolument contraire aux usages des serviteurs de l'Etat : le devoir de réserve des fonctionnaires, on l'a dit mais pas assez, s'exerce dans les deux sens. Les actions de graces, de dévotion et d'obéissance au souverain étaient normales dans l'ancienne France. Pas dans la France de la liberté : de mémoire d'homme et d'historien, on n'en connaît pas d'exemples, même à l'époque de nos ténèbres.

Acte III : le combat s'engage. Les champions fourbissent leurs armes et leurs arguments. Ces arguments, chacun les connaît. On ne les reprendra pas tous. On en retiendra senlement deux. L'argument politique et l'argument de la modernité.

L'argument politique. Les auteurs et les partisans du projet disent à propos des protestations qu'il suscite : c'est une opération politique, une manœuvre politicienne, un coup bas de l'opposition, etc. On leur répondra : c'est vous qui avez politisé le débat. Comme vous ne pouvez imagidans cette charmante ville qui ner ou feignez de ne pouvoir imaginer que l'on trouve ce

ment parce qu'il est détestable, vous criez à la manœuvre, au complot, à la perfidie préélectorale, à l'opposition systématique, etc. L'argument a d'ailleurs en son effet, et la terreur d'être déporté, fût-ce de quelques millimètres, des positions ultraconfortables de la gauche culturelle parisienne, a sans mul doute bridé l'héroïque courage de certains et les a empêchés de dire tout haut ce qu'ils pensent tous bas, très bas.

La modernité, maintenant Vous connaissez l'antienne : passéisme, obseurantisme, incapacité d'assimiler les formes contemporaines, etc. L'argument a déjà beaucoup servi : à propos de Maine-Montparnasse, du bastringue de la Défense, des premiers et terrifiants projets des Halles. Peu importe. Ce qui importe, c'est que l'on voudrait bien savoir en quoi le fait de construire une pyramide de verre dans la cour Napoléon relève en quoi que ce soit d'une vision contemporaine. De la mode, oui, et c'est là le plus parfait exemple que l'on puisse donner de brimborion post-moderniste. Post et prémoderniste : si on le regarde attentivement, le projet du Grand Louvre avec sa symétrie, sa grande croisée, ses colifichets de surface, ses obsessions concentriques et circulatoires est assez proche d'un projet Beaux-Arts 1880, et ce n'est pas par hasard qu'il a recueilli l'assentiment enthousiaste de l'nn de nos prix de Rome.

la tour Eiffel : il ne viendra sans doute pas à l'esprit de l'architecte lui-même de comparer son « diamant » à l'extraordinaire prouesse technique, au chef-d'œuvre, celuilà résolument moderne, qui fut l'bommage d'un siècle à ce qu'il avait apporté de plus neuf. Quant au rapprochement avec l'obélisque de la Concorde, on nous permettra d'en sourire et même d'en rire à belle gorge : l'obélisque érigé sous Louis-Philippe est nn vrai obélisque, la pyramide du Louvre est une fausse pyramide, un simulacre, un zircon par rapport au supposé diamant. Certes, si la municipalité de Rome nous faisait cadeau de la pyramide de Cestius, on pourrait reprendre la

Si elle est édifiée, la pyramide, par rapport au Palais, à l'arc du Carrousel, aux jardins, apparaîtra toujours comme un corps étranger, un élément inintégrable, une chose de trop, et l'on ne peut que regretter ici l'indiscrétion, le manque de courtoisie que le projet manifeste à l'égard d'un site où se lit une histoire achevée, une histoire qu'il faut certes continuer à écrire, mais pas à cet endroit. Elle n'est d'ailleurs que la partie émergée de l'iceberg et de l'erreur.

discussion sur d'autres bases.

Mais c'est là nne hypothèse

qui a peu de chance de se réa-

L'erreur et le cœur du problème, ils nous paraissent résider dans le parti du forum souterrain, de cette immense salle de pas à combien perdus La pyramide, on en parle? qui, même si elle ne dévient Oui. Et, d'abord, s'il vous pas une cour des miracles, ne toires du responsable de la projet détestable tout simple- plaît, pas de comparaison avec peut que retarder l'accès du

public aux œuvres, l'en détour- soit bon. A-t-on pensé au ner même au profit d'activités commerciales et sub-culturelles dont la valeur éducative n'est pas évidente. On a si souvent dit que nombre de visiteurs de musées passaient plus de temps à choisir des cartes postales qu'à regarder les tableaux qu'il n'est vraiment pas indispensable de les encourager dans cette voie.

Le parti du forum a entraîné celui de l'entrée unique ou dn moins si fortement. majoritaire que l'on pourra parcourir toutes les salles du musée sans voir l'édifice, sans prendre conscience de la multiplicité de ses accès, de ses escaliers, de ses élévations et de ses dispositions intérieures. Une bouche de métro? Non. Plutôt un entonnoir qui fait penser aux illustrations de Gustave Doré pour Gargantua, aux cavernes de l'Enfer des primitifs et où l'on voit déjà les cars précipiter leurs bataillons de touristes comme une benne se libère de son chargement sonore et pantelant.

Et comme il fallait bien cacher l'entonnoir, en n'a rien. imaginé de mieux que cette pyramide qui, toute réflexion faite, n'est guère qu'une variation néo-classique de cette forme ntile généralement connue sous le nom de cloche à fromage. Admirons cependant la subtilité du choix : pnisque la place des Pyramides est à deux pas et l'obélisque à l'horizon, travaillons dans l'égyptien! Puissance de

l'Esprit! Reste la question du programme, s'il existe. Supposons qu'il existe et souhaitons qu'il

temps qu'il faudra pour le réaliser, quand on sait one le réaménagement du département des peintures, entrepris il y a . plus de vingt ans, n'était pas encore achevé au moment où l'on est passé à l'idée du Grand Louvre?

An temps, an chantier, an fracas, an pandémonium, aux problèmes que poseront les circulations externes, les entrées. et les sorties du parking? A l'un des plus beaux édifices de Paris et à son plus beau site, hors d'usage pendant des années ? Veut-on renouveler ici le long déboire des Halles ? A-t-on pensé aussi, maintenant que nous sommes et pour longtemps en période d'austérité, à l'argent, aux milliards d'écus qu'il faudra enfourner, engloutir dans le fatal entonnoir et auxquels il ne serait pas difficile de trouver une affectation immédiatement plus ntile à l'intérieur même des murs du Louvre?

Entre les grands projets qu'inspirent certes de nobles pensées et la vaine jactance du triomphalisme, la marge est souvent bien étroite. Y a-t-il une culture de droite, une culture de gauche? Personne n'en sait rien. Mais ce que l'on sait, c'est que l'unanimité pourrait se faire autour d'un projet plus modeste qui sans bouleverser le site et en utilisant tout simplement les lieux dont on dispose aujourd'hui, présenterait décemment, bumainement, beureusement 'ensemble det richesses du Louvre.

* Secrétaire de l'Association pour le

« MA SOLUTION EST LA BONNE »

Première ráponse da l'architecte I.-M. Pei à la polémique publique.

Macary, associé à L-M. Pei pour l'aménagement du Grand Louvre, trente architectes dessinent et étudient les détails d'un chantier qui doit ouvrir an printemps_

Apportant de nouvelles esquisses du hall d'entrée dn Grand Louvre qu'il présentera, le lundi 11 février, an président de la République avec une maquette réalisée à Paris, l'architecte new-yorkais est arrivé dans la capitale jeudi, en pleine polémique. Surpris ?

E suis peiné et suroris, nous a déclaré I.-M. Pei, de la mamère dont la polémique est engagée. On en a fait une question politique et on affirme beaucoup de choses inexactes. C'est un coup bas, a low blow. Je suis prêt à me mesurer, honnétement, avec quiconque proposerait d'autres solutions, mais personne n'en a. Devait-on laisser le Louvre comme il est? C'est la vraie question.

» Aux Etats-Unis, je prendrais part au débat, j'irais à la télévision, je répondrais. En France, je ne peux pas, je suis un invité. Mais sans doute un tel débat n'aurait pas lien làbas. Je viens de Chine, un pays dont la culture est ancienne, mais très lointaine. Le passé est glorieux, mais c'est le passé. Les Français, eux, sont très attachés au

Dans l'agence de Michel qui parlent de Louis XIV comme s'ils l'avaient vu la veille... Si j'étais seulement américain, j'aurais du mal à m'adapter. Comme j'appartiens à deux cultures opposées, aux deux pôles, et que la France est au milieu, je peux comprendre.

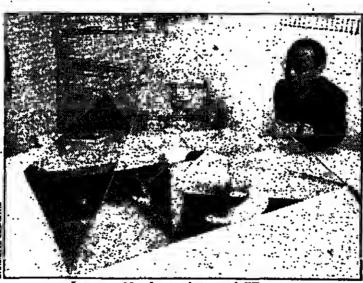
> - Les détracteurs du projet s'accordent généralement pour souhaiter une transformation générale du Louvre, mais critiquent l'idée d'une entrée principale et surtout sa partie visible, la pyramide. Pour eux, la cour Napoléon est un espace fini, qui appelle le vide.

- Avant d'accepter ce travail, j'ai d'abord pensé que c'était impossible, qu'on ne pouvait pas toucber au Louvre. A Versailles, je ne toucherais à rien. Le soir, on ferme les grilles. Versailles dort. Mais si le Louvre dort, c'est Paris qui sommeille. Le Louvre doit être vivant, à cause de sa situation dans la ville.

- Le futur du Louvre, c'est d'être un musée. Pourquoi pas le plus grand? Le plus agréa-

- On attend cinq millions de visiteurs, au lieu de moins de trois millions actuellement. N'est-ce pas trop?

- Ce n'est pas le nombre de visiteurs qui compte, mais la qualité de la visite. Combien profitent vraiment de ces trésors? Nous voulons en faire « maison des morts »? Avez- émerger. A l'intérieur, nous - Je ne participe plus. passé. Je rencontre des gens un lieu où les gens ajent envie vous pensé à d'antres formes? devons créer un volume assez depuis des années, à aucun



« La pyramide n'appartient pas à l'Egypte, mais à l'histoire de l'art mondial. »

de rester, de revenir, au lieu les Français.

- Bien sur, mais la pyrade jeter un coup d'œil sur la mide s'est imposée très vite. Venus de Milo et de rentrer Ceux qui parlent de « maison chez eax épuisés, écœurés: Pas des morts » ont mal la l'hisseulement les touristes, mais toire : ils pensent à l'Egypte. Quand on passe de la pierre » Si tout le monde est au verre, cela change du tout d'accord sur la nécessité au tout. La pyramide, sorme d'améliorer le fonctionnement géométrique fondamentale, est du musée, d'aider les visiteurs « classique » ; elles appartient à choisir, de raccourcir les dis- à l'art de toutes les époques et tances, de créer un espace du monde entier. Quant à la compact au lieu d'un itinéraire hauteur, il faut s'entendre : un incompréhensible et trop long, cube de vingt mêtres de baut gisme éclairé, cela peut ne pas alors, j'ai confiance. Je suis serait un objet énorme; une étre désastreux. Il y a un cer-

petite chose. - Une pyramide, cette . Un signal doit absolument . Et les concours?

vaste, assez lumineux, pour concours. Je n'ai pas le temps. conscience des possibilités du matériau va compter énormément : c'est pourquoi aucune maquette, en vraie grandeur, ne pourrait rendre le mystère de la lumière, les jeux de transparence et de reflet.

- Le choc avec l'architecture classique?

- L'époque glorieuse du classicisme français est révoluc. Lefuel n'est pas Le Vau; Le Vau n'est pas Lescot. Les façades de Lefuel sont déjà un pastiche. Les copier, les imiter aujourd'hui serait faire le pastiche d'un pastiche.

- On a beaucoup critiqué le choix direct d'un architecte par le chef de l'Etat. Vous qui travaillez aux Etats-Unis, cela vous gêne-t-il d'être l'architecte du prince?

- En Amérique, la commande ne vient jamais de l'Etat, mais du secteur privé, En France, par une sorte de tradition que la monarchie semble avoir léguée à la République, c'est plutôt l'inverse. A condition qu'il s'agisse de diriabsolument persuadé que, pyramide dont le sommet est à tain courage pour un homme donc ce cas ma solution est la vingt mètres est plutôt une politique à décider de ces choses.

qu'on ait tout de suite Quand on veut construire pour longtemps, on ne peut se plier lieu, qu'on sache qu'on est aux caprices de la mode, qui dans le Grand Louvre. Le malheureusement domine le choix des jurys.

- Presque tous les directeurs de mosées étrangers interrogés en 1983 par Emile Biasini, avant que vous ne soyez pressenti, avaient cité votre nom. Etes-vous le seul?

- Je pense que nous sommes quelques-uns à pouvoir faire ce projet. Mais le problème du Louvre est très complexe. C'est un musée, un palais, un monument. Les gens ne savent pas à quel point le Louvre va être amélioré fonctionnellement. Ils sont seulement au courant de la pyramide, et ce n'est pas le plus important.

- Vous êtes un « moderne ». Cela vous gênet-il au Louvre?

- Les architectes modernes, Mies Van der Rohe, Le Corbusier, ont posé les fondations d'un mouvement qui a à peine commencé et qui n'a pas encore exploré toutes les possibilités de la technologie. Il y a encore beaucoup à explorer, et je me situe dans cette lignée. Presque tout ce qui se fait en ce moment est du pastiche, à la mode, et ne durera pas. Cela passera. Même moi. je vivrai assez longtemps pour le voir. »

> Propos recueillis par MICHELE CHAMPENOIS

SARANTE-DEUXIÈME AN La France ila «guerre étoiles »

pois le disceurs de M. Bonmonçant en mars 1983 re des étoiles .. r. mitiative de signe . IDS: Americal dispense a on the service of the service described of the service de la constant de service de la constant de l o les auspices de la Welleme fondation con sde de defense, a no présentes d'un côté po force - par le ministre de Have Charles Heran. Le débat continue de

and a fleuret mouchets. arisque d'éclipser aute m sensible dans les pe ses et des autres. Aimei, ses y Weinberger, l'accent is ésormais nettement in gh constitution d'un be einclèzire étanche et - de il que sur des mesures il sus supposées assurer la sité par un métalle supposées assurer la sité par une supposées autre la sité partie de la sité par une supposées autre la sité partier la sité par une supposées autre la sité partier l is: l'argument principal at antimissile risque mile sealement pendent mode fort langue, many dat en ce verte ent min paffe par l'inconfitude was me que cela fura nativación ignit d'un agresseur quit iditeacité d'une preside

Da côté européen. On mode 4 Beerce d'approche centre meller Kohl, qui ne critique sie programme americate de oue ies Etats-l pien leur ailles à coopérer l anterches promettenses mit theren qui a repese l'attaigne soit pacifique - et est igne soit pacifique - et est soute sans la nommer, sième, luriante attenuée de PIDS. a mi que le ministre de la dese s'est surtout employé & judante l'apparition d'armes assiellites, rappotant la proaccon française de juin 1984 terlisant les mayens de s'es Petre aux satellites en orbite

Ch dit, depuis le passage an litate de VI. McFarlane. festente sovieto-américaine lonerture de négociations ses themes, le ton en France les pas à la dramatisation des agences avec Washington de un unte avec intérét que s pochains essais du nouvei antisatellite américain. the relates jusqu'en jules his généralement, que rien te qu'emisagent les Etats Be contredit le traité ABM 1972 sur les antimissiles. De de manière, ce ne sont par les lectures recherches améri-cion autour de Moscon. La stallogie américaine ellethe sera pas mure avant he ans ei son imitation par con prendra plus de temps

litant de raisons donc pour lis de ne par se précipiter les bras des Soviétiques, instance de consultations bilato sur l'espace. Le gouverben français en 2 accepté le la lançais en 2 accepté le la lançais en 2 accepté le la lançais en la somean mais il sometime F, diesu de ces consersapar le semiel : le sentiel : le les converses dissimuler l'essentiel : le to be peut ni ne veut contes e stade, comme le font les de recherche américais